

UNIVERSITÉ DE LAUSANNE  
FACULTÉ DES LETTRES

Maîtrise universitaire ès lettres – Histoire contemporaine

**L'exclusion économique, politique et sociale des réfugiés  
palestiniens au Liban : étude de cas de Nahr el-Bared**

par

Samuel Roh

sous la direction du Professeur Jean Batou

Session d'hiver 2014

## **Remerciements**

A travers ces quelques lignes, je tiens à rendre hommage aux personnes qui m'ont soutenu et accompagné durant ce travail de mémoire. Un immense merci à Alem, Andrea, Antoine, Aurélie, Christelle, Diana, Fabien, Hadrien, Jasmina, Léonard, Léonor, Linda, Nada, Pierre, Stéphanie et ceux que j'oublie.

Merci à ma famille d'une part de m'avoir permis d'accomplir mes études et d'autre part pour le soutien qu'elle m'a apporté durant ces années universitaires.

Enfin un remerciement particulier à mon amie Sanita qui a su trouver les mots justes quand il le fallait et qui m'a poussé à aller toujours plus loin.



## Table des matières

<b>1. Introduction</b>	<b>1</b>
1.1. Problématique	1
1.2. Historiographie palestinienne	4
 <b>2. Les réfugiés palestiniens au Liban : une marginalisation cyclique depuis 1948</b>	 <b>8</b>
2.1. Le Liban au sortir de la 2ème Guerre mondiale. Contexte social, politique et économique	8
2.1.1. Du Mont-Liban au Grand-Liban. La fragilité du nouvel Etat fraîchement constitué	8
2.1.1.1. Du Mont-Liban au Grand-Liban	8
2.1.1.2. Le recensement de 1932	10
2.1.1.3. L'institutionnalisation du communautarisme : une création française ?	12
2.1.1.4. L'accès à l'indépendance	13
2.2. La <i>Nakba</i> jusqu'aux accords du Caire : 20 années de surveillance (1948-1969)	17
2.2.1. Le positionnement libanais dans la guerre israélo-arabe de 1948	17
2.2.2. L'exil palestinien et la mise en place des mesures d'urgence	20
2.2.2.1. La gestion des réfugiés palestiniens et la mise en place de services d'urgence	20
2.2.2.2. L'enregistrement des Palestiniens à leur arrivée au Liban : entre mesure d'urgence et utilisation politique	22
2.2.2.3. Des réfugiés palestiniens urbanisés aux réfugiés des camps/groupements : recomposition de la société dans l'exil	26
2.2.3. La marginalisation des réfugiés palestiniens	30
2.2.3.1. La législation libanaise restrictive vis-à-vis des Palestiniens	30
2.3. Des accords du Caire à l'invasion israélienne (1969 à 1982) : l'émancipation de la population palestinienne du Liban durant la guerre civile	38
2.3.1. Accords du Caire : le tournant décisif	38
2.3.2. La dynamisation des institutions palestiniennes au Liban : l'arrivée de la centrale palestinienne après le Septembre Noir	41
2.3.3. Les camps de réfugiés : espaces de résistance et construction de l'identité nationale	45
2.4. De l'invasion israélienne à la fin de la guerre civile (1982-1990)	51
2.4.1. L'invasion israélienne met fin aux rêves palestiniens	51
2.4.2. Le départ de l'OLP : une population palestinienne orpheline	53

2.4.3. Les guerres des camps (1983 et 1985-1987) .....	55
2.5. Les Accords de Taëf et le Liban sous tutelle syrienne (1989-2005) :	
l'institutionnalisation de la marginalisation palestinienne .....	59
2.5.1. Les réfugiés palestiniens, grands absents des accords de Taëf .....	59
2.5.2. Les discussions de paix israélo-palestiniennes et l'accélération de la marginalisation des réfugiés sur la scène libanaise .....	61
2.6. Le retrait syrien et le mirage de l'amélioration des conditions pour les Palestiniens .....	68
2.6.1. Les Comités Populaires dans les camps : mirage d'une relation libano-palestinienne au beau fixe .....	68
 <b>3. Le camp de réfugiés palestiniens de Nahr el-Bared comme modèle d'exclusion .....</b>	<b>71</b>
3.1. Situation avant les affrontements de 2007 : un modèle d'intégration dans la vie libanaise .....	71
3.1.1. Histoire du camp .....	71
3.1.2. Situation économique et dynamiques sociales du camp .....	72
3.2. Les combats de Nahr el-Bared de 2007 et la destruction du camp .....	75
3.2.1. Déclenchement du conflit et affrontements de mai à septembre 2007 .....	75
3.2.2. Urbicide de Nahr el-Bared et effacement de son microcosme .....	79
3.2.3. Fatah al-Islam : un électron libre au service de la Syrie ? .....	83
3.2.4. Fatah al-Islam : une métastase du conflit irakien ? .....	88
3.3. Reconstruction et sécurisation du camp .....	91
3.3.1. La mobilisation des déplacés de Nahr el-Bared .....	91
3.3.2. La Conférence de Vienne : la consécration d'un modèle sécuritaire .....	94
3.3.3. Entre arrêts des travaux et situation sécuritaire exagérée : une reconstruction ratée .....	99
 <b>4. Conclusion .....</b>	<b>104</b>
 <b>5. Bibliographie .....</b>	<b>107</b>
 <b>Sources .....</b>	<b>118</b>
 <b>Annexes .....</b>	<b>134</b>

# 1. Introduction

## 1.1. Problématique

En mai 2007, de violents affrontements éclatent au Nord du Liban à Tripoli entre les Forces Armées Libanaises (FAL) et un groupe jihadiste alors inconnu, Fatah al-Islam. Ce qui semblait être un affrontement entre l'armée libanaise et quelques militants de Fatah al-Islam se transforme rapidement en une guerre s'étalant sur plus de trois mois au camp de Nahr el-Bared, là où le Fatah al-Islam trouve refuge. Cette guerre engendre, d'une part, le déplacement de quelques 27'000 Palestiniens, pour la plupart dans le camp de réfugiés voisin à Beddawi, ainsi que la destruction quasi-totale de l'ancien camp<sup>1</sup> de Nahr el-Bared.

La bataille fait rage : 42 civils palestiniens, 168 militaires libanais ainsi que 222 membres de Fatah al-Islam périssent.<sup>2</sup> Si officiellement, le conflit se termine le 2 septembre 2007, la présence de l'armée libanaise dans le camp se prolonge jusqu'au 10 octobre de cette même année, empêchant ainsi le retour des résidents dans leur foyer. Lorsque l'armée donne le feu vert aux réfugiés palestiniens, la permission n'est valable qu'aux seuls habitants du nouveau camp. Alors, 8'000 Palestiniens, soit l'équivalent de 1'200 familles, rejoignent leur ancien foyer, détruit à hauteur de 85%<sup>3</sup>. Hormis les bombardements, les maisons ont été pillées, vandalisées, voire incendiées. Marcy Newman établit un parallèle entre l'état des foyers palestiniens du camp de Nahr el-Bared après le conflit de 2007 et celui des foyers libanais au Sud-Liban après le retrait des troupes israéliennes en 2006.

« Ce qui est le plus révélateur est le fait que l'intérieur de nombreuses maisons dans le camp ressemblait aux foyers libanais du Sud-Liban, où l'on a trouvé des maisons pillées avec des déjections de soldats sur du mobilier, des graffitis à caractère raciste, des drapeaux dressés au sommet des maisons détruites, (des drapeaux israéliens dans le cas du Sud-Liban, des drapeaux libanais dans le cas de Nahr el-Bared) ainsi que des munitions tirées à travers des réfrigérateurs ou encore des Corans. »<sup>4</sup>

---

<sup>1</sup> Le camp de Nahr el-Bared se divise en deux camps. Le camp officiel de l'UNRWA construit en 1949 et dit « ancien camp » et le « nouveau camp », adjacent à l'ancien et qui a été construit à la fin des années 1970. Celui-ci est officiellement et légalement sous la juridiction de la municipalité de Muhammara, mais dépend des services sociaux et éducationnels de l'UNRWA. L'ancien camp comptait avant sa destruction plus de 20'000 habitants sur les 33'000 résidents des deux camps.

<sup>2</sup> Chiffres tirés de l'Article de Sari Hanafi, « Reconstructing and Governing Nahr el-Bared Camp : Bridge or Barrier to Inclusion ? », *ArteEast* p. 3.

<sup>3</sup> Chiffres tirés de NEWMAN, Marcy, « The Ongoing Nakba in Lebanon : The Case of Nahr el-Bared Refugee Camp », *al-Majdal*, n° 44, 2010, p. 33.

<sup>4</sup> *Ibidem*, p. 35.

Finalement, ce n'est qu'en avril 2008 que les premiers travaux de reconstruction sont entrepris sous la houlette du gouvernement libanais. Dans le processus de reconstruction, la dimension de sécurité prend une place prééminente, imposant la souveraineté libanaise sur le camp de réfugiés. « L'idée était que Nahr el-Bared serait le prototype d'un nouveau type de camp qui serait "sécuritaire et contrôlé" en vertu de la souveraineté établie de l'Etat. »<sup>5</sup> En effet, le gouvernement Siniora souhaite faire de Nahr el-Bared un modèle de camp de réfugiés palestiniens lequel pourrait s'appliquer aux 11 autres camps officiels de l'UNRWA dispersés dans le pays du Cèdre.

Pourtant, très vite, les travaux sont interrompus à de nombreuses reprises, notamment à cause de « l'incompétence des entrepreneurs et au constant bras de fer entre les forces sécuritaires et l'Unrwa, les premières réclamant toujours plus d'espace de manœuvre à l'intérieur du camp et la seconde voulant établir le plus grand nombre d'habitations aux réfugiés. »<sup>6</sup> A l'heure d'un constat en 2012, seuls entre 800 et 1200 familles<sup>7</sup>, sur les 5'500 qui y habitaient, ont pu rejoindre leur ancien foyer.

Sur le plan humain, ce sont les relations libano-palestiniennes qui sont mises à mal, notamment par l'assimilation des réfugiés avec le Fatah al-Islam. L'identification des corps du groupe jihadiste permet néanmoins de tamiser cette accusation. Parmi eux, une majorité de Libanais et de Saoudiens<sup>8</sup>. Pourtant, malgré les déclarations officielles libanaises niant tout lien, les réfugiés palestiniens sont entachés du blâme des Libanais.

« Without the acquiescence and complicity of camp residents, it never would have been in a position to attack the army. The war would not have occurred. »<sup>9</sup>

Ainsi, le point central de ce travail est de se demander en quoi Nahr el-Bared est-il le reflet d'une politique libanaise d'exclusion politique, sociale et économique vis-à-vis des réfugiés palestiniens au Liban ? Comment pouvons-nous y avoir à travers ce prisme une situation générale de marginalisation vieille de 65 ans ?

---

<sup>5</sup> SHEIKH HASSAN, Ismael et HANAFI, Sari, « (In)Security and Reconstruction in Post-conflict Nahr el-Barid Refugee Camp », *Journal of Palestine Studies*, n° 1, 2010, p. 38.

<sup>6</sup> NOUJEIM, Sandra, « La reconstruction de Nahr el-Bared, une opportunité ratée », *L'Orient-Le-Jour*, 2013.

<sup>7</sup> Chiffres tirés de « Live from Nahr el-Bared », *Cafe thawra*, 2012.

<sup>8</sup> Bernard ROUGIER dénombre parmi eux 69 Libanais, 50 Palestiniens et 43 Saoudiens. Il tient son information du quotidien *al-Nahar* du 21 août 2007, qui ne distingue pas les Palestiniens de Syrie de ceux du Liban.

ROUGIER, Bernard, *Qu'est-ce que le salafisme ?*, Paris : Presses Universitaires de France, 2008, 271 p.

<sup>9</sup> « Nurturing Instability : Lebanon's Palestinian Refugee Camps », rapport de International Crisis Group, *Middle East Report*, n° 84, 2009, p. 12.

Dès leur arrivée en 1948 au pays du Cèdre, les Palestiniens servent de faire valoir politique. Si les vingt premières années se caractérisent par une surveillance de la part de l'Etat libanais et son appareil de sécurité, le Deuxième Bureau, c'est surtout après la fin de la guerre civile en 1990 que les conditions de vie des Palestiniens s'assombrissent. La majorité de l'opinion libanaise tient ces derniers pour responsables de l'éclatement de la guerre. Pour preuve, les réfugiés palestiniens ne figurent pas dans le document scellant la réconciliation nationale, l'Accord de Taëf (1989).

Dès lors, le Liban, sous tutelle de son voisin syrien, se singularise de plus en plus par une politique hostile à l'égard des réfugiés palestiniens. Ainsi, des pratiques répressives autant que des entraves administratives se cristallisent autour de la peur du *tawṭīn* (implantation) désormais constitutionalisée, « l'objectif, non avoué mais avéré, étant de leur rendre la vie la plus insupportable qu'elle ne l'est déjà et les pousser à quitter le territoire libanais. »<sup>10</sup> La clause de réciprocité, talon d'Achille des Palestiniens, est une des bases juridiques et légales qui justifie les décisions discriminatoires du gouvernement. Apatrides, les Palestiniens sont privés de nombreux droits comme celui à la propriété privée ou l'accès aux professions libérales, pour n'en citer deux.

En 2005, avec le retrait syrien hors du Liban ainsi que la constitution d'un Comité de Dialogue Libano-Palestinien (CDLP), les conditions semblent réunies pour rapprocher à nouveau les deux peuples. Pourtant, les divisions internes palestiniennes ainsi que l'instabilité politique libanaise pointent très vite les limites du dialogue national. Enfin, la guerre de Nahr el-Bared brise définitivement l'espoir d'une amélioration des conditions de vie des Palestiniens.

En 2013, l'arrivée massive de réfugiés fuyant la guerre en Syrie relance pour une énième fois le débat sur le *tawṭīn*<sup>11</sup>. Les vieux fantômes du passé exacerbent les craintes démographiques présentes depuis 1932, date du dernier recensement officiel, et les Palestiniens sont à nouveau victimes d'une psychose sociale présente depuis bien trop longtemps.

---

<sup>10</sup> « Liban. Les réfugiés palestiniens : discriminations systématiques et désintérêt total de la communauté internationale », rapport de Mission Internationale d'Enquête, n° 356, 2003, p. 13.

<sup>11</sup> Abū Khalīl, As'ad, « ḡibrān bāsīl wa khuṣūmahu » (Gibran Bassil et ses opposants), *al-Akhbar*, 12 janvier 2013. TUENI, Nayla, « al-'ib' al-filasṭīnī muḡaddidan – nāila tūaynī » (Le fardeau palestinien à nouveau – Nayla Tueni), *as-Sawsana*, 1 janvier 2013. Voir l'annexe n° 1 : tableau des translittérations des caractères arabes vers le français.

## 1.2. Historiographie palestinienne

Aborder l'histoire palestinienne implique une interrogation de la Palestine en tant qu'entité territoriale, nationale et historique. De même, elle est inextricablement liée à l'histoire d'Israël et donc, la dimension politique prédomine. « A l'heure où les historiens israéliens se penchent sur la révision des récits fondateurs de leur nation<sup>12</sup>, l'Etat palestinien n'existe toujours pas. Cette différence de statut entre un Etat-nation et une nation sans Etat interfère non seulement sur l'écriture mais aussi sur l'interprétation des faits historiques eux-mêmes. »<sup>13</sup>

Soixante-cinq après la création de l'Etat d'Israël, les historiens israéliens ont suffisamment de recul pour remettre en cause le mythe fondateur du foyer juif au Proche-Orient. De leur côté, les historiens Palestiniens font face à un enjeu différent. Ils doivent, avant la réexamination de leur histoire, « construire leur objet à travers la collecte d'archives, scruter les périodes essentielles de la construction de la nation, marquée par la catastrophe de 1948, la Nakba, avant de pouvoir rédiger un récit fondateur. »<sup>14</sup> Ainsi, l'année 1948 est le point de départ de l'historiographie palestinienne définie « dans un double rapport d'altérité : contre l'usurpateur sioniste de la terre natale et face au frère arabe, tour à tour hôte, compagnon d'armes, traître, ennemi ou allié selon les circonstances. »<sup>15</sup>

De novembre 1947 à octobre 1950, entre 600'000 et 750'000 Arabes de Palestine<sup>16</sup> sont expulsés de leurs habitations. L'expulsion a pour effet de disperser l'élite arabe de Palestine, engendrant l'éclosion de multitudes de pensées. L'histoire palestinienne s'écrit alors au Caire, à Beyrouth, à Damas ou encore Bagdad. Avec la multiplication des maisons d'édition, les premiers travaux historiques sont publiés.

Parmi les figures importantes des premiers travaux sur l'histoire de la Palestine, se dégage Constantine Zureik<sup>17</sup>. Figure importante du nationalisme, Zureik « est incontestablement celui

---

<sup>12</sup> MORRIS, Benny, *The birth of the Palestinian refugee problem revisited*, Cambridge : Cambridge University Press, 2004, 640 p.

<sup>13</sup> SFEIR-KHAYAT, Jihane, « Historiographie palestinienne. La construction d'une identité nationale », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2005/1, p. 35-52.

<sup>14</sup> Idem.

<sup>15</sup> Idem.

<sup>16</sup> Chiffres tirés de MORRIS, Benny, *The birth of the Palestinian refugee problem revisited*, *op. cit.*, p. 1.

<sup>17</sup> Voir notamment ZUREIK, Constantine, *Ma'na al-Nakba* (Le sens du Désastre), Beyrouth : Dâr al-'ilm lil malayîn, 1948, 96 p.

qui donna le mieux un sens à la défaite, en la baptisant *al nakba* (le désastre). »<sup>18</sup> Ne s'arrêtant pas simplement sur la critique des chefs politiques arabes, il se penche également sur les causes socio-économiques de la défaite face au sionisme. Pour lui, la victoire sioniste avait été possible grâce à la domination de leur système politique, face aux systèmes politiques arabes, vivant encore dans leur gloire d'antan. « Avant-gardiste, il critiquait la situation interne des sociétés arabes plongées dans une léthargie profonde, invitant à "utiliser la Nakba comme une secousse qui mène vers la progression et l'évolution et non à l'ébranlement et à l'anéantissement". »<sup>19</sup>

Durant cette période, l'éclatement géographique des intellectuels palestiniens entraîne la création d'une littérature d'exil, empreinte d'un sentiment d'injustice. « Le souvenir d'une Palestine perdue, la victimisation et la peur de l'Autre se traduisent dans la construction des fondements d'une identité palestinienne extraterritorialisée. »<sup>20</sup> Pourtant, la majorité des historiens délaisse le souvenir d'un passé idéalisé pour se consacrer aux causes de l'expulsion et s'attarder sur les mécanismes de la défaite face aux troupes sionistes. Les questions politiques sont définitivement consacrées durant la montée du nationalisme arabe, lequel laisse une place de choix à la question palestinienne dans ses discours.

La défaite de la guerre des Six Jours en 1967 amène un changement du leadership palestinien et provoque l'arrivée sur la scène politique de mouvements armés de la résistance palestinienne. Les chercheurs, influencés par ces mouvements, radicalisent également leurs positions. Par ailleurs, ils sont « marqués par les thèses marxistes qui les amenèrent à relire l'histoire de la Palestine dans des écrits politisés où le ton militant dominait. Ils offraient ainsi une approche totalement nouvelle de la structure de la société arabe palestinienne et de son histoire. »<sup>21</sup> Leur vision s'inscrit alors dans une double perspective, soit la révolution et la résistance à Israël. Après de multiples débats, leurs écrits jettent les bases d'une identité palestinienne basée sur trois concepts : « la lutte des classes contre l'opresseur, riche propriétaire terrien en Palestine, qui a trahi son peuple en vendant ses terres à l'ennemi sioniste ; l'opposition à l'immigration juive en Palestine et la présence britannique, alliée des

---

<sup>18</sup> SFEIR-KHAYAT, Jihane, « Historiographie palestinienne. La construction d'une identité nationale », *op. cit.*, p. 42.

<sup>19</sup> *Ibidem*, p. 43.

<sup>20</sup> *Idem*.

<sup>21</sup> *Ibidem*, p. 44.

sionistes ; enfin, le combat contre Israël, Etat usurpateur de la terre nationale et entité diabolique visant à éradiquer le peuple palestinien. »<sup>22</sup>

De ce courant, nous pouvons citer Samir Ayyoub<sup>23</sup>, dont les travaux sont marqués par la rhétorique marxiste des classes ou encore Naji 'Allouch<sup>24</sup> qui établit une analyse historique de la société rurale durant le mandat britannique. Enfin, notons également que la période est marquée par la création de centres recherches et de maisons d'édition par certains partis politiques, comme c'est le cas de l'OLP, le FPLP ainsi que le Parti Baas. Ainsi, Beyrouth voit la création du Centre de recherche de la Palestine (CRP). Malgré son financement par l'OLP, le CRP organise des rencontres et débats et s'attache également à la formation, et ce, jusqu'à l'invasion d'Israël en 1982. Les publications d'auteurs comme Abdel Wahab Kayyali<sup>25</sup> et Sami Hadawi<sup>26</sup> y voient le jour. D'autre part, l'espace des camps de réfugiés fournit également une nouvelle catégorie d'acteurs ayant reçu un enseignement dans les écoles de l'UNRWA.

Cependant, l'invasion israélienne de 1982 met à mal la production scientifique à Beyrouth. Aussi, les chercheurs exilés en Occident prennent le relais. Elias Sanbar, chercheur palestinien francophone, se penche sur l'année 1948<sup>27</sup> et aborde « la problématique complexe et piégée de l'arabisme ou de l'arabité de la Palestine. »<sup>28</sup> De plus, il « expose la façon dont le double rapport à la colonisation sioniste et aux sociétés arabes d'accueil a cristallisé un sentiment national proprement palestinien. »<sup>29</sup> Walid Khalidi se penche sur la reconstitution de l'expulsion en soulignant l'importance du Plan Dalet, afin de démontrer l'intension de chasser les Arabes de Palestine par les troupes juives<sup>30</sup>.

---

<sup>22</sup> *Ibidem*, p. 45.

<sup>23</sup> AYYOUB, Samir, *al-Bina 'al tabaqi lilfalastinyîn fi Loubnân* (La structure des classes des Palestiniens au Liban), Beyrouth : Université arabe de Beyrouth, 1978.

<sup>24</sup> 'ALLOUCH, Naji, *al-Mouqawama al-'Arabiyya fi Falastîn* (Le mouvement nationaliste en Palestine), Beyrouth : Centre de recherche de l'OLP, 1974.

<sup>25</sup> KAYYALI, Abdel Wahab, *al-Kiboutz* (Le kiboutz), Beyrouth : Centre de recherches de la Palestine, 1966.

<sup>26</sup> HADAWI, Sami, *La Palestine mise en évidence*, Beyrouth : Centre de recherches de la Palestine, 1968, 130 p.

<sup>27</sup> SANBAR, Elias, *Palestine 1948. L'expulsion*, Paris : Les livres de la Revue d'études palestiniennes, 1985, 324 p.

<sup>28</sup> SFEIR-KHAYAT, Jihane, « Historiographie palestinienne. La construction d'une identité nationale », *op. cit.*, p. 47.

<sup>29</sup> *Idem*. Sur la question de l'identité palestinienne voir, SANBAR, Elias, *Figures du Palestinien : identité des origines, identité de devenir*, Paris : Gallimard, 2004, 299 p.

<sup>30</sup> KHALIDI, Walid, « Plan Dalet : Master plan for the conquest of Palestine », *Journal of Palestine studies*, 18, 1, « Palestine 1948 », 1988, p. 4-33. Pour aller plus en détail voir également KHALIDI, Walid, *L'histoire véridique de la conquête de la Palestine*, Paris : Revue d'études palestiniennes, 1998, 92 p.



Finalement, les années 1990 sont marquées par l'importance des récits de vie, dont Rosemary Sayigh<sup>31</sup>, pionnière de l'anthropologie historique palestinienne, se fait la chef de file. Aussi, « l'absence de sources écrites et le souci de porter l'accent sur les acteurs poussèrent de nombreux chercheurs à recueillir les témoignages oraux des expulsés de 1948. »<sup>32</sup> De même, les accords de paix d'Oslo en 1993, poussent les historiens à l'intérieur de la Palestine à revenir sur l'année 1948 à travers des témoignages oraux ainsi que la consultation de documents d'archives en hébreux. C'est le cas notamment de Nour Masâlha qui se penche sur la politique de transfert. « Sa thèse est la suivante : le terme "transfert" est une litote qui désigne l'expulsion organisée des Arabes habitant la Palestine vers les pays limitrophes ou lointains, et plonge ses racines dans la thèse sioniste "d'une terre sans peuple pour un peuple sans terre", une solution radicale pour les problèmes de démographie d'Israël. »<sup>33</sup>

Pour finir, durant ces dernières années, un courant historiographique plus académique émerge. Ce dernier « se penche sur la période ottomane afin de lui redonner sa juste place et de rétablir par là même les limites des différentes périodes qui ont marqué l'histoire de la Palestine. »<sup>34</sup> Aussi, des historiens tels Adel Manna' tentent de montrer que la Palestine existe et se construit sous les Ottomans.

Notre travail se décompose en deux axes principaux ayant pour fil rouge commun la marginalisation des réfugiés palestiniens au Liban. Ainsi, la première partie retrace l'exclusion des Palestiniens au pays du Cèdre depuis leur arrivée en 1948 jusqu'au retrait syrien en 2005. Pour ce faire, les sources que nous avons utilisées sont essentiellement des lois et autres décrets du gouvernement libanais, voire de la Ligue arabe. A partir de là, nous nous sommes basés sur les travaux récents d'historiens comme Rosemary Sayigh<sup>35</sup> ou encore Jihane Sfeir<sup>36</sup> et Mohamed Kamel Doraï<sup>37</sup>, délaissant volontairement toutes les études concernant l'identité palestinienne car pas vraiment utiles pour notre travail. Puis, les travaux

---

<sup>31</sup> SAYIGH, Rosemary, *From peasants to revolutionaries*, Londres : Zed Books, 1994, 251 p.

<sup>32</sup> SFEIR-KHAYAT, Jihane, « Historiographie palestinienne. La construction d'une identité nationale », *op. cit.*, p. 47.

<sup>33</sup> *Ibidem*, p. 49.

<sup>34</sup> *Ibidem*, p. 50.

<sup>35</sup> SAYIGH, Rosemary, *Too many enemies. The Palestinian Experience in Lebanon*, London ; New-Jersey : Zed Books, 1994, 369 p.

<sup>36</sup> SFEIR, Jihane, *L'exil palestinien au Liban. Le temps des origines 1947-1952*, Paris ; Karthala ; Beyrouth : IFPO, 2008, 281 p.

<sup>37</sup> DORAÏ, Mohamed Kamel, *Les Réfugiés palestiniens du Liban : une géographie de l'exil*, Paris : CNRS, 2006, 252 p.

concernant le statut des réfugiés palestiniens au Liban, comme ceux de Souheil al-Natour<sup>38</sup>, Jalal al-Husseini et Ricardo Bocco ou encore Jaber Suleiman nous ont été précieux. Enfin, nous avons pu nous appuyer sur les travaux de Daniel Meier et Sari Hanafi pour mieux appréhender l'implication de la diaspora palestinienne dans la politique libanaise.

La particularité de notre travail se situe dans le fait de s'attarder sur un événement très récent, en l'occurrence la destruction du camp de Nahr el-Bared en 2007, et de l'analyser en tant qu'énème épisode de la marginalisation des réfugiés palestiniens au Liban. Aussi, notre objectif est de démontrer que l'épisode de Nahr el-Bared n'est que le reflet de la politique libanaise à l'égard de la diaspora palestinienne et qu'il s'insère dans une chronologie d'exclusion politique, sociale et économique. Pour ce faire, nous avons travaillé notamment sur des sources issues de Wikileaks, des rapports de l'UNRWA ainsi que des articles de journaux. En ce qui concerne la littérature secondaire, à défaut de livres publiés, nous avons pu nous appuyer sur des articles pour étayer nos propos, malgré leur relative faible quantité.

## **2. Les réfugiés palestiniens au Liban : une marginalisation cyclique depuis 1948**

### **2.1. Le Liban au sortir de la 2<sup>ème</sup> Guerre mondiale. Contexte social, politique et économique**

#### **2.1.1. Du Mont-Liban au Grand-Liban. La fragilité du nouvel Etat fraîchement constitué**

##### **2.1.1.1. Du Mont-Liban au Grand-Liban.**

Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, l'Etat du Liban connaît sa deuxième année d'indépendance. Auparavant, le pays est sous tutelle mandataire de la France, et ce depuis la Conférence de San Remo en 1920 qui accorde à la puissance française un mandat sur le Liban. Ainsi, selon la définition de la Société des Nations (SDN),

« les pays sous tutelle deviennent en théorie des "Etats indépendants" ; mais ils restent dans le même temps "soumis à l'interprétation du Conseil et de l'assistance administrative du pouvoir mandataire, jusqu'au moment où [les bénéficiaires] seront en mesure de s'assumer" »<sup>39</sup>

---

<sup>38</sup> AL NATOUR, Souheil, « The Legal Status of Palestinians in Lebanon », *Journal of Refugee Studies*, n° 3, 1997, p. 360-377.

<sup>39</sup> HIRST, David, *Une histoire du Liban 1860-2009*, Paris : Perrin, 2011, p. 23.

La SDN légalise donc le partage des territoires ottomans du Proche-Orient à la suite de la désintégration de ce même Empire. Conformément aux accords secrets Sykes-Picot de 1916<sup>40</sup>, la France et la Grande-Bretagne en sont les deux principaux bénéficiaires. Celle-ci récupère l'Irak, la Palestine et la Transjordanie, tandis que la France s'accapare la Syrie ainsi que le Mont-Liban. Dès lors, la présence française jette les bases de l'Etat libanais moderne tel que nous le connaissons aujourd'hui.

La "création" du Grand-Liban par la France débute une année avant son mandat, en 1919, avec l'agrandissement territorial du Mont-Liban. Cette décision trouve notamment justification dans la demande du patriarche maronite Monseigneur Howayyek (autorité spirituelle et temporelle du Mont-Liban) de définir une frontière libanaise permettant de garantir une autonomie économique (rattachement des ports) et une autosuffisance alimentaire (plaines fertiles de la Bekaa) après la grande famine qui sévit durant la Première Guerre mondiale. Lors de sa venue à la Conférence de Versailles en 1919, celui-ci trouve écho auprès du chef du gouvernement français, Georges Clémenceau, lequel garantit un gouvernement indépendant ainsi qu'un statut national indépendant et enfin, donne son accord à une extension du territoire.

En annexant les villes côtières de Beyrouth, Tyr, Sidon et Tripoli ainsi que la vallée intérieure de la Bekaa, le territoire s'agrandit considérablement<sup>41</sup>. En 1920, la France proclame l'Etat du Grand-Liban. Les frontières sont fixées en 1924 et l'Etat du Grand Liban est séparé de la Syrie en dépit de l'appartenance syrienne de certains territoires annexés.

Elles se délimitent au nord par un petit fleuve côtier, le Nahr el Kebir et la ligne de crête de l'Anti-Liban à l'est. Cette limite à l'est dépasse par deux fois la frontière naturelle, soit à Deir el Achyar et Tfeil afin de tenir en tenaille Damas. « Au sud, la frontière avec la Palestine est difficile à tracer, car les Britanniques relayent les prétentions du mouvement sioniste qui exige l'ensemble du bassin versant du Jourdain, pour sécuriser l'approvisionnement en eau du nord de la Palestine. »<sup>42</sup> Mais la France campe sur ses positions et interdit l'achat de terres par le mouvement sioniste dans le Sud-Liban. L'unique concession française envers le futur Etat d'Israël est la dépression du Houlé, et ce, dans le but de concentrer toutes les colonies juives dans la Palestine britannique.

---

<sup>40</sup> Pour avoir un aperçu du partage régional selon les accords, voir l'annexe n° 2 : la carte du partage des territoires du Proche-Orient selon les accords de Sykes-Picot de 1916.

<sup>41</sup> Voir la carte figurant à l'annexe n° 3 : l'agrandissement du territoire du Mont-Liban au Grand-Liban.

<sup>42</sup> BALANCHE, Fabrice, *Atlas du Proche-Orient*, Paris : Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2012, p. 28.

Les terres au sud sont bien trop importantes au projet libanais, car inscrites dans le projet d'annexion au Grand Liban. Ainsi, la région du Jebel Amil, chiite, clos définitivement les nouvelles frontières.

« Le petit Liban chrétien, viable sur le plan confessionnel, a cédé la place à l'Etat du Grand Liban, certes plus viable sur le plan économique, mais sur lequel pèse une lourde hypothèque politique puisque la communauté chrétienne n'y est que très faiblement majoritaire et qu'elle ne va cesser de diminuer. »<sup>43</sup>

De plus, à aucun moment « les populations, essentiellement musulmanes, des nouvelles régions incorporées au Liban ne furent jamais consultées. »<sup>44</sup>

Si l'ambition de la France vise à faire du Liban un territoire refuge pour les chrétiens du Proche-Orient, notamment pour les Arméniens et autres minorités chassées de Turquie, l'importante émigration des chrétiens libanais porte un coup au projet de la France. Ainsi, du début du mandat français jusqu'à sa fin, le rapport démographique s'inverse en faveur des musulmans. Pourtant, la puissance mandataire française ainsi que les élites chrétiennes au Liban préfèrent fermer les yeux, car cela compromettrait la prépondérance politique chrétienne dans les institutions. Aussi, depuis 1932 aucun recensement n'est entrepris malgré des suspicions à son égard. Comme l'affirme Jihane Sfeir, il semblerait que « les résultats issus du recensement auraient été manipulés dès le départ à des fins politiques en favorisant numériquement les chrétiens. »<sup>45</sup> Les agents recenseurs auraient comptabilisé les nombreux émigrés chrétiens.

#### 2.1.1.2. Le recensement de 1932

Le recensement de 1932 occupe une place tout à fait particulière dans la politique libanaise. Il est la pierre angulaire des identités libanaises et par extension, de la loi relative à l'octroi de la nationalité laquelle « fige le jeu électoral et ferme la porte aux naturalisations qui pourraient fragiliser le système confessionnel établi. »<sup>46</sup> Toute l'importance du recensement réside dans la place centrale qu'il occupe dans la construction politique de l'Etat libanais moderne, comme nous allons l'analyser ci-après.

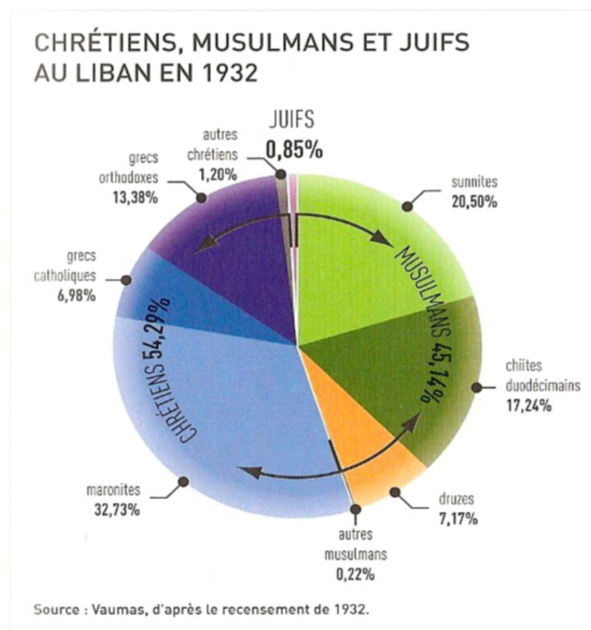
---

<sup>43</sup> *Idem.*

<sup>44</sup> MEIER, Daniel, *Le Liban*, Paris : Le Cavalier Bleu, 2010, p. 21.

<sup>45</sup> SFEIR, Jihane, *L'exil palestinien au Liban. Le temps des origines 1947-1952*, op. cit., p. 100.

<sup>46</sup> *Ibidem*, p. 101.



Graphique tiré de BALANCHE, Fabrice, *Atlas du Proche-Orient*, op. cit., p. 29.

Si nous nous penchons sur le graphique du recensement, nous pouvons nous apercevoir que les maronites sont la communauté la plus importante (32,7%), devant les sunnites (20,5%) et enfin les chiites (17,2%). C'est donc selon cette même hiérarchie que s'établit la répartition des charges les plus hautes, à savoir : le président de la République est un chrétien maronite, le président du gouvernement est un musulman sunnite et enfin, le président du Parlement est un musulman chiite. Le premier, s'il dispose de larges prérogatives, n'est néanmoins pas "responsable" devant le Parlement, bien que la Constitution de 1926 définisse le Liban en tant que République parlementaire. Quant aux deux autres, leur pouvoir n'est que très limité.

Le recensement consacre définitivement au niveau parlementaire la communauté chrétienne en tant que majorité (54,3%). La communauté musulmane, elle, s'élève à 45,1% du total. C'est donc sur cette base que s'établit la répartition parlementaire de 54 chrétiens pour 45 musulmans selon la Constitution de 1943, « figeant ainsi la représentation nationale en dépit des évolutions démographiques que le camp chrétien ignore. »<sup>47</sup> Ainsi, il faut attendre la fin de la guerre civile et les accords de Taëf en 1989 pour que les parlementaires chrétiens et musulmans aient un nombre de sièges équivalents (64 sièges chacun<sup>48</sup>).

<sup>47</sup> BALANCHE, Fabrice, *Atlas du Proche-Orient*, op. cit., p. 29.

<sup>48</sup> Voir l'annexe n° 5, la répartition des sièges parlementaires envers les différentes communautés, selon le partage de Taëf.

### 2.1.1.3. L'institutionnalisation du communautarisme : une création française ?

L'agrandissement du territoire du Mont-Liban par la puissance mandataire française ainsi que l'établissement d'un haut-commissaire français à sa tête peuvent laisser penser que le Liban moderne est une pure création française. D'autant plus que, en 1926, le mandat français dote le Grand Liban (renommé alors "Liban") d'une Constitution de type libéral, inspirée de celle de la III<sup>e</sup> République. Or, il semble nécessaire de clarifier de tels propos. Car si d'un côté, la puissance mandataire française fournit des cadres d'actions aux politiques libanaises, de l'autre, l'utilisation de ces cadres par les Libanais leur est tout à fait caractéristique. Afin de mieux comprendre la construction du Liban moderne et son fonctionnement particulier, dont le communautarisme politique, il est nécessaire de revenir quelque peu sur son histoire.

Le communautarisme politique libanais trouve source durant la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Après les massacres de 1841 et 1860 entre chrétiens et druzes, les Français prétextent la volonté de protection envers les chrétiens d'Orient pour intervenir dans les affaires du Mont-Liban. Alors, une coalition de puissances européennes se forme (France, Grande-Bretagne, Autriche, Prusse, Russie et finalement Italie dès 1867) pour imposer un « règlement organique qui, en 1861, permit le passage du Mont-Liban sous leur tutelle conjointe et la mise en place d'un système de gouvernement pluricommunautaire sous la houlette d'un gouverneur (*mutassarif*). »<sup>49</sup> Dès 1861, le Mont-Liban est gouverné par un gouverneur de confession chrétienne, lequel est secondé par un conseil de douze représentants des communautés les plus importantes. Le conseil, initialement égalitaire entre chrétiens et musulmans, donne rapidement la supériorité aux chrétiens :

« Initially, the AC<sup>50</sup> councillors were equally divided between Christians and Muslims, two for each of the six majors sects (Maronite, Druze, Greek Orthodox, Greek Catholic, Sunni, Shi'i). But the revised *Règlement organique* of 1864 modified this into seven Christians to five Muslims. »<sup>51</sup>

Ce legs de l'ère ottomane perdure et se modernise sous le mandat français. En effet, la puissance mandataire reconduit le communautarisme au centre même de la Constitution de 1926. L'article 95 est certainement le plus équivoque, puisqu'il « organisait les répartitions des charges du pouvoir en fonction de l'appartenance confessionnelle, mais à titre transitoire, le but à terme étant l'abolition de ce communautarisme politique. »<sup>52</sup> En ce qui concerne l'Assemblée, celle-ci s'établit selon une répartition communautaire des sièges. Néanmoins,

---

<sup>49</sup> MEIER, Daniel, *Le Liban, op. cit.*, p. 20.

<sup>50</sup> AC signifie Administrative Council (Conseil d'administration).

<sup>51</sup> TRABOULSI, Fawwaz, *A History of Modern Lebanon*, London : Pluto Press, 2007, p. 43.

<sup>52</sup> MEIER, Daniel, *Le Liban, op. cit.*, p. 23.

l'élection des députés nécessite les voix de tous les électeurs de la circonscription pour le candidat à un siège d'une confession donnée.

Par conséquent, il n'existe ni dans le Liban mandataire, ni dans le Liban post-indépendance de collège électoral séparé sur une base communautaire. En revanche, comme l'affirme Georges Corm,

« un résultat similaire à celui que donnerait un système de collège séparé a été obtenu du fait que certaines circonscriptions électorales ont été découpées de telle sorte que celles-ci soient très homogènes sur le plan communautaire, facilitant de la sorte l'élection des notables qui ne se réclameraient dans leur programme que de la défense de la communauté. »<sup>53</sup>

En effet, la puissance française établit un registre civil selon l'appartenance communautaire des Libanais et selon leur lieu d'origine et non de résidence « Par la création de ces catégories de classement, les autorités françaises consacrent "les communautés-régions" et empêchent la formation d'une communauté nationale unie. »<sup>54</sup>

Ainsi, l'établissement d'une constitution de type libéral semblant porter le peuple libanais vers une certaine émancipation, n'est en réalité qu'une illusion. Aussi, le Liban subit une « évolution schizophrénique du système institutionnel »<sup>55</sup>, comme l'avance Georges Corm.

Cependant, il ne faut pas négliger le rôle des acteurs libanais, qui permettent la pérennisation de ce système politique communautarisé. Car une fois l'hégémonie maronite en place, ses acteurs ne sont plus prêts à lâcher leur prérogative au profit d'une équité des communautés. Or, cette communautarisation du politique détourne les Libanais du chemin vers une appartenance nationale. Les rivalités "enfantées" par ce système, dont les bénéficiaires refusent logiquement la réforme, conduisent le pays à la guerre civile en 1975, comme nous le verrons par la suite.

#### 2.1.1.4. L'accès à l'indépendance

Si la Première Guerre mondiale développe des conditions propices à la création du Grand Liban sous mandat français, c'est durant la Deuxième Guerre mondiale qu'un Liban indépendant voit le jour. La décennie précédente est celle de grands troubles sociaux, économiques et politiques qui témoignent du ras-le-bol de la présence française et des

---

<sup>53</sup> CORM, Georges, *Le Liban contemporain. Histoire et société*, Paris : La Découverte, 2003, p. 87.

<sup>54</sup> SFEIR, Jihane, *L'exil palestinien au Liban*, *op. cit.*, p. 101.

<sup>55</sup> CORM, Georges, *Le Liban contemporain. Histoire et société*, *op. cit.*, p. 90.

avantages qu'elle en retire. La volonté d'émancipation du peuple libanais se fait grandissant à plusieurs niveaux.

Du point de vue économique, le Liban qui a su surmonter l'effondrement de son importante industrie de la soie, principale source de revenu au début du siècle, voit désormais l'influence du port de Beyrouth décliner au profit de celui de Haïfa. "Gonflé" par les influences britanniques et juives, le port d'Haïfa dépasse en 1934 Beyrouth, principal relais jusqu'alors entre l'Europe et les Etats du Golfe.

De son côté, l'oligarchie financière et commerciale libanaise perçoit deux principaux motifs suffisants à sa volonté d'échapper à l'aliénation du secteur économique par la France mandataire :

« The first was its desire, all sectarian factions included, to privatise and control the French 'Common Interests' as well as the franchise-holding companies. The second was the holigarchy's desire to liberate itself from the constraints and restrictions of a weak and closed French monetary zone. »<sup>56</sup>

Socialement, les conditions de vie se détériorent avec les répercussions de la Grande Dépression de 1929. Les années suivantes sont caractérisées par la multiplication de manifestations contre le chômage ainsi que l'augmentation des coûts de vie. Les manifestants appellent à l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation des salaires. C'est notamment le cas en 1934 lorsque la France octroie le monopole de la récolte et commerce du tabac ainsi que la manufacture de cigarette à une société concessionnaire française, la "Régie co-intéressée libano-syrienne des tabacs et des tombacs"<sup>57</sup>. S'en suit alors une grève générale, sachant que l'industrie du tabac est la seconde source de revenu du pays.

Dans ce contexte de plus en plus étouffant pour le peuple libanais, les revendications d'indépendance se font de plus en plus fréquentes. Il faut dire que le contexte régional est à la contestation nationaliste et indépendantiste. D'une part, l'Egypte obtient le 26 août 1936 de la Grande-Bretagne un nouveau traité qui lui accorde l'indépendance, en contrepartie de la continuité de la présence armée anglaise ainsi que la direction des affaires étrangères. D'autre part, la Palestine connaît un soulèvement populaire sans précédent contre le mandat britannique et l'immigration juive. Enfin, le voisin syrien se voit promettre la conclusion d'un nouveau traité reconnaissant son indépendance.

---

<sup>56</sup> TRABOULSI, Fawwaz, *A History of Modern Lebanon*, op. cit., p. 105.

<sup>57</sup> Le tombac est un alliage de cuivre et de zinc.



Avec l'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale, les négociations vis-à-vis de la France sont bloquées et Beyrouth fait à nouveau face à des manifestations. Emile Eddé, Président du Liban de 1936 à 1941, impuissant puisque « la majorité de ses prérogatives revient désormais au Haut-commissaire »<sup>58</sup>, se résout à présenter sa démission le 4 avril 1941. Dans la foulée, le haut commissaire suspend la constitution et dissout la Chambre des députés. L'administration de Vichy remplace Eddé par Alfred Naccache.

Finalement, après l'élection à la présidence de la République de Béchara el-Khoury le 21 septembre 1943, ce dernier demande au Comité National Français le transfert des pouvoirs auprès des institutions libanaises. La France refuse catégoriquement. Sauf nouveau traité, elle ne souhaite voir le Liban s'émanciper prématurément de son mandat. Derrière cette raison se cache en réalité la volonté du Général de Gaulle d'obtenir un nouveau traité lequel garantirait à la France des privilèges économiques, militaires et culturels au Liban ainsi qu'en Syrie.

Par conséquent, « la Chambre des députés, lasse d'attendre la concrétisation des promesses d'indépendance faites par le gouvernement de la France libre, amende la Constitution libanaise, le 8 novembre, pour y supprimer les articles relatifs au mandat français et faire de l'arabe la seule langue officielle du pays. »<sup>59</sup> Le président Khoury ratifie les jours suivants ces révisions.

La puissance mandataire, non consultée, réagit de manière ferme et déclare les révisions de la Constitution comme nulles et non avenue. Le 11 novembre, Béchara el-Khoury, Riyad es-Solh (alors Premier ministre), Abdel Hamid Karamé ainsi que les ministres Sélim Takla et Camille Chamoun sont emprisonnés dans une forteresse militaire du Sud-Liban, à Rachaya. Une vague de résistance nationale se forme à travers le pays et rapidement, les événements prennent de l'ampleur au niveau international :

« Pressed by the monarchs of Egypt, Saudi Arabia and Iraq, British Prime Minister Winston Churchill intervened with General de Gaulle who dispatched General Catroux to Beirut to resolve the crisis. »<sup>60</sup>

Finalement, les pressions internationales et nationales ont raison du mandat français. Le 22 novembre 1943, Béchara el-Khoury et les autres ministres emprisonnés sont libérés. Ce jour devient officiellement le jour de l'indépendance. Cette dernière est scellée officiellement à travers deux textes fondateurs. Le premier est la Constitution de 1926, laquelle demeure telle

---

<sup>58</sup> EL ZEIN, Derek *et alii*, *Géopolitique du Liban*, Paris : SPM, 2013, p. 141 (coll. Géopolitiques du XXI<sup>e</sup> siècle].

<sup>59</sup> CORM, Georges, *Le Liban contemporain. Histoire et société*, *op. cit.*, p. 89.

<sup>60</sup> TRABOULSI, Fawwaz, *A History of Modern Lebanon*, *op. cit.*, p. 108.

quelle jusqu'aux Accords de Taëf de 1989. Celle-ci consacre le communautarisme politique via les articles 9, 10 et 95. De plus, elle contient une dichotomie quant à ce même communautarisme :

« It establishes the judicial, civic and political equality of all Lebanese as citizens (*muwatanin*), inasmuch as it institutionalises their judicial and political inequality as subjects (*ahlin*) belonging to hierarchised religious communities with unequal access to political power and public office. »<sup>61</sup>

Le deuxième texte, complément précieux de la Constitution de 1926, est le Pacte national (*al-Mithaq al-Watani*). Il s'agit d'une entente entre Béchara el-Khoury et son futur premier Ministre Riyad es-Solh alors que l'indépendance n'est encore acquise. Le Pacte garantit un compromis historique :

« Les maronites, reconnaissant le caractère arabe du Liban et son appartenance à la famille arabe, renoncent à chercher la protection des puissances européennes. Les musulmans, eux, reconnaissent le caractère irrévocable de l'Etat indépendant ; ils rompent ainsi avec leur rêve nationaliste panarabe de réintégration au sein d'une Syrie dont ils ont été coupés. »<sup>62</sup>

De plus, le ratio parlementaire 6/5, favorable aux chrétiens, est confirmé car déjà présent dans la Constitution sous la forme de l'article 95. Il en va de même pour la répartition des trois postes majeurs du gouvernement : un président maronite, un premier ministre sunnite et un président du Parlement chiite.

Le Pacte national entend également protéger le Liban de toute incursion étrangère provisoire dans une visée colonialiste. Enfin, il implique un quatrième point fort, celui d'augmenter la participation des musulmans dans les prises de décision étatiques ainsi que la favorisation des quotas communautaires dans l'administration, au détriment des maronites dont la suprématie était jusqu'alors bien ancrée. Ainsi, si le Pacte national consacre l'existence d'un nouveau Liban, il ne fait nul doute qu'il consacre par la même occasion « une prépondérance maronito-sunnite qui reflète certes un nouvel état des forces sociales »<sup>63</sup>, mais qui ne se calque ni sur la tradition druze de la montagne, ni sur celle du relatif équilibre social durant le régime de *Mutassarifia* ni du mandat français.

La "fondation" du nouvel Etat libanais sur deux textes fondateurs ne doit être sous-estimée, et pour cause. Une grande partie de l'histoire du Liban moderne et ses conflits sont les conséquences directes de l'interprétation de ces deux textes par les acteurs politiques libanais. Enfin, comme le mentionne Fawwaz Traboulsi, « dans une plus grande mesure, l'histoire de

---

<sup>61</sup> *Ibidem*, p. 109.

<sup>62</sup> HIRST, David, *Une histoire du Liban 1860-2009*, op. cit., p. 27.

<sup>63</sup> CORM, Georges, *Le Liban contemporain. Histoire et société*, op. cit., p. 97.

l'application du compromis de 1943 est l'histoire d'un conflit entre la constitution et la coutume. »<sup>64</sup>

## **2.2. La Nakba jusqu'aux accords du Caire : 20 années de surveillance (1948-1969)**

### 2.2.1. Le positionnement libanais dans la guerre israélo-arabe de 1948

Désormais uni aux pays voisins par le lien d'arabité qui le définit, le Liban se doit de suivre la ligne de conduite régionale qui s'oppose à la création d'un foyer juif au Proche-Orient. Pourtant, si la position officielle sous la présidence de Béchara el-Khoury est "antisioniste", la société est clivée. Acculés par l'hostilité grandissante arabe et musulmane, les sionistes projettent de « réaliser une sorte d'alliance des minorités »<sup>65</sup>, à laquelle les maronites ne restent pas indifférents. En effet, ces derniers craignent d'être les prochaines cibles d'attaques musulmanes, après les sionistes. De plus, « l'Eglise maronite est accusée de soutenir Israël et toute la communauté se trouve fragilisée. »<sup>66</sup> Ainsi, le pays est plongé dans une période de désordre sans précédent et le Pacte national s'en trouve fragilisé.

La guerre de Palestine, qui éclate le 14 mai 1948, jour de la proclamation d'indépendance de l'Etat d'Israël, est une guerre totalisante. De fait, elle réunit pour la première fois les États indépendants de Syrie, Transjordanie, Égypte, Irak et Liban et ce, dès la fin officielle du mandat britannique en Palestine, le 15 mai 1948. A cette période, il est tout simplement inconcevable de ne pas être sensible à la cause palestinienne. Aussi, par son statut de Terre Sainte, la guerre de Palestine fanatise. Cette fanatisation passe notamment par la création de groupes armés formés de volontaires libanais que l'on envoie en Palestine avant même l'engagement officiel des troupes libanaises. C'est le Bureau permanent de Palestine, organisme para-militaire, qui forme et entraîne les troupes. En mars de la même année, il lance également une radio de propagande destinée aux combattants ainsi qu'au peuple. Implantée au cœur de Beyrouth dans un tank de l'armée, la radio débute son tour de la ville tous les soirs dès 18h30, « émettant des nouvelles de la guerre en Palestine, donnant des informations sur les derniers événements, louant l'enthousiasme et le courage des troupes. Les nouvelles s'accompagnent de chants et d'hymnes militaires et nationalistes. »<sup>67</sup>

---

<sup>64</sup> TRABOULSI, Fawwaz, *A History of Modern Lebanon*, op. cit., p. 111, [ma traduction].

<sup>65</sup> HIRST, David, *Une histoire du Liban 1860-2009*, op. cit., p. 57.

<sup>66</sup> SFEIR, Jihane, *L'exil palestinien au Liban*, op. cit., p. 120

<sup>67</sup> *Ibidem*, p. 121.

Cependant, à cette période, la mobilisation ne suffit pas à apaiser les tensions régnant au sein du peuple libanais. Des manifestations estudiantines réclament l'engagement immédiat des armées arabes en Palestine. Les assurances du président Khoury ne suffisent pas à calmer la rue et celle-ci s'embrase. Le campus de l'Université américaine devient l'un des foyers de contestation. Pire, l'assimilation de commerçants israélites du centre-ville aux sionistes conduit à des actes antijuifs.

Somme toute, le Liban se joint de manière symbolique aux autres pays arabes dans la guerre de 1948, en engageant une force militaire de quelques 3'000 hommes. Freinée par une désorganisation chronique ainsi qu'un équipement obsolète, l'armée est rongée par les fractures confessionnelles. De plus, elle se tient sur ses gardes face à une éventuelle menace militaire syrienne qu'elle juge suffisamment sérieuse pour enfouir des mines antichars dans le sol vers la frontière syrienne. Enfin, la force armée libanaise doit également faire face au banditisme dans la région de la Bekaa.

Le plan d'action conjointe arabe veut que les troupes s'avancent le long de la côte méditerranéenne, en partant de Ras al-Naqura en direction de Acre et Haïfa. Mais le commandant en chef de l'armée Fouad Chéhab rejette le plan en question. Le futur président « interdit à ses hommes "de pénétrer en Palestine", ou même "d'utiliser leurs armes depuis le Liban contre des personnes en Palestine". »<sup>68</sup> Aussi, les opérations de l'armée libanaise se condensent sur quatre jours. Il s'agit de s'emparer du village frontalier palestinien de Malakiyya, position stratégique importante, avant de le remettre aux mains de l'Armée de libération arabe menée par Fawzi al-Qawuqji. L'épisode se transforme en un véritable fait d'armes à tel point que le président Béchara el-Khoury accompagné d'un groupe de dignitaires s'y déplacent pour y décerner des médailles.

Pourtant, « une contre-offensive des forces sionistes en octobre 1948 regagne Malakiyya et occupe une bande de 14 villages à l'intérieur du territoire libanais »<sup>69</sup>, et ce, sans aucune réaction des troupes libanaises. Il faut attendre que David Ben Gourion ordonne à ses troupes de s'arrêter au fleuve Litani alors que celles-ci envisagent même d'atteindre Beyrouth dans les douze heures. Ce retrait entraîne donc naturellement la signature d'un traité d'armistice, signé le 23 mars 1949, après un mois de négociations. Détail intéressant, le Liban attend

---

<sup>68</sup> HIRST, David, *Une histoire du Liban 1860-2009*, op. cit., p. 69.

<sup>69</sup> TRABOULSI, Fawwaz, *A History of Modern Lebanon*, op. cit., p. 113, [ma traduction].

l'armistice israélo-égyptienne pour s'y engager à son tour, comme nous l'explique Fawwaz Traboulsi :

« Careful not to be the first Arab country to sign the armistice agreement, Lebanon waited for the Israeli-Egyptian armistice to be signed in Rhodes before engaging in Lebanese-Israeli negotiations in Naqura on 1 march 1949. »<sup>70</sup>

La perte de la guerre porte préjudice au duo Khoury-Solh. « Le prestige des années post-indépendance est remplacé par un sentiment de vacuité, d'impuissance et de perte de confiance. »<sup>71</sup> Désormais, le Liban se montre sous son vrai visage, celui des "communautés-régions". La guerre de Palestine expose le clivage profond entre les adeptes d'une politique arabe et les désireux d'une politique dirigée vers l'Occident. Mais certainement la plus grave répercussion de cette guerre de 1948 demeure l'arrivée de près de 130'000 Palestiniens au Liban, alors que le pays peine à trouver son équilibre ainsi qu'une cohésion nationale. Désormais associés à des images collectives qu'on leur attribue, les réfugiés palestiniens deviennent les exclus du système, « renforçant une identité libanaise qui puise sa raison d'être dans l'image de l'Autre. »<sup>72</sup>

Enfin, il faut encore souligner les conséquences économiques de la *Nakba* sur le marché libanais. D'une part, Beyrouth supplante Haïfa « en tant que principal port pour l'hinterland arabe ainsi que centre de communication internationale entre l'Europe, l'Asie et certaines parties de l'Afrique. »<sup>73</sup> L'on parle également de quelques 150 millions de livres palestiniennes (alors fixée sur la livre sterling) transférés au Liban et qui précèdent l'arrivée de riches Palestiniens et Palestiniens issus de la classe moyenne. L'envers du décor est bien présent. Il se situe dans les répercussions sur l'industrie libanaise et des régions voisines. En effet, les différentes industries dont les produits sont destinés au marché palestinien s'effondrent, engendrant d'impressionnants exodes à Beyrouth voire outre-mer (USA, Afrique...), à une époque où les volumes d'exportations libanaises pour la Palestine sont plus importants que les exportations à destination de la France, Grande-Bretagne et États-Unis réunis.

---

<sup>70</sup> *Ibidem*, p. 113.

<sup>71</sup> SFEIR, Jihane, *L'exil palestinien au Liban*, op. cit., p. 122.

<sup>72</sup> *Ibidem*, p. 123.

<sup>73</sup> TRABOULSI, Fawwaz, *A History of Modern Lebanon*, op. cit., p. 113, [ma traduction].

## 2.2.2. L'exil palestinien et la mise en place des mesures d'urgence

### 2.2.2.1. La gestion des réfugiés palestiniens et la mise en place de services d'urgence

C'est entre 1947 et 1949 que la quasi-totalité des réfugiés palestiniens afflue au Liban, répartis en cinq différentes vagues<sup>74</sup>. Face à la soudaineté de l'arrivée massive des Palestiniens, les politiques libanaises se doivent d'agir rapidement. Aussi, des mesures d'urgence sont immédiatement mises en place, pour tenter de « porter assistance à cette population démunie et de désamorcer tout le potentiel de déstabilisation sociale, économique et sécuritaire qu'elle comporte dans un Liban en pleine crise. »<sup>75</sup>

Dans un premier temps, les décisions libanaises paraissent maladroites et quelques peu confuses. En effet, dès les premiers afflux de réfugiés, seuls les enfants, femmes et vieillards sont autorisés à franchir la frontière, laquelle demeure imperméable pour les hommes entre 18 et 50 ans. De plus, les armes sont interdites pour tous les Palestiniens. Par la suite, le gouvernement libanais cible plus précisément les objectifs principaux qui consistent à « vacciner les réfugiés, combattre le marché noir de l'essence, assurer les fonds nécessaires à l'entretien des réfugiés, les faire transiter vers la Syrie [...] et organiser leur séjour provisoire au Liban »<sup>76</sup>. Mais rapidement les autorités sont débordées. Malgré la sélection des ayant droit au territoire libanais, les réfugiés palestiniens ne cessent d'affluer, ce qui provoque une flambée des prix et par conséquent le développement d'un marché noir. Enfin, la plupart des réfugiés censés transiter vers la Syrie demeure sur le territoire libanais.

L'incapacité gouvernementale à s'occuper du problème palestinien nécessite la mise en place d'un organisme spécifique. Malgré le débordement des autorités face au problème, la gestion du cas palestinien permet aux autorités libanaises d'exercer un contrôle sur les nouveaux arrivants :

« En plus des moyens de contrôle et de surveillance classiques, la police et l'armée, le gouvernement libanais met en place un corps administratif spécifique adapté à la gestion des affaires des réfugiés. Il y a là une prise de conscience finalement précoce, après les premiers errements et les espoirs déçus, de la durée de l'exil des Palestiniens sur le territoire national en même temps que la volonté de ne pas faillir au

---

<sup>74</sup> Voir MORRIS, Benny, *The birth of the Palestinian refugee problem revisited*, Cambridge : Cambridge University Press, 2004, 640 p.

<sup>75</sup> SFEIR, Jihane, *L'exil palestinien au Liban*, *op. cit.*, p. 84.

<sup>76</sup> *Idem.*

devoir de fraternité, tout en protégeant au maximum le corps encore fragile de la jeune nation libanaise. »<sup>77</sup>

Ainsi, le Comité central des affaires des réfugiés venant de Palestine est créé le 26 mai 1948 par décret ministériel afin de prendre en main la gestion des arrivées palestiniennes au Liban. Pour ce faire, il doit notamment recenser les arrivants, leur fournir un abri, les assister ou encore s'occuper de leur situation sanitaire. Le Comité se découpe en plusieurs comités régionaux, cinq au total<sup>78</sup>, correspondant aux cinq *muhafaza* (régions). Il est aidé par la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge ainsi que l'organisation paramilitaire qu'est le Bureau permanent de Palestine, désormais tourné vers l'humanitaire. Au niveau hiérarchique le Comité central des affaires palestiniennes est dépendant du Cabinet du Premier ministre Ryad as-Solh, même si son statut demeure mal défini. Toutefois, dans les faits, il dépend surtout de l'armée libanaise ainsi que des agents de la Sûreté générale. Ces deux acteurs s'affairent à la mobilisation d'effectifs pour l'enregistrement, l'encadrement et le transfert des réfugiés.

En réalité, l'adaptation du modèle confessionnel libanais à l'enregistrement des Palestiniens<sup>79</sup>, soit l'imposition d'un marqueur identitaire fixant les espaces sociaux, religieux et territoriaux, va s'avérer très efficace pour donner la nationalité libanaise aux chrétiens palestiniens, dix ans après leur arrivée sur le territoire en question. En effet, les élites maronites vont profiter de l'enregistrement des Palestiniens, et donc de l'identification de la frange chrétienne parmi eux, pour renforcer leur poids électoral à travers le gage de la nationalité libanaise. Cette mesure est très caractéristique du règne de Fouad Chéhab (1958-1964), période durant laquelle les autorités libanaises décident de mettre en place « des pratiques claires de contrôle de proximité basés sur des stratégies de déplacements et d'assignations à résidence de la population des réfugiés. »<sup>80</sup> L'évolution de la politique à l'égard des Palestiniens passe également par le changement des structures elles-mêmes. De fait, le 31 mars 1959, le Comité central des affaires des réfugiés venant de Palestine cède sa place à la Direction générale des affaires palestiniennes (DAP).

Désormais, ce dernier dépend du ministère de l'Intérieur et de la Défense ainsi que de la Sûreté Générale. Ses objectifs sont beaucoup mieux définis que son prédécesseur du Comité central des affaires palestiniennes.

---

<sup>77</sup> *Ibidem*, p. 85.

<sup>78</sup> Il s'agit du Sud-Liban, du Nord-Liban, de la Békaa, de Beyrouth et du Mont-Liban.

<sup>79</sup> L'enregistrement se fait en premier lieu auprès de la communauté religieuse, qui transfère ensuite les documents auprès des bureaux compétents de l'administration des affaires civiles.

<sup>80</sup> SFEIR, Jihane, *L'exil palestinien au Liban*, *op. cit.*, p. 90

« Son rôle est d'examiner les demandes de passeport et, après accord, de les renvoyer aux bureaux de la Sûreté générale (alinéa 2). La DAP enregistre les documents relatifs aux affaires civiles et au changement de lieu de résidence et de confession (alinéa 3), accorde le droit de regroupement familial selon les textes de lois de la Ligue arabe et dispense les réfugiés des taxes douanières sur leurs effets personnels (alinéa 4 et 5). »<sup>81</sup>

C'est également le DAP qui est en charge de la gestion des camps. La Direction choisit le lieu, décide de l'expropriation des terrains ou de leur location. Les laissez-passer destinés à la libre circulation des réfugiés d'un camp à un autre y sont également issus.

Finalement, l'organe s'attèle à la correction des papiers d'identité des fiches familiales enregistrés par le Comité central en 1951. Cette tâche est vraisemblablement révélatrice des lacunes professionnelles entourant l'organe en charge des réfugiés palestiniens lors de leur arrivée après la guerre de 1948.

#### 2.2.2.2. L'enregistrement des Palestiniens à leur arrivée au Liban : entre mesure d'urgence et utilisation politique

A l'heure où le problème des réfugiés en 1949 devient une préoccupation internationale, l'intégration des Palestiniens dans leurs sociétés d'accueil est évoquée. Incluse dans le rapport de la mission Clapp<sup>82</sup>, elle est rapidement écartée par les pays arabes, dont notamment le pays du Cèdre qui lutte déjà contre ses propres démons au niveau économique.

Face à l'échec de la tentative de réimplantation des exilés palestiniens, des structures humanitaires entrent en jeu afin de soulager l'effort des différents gouvernements arabes. C'est le cas de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge au Liban. L'action de la Ligue s'inscrit au cœur d'une vaste action humanitaire internationale, « institutionnalisée en septembre 1948 sous le nom d'Action de secours d'urgence des Nations unies (United Nations Disaster Relief Project). »<sup>83</sup> Mais si les instances internationales s'activent sur le plan de secours, tel n'est pas le cas au niveau juridique. En effet, en 1948, l'Organisation internationale des réfugiés<sup>84</sup> (OIR) refuse de prendre en charge le problème des réfugiés palestiniens, car ne répondant pas aux conditions requises. Le fait est qu'à l'époque le débat fait rage quant à savoir s'il s'agit d'un départ volontaire des Palestiniens ou d'une expulsion par les troupes sionistes.

---

<sup>81</sup> *Ibidem*, p. 88.

<sup>82</sup> La mission Clapp, du nom du président de la Commission de conciliation pour la Palestine Gordon R. Clapp, est créée le 23 août 1948 dans le but d'analyser la situation économique dans les pays affectés par la guerre israélo-arabe et présenter à la Commission des recommandations en ce qui concerne le problème des réfugiés palestiniens.

<sup>83</sup> SFEIR, Jihane, *L'exil palestinien au Liban*, *op. cit.*, p. 131.

<sup>84</sup> L'OIR cesse de fonctionner en 1952 et est de ce fait remplacée par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).



En début d'année 1949, le nombre total de réfugiés palestiniens situés dans la zone d'opérations assignée à la Ligue est estimé à 500'000 personnes. Les allocations de secours de l'UNRPR se calquent donc sur ce chiffre présumé et la somme de 32 millions de dollars américains y sont donc dédiés pour la période qui s'étend de décembre 1948 à août 1949. Mais rapidement confrontée au constat déroutant que son estimation du nombre total de réfugiés est biaisée, la Ligue décide de se lancer dans un recensement. Celui-ci débute le 20 janvier 1949 et prend fin au mois de mars de la même année.

Tableau n° 1 : Distribution des réfugiés palestiniens par sexe et par lieu de résidence au Liban, en Syrie et en Transjordanie, au 31 mars 1949<sup>85</sup>

	Liban		Syrie		Transjordanie		Total	
Hommes	34 490	24,2%	21 614	24,5%	18 308	18,5%	74 412	22,58%
Femmes	36 106	25,4%	23 288	26,4%	23 750	24,0%	83 144	25,23%
Enfants 0-15 ans	71 824	50,5%	43 226	49,1%	56 900	57,5%	171 950	52,18%
Total	142 420	100%	88 128	100%	98 958	100%	329 506	100%
Dans les camps	26 876	18,9%	15 928	18,1%	21 000	21,23%	63 804	19,36%
Hors les camps	115 544	81,1%	72 200	81,9%	77 958	78,77%	265 702	81,64%
<b>Total</b>	<b>142 420</b>	<b>100%</b>	<b>88 128</b>	<b>100%</b>	<b>98 958</b>	<b>100%</b>	<b>329 506</b>	<b>100%</b>

Tableau tiré de SFEIR, Jihane, L'exil palestinien au Liban, *op. cit.*, p. 138.

Le tableau ci-dessus nous permet de constater que le nombre de réfugiés au Liban, soit 142'420 individus, est bien supérieur au nombre de réfugiés en Syrie ainsi qu'en Transjordanie, respectivement 88'128 et 98'958 individus. De fait, il représente le 42,2% du nombre total de réfugiés pour ces trois pays. Le deuxième constat se situe au niveau de la constitution de la population. Si la part d'hommes et de femmes, s'élevant à 34'490 et 36'106 personnes, se tient, la proportion d'enfants de 0-15 ans est de 50,4%, soit 71'824 individus. Enfin, il est intéressant de voir que la part de réfugiés vivant hors camps se situe à 81,1% du total tandis que celle de la population vivant dans les camps se monte à 18,9%.

A la lumière de ce premier recensement, les fonctionnaires de la Ligue se rendent compte de certains problèmes récurrents. Ce sont notamment la difficulté de distinguer les réfugiés authentiques des bédouins semi-nomades, des saisonniers libanais travaillant épisodiquement en Palestine et fuyant le conflit ou encore des Libanais se prétendant réfugiés afin d'avoir

<sup>85</sup> Les chiffres utilisés par Jihane Sfeir sont ceux de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge (LSCR).

droit aux rations qui leur sont distribuées. Cette difficulté s'explique simplement par le fait que « 80% des réfugiés enregistrés au Liban n'avaient pas de preuves d'identité. »<sup>86</sup> L'urgence dans laquelle se sont organisés les départs de la terre palestinienne n'a permis d'emporter des affaires personnelles. Les réfugiés possédant des documents d'identité sont pour la majorité issus des classes aisées urbaines. Or celle-ci constitue la première vague de réfugiés. Mais au-delà de l'appartenance sociale, « l'importance du nombre de réfugiés ne possédant pas de preuves d'identité reflète aussi la précarité des Etats (Palestine et Liban) dans la formation de leur identité nationale et leur redéfinition territoriale. »<sup>87</sup> Le premier recensement n'est donc pas suffisant et après identification des problèmes rencontrés, les agents de la Ligue font part de leur volonté de conduire un deuxième recensement.

Le deuxième recensement est donc entrepris en octobre 1949 et prend fin en avril 1950. Le Liban connaît alors, selon le recensement entrepris par la Ligue toujours, une baisse drastique du nombre de ses réfugiés palestiniens.

Tableau n° 2 : Répartition des réfugiés palestiniens au 31 avril 1950 en Jordanie, au Liban et en Syrie<sup>88</sup>

	<b>Jordanie</b>	<b>Liban</b>	<b>Syrie</b>	<b>Total</b>
Hommes	19 363	31 752	19 647	70 582
Femmes	22 312	33 254	20 885	76 451
Enfants 0-15 ans	50 250	64 848	42 514	157 612
<b>Total</b>	<b>91 925</b>	<b>129 854</b>	<b>82 866</b>	<b>304 645</b>

Tiré de SFEIR, Jihane, *L'exil palestinien au Liban*, op. cit., p. 140.

En comparant le tableau n°1 concernant le premier recensement au tableau n°2, nous constatons que le nombre de réfugiés au Liban passe de 142'420 à 129'854 individus. Ainsi, les chiffres du deuxième recensement connaissent une baisse de 12'566 personnes, dont 7'033 enfants de moins de 15 ans. Si les chiffres relatifs à la Jordanie et à la Syrie connaissent également une baisse, celle-ci est beaucoup plus modérée, puisqu'elle est respectivement de 7'033 et 5'262 individus.

Cette forte disparité peut s'expliquer tout d'abord par un changement de politique des pays d'accueil vis-à-vis des réfugiés palestiniens. En effet, la volonté de trouver une solution durable via la réduction du nombre de réfugiés est proposée dans le cadre de la mission

<sup>86</sup> SFEIR, Jihane, *L'exil palestinien au Liban*, op. cit., p. 148.

<sup>87</sup> *Ibidem*, p. 150.

<sup>88</sup> Les chiffres utilisés par Jihane Sfeir proviennent de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge.

Clapp, « où des projets pilotes sont élaborés dans le but de l'assimilation des réfugiés dans les pays d'accueil. »<sup>89</sup> Le Liban ne tarde pas à manifester son refus du plan d'installation durable. Dès lors, l'action internationale se cantonne aux tâches humanitaires (nourrir, soigner, éduquer, mise en place d'hébergements). Ainsi pour Jihane Sfeir « si un plan d'intégration clair avait été appliqué dès le départ, les chiffres auraient probablement été moins fluctuants. »<sup>90</sup> Enfin, il faut également mentionner la difficulté d'identification des réfugiés palestiniens, comme nous l'avons développé précédemment.

Deuxièmement, le Liban connaît une période économique difficile. En effet, d'une part, le pays est en proie à un déficit de 29'824,990 livres libanaises en avril 1948, alors qu'une année auparavant le Liban avait une réserve de quelques 28'648'778 livres<sup>91</sup>. D'autre part, le pays est touché par une hausse du chômage. En février 1950, l'on estime à 60'000 le nombre de chômeurs. Aussi, l'arrivée de secours est perçue par une partie de la population libanaise en proie à ces problèmes comme une aubaine. Reconnus en tant que réfugiés, ils peuvent désormais bénéficier des rations mensuelles distribuées par les organisations de secours. La possession de la carte de rationnement ou *a'acha* prend donc une fonction sociale et symbolique. Or, cette distinction est mal vécue par certains réfugiés, car dégradante. Aussi, une certaine frange parmi les réfugiés refuse le deuxième recensement afin d'échapper à l'humiliation de posséder cette *a'acha*.

Enfin, parmi les abus liés aux enregistrements, il semble intéressant de mentionner les stratégies de surreprésentation. Ici, il s'agit pour la plupart de femmes qui se présentent plusieurs fois afin d'obtenir plusieurs rations, « en tant que mariées une première fois et veuves les fois d'après »<sup>92</sup>. Parfois des familles se présentent avec des enfants d'amis ou de connaissances afin de bénéficier de ration(s) supplémentaire(s). Néanmoins, il est nécessaire de nuancer ces "fraudes", puisqu'il ne faut effectivement pas oublier que ces stratégies répondent à un besoin de survie. Enfin, dans certains cas les rations sont revendues afin d'obtenir des denrées plus variées, que la Ligue est incapable de fournir.

En somme

« Être détenteur d'une carte d'immatriculation auprès de la Ligue représente un enjeu qui revêt une importance singulière au Liban. La carte de rationnement représente un capital économique important qui

---

<sup>89</sup> SFEIR, Jihane, *L'exil palestinien au Liban*, *op. cit.*, p. 142.

<sup>90</sup> *Ibidem*, p. 93.

<sup>91</sup> Chiffres tirés de SFEIR, Jihane, *L'exil palestinien au Liban*, *op. cit.*, p. 213.

<sup>92</sup> SFEIR, Jihane, *L'exil palestinien au Liban*, *op. cit.*, p. 151.

permet à certains réfugiés non seulement de survivre, mais aussi d'échanger avec la population libanaise des rations humanitaires contre d'autres denrées ou contre des vêtements.. »<sup>93</sup>

La fin du deuxième recensement coïncide avec la création de l'organe des Nations-Unies dédié aux réfugiés palestiniens tel que nous le connaissons aujourd'hui. En effet, le United Nations Disaster Relief Project (UNDRP), cède définitivement sa place au United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East<sup>94</sup> (UNRWA) à partir du 1<sup>er</sup> mai 1950.

### 2.2.2.3. Des réfugiés palestiniens urbanisés aux réfugiés des camps/groupements : recomposition de la société dans l'exil

Lorsque les Palestiniens traversent la frontière libanaise, pour la plupart d'entre, leur installation n'est que provisoire. Il s'agit avant tout de trouver un refuge, voire de se regrouper pour les familles éclatées, avant de repartir dans leur pays d'origine. Cela explique donc leur concentration au Sud-Liban en 1949, avec 74'104 Palestiniens sur un total de 141'132 (52,5% du total). En deux ans, cette proportion diminue passablement, puisque si l'on s'attarde sur le tableau n°1 ci-dessous, nous pouvons constater qu'en 1951, seuls 45'634 Palestiniens (35,1% du total) sur les 129'571 enregistrés vivent encore au Sud-Liban.

Tableau n° 3 : Distribution géographique des Palestiniens au Liban de 1949 à 1951<sup>95</sup>

<b>Districts</b>	<b>1949 (LSCR)</b>	<b>1950 (LSCR)</b>	<b>1951 (DAP)</b>
Nord- Liban	7'246	13'299	14'008
Békaa	12'984	9'107	9'152
Beyrouth	23'779	22'513	32'380
Mont-Liban	23'019	20'399	28'397
Sud-Liban	74'104	64'536	45'634
<b>Total</b>	<b>141'132</b>	<b>129'854</b>	<b>129'571</b>

Tiré de SFEIR, Jihane, L'exil palestinien au Liban, *op. cit.*, p. 226.

Entre temps, l'armistice libano-israélienne est signée le 23 mai 1949 et les frontières sont définitivement fermées. Si durant les deux premières années libanaises, les réfugiés palestiniens croient encore en leur retour, les autorités libanaises décident finalement d'accélérer leur installation en les éloignant de la frontière. Cette mesure gouvernementale se

<sup>93</sup> *Ibidem*, p. 152.

<sup>94</sup> L'UNRWA a été établie par l'Assemblée Générale des Nations Unies 4/302 du 8 décembre 1949.

<sup>95</sup> Ces chiffres sont tirés de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge (LSCR) ainsi que du Département des Affaires palestiniennes (DAP).

fonde sur la crainte de quelconques tentatives palestiniennes visant l'ennemi juif, redoutant une réponse d'Israël.

« The main reason for transferring refugees from the villages near the Lebanon-Palestine border was the state's fear of Israeli reprisal for Palestinians attempting to return to Palestine, or to carry out attacks on the Zionist settlers on the other side. »<sup>96</sup>

La politique gouvernementale d'éloignement des frontières explique donc en partie le nombre de Palestiniens au Nord-Liban qui double en l'espace de deux ans. En effet, 7'246 Palestiniens s'y trouvent en 1949, tandis qu'en 1951, 14'008 Palestiniens y vivent. Ainsi, les mouvements de regroupement "forcés" ou "volontaires" ne vont cesser jusqu'au début des années 1960.

Dans un premier temps, la diaspora palestinienne est donc dispersée sur le territoire libanais. Si certains Palestiniens s'installent dans les villages libanais frontaliers, la majorité d'entre eux se dirige vers les villes côtières :

« However, the majority of refugees did not stop in the villages of South Lebanon, but made straight for the cities of the coastal plain, mainly Tyre and Sidon, where they would be more likely to meet others from their villages and hear news of missing family members. »<sup>97</sup>

Sur place, l'installation des réfugiés se répartit selon trois types de résidence. Une minorité parmi la diaspora s'installe au sein de la population libanaise, dans les villes. Il s'agit pour la plupart de bourgeois palestiniens, possédant un capital suffisamment élevé pour se permettre de vivre en ville. Le second type de résidence et le plus développé avec les années concerne les habitants des camps officiels de l'UNRWA. Enfin, les groupements informels abritent les réfugiés n'ayant pu rejoindre les camps, faute de place ou d'autorisation de la part de l'UNRWA. Ce sont les réfugiés qui créent eux-mêmes ces groupements sur des zones non habitées, mises à disposition par les propriétaires libanais. Ainsi, durant les premières années, les réfugiés ne plébiscitent pas vraiment les camps mis en place spécialement pour eux.

A l'origine, il existe 15 camps officiels mis en place entre 1948 et 1956<sup>98</sup>. De plus, deux camps ont été précédemment construits par les réfugiés arméniens<sup>99</sup> sur des terres léguées par le gouvernement libanais sont utilisés. Ce sont les camps de Rashidieh, construit en 1936 et al-Buss, en 1939. Face à l'échec économique de ces camps, les Arméniens décident de les

---

<sup>96</sup> EL ALI, Mahmoud, « Overview of Palestinian Forced Displacement in and from Lebanon 1948-1990 », *al Majdal*, n° 44, 2010, p. 23.

<sup>97</sup> SAYIGH, Rosemary, *The Palestinians. from peasants to revolutionaries*, op. cit., 228 p.

<sup>98</sup> Voir l'annexe n° 6, la carte des camps de réfugiés palestiniens au Liban entre 1948 et 1952.

<sup>99</sup> Les réfugiés arméniens ont fui les persécutions du régime turc. La dernière vague de l'exode vers le Liban se situe en 1939, lorsque la France lègue à la Turquie le sandjak d'Alexandrette.

quitter pour se rendre à Beyrouth. Les derniers partent en 1947 et permettent donc l'installation des Palestiniens.

La répartition des camps sur le territoire libanais se fait selon trois logiques distinctes comme l'explique Dorai :

« Soit ils se situent dans les principales zones d'arrivée des Palestiniens, c'est-à-dire autour des villes côtières. Soit ils ont été installés dans des espaces vides, sur des terres non cultivées ou dans d'anciens camps de réfugiés arméniens fondés en 1936, comme c'est le cas pour Al Buss et Rashidiyyeh. Soit ils se situent pour partie des espaces « choisis » par les réfugiés. »<sup>100</sup>

En général, les camps "officiels" se situent sur des parcelles étatiques ou des terres privées mises à disposition de l'UNRWA à partir de 1950. L'objectif est la réunion des réfugiés palestiniens afin de « leur faciliter l'accès aux services de base : rations de secours, instruction primaire et préparatoire, et soins de santé. »<sup>101</sup> Pendant les deux premières années, les Palestiniens ne plébiscitent pas les camps. Comme nous l'avons établi précédemment, une grande partie d'entre eux se trouve encore au Sud-Liban, espérant un retour sur leurs terres.

Tableau n°4 : Distribution des Palestiniens au Liban dans et hors camps de 1949 à 1951<sup>102</sup>

	<b>1949 (LSCR)</b>	<b>1950 (LSCR)</b>	<b>1951 (DAP)</b>
<b>Camp</b>	21'718 (15,4%)	26'154 (19,7%)	48'049 (37%)
<b>Hors Camp</b>	118'722 (84,6%)	106'086 (80,3%)	81'951 (63%)
<b>Total</b>	140'440 (100%)	132'240 (100%)	130'000 (100%)

Tiré de SFEIR, Jihane, L'exil palestinien au Liban, *op. cit.*, p. 226.

Selon le tableau n° 4 ci-dessus, durant la première année, une minorité de réfugiés s'installe dans les camps, soit le 15,5% du total, tandis que le 84,6% choisit la ville ou le village. En 1950, le nombre de Palestiniens vivant dans les camps augmente légèrement. Le chiffre passe de 21'718 individus à 26'154, soit 4'436 Palestiniens en plus. Une année plus tard, en 1951, la tendance tend relativement à s'équilibrer. En effet, la population dans les camps a quasiment doublé par rapport à l'année précédente, puisque désormais 48'049 individus y vivent.

Plusieurs éléments sont à prendre en compte pour mieux appréhender cette évolution. En premier lieu figurent des motifs financiers. En effet, les réfugiés gagnent les camps après

<sup>100</sup> DORAI, Mohamed Kamel, Les Réfugiés palestiniens du Liban, *op. cit.*, p. 56.

<sup>101</sup> AL HUSSEINI, Jalal, « Les camps de réfugiés palestiniens au Proche-Orient, entre norme du droit au retour et intégration socioéconomique », *Asylon(s)*, n° 5, 2008.

<sup>102</sup> Les Chiffres utilisés par Jihane Sfeir sont ceux de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge ainsi que le Département des Affaires

avoir fait usage de leurs ressources monétaires. « Ils ont pu louer un logement dans les villes ou villages libanais. A court d'argent, ils sont finalement venus habiter dans les camps. »<sup>103</sup> Sur place, les réfugiés reçoivent également une aide financière journalière qui ne dépasse jamais 20 centimes de dollars par tête<sup>104</sup>. D'autre part, le choix d'un camp ou d'un groupement est souvent motivé par une volonté de regroupement selon des logiques familiales, villageoises, religieuses voire professionnelles.

En effet, le départ dans la précipitation depuis la Palestine a passablement chamboulé les structures familiales. « Cette période de mobilité est également celle de la dislocation des clans (*hamoula*), des familles élargies et parfois des familles nucléaires. »<sup>105</sup> Aussi, la mobilité se prolonge à l'intérieur du nouveau pays d'accueil dans le but de se retrouver. Le choix du camp ou du groupement se fait alors en fonction des membres de la famille, du clan et sur un plan plus large, en fonction du village auquel l'on appartenait. Ainsi, le regroupement familial et villageois est l'un des éléments caractéristique des camps et des groupements de réfugiés. En ce qui concerne le regroupement religieux, l'on peut citer les trois camps chrétiens que sont Mar Elias, Jisr al-Bacha et Dbayeh. L'installation des chrétiens Palestiniens se fait très souvent par l'intermédiaire des instances religieuses libanaises.

Finalement, il paraît important de mentionner la volonté de l'UNRWA d'intégrer les exilés palestiniens dans la société libanaise. Mais la faible capacité d'absorption de la société d'accueil met prématurément fin aux ambitions de l'agence onusienne. L'échec de réimplantation à la fin des années 1950 est alors congruent de la volonté palestinienne de se démarquer de l'identité libanaise, afin de signifier son attachement au droit au retour :

« As for the refugees, one of the first struggles through which they manifested their continued existence as a people was their resistance to permanent resettlement outside Palestine. UNRWA was forced to drop the projects that came to be known as *towteen* (implantation), and focus instead upon relief, education and health. »<sup>106</sup>

Le refus de s'implanter se traduit également par la volonté ferme de ne pas améliorer les infrastructures des camps/groupements. Ainsi, les habitations en dur ne font leur apparition que vers la fin des années 1950. Finalement, les camps de réfugiés ne sont modernisés qu'à partir du milieu des années 1960, avec notamment le développement des réseaux d'électricité et des eaux potable.

---

<sup>103</sup> DORAÏ, Mohamed Kamel, *Les Réfugiés palestiniens du Liban*, *op. cit.*, p. 56.

<sup>104</sup> Tiré de SAYIGH, Rosemary, *The Palestinians. from peasants to revolutionaries*, *op. cit.*, p. 118.

<sup>105</sup> SFEIR, Jihane, *L'exil palestinien au Liban*, *op. cit.*, p. 180.

<sup>106</sup> SAYIGH, Rosemary, *The Palestinians. from peasants to revolutionaries*, *op. cit.*, p. 112.

### 2.2.3. La marginalisation des réfugiés palestiniens

#### 2.2.3.1. La législation libanaise restrictive vis-à-vis des Palestiniens

Comme nous l'avons précédemment mentionné, lors de l'afflux massif des Palestiniens en 1948, le pays du Cèdre vient à peine « d'entériner son indépendance sur la base d'un pacte nationale, lequel renvoyait dos-à-dos libanistes et arabistes. »<sup>107</sup> Désormais, le Liban se doit de gérer le dossier palestinien en maintenant l'équilibre précaire régnant sur son propre sol. Aussi, la phase de solidarité laisse rapidement place à celle d'une réglementation vis-à-vis des hôtes plus tout à fait provisoires. La première décennie se caractérise également par « ce flou administratif autour du statut des Palestiniens et par la construction d'un discours raciste à leur rencontre. »<sup>108</sup> Conséquence de l'emploi d'une main d'œuvre palestinienne bon marché travaillant au noir, dans un contexte de chômage inquiétant, le discours raciste se manifeste également via différentes déclarations refusant le *tawfîn*<sup>109</sup>. Si les leaders chrétiens s'y opposent pour des raisons démographiques et communautaires, leurs homologues sunnites s'y montrent hostiles de par leur adhésion à la cause nationale arabe<sup>110</sup>.

Avec le droit de retour sur la terre palestinienne s'éloignant, la prolongation du séjour libanais n'est plus une option. Ainsi, dès 1951 les premières mesures légales à l'encontre des Palestiniens sont prises. A partir de cette année-là, elles ne cesseront de se dégrader<sup>111</sup>. La stigmatisation des réfugiés est d'autant plus aisée que ces derniers ne disposent plus de protection juridique, puisque exclus de la Convention de Genève de 1951.

L'une des premières mesures prises par le gouvernement libanais concerne le droit du travail. En effet, en 1951, le ministère du Travail et des Affaires sociales émet un arrêt pour « empêcher l'utilisation de la main-d'œuvre palestinienne dans le cadre de projets de développements régionaux au Liban financés par l'UNRWA »<sup>112</sup> et ce malgré les protestations de politiciens dont le président Béchara el-Khoury. La décision découle de la volonté de protéger la force de travail libanaise vis-à-vis de la concurrence palestinienne travaillant sans

---

<sup>107</sup> MEIER, Daniel, « La transition libanaise dans le rétroviseur de la question palestinienne », *Maghreb-Machrek*, n° 192, 2007, p. 4.

<sup>108</sup> SFEIR, Jihane, *L'exil palestinien au Liban*, *op. cit.*, p. 106.

<sup>109</sup> *Tawfîn* est le terme arabe désignant l'implantation définitive des réfugiés palestiniens au Liban, leur sédentarisation. Le terme sous-entend l'assimilation des réfugiés dans la société d'accueil.

<sup>110</sup> ROUGIER, Bernard, « Le "destin mêlé" des Palestiniens et des Libanais au Liban », *Maghreb-Machrek*, n° 169, 2000, p. 44.

<sup>111</sup> MASALHA, Nur, « Sectarianism and the Rejection of *Tawteen* : Lebanon and the Palestinian Refugees », *Yearbook of Islamic and Middle Eastern Law*, n° 9, 2002-2003, p. 116.

<sup>112</sup> ROUGIER, Bernard, « Le "destin mêlé" des Palestiniens et des Libanais au Liban », *op. cit.*, p. 44.



permis de travail. Ceux-ci sont alors rarement accordés, d'autant plus qu'ils concernent des professions scientifiques et commerciales. Déjà alors, le gouvernement libanais met en place un traitement préférentiel, puisque la bourgeoisie palestinienne se voit accorder plus facilement ces précieux sésames.

« D'un autre côté, on trouve les réfugiés d'origine urbaine qui se sont installés en majorité dans les villes libanaises. On trouve là une frange importante de la bourgeoisie commerçante palestinienne qui, grâce aux fonds qu'elle a pu apporter avec elle de Palestine, arrive à obtenir des permis de travail et crée des sociétés commerciales au Liban. »<sup>113</sup>

Malgré tout, les réfugiés palestiniens sont engagés comme journaliers ou saisonniers dans l'agriculture et autres secteurs urbains, attisant la colère des locaux et pour cause. Dans les centres urbains, la présence palestinienne provoque la baisse des salaires et la hausse des loyers. De même, l'afflux palestinien au Liban provoque la flambée des prix à cause d'une pénurie de matières premières (céréale, essence...) ainsi que le développement du marché noir. Pour enrayer la crise, le gouvernement libanais décide de ne plus fournir en essence les réfugiés palestiniens durant quelques mois.

Enfin, en 1952, une loi est édictée dans le but de contrôler l'établissement des Palestiniens géographiquement. « Cette loi limitait drastiquement les déplacements d'un camp à un autre par l'introduction d'une autorisation d'installation délivrée par les autorités libanaises. »<sup>114</sup>

Avec l'avènement à la présidence de Camille Chamoun (1952-1958), il est plus question de traitement préférentiel que de législation discriminatoire à l'égard de la diaspora palestinienne. L'ère Chamoun se caractérise par une croissance économique importante à laquelle participent activement la main d'œuvre palestinienne ainsi que les riches Palestiniens, investissant leurs capitaux dans l'économie locale. Si les premiers ne reçoivent rien en retour, pour les derniers l'acquisition de la nationalité libanaise est facilitée. De plus, cette *Urban Middle Class* que le nomme Daniel Meier, se voit « offrir des positions et des métiers normalement inaccessibles aux réfugiés palestiniens. »<sup>115</sup> L'autre catégorie de Palestiniens qui accède à ces privilèges est celle des chrétiens. Ceux-ci sont naturalisés en masse sous la présidence de Camille Chamoun. A défaut de chiffre précis, l'estimation se situe à une dizaine de milliers d'individus<sup>116</sup>.

---

<sup>113</sup> DORAÏ, Mohamed Kamel, Les Réfugiés palestiniens du Liban, *op. cit.*, p. 124.

<sup>114</sup> MEIER, Daniel, « La transition libanaise dans le rétroviseur de la question palestinienne », *op. cit.*, p. 4.

<sup>115</sup> *Ibidem*, p. 5.

<sup>116</sup> DORAÏ, Mohamed Kamel, Les Réfugiés palestiniens du Liban, *op. cit.*, p. 120.

Il paraît important de replacer les mesures prises par le gouvernement Chamoun à l'encontre des émigrés palestiniens dans son contexte politique d'alors. A une époque où Nasser trouve de plus en plus d'écho parmi la population palestinienne du Liban, le gouvernement libanais lui voit d'un mauvais œil ce rapprochement dangereux. Il perçoit les réfugiés palestiniens comme des agents du panarabisme soutenus par l'Union soviétique, mettant en péril l'équilibre national<sup>117</sup>. Aussi, rien d'étonnant dès lors à ce que la politique présidentielle lorgne du côté de son traditionnel protecteur, la France. Chamoun annonce clairement sa sympathie pour la doctrine Eisenhower et rapproche le Liban du pacte de Bagdad sans pour autant en faire officiellement partie. Le règne de Camille Chamoun, marqué par « l'exacerbation des tensions communautaires comme aucun autre leader politique ne l'a fait auparavant. »<sup>118</sup>, aboutit à une crise politique en 1958 qui le force à quitter le pouvoir.

Loin de voir une amélioration quelconque à leur sort avec les mandats présidentiels suivants, les réfugiés palestiniens connaissent au contraire une répression brutale sous la présidence de Fouad Chéhab (1958-1964) et Charles Hélou (1964-1970). Ces deux périodes sont marquées par une surveillance accrue des camps de réfugiés palestiniens ainsi que d'un accroissement de la législation discriminatoire à l'égard de ces derniers.

La décision d'établir le Département des affaires des réfugiés palestiniens (DARP) au sein du Département de l'Intérieur en 1959 renforce la perception que « l'Etat libanais considère la présence palestinienne comme un problème de sécurité intérieure qui doit être régulé et contrôlé avec attention. »<sup>119</sup> Ce nouveau département a pour mission la gestion de l'installation des réfugiés. Ainsi, le décret n° 927, issu le 31 mars 1959, structure en détail les tâches assignées au DARP. Parmi celles-ci, relevons les trois articles relatifs aux camps de réfugiés palestiniens :

1. La localisation des lieux des camps et la mise en place des procédés de location et d'expropriation des terres nécessaires à cela.
2. La délivrance des licences de déplacement du lieu de résidence d'un camp à un autre, dans des circonstances nécessaires, en accord avec l'évaluation de la direction.
3. Le transfert du siège des réfugiés d'un camp à un autre, conformément aux exigences de sécurité.<sup>120</sup>

---

<sup>117</sup> MASALHA, Nur, « Sectarianism and the Rejection of *Tawteen* : Lebanon and the Palestinian Refugees », *op. cit.*, p. 114.

<sup>118</sup> TRABOULSI, Fawwaz, *A History of Modern Lebanon*, *op. cit.*, p. 130, [ma traduction].

<sup>119</sup> MASALHA, Nur, « Sectarianism and the Rejection of *Tawteen* : Lebanon and the Palestinian Refugees », *op. cit.*, p. 112, [ma traduction].

<sup>120</sup> Extrait de la source n° 1, décret 927 du 31 mars 1959, [ma traduction de l'arabe].

Par l'établissement d'un cadre législatif autour des questions de l'établissement des réfugiés palestiniens au Liban, le DARP prend en main le contrôle géographique des réfugiés. Non seulement c'est lui qui choisit le lieu d'implantation d'un camp, mais désormais il régule les déplacements internes via des permis de déplacement. Or, ces permis de transit sont rarement délivrés et d'une fois qu'ils le sont, les rations de l'UNRWA sont suspendues.<sup>121</sup> Le décret n°927 laisse donc augurer le pire pour la suite. Il est de ce fait, le premier pas dans l'imbrication d'un contrôle gouvernemental total sur la population palestinienne. Enfin, mentionnons également les autres articles de ce même décret qui donnent au Département des affaires des réfugiés palestiniens le pouvoir d'accepter ou non les demandes de réunion des familles dispersées (art.4), des demandes de mariages entre réfugiés(ées) palestiniens(ennes) avec des réfugiés(ées) d'autres pays arabes (art.5) ou encore des demandes de transferts de fonds gelés par l'intermédiaire de la Banque de Syrie et du Liban.

Mais loin de suffire, le gouvernement libanais met en place en 1960 la Haute-Autorité des affaires palestiniennes. Dépendante du ministre des Affaires étrangères et des Rapatriés, elle a pour but « d'étudier la question palestinienne dans tous ses aspects (économique, militaire, politique...) »<sup>122</sup> Deux ans plus tard, en 1962, deux nouvelles lois à l'encontre des étrangers sont édictées. Il s'agit de la "Loi réglementant l'entrée et le séjour des étrangers au Liban ainsi que leur sortie de ce pays" datant du 10 juillet ainsi que de "l'Arrêté 319 réglementant les situations des étrangers au Liban" du 2 août. La première englobe les Palestiniens dans la catégorie "étrangers". De ce fait, aucune distinction n'est créée à l'égard des réfugiés palestiniens :

Art. 1 Est considérée comme étrangère, dans le cadre de la présente loi, toute personne physique qui n'est pas de nationalité libanaise.<sup>123</sup>

Plus loin, dans l'article 6 qui détaille les modalités d'entrée au Liban (nécessité d'avoir les documents et visas règlementaires ainsi qu'un passeport sur lequel est appliqué un visa de transit ou séjour), les Palestiniens sont référés en tant que non-libanais ne possédant de passeport :

- Quant aux non-libanais qui ne sont pas tenus d'être en possession d'un passeport, leur entrée au Liban sera enregistrée à la frontière par les Services de la Sûreté Générale. L'application de ce paragraphe sera réglementée par un arrêté du Ministre de l'Intérieur.<sup>124</sup>

---

<sup>121</sup> EL ALI, Mahmoud, « Overview of Palestinian Forced Displacement in and from Lebanon 1948-1990 », *op. cit.*, p. 24.

<sup>122</sup> DORAI, Mohamed Kamel, Les Réfugiés palestiniens du Liban, *op. cit.*, p. 117.

<sup>123</sup> Extrait de la source n° 2, loi réglementant l'entrée et le séjour des étrangers au Liban ainsi que leur sortie de ce pays du 10 juillet 1962.

Ce n'est qu'avec l'Arrêté n° 319 du 2 août 1962, lequel impose une mise à jour du visa ou permis réglementaire jusqu'au 30 septembre, qu'une catégorie particulière se précise pour se référer aux réfugiés palestiniens, même si elle demeure floue. Celle-ci figure dans l'Article 1 :

Etrangers non détenteurs de papiers d'identité de leurs pays d'origine et résidents au Liban en vertu de cartes de résidence délivrées par la Direction de la Sûreté générale ou de cartes d'identité délivrées par la Direction générale de l'Administration des Affaires des réfugiés palestiniens au Liban.<sup>125</sup>

Paradoxalement, si le premier article englobe les non-libanais dans la catégorie "étrangers", les articles 5-7-8-9 marquent explicitement une différenciation vis-à-vis de deux catégories, les ressortissants syriens (art. 5-7-8) et les ressortissants jordaniens (art. 9). Malgré la création d'institutions spécifiques à leur égard, les réfugiés palestiniens connaissent cette catégorisation en tant que "réfugié spécial" jusqu'aux accords du Caire en 1969. Finalement, une ultime loi restrictive voit le jour peu de temps avant la fin du mandat de Fouad Chéhab. Il s'agit de la loi n° 17561 du 18 septembre 1964, relative à l'emploi des étrangers sur le territoire libanais. Celle-ci inclut « trois principes restrictifs à l'égard des droits des réfugiés palestiniens du travail et à l'emploi au Liban : (a) l'obtention d'un permis de travail, (b) la préférence nationale, (c) la réciprocité des droits et des obligations. »<sup>126</sup>

C'est l'article 1, introduction aux articles suivants, qui énonce le principe de réciprocité :

Sans réserve d'application du principe de réciprocité et des dispositions des lois et règlements particuliers en vigueur, ainsi que des conventions précédemment approuvées par l'autorité législative ou qui le seraient par la suite, ou enfin des accords qui auraient été préalablement approuvés par le Ministère du Travail et des Affaires Sociales concernant les experts étrangers engagés pour effectuer des travaux exigés par l'intérêt public, la délivrance du permis de travail sur le territoire libanais des étrangers est soumis aux conditions suivantes :<sup>127</sup>

Plus loin, l'article 8 nous renseigne sur le droit préférentiel accordé aux Libanais :

Sous réserve de faire bénéficier le ressortissant libanais du droit de préférence, il est possible d'accorder à un étranger qui réside au Liban ou qui compte y entrer après avoir obtenu l'approbation préalable, un permis de travail ou de le lui renouveler, s'il remplit l'une des conditions suivantes :<sup>128</sup>

Enfin, l'article 9 évoque l'énumération annuelle des professions réservées aux Libanais :

Le ministre du Travail et des Affaires Sociales désignera, chaque année, au cours du mois de décembre, sur proposition de Directeur Général, et après avoir pris l'avis des Administrations et corps intéressés, en

---

<sup>124</sup> *Idem.*

<sup>125</sup> Extrait de la source n° 3, Arrêté n° 319 du 2 août 1962.

<sup>126</sup> SULEIMAN, Jaber, « Trapped refugees : the case of Palestinians in Lebanon », *for presentation at the International Conference : protecting people in conflict & crisis responding to the challenges of a changing world*, 2009, [ma traduction].

<sup>127</sup> Extrait de la source n° 4, Décret n° 17561 du 18 septembre 1964.

<sup>128</sup> *Idem.*

cas de besoin, les travaux et les professions que le Ministère considère comme devant être strictement réservés aux Libanais.<sup>129</sup>

La loi n° 17561 entraîne donc de sérieuses complications pour l'emploi des réfugiés palestiniens. « La réciprocité de traitement, qui ne peut être appliquée aux Palestiniens puisqu'ils ne disposent pas d'un Etat »<sup>130</sup>, les stigmatise définitivement vis-à-vis du reste des étrangers. Ces derniers, dès lors, bénéficient d'une meilleure situation face à l'emploi. Enfin, le règne de Chéhab donne naissance à un acteur redoutable et redouté de la population palestinienne, le Deuxième Bureau. Ce service de renseignement militaire a pour objectif premier de réduire toute activité politique palestinienne par n'importe quel moyen : arrestation, interrogation ou encore torture. Paradoxalement, l'OLP, établie en 1964 et bien que reconnue légitime par le président libanais, n'y échappe pas. Rapidement, le cadre dépasse les membres de partis (*hizbiyeen*) pour s'attaquer aux réfugiés palestiniens :

« Oppression extended beyond the *hizbiyeen* minority to grip the whole camp population in an iron net of prohibitions, permits and punishments. »<sup>131</sup>

Intimidation, menaces, humiliation, punitions collectives, le Deuxième Bureau devient un acteur incontournable, si bien que même l'UNRWA est touchée. En effet, quiconque désire œuvrer au sein de l'agence doit recevoir l'approbation du Deuxième Bureau. Celle-ci peut passer par des services rendus en tant qu'informateur. Dès lors, l'on assiste à l'installation de postes de police au sein même des camps de réfugiés. Pourtant, la politique intérieure répressive ne trouve écho auprès de la population musulmane et pour cause.

« Satisfaites cependant par l'option arabiste de Chéhab, après les écarts pro-occidentaux de la présidence Chamoun, les élites sunnites modèrent subitement leur solidarité envers les Palestiniens qui perdent alors leurs soutiens internes. »<sup>132</sup>

Les années Chéhab figurent donc parmi les plus répressives qu'aient subies les réfugiés palestiniens. La politique gouvernementale vis-à-vis des hôtes peut se résumer à la fameuse citation du chef de la section palestinienne du Deuxième Bureau du début des années 1960, Joseph Kaylani :

« Le Palestinien est comme un ressort, si on appuie dessus, il reste tranquille ; si on enlève son pied, il frappe au visage. »<sup>133</sup>

La présidence de Charles Hélou (1964-1970) ne diffère pas vraiment de celle de son prédécesseur en ce qui concerne la situation des Palestiniens. Face au Protocole de

---

<sup>129</sup> *Idem.*

<sup>130</sup> DORAÏ, Mohamed Kamel, *Les Réfugiés palestiniens du Liban*, op. cit., p. 119.

<sup>131</sup> SAYIGH, Rosemary, *Too many enemies. The Palestinian Experience in Lebanon*, op. cit., p. 70.

<sup>132</sup> ROUGIER, Bernard, « Le "destin mêlé" des Palestiniens et des Libanais au Liban », op. cit., p. 44-45.

<sup>133</sup> HIRST, David, *Une histoire du Liban 1860-2009*, op. cit., p. 100.

Casablanca de 1965, lequel vise à améliorer la condition de vie des réfugiés palestiniens dans les pays membres de la Ligue arabe, le Liban émet des réserves. Signé le 8 août 1966, il prévoit les changements suivants :

L'article 1, qui fixe le droit à l'emploi de parité avec les citoyens du pays énoncé, est modifié de sorte que pour le Liban, cela se fasse en fonction du contexte social et économique :

Les Palestiniens résidants pour le moment au Liban se voient accorder le droit à l'emploi, ainsi que le droit de garder leur nationalité palestinienne, conformément aux conditions sociales et économiques prévalent dans la République du Liban.<sup>134</sup>

L'article 2 qui accorde le droit d'entrée et de sortie du pays énoncé se voit ajouter la phrase suivante : "sur un pied d'égalité avec les citoyens libanais et en conformité avec les lois et règlements en vigueur".

Enfin, à l'article 3 qui prévoit le droit d'entrée de réfugiés palestiniens d'un pays arabe dans un autre, ainsi que le droit d'y rester pour la période nécessaire à son but, sont ajoutées les phrases "chaque fois que leurs intérêts le demandent" et "la permission d'entrée au Liban pour les Palestiniens est subordonnée à l'obtention d'un visa d'entrée délivré par les autorités libanaises concernées". Le gouvernement libanais émet des réserves en ce qui concerne les articles 4 et 5.

Malgré des demandes palestiniennes incessantes, le Liban ne met en exécution le Protocole. Les considérations internes prennent le dessus, guidées par la balance politique et socioéconomique. En effet, le poids démographique palestinien au Liban et son activité politique grandissante (d'abord dans des partis d'opposition comme le Parti Baas ou le Parti communiste, puis dans l'OLP) ne fait que d'agrandir la peur du gouvernement libanais de voir sa stabilité ébranlée<sup>135</sup>.

En ce sens, c'est véritablement la guerre des Six Jours qui amène ce déséquilibre, malgré le non engagement du Liban. En effet, d'une part, avec la défaite des troupes arabes, la conquête israélienne des territoires de Cisjordanie et Gaza provoque l'afflux de milliers de Palestiniens. Aussi, depuis 1962 il est difficile d'obtenir un enregistrement de la part du gouvernement. De ce fait, parmi les réfugiés palestiniens de 1967, seule une infime partie est reconnue par l'UNRWA, malgré leur installation dans les camps. Les revendications de l'agence sont confrontées à une politique gouvernementale ferme vis-à-vis de la nouvelle vague de réfugiés :

---

<sup>134</sup> Extrait de la source n° 5, Protocole de Casablanca de 1965, [ma traduction].

<sup>135</sup> AL HUSSEINI, Jalal et BOCCO, Ricardo, « The status of the Palestinian refugees in the Near East : the right of return and UNRWA in perspective », *Refugee survey quarterly*, n° 2/3, 2010, p. 264.

« The need to create more settlements for the new wave of Palestinian refugees was met by strict Lebanese legislation that prevented the construction and expansion of new camps, and refused Palestinian refugees the right to join the Lebanese workforce. »<sup>136</sup>

Ces réfugiés palestiniens "sans-papiers" sont sous la contrainte d'une législation encore plus discriminatoire que leurs congénères enregistrés. Cela concerne notamment leur droit au mariage, leur liberté de mouvement ou encore leur droit à l'éducation<sup>137</sup>.

D'autre part, la déception des sociétés arabes envers leurs gouvernements suite à la défaite de 1967 va être profitable à un nouvel acteur sur l'échiquier libanais, la Résistance palestinienne. En effet, cette dernière trouve soudain une légitimité dans son discours de la lutte armée alors qu'il était auparavant noyé dans celui beaucoup plus large du panarabisme. A cet instant, le nassérisme est « relayé par un discours plus radical, armé de références marxisantes et axé sur la critique des régimes de la petite bourgeoisie. »<sup>138</sup> L'affirmation de la Résistance palestinienne apparaît donc comme un support politique et militaire à ce type de discours. De surcroît, le prestige des résistants (fedayin) grandit rapidement. Bien que déjà implantés depuis 1965 au Liban, c'est véritablement après la guerre des Six Jours que les opérations de guérilla contre Israël augmentent.

« Alors que deux opérations seulement furent lancées en 1967 à travers la frontière libano-israélienne, il y en eut 29 en 1968 et 150 en 1969. »<sup>139</sup>

Les commandos palestiniens établissent leurs bases au Sud-Liban dans la région du Arqoub, bientôt rebaptisée "Fatahland" par la presse occidentale au vu de son importance. Gagnés par le soutien populaire libanais, les fedayin sont « souvent accueillis comme des libérateurs par les paysans du Sud, jusque-là soumis à la double loi de l'armée et des grandes familles de propriétaires fonciers aux comportements de féodaux. »<sup>140</sup> Le gouvernement libanais, complice de l'établissement des bases des fedayin dans le sud du pays, est rapidement confronté aux répliques israéliennes. La plus surprenante reste sans doute la destruction au sol par un commando israélien de 13 avions de la compagnie Middle East Airlines à l'aéroport de Beyrouth le 28 décembre 1968.

---

<sup>136</sup> HALABI, Zeina, « Exclusion and identity in Lebanon's Palestinian refugee camps : a story of sustained conflict », *Environment and Urbanization*, n° 2, 2004, p. 40.

<sup>137</sup> Pour entrer dans les détails, voir le rapport d'Amnesty International datant de 2007 « Lebanon : Exiled and suffering : Palestinian refugees in Lebanon ».

<sup>138</sup> KASSIR, Samir, *La guerre du Liban. De la dissension nationale au conflit régional*, Paris : Karthala, 1994, p. 58.

<sup>139</sup> KASSIR, Samir, *Histoire de Beyrouth*, Paris : Fayard, 2003, p. 569.

<sup>140</sup> *Ibidem*, p. 570.

Sur fond de polarisation confessionnelle, des affrontements entre l'armée libanaise et mouvements palestiniens éclatent. La marche du 23 avril à Beyrouth, pour contester le siège de Bîth Jbeil par l'armée prend une tournure dramatique, lorsque cette dernière tire sur les manifestants. La nouvelle se répand dans tout le pays, provoquant une certaine agitation dans les camps. « Durant le mois de septembre, tous les camps se débarrassent des bureaux de police et du Deuxième Bureau qui les ont opprimés depuis si longtemps, bien qu'ils continuent d'être assiégés par les tanks de l'armée. »<sup>141</sup> Entre temps, le gouvernement libanais connaît une crise ministérielle et politique durant 215 jours. L'Etat d'urgence décrété, l'armée libanaise lance une ultime opération pour tenter de reprendre le contrôle. Aussitôt, la Syrie ferme ses frontières et établit des sanctions économiques à l'égard du Liban. La situation de poudrière ne trouvant de solution interne, c'est finalement sous l'égide de l'Egypte de Nasser qu'une solution est trouvée pour mettre fin au conflit. Les accords du Caire signés en novembre 1969 scellent, du moins sur papier, une implémentation des conditions sociales et politiques des Palestiniens au Liban. Après vingt ans durant lesquels « les masses étaient trop opprimées par la lutte pour la survie, pour avoir de l'énergie restante pour la lutte nationale »<sup>142</sup>, une lueur d'espoir apparaît.

### **2.3. Des accords du Caire à l'invasion israélienne (1969 à 1982) : l'émancipation de la population palestinienne du Liban durant la guerre civile**

#### **2.3.1. Accords du Caire : le tournant décisif**

Les accords du Caire se tiennent le 3 novembre 1969 sous les auspices du Raïs égyptien Gamal Abdel Nasser. Le Liban accepte un arbitrage égyptien pour « mettre fin aux combats intermittents entre l'armée libanaise et les mouvements de guérilla palestinienne. »<sup>143</sup> Ces deux parties sont représentées respectivement par le Général Emile Boustani, commandant en chef de l'armée libanaise, et par Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP)<sup>144</sup>. « Les accords, dont les termes étaient tenus secrets à l'époque, ont été rapidement ratifiés au Parlement à huit clos. Seuls Raymond Eddé et son groupe parlementaire ont voté contre l'accord, qu'ils percevaient comme une violation de la

---

<sup>141</sup> SAYIGH, Rosemary, *Too many enemies*, op. cit., p. 171.

<sup>142</sup> *Ibidem*, p. 113, [ma traduction].

<sup>143</sup> CORM, Georges, *Le Liban contemporain. Histoire et société*, op. cit., p. 115.

<sup>144</sup> L'OLP se forme en 1964 à Jérusalem à l'instigation de la Ligue des Etats Arabes. Elle réunit plusieurs mouvements de résistance parmi lesquels le Fatah, le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) et le Front Démocratique de Libération de la Palestine (FDLP). En théorie, l'OLP se tient à l'écart du mouvement de guérilla. Yasser Arafat y est président dès 1969. Elle possède différents départements civils ainsi que des unités de l'Armée de libération de la Palestine. Voir KODMANI-DARWISH, Bassma, « L'OLP, de l'incarnation du peuple au gouvernement de l'Etat », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n° 68-69, 1993, p. 107-120.



souveraineté libanaise. »<sup>145</sup> L'article 15 ne saurait être plus clair en ce qui concerne le statut "secret" de ces accords :

- Le texte de cet accord est ultra-secret et ne sera accessible qu'aux autorités intéressées.<sup>146</sup>

Comme nous l'avons mentionné précédemment, ces accords s'attaquent à une révision des conditions sociales et politiques des réfugiés palestiniens au Liban. L'article 1 prévoit notamment une plus grande équité en ce qui concerne les droits du travail, de résidence ainsi que le droit de déplacement :

Il a été décidé de réorganiser la présence palestinienne au Liban sur les bases suivantes :

- Droits de travail, de résidence et de déplacement reconnus aux Palestiniens résidant actuellement au Liban.<sup>147</sup>

D'autre part, les accords permettent aux fedayin de diriger la lutte armée contre Israël depuis leur territoire, et ce, en concertation avec l'armée libanaise<sup>148</sup> :

- Les Palestiniens résidant au Liban seront autorisés à participer à la Révolution palestinienne, dans le respect des principes de la souveraineté et de la sécurité du Liban.<sup>149</sup>

Ainsi, les combattants jouissent désormais d'une grande liberté d'action dans la région du Arkoub, principale zone de guérilla. A l'inverse, leur présence armée est interdite dans la zone littorale du Sud-Liban. Enfin, l'accord « fondait une sorte d'extraterritorialité des camps de réfugiés, consacrée trois mois plus tard par des mesures d'application qui en excluaient officiellement l'autorité libanaise et y laissaient une juridiction complète à l'OLP. »<sup>150</sup> Cette extraterritorialité passe notamment par la mise en place de commissions palestiniennes locales ainsi que d'unités de Commandement de la lutte armée palestinienne (CLAP) à l'intérieur des camps, en coordination avec les autorités libanaises<sup>151</sup>.

Avec la signature des accords du Caire, la situation des réfugiés palestiniens au Liban semble donc prendre un tournant décisif autant au niveau social qu'au niveau de la lutte armée contre Israël. Dès lors, les Palestiniens parviennent à dépasser « l'immobilisme dans lequel les autorités libanaises les avaient confinés. »<sup>152</sup> Pourtant, force est de constater que l'épisode du Caire va se révéler être un catalyseur de la polarisation de la société libanaise, entre arabistes et libanistes. Ainsi, l'hostilité des chrétiens à l'égard des Palestiniens ne fait que grandir. Dans

---

<sup>145</sup> TRABOULSI, Fawwaz, *A History of Modern Lebanon*, op. cit., p. 154, [ma traduction].

<sup>146</sup> Extrait de la source n° 6, Accords du Caire de 1969.

<sup>147</sup> *Idem.*

<sup>148</sup> Sur ce point, voir la deuxième partie de la source n° 6 qui traite en détails des actions des fedayin.

<sup>149</sup> Extrait de la source n° 6, Accords du Caire de 1969.

<sup>150</sup> KASSIR, Samir, *Histoire de Beyrouth*, p. 573.

<sup>151</sup> Voir les articles 2 et 3 des accords du Caire, figurant à la source n° 6.

<sup>152</sup> MEIER, Daniel, « La transition libanaise dans le rétroviseur de la question palestinienne », op. cit., p. 6.

les discours des leaders du parti Phalangiste<sup>153</sup>, le mot *tawfîn* réapparaît. Ceux-ci dénoncent un complot qui vise à « ce que le territoire libanais devienne une patrie de rechange (*watan badîl*) pour des étrangers, en l'occurrence des Palestiniens. »<sup>154</sup>

Quant à Israël, il prétexte la signature de l'accord pour tenir responsable l'Etat du Liban des attaques des fedayin menées contre la Galilée et ainsi mener à bien des représailles.

Finalement, les accords du Caire ne bénéficient d'aucune législation libanaise afin d'en assurer l'exécution, d'autant plus que le principe de réciprocité demeure en place. Il est également intéressant de relever la présence de la formule « dans le respect de la souveraineté du Liban/de la sécurité du Liban » autant dans l'introduction des accords que dans les articles 2-3-4<sup>155</sup>. Par conséquent, même si l'impression que laisse l'entente entre les deux parties est la toute puissance de la Résistance palestinienne sur le territoire libanais, les autorités civiles et militaires du pays se réservent le droit de pleine autorité :

- Il est entendu que les autorités civiles et militaires libanaises continuent à exercer pleinement leur autorité et leurs responsabilités sur l'ensemble du territoire libanais et en toutes circonstances.<sup>156</sup>

La signature des accords confirme donc « la règle de la confusion entre le social, le civil et le politique dans l'approche libanaise de la question des réfugiés palestiniens. »<sup>157</sup> "L'accord sur le désaccord", comme il est surnommé, divise encore plus la société libanaise quant à la question de la présence armée palestinienne sur son territoire. Mais au fond, ce n'est pas tant la question palestinienne que l'identité nationale qui divise les Libanais comme l'avance Daniel Meier :

« Ce désaccord qui était avant tout une divergence de vue sur l'identité nationale et la définition du Liban, devait mener, en 1975, à l'implosion de l'Etat du fait de l'éclatement identitaire du Liban en deux groupes antagonistes (panarabe et libaniste) où la composante palestinienne exerça un effet de révélateur de l'antagonisme. »<sup>158</sup>

En effet, comme nous le verrons par la suite, la lutte armée palestinienne n'est pas responsable de l'éclatement de la guerre civile libanaise. Elle agit plutôt comme un catalyseur sur les profondes divergences existant depuis la fondation de l'Etat libanais indépendant en 1943.

---

<sup>153</sup> Le parti des Phalanges ou Kataëb a été fondé en 1936 sur le modèle nazi par diverses personnalités politiques libanaises dont Pierre Gémayel, Georges Naccache ou encore Charles Hélou. Possédant une structure paramilitaire à ses débuts, le parti essentiellement chrétien se développe plus sérieusement à la fin des années 1960 en contrepoids de la Résistance palestinienne.

<sup>154</sup> MEIER, Daniel, « « L'implantation » comme construction de la présence palestinienne au Liban durant la tutelle syrienne (1989-2005) », *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, n° 126, 2009, p. 226.

<sup>155</sup> Voir la source n° 6, Accords du Caire de 1969.

<sup>156</sup> *Idem.*

<sup>157</sup> ROUGIER, Bernard, « Le "destin mêlé" des Palestiniens et des Libanais au Liban », *op. cit.*, p.45.

<sup>158</sup> MEIER, Daniel, « La transition libanaise dans le rétroviseur de la question palestinienne », *op. cit.*, p. 7.

Au final, l'amélioration des conditions de vie des Palestiniens tout comme l'acquisition d'une plus grande liberté d'action s'insère dans une période caractérisée par un changement de rapports de force, en l'occurrence l'installation de l'OLP au Liban. Par conséquent, aussitôt le rapport de force modifié, la "parenthèse" des accords du Caire prend fin. Nous verrons par la suite, que cette cassure intervient d'une part sur le terrain lors de l'invasion du Liban par Israël en 1982 et d'autre part de manière institutionnelle par l'abrogation de ces mêmes accords en 1987.

### 2.3.2. La dynamisation des institutions palestiniennes au Liban : l'arrivée de la centrale palestinienne après le Septembre Noir

Le travail de l'OLP depuis son installation au Liban jusqu'à son expulsion en 1982, soit près d'une vingtaine d'année, crée les structures d'un Etat dans l'Etat, d'un Etat a-territorial. Comme le dit Bassma Kodmani-Darwish,

« la centrale palestinienne se substitue à l'Etat et en assume les principales fonctions : elle devient un pouvoir central et une administration qui paie des salaires, assure des services sociaux et subvient aux besoins d'une large frange de la population palestinienne dans ses différents lieux d'implantation. »<sup>159</sup>

Ainsi, l'OLP répond à une quasi absence des services gouvernementaux dans les zones rurales du pays ainsi que le Sud-Liban, à majorité chiite. De fait, « supporter la Révolution palestinienne devient un moyen de protester contre un régime corrompu et négligent. »<sup>160</sup> D'autre part, il s'agit d'une nécessité de combler les lacunes des services de l'UNRWA, comme c'est le cas pour le secteur de la santé. Même si ces services existent déjà depuis un certain temps, ils demeurent dans un état de précarité. Enfin, l'Organisation palestinienne répond à une tendance nationale qui vise depuis la fin des années 1960 à barrer l'accès des réfugiés palestiniens à l'économie et ce pour plusieurs raisons. Parmi lesquelles figurent notamment « la fin du boom économique libanais, les réactions à l'égard du profil politique palestinien grandissant et la croissance de la conscience communautaire libanaise qui a affecté les institutions et régions spécifiques. »<sup>161</sup>

La guerre civile (1975-1990) aggrave davantage ce phénomène d'exclusion économique. Durant cette période, nous assistons à de nombreuses expulsions territoriales engendrant des

---

<sup>159</sup> KODMANI-DARWISH, Bassma, « L'OLP, de l'incarnation du peuple au gouvernement de l'Etat », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n° 68-69, 1993, p. 108.

<sup>160</sup> SAYIGH, Rosemary, *The Palestinians. from peasants to revolutionaries*, op. cit., p. 165.

<sup>161</sup> SAYIGH, Rosemary, *Too many enemies*, op. cit., p. 109, [ma traduction].

pertes d'emplois. Les attaques et le sentiment d'insécurité confinent les travailleurs palestiniens au sein des camps eux-mêmes. L'OLP est plus que jamais sollicitée :

« The PLO and PRM responded to this economic crisis with a rapid expansion of its services and productive institutions, creating jobs and helping families hit by war destruction or loss of earnings to survive. »<sup>162</sup>

Le développement des institutions palestiniennes au Liban trouve véritablement sa source avec l'arrivée de la centrale palestinienne depuis la Jordanie en 1970 et 1971. Dans le royaume hachémite, les résistants palestiniens perdent petit à petit le soutien et la popularité dont ils jouissent, se mettant à dos la partie conservatrice et loyaliste de la population jordanienne. « L'hostilité grandissante est nourrie par l'indiscipline et l'arrogance des fedayins, dont certains affichent ouvertement leur ambition de remplacer le royaume hachémite par leur nouvel ordre révolutionnaire. »<sup>163</sup> Le roi Hussein s'engage alors au mois de septembre 1970 dans une bataille de dix jours, brisant la colonne vertébrale de la résistance en Jordanie. Une année après l'épisode du "Septembre noir", le 1<sup>er</sup> ministre jordanien Wasfi al-Tal chasse tous les combattants hors du pays.

Désormais, le repli au Liban est la seule solution. En effet, « après son éviction de Jordanie, finalisée en juillet 1971, et la fermeture du front syrien aux opérations de commandos, décidée par Assad »<sup>164</sup>, aucune autre possibilité n'est envisageable, d'autant plus que l'Égypte n'est pas accessible du fait de l'occupation israélienne du Sinaï. Le Liban, incapable d'empêcher l'afflux des fedayin, voit « entre 1970 et 1971, l'ensemble - ou une très grande partie - de l'appareil au sein duquel le mouvement de résistance s'est développé »<sup>165</sup> émerger sur la scène libanaise. Parmi ces mouvements, le mouvement pionnier du Fatah est alors le plus important. Le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP), al-Saiqa ou encore le Front de libération arabe figurent parmi les autres mouvements.

Les combattants s'installent donc dans les camps de réfugiés du Liban, surtout autour de Beyrouth, dans le quartier de Fakhami. Parfois accompagnés de leur famille, ces nouveaux réfugiés grossissent le nombre de réfugiés informels, car non enregistrés auprès de l'UNRWA. Il n'existe pas de chiffre exact quant à leur nombre, « même si les calculs faits ultérieurement par des chercheurs – libanais – démontrent que ce mouvement ne fut pas

---

<sup>162</sup> *Idem.*

<sup>163</sup> HIRST, David, *Une histoire du Liban 1860-2009*, op. cit., p. 108.

<sup>164</sup> KASSIR, Samir, *Histoire de Beyrouth*, op. cit., p. 576.

<sup>165</sup> HIRST, David, *Une histoire du Liban 1860-2009*, op. cit., p. 109.

l'afflux souvent décrit. »<sup>166</sup> Pour Samir Kassir, l'on passe de quelques 223'000 réfugiés avant les accords du Caire en 1969 à 260'000 en 1972, en prenant en compte le taux de croissance démographique de 3,6%<sup>167</sup>. Toutefois, l'importance de l'exil réside bien plus dans l'aspect politique que démographique. En effet, dès lors, les structures du commandement de la Résistance et les différentes formations de fedayin s'implantent au Liban. « Même si le siège officiel de l'OLP était à Damas et que Yasser Arafat passait beaucoup de temps au Caire, Beyrouth faisait figure de capitale de la politique palestinienne. »<sup>168</sup>

Comme nous l'avons mentionné précédemment, à son arrivée au Liban, la centrale palestinienne est en présence d'une infrastructure rudimentaire. De fait, elle va dynamiser les bases existantes par la « mise en place d'une infrastructure civile composée de dispensaires et d'hôpitaux, de centres de formations professionnelle et d'écoles, ainsi que de bureaux d'entraide sociale. »<sup>169</sup> La mise en place des institutions palestiniennes ne représente pas de concurrence pour l'UNRWA. Au contraire, l'implantation se fait graduellement, de sorte de suppléer aux insuffisances des services étatiques et de l'UNRWA.

Ainsi, le Croissant rouge palestinien correspond « aux attentes d'une population que l'infrastructure hospitalière existante, déficiente et pauvre en personnel, était incapable de satisfaire. »<sup>170</sup> En effet, les camps de réfugiés ne bénéficient le plus souvent que d'un seul centre médical, visité par un médecin une à deux fois par semaine. Aussi, avec l'augmentation du nombre de blessés avec la guerre civile, les centres médicaux sont vite débordés. De plus, le Croissant rouge palestinien fournit des services gratuits ou à des tarifs symboliques.

L'une des autres organisations vitales à la survie des réfugiés palestiniens est la Société pour le travail des martyrs palestiniens (SAMED), destinée à fournir une formation ou un emploi aux orphelins palestiniens. « Inaugurée en 1970, cette dernière ouvrit les portes de ses 34 coopératives et ateliers en 1975-1976 à l'ensemble de la population pour compter jusqu'à 3 500 ouvriers en 1979. »<sup>171</sup> La SAMED propose des activités dans le secteur agricole et industriel. Avant l'invasion israélienne de 1982, « une usine de la SAMED était implantée

---

<sup>166</sup> KASSIR, Samir, *Histoire de Beyrouth*, op. cit., p. 576.

<sup>167</sup> *Idem*.

<sup>168</sup> *Ibidem*, p. 577.

<sup>169</sup> AL HUSSEINI, Jalal et DORAÏ, Mohamed Kamel, « De la lutte armée à la nation palestinienne. Vers une relecture des rapports entre l'OLP et les réfugiés », *Autrepart*, n° 26, 2003, p. 102.

<sup>170</sup> AL HUSSEINI, Jalal et DORAÏ, Mohamed Kamel, « De la lutte armée à la nation palestinienne. », op. cit., p. 104.

<sup>171</sup> *Ibidem*, p. 102.

dans chacun des camps de réfugiés du Liban »<sup>172</sup>. De fait, la société fait figure d'embryon de l'économie palestinienne et revêt une telle importance que son directeur, Ahmad Qrei', prend part aux négociations israélo-palestiniennes d'Oslo en 1993. Enfin, citons encore le Département des organisations de masse, qui regroupe « une dizaine de syndicats et de nombreuses autres associations à caractère caritatif ou plus largement social »<sup>173</sup> ainsi que l'Association pour les affaires sociales au bénéfice des familles de martyrs ou de prisonniers.

Deux événements majeurs permettent aux institutions palestiniennes d'atteindre une envergure beaucoup plus importante. Premièrement la crise financière que connaît l'UNRWA en 1974 et deuxièmement l'écroulement de l'Etat libanais avec l'éclatement de la guerre civile en 1975. Dès lors, les « institutions civiles palestiniennes prennent une importance quasi gouvernementale, conférant à l'OLP l'apparence d'une organisation bureaucratique hautement centralisée, d'un "Etat dans l'Etat". »<sup>174</sup> Ainsi, en 1982, à l'aube de l'invasion israélienne, l'économie palestinienne contribue « pour plus de 15% au produit national brut du Liban générant 10'000 emplois directement et 30'000 indirectement. »<sup>175</sup> Quant aux conditions de vie dans les camps, elles se sont considérablement améliorées grâce à l'OLP, qui prend en charge l'équipement de ceux-ci (électricité, adduction en eau, rénovations...). Cette modernisation entraîne un changement de train de vie, calqué sur celui des Libanais :

« On the one hand, there was the rising cost of living, and on the other, rising needs and expectations, higher standards of clothing, home furnishing and equipment. People of the camps wanted to live like other people, like Lebanese. »<sup>176</sup>

En outre, bien que les salaires dans l'économie de l'OLP soient inférieurs à ceux de l'économie libanaise, les réfugiés bénéficient d'un système de santé nationale, « qui inclut une compensation pour les dommages de guerre et des pensions aussi bien que des soins médicaux gratuits et autres services. »<sup>177</sup>

Mais au fond, l'expansion des institutions palestiniennes ne s'inscrit pas dans une logique de projet collectif. Plutôt guidée par une logique clientéliste vis-à-vis des réfugiés palestiniens,

---

<sup>172</sup> KODMANI-DARWISH, Bassma, « L'OLP, de l'incarnation du peuple au gouvernement de l'Etat », *op. cit.*, p. 112.

<sup>173</sup> *Idem.*

<sup>174</sup> AL HUSSEINI, Jalal et DORAÏ, Mohamed Kamel, « De la lutte armée à la nation palestinienne. », *op. cit.*, p. 104.

<sup>175</sup> *Ibidem*, p. 103.

<sup>176</sup> SAYIGH, Rosemary, *Too many enemies*, *op. cit.*, p. 111.

<sup>177</sup> *Ibidem*, p. 110, [ma traduction].

l'expansion se retrouve bientôt au cœur d'une compétition entre les différents acteurs palestiniens :

« L'esprit de compétitivité qui a prévalu entre les différentes composantes de la résistance a ainsi conduit à une duplication des services et une détérioration de leur qualité, quand bien même l'organisation dominante au sein de l'OLP, le Fath, s'est servie de son influence pour coopter au sein de la centrale l'ensemble des organisations concurrentes. »<sup>178</sup>

C'est cette même compétitivité qui empêche la direction palestinienne de fédérer l'ensemble de la population palestinienne à travers une vision politique et sociale cohérente. Finalement la guerre civile met définitivement un terme aux ambitions palestiniennes, lorsque l'invasion israélienne au Liban en 1982 engendre l'expulsion de l'OLP hors du Liban.

Ainsi, durant près de douze ans, les réfugiés palestiniens vivent sur le plan économique « des années fastes en comparaison du marasme et des pertes occasionnées par la guerre »<sup>179</sup> que les Libanais subissent. Ce décalage crée un fort ressentiment chez les Libanais ainsi qu'une volonté de revanche, s'exprimant à travers les différentes milices, comme nous le verrons plus tard. En outre, la montée en puissance palestinienne devient une menace de plus en plus inquiétante pour Israël. Ce dernier se lance alors dans des opérations de déstabilisation du Liban, en multipliant les frappes sur des cibles libanaises afin de cliver la société quant à la présence palestinienne. Ainsi, de 1968 à la veille de la guerre civile en 1974, l'on compte près de 3'000 violations du territoire libanais. Finalement, la stratégie israélienne porte ses fruits, avec un premier dangereux glissement vers la guerre civile, lorsqu'en mai 1973, l'aviation libanaise bombarde le camp de Burj al-Barajneh à Beyrouth<sup>180</sup>. Une année plus tard, les premiers affrontements entre milices chrétiennes et milices phalangistes ont lieu dans les banlieues de Beyrouth.

### 2.3.3. Les camps de réfugiés : espaces de résistance et construction de l'identité nationale

Ce chapitre n'est pas destiné à revenir sur le développement de l'identité nationale palestinienne, mais plutôt d'évoquer le lien entre la construction d'une identité dans l'exil et

---

<sup>178</sup> AL HUSSEINI, Jalal et DORAÏ, Mohamed Kamel, « De la lutte armée à la nation palestinienne. », *op. cit.*, p. 104.

<sup>179</sup> MEIER, Daniel, « La transition libanaise dans le rétroviseur de la question palestinienne », *op. cit.*, p. 7.

<sup>180</sup> Trois semaines avant les bombardements sont assassinés en plein Beyrouth deux cadres historiques du Fatah, Abou Youssef al-Najjar et Kamal Adwan ainsi que le porte-parole du FPLP, le poète Kamal Nasser. L'armée est violemment critiquée pour n'être pas intervenue. La tension monte avec l'arrestation de deux Palestiniens armés à l'aéroport de Beyrouth, puis l'enlèvement de deux militaires libanais par le FDLP, débouchant sur les frappes aériennes libanaises.

la figure du *fedayin*, dans un endroit bien précis, celui des camps de réfugiés. Les deux sont interdépendants. Ils se nourrissent l'un de l'autre, comme nous le verrons.

Le chapitre précédent a mis en évidence la mise en place d'institutions palestiniennes dans le paysage libanais, permettant de redonner « aux communautés palestiniennes un sentiment d'appartenance commune afin d'être en mesure de présenter la cause palestinienne comme celle d'un peuple. »<sup>181</sup>

Outre la mise en place d'un quasi-Etat palestinien au pays du Cèdre, l'émergence de la Résistance palestinienne à la fin des années 1960 amène un changement du discours palestinien sur la population des camps. L'idéologie panarabe adoptée par les Palestiniens laisse place à une idéologie qui leur est propre. Preuve en est le changement de nom du Mouvement National Arabe (MNA) de Georges Habache en Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP).

La mutation discursive se veut émancipatrice. Elle vise à « transformer la représentation des réfugiés des camps, de personnes économiquement vulnérables et dépendantes de l'assistance humanitaire en combattants *fedayin* maîtres de leur destin. »<sup>182</sup> Cette fonction identitaire fait partie, selon Jalal al-Husseini et Mohamed Kamel Doraï des quatre principales fonctions des camps de réfugiés. Les trois autres fonctions sont, comme nous l'avons développé précédemment, le lieu d'habitat, l'espace de développement économique ainsi que le lieu d'exercice du pouvoir. Or l'ultime fonction nommée se développe à partir des accords du Caire en 1969. Avec la consécration qu'est le droit de gérer elle-même l'espace des camps, la centrale palestinienne se focalise sur la transformation de la société palestinienne en une « société combattante et dévouée, unie par un seul et même objectif : la libération de la Palestine par la lutte armée. »<sup>183</sup>

Aussi, le dépassement de la mentalité de réfugié s'inscrit dans une « double perspective de mobilisation politique des réfugiés et d'affirmation de l'OLP comme incarnation et porte-parole unique du mouvement national palestinien. »<sup>184</sup>, reconnaissance acquise lors du

---

<sup>181</sup> KODMANI-DARWISH, Bassma, « L'OLP, de l'incarnation du peuple au gouvernement de l'Etat », *op. cit.*, p. 110.

<sup>182</sup> AL HUSSEINI, Jalal, « Les camps de réfugiés palestiniens au Proche-Orient, entre norme du droit au retour et intégration socioéconomique », *op. cit.*

<sup>183</sup> AL HUSSEINI, Jalal et DORAÏ, Mohamed Kamel, « De la lutte armée à la nation palestinienne. », *op. cit.*, p. 100.

<sup>184</sup> *Idem.*



Sommet arabe de Riyad en 1974. Désormais, les Palestiniens sont affranchis de leur dépendance économique envers l'UNRWA et du contrôle étatique libanais. Paradoxalement, malgré un meilleur bien-être économique, ce n'est qu'au milieu des années 1970 que les améliorations des habitations dans les camps sont entreprises. Auparavant, « la norme rigide du droit au retour, source de précarité infrastructurelle, restait encore de vigueur. »<sup>185</sup> Ainsi, « l'élaboration d'un discours stigmatisant les conditions de vie misérables dans lesquelles les réfugiés des camps avaient vécu depuis leur départ de Palestine »<sup>186</sup> devient le signe d'une évolution de la mentalité palestinienne.

Le camp de réfugiés est alors consacré comme terreau des fedayin, terrain favorable à l'éclosion d'une révolution, passant nécessairement par l'enrôlement et l'entraînement militaire en son sein.

Finalement, la construction de cette nouvelle identité palestinienne passe par un changement des structures du pouvoir au sein des camps. L'élite clanique traditionnelle, jugée réactionnaire par la nouvelle génération, se voit remplacée par une élite nationaliste adhérant aux idées de l'OLP. La force du nouveau leadership réside notamment dans sa capacité de modernisation des coutumes et formes sociales existantes, comme nous l'affirme Julie Peteet :

« Reconstruction was a multifaceted process : on the one hand, new social forms were incorporated into existing frameworks and thus acquired meaning ; on the other hand, traditions, rather than being cast away as useless vestiges of the past, were revitalised to take on a national and progressive meaning. »<sup>187</sup>

L'affirmation d'une identité propre, d'une identité palestinienne se construit au Liban par opposition à la figure du Libanais. Bien qu'arabes, les réfugiés palestiniens se perçoivent avant tout comme arabes de Palestine. Dans l'affirmation identitaire, les camps sont alors le symbole de l'exode. Ils sont la représentation spatiale d'une partie de la Palestine emportée dans l'exil. Ils représentent alors trois aspects de l'identité palestinienne en exil. D'une part, ils sont une permanence territoriale. Ils sont le lieu de la stabilité, malgré le caractère supposé temporaire de l'exil. D'autre part, ils sont un lieu de "l'entre-soi". Alors, les camps permettent la reproduction des systèmes de solidarité qui prévalaient dans les villages et les familles. « Ils

---

<sup>185</sup> AL HUSSEINI, Jalal, « Les camps de réfugiés palestiniens au Proche-Orient, entre norme du droit au retour et intégration socioéconomique », *op. cit.*, p. 5.

<sup>186</sup> AL HUSSEINI, Jalal et DORAI, Mohamed Kamel, « De la lutte armée à la nation palestinienne. », *op. cit.*, p. 100.

<sup>187</sup> PETEET, Julie, « Socio-Political Integration and Conflict Resolution in the Palestinian Camps in Lebanon », *Journal of Palestine Studies*, n° 2, 1987, p. 32.

peuvent alors être considérés en partie comme des "espaces mémoires" de la diaspora, où s'inscrivent l'histoire et la généalogie palestinienne. »<sup>188</sup>

Enfin, en tant que lieux d'échanges avec les sociétés d'accueil, les camps sont également un lieu de confrontation. Aussi, de par son importance symbolique, les camps sont la cible des sociétés d'accueils, qui « en s'attaquant aux camps de réfugiés, ont tenté de déstabiliser la société palestinienne dans son ensemble, comme cela a été le cas durant Septembre noir en Jordanie (1970) à Sabra et Chatila (1982) ou pendant la guerre des Camps au Liban (1985-1987). »<sup>189</sup> Ces attaques se révèlent fréquentes durant la guerre civile de 1975 à 1990 et sont perpétrées par différents acteurs (Israéliens, milices chrétiennes, milices chiïtes...). Les camps deviennent alors le talon d'Achille de la Résistance.

La période s'étendant de 1969 à 1982 revêt une importance particulière pour les réfugiés palestiniens au Liban. En effet, cette décennie est le témoin d'une émancipation sociale, économique et politique des réfugiés palestiniens, et ce, grâce au développement des institutions diasporiques de la part de l'OLP. Elle est également la période qui voit se développer l'affirmation d'une identité propre palestinienne. En ce sens, elle représente une parenthèse dans leur état de perpétuelle marginalisation au pays du Cèdre. Par conséquent, la stratégie des dirigeants palestiniens « s'avère très efficace car si aujourd'hui on critique abondamment les erreurs de choix de la direction de l'OLP, personne ne conteste en revanche le succès de son entreprise dans la reconstitution des liens qui donnent aux Palestiniens une conscience identitaire et politique propre. »<sup>190</sup>

Pourtant, la montée en puissance de la centrale palestinienne à cette époque est également ce qui va la mener à sa perte. En effet, celle-ci exacerbe les antagonismes libanais quant à sa présence sur le sol libanais. « Le nouveau rapport de forces induit par la présence de la Résistance palestinienne au Liban catalysait un vaste mouvement de contestation du système libanais dans son ensemble »<sup>191</sup>, auquel les plus démunis, les délaissés ne restent pas insensibles. Il faut dire que le début des années 1970 marque une croissance économique importante à la suite notamment d'injections de pétrodollars, de l'inflation ou encore de la spéculation immobilière. Cette croissance a pour effet d'accroître sensiblement les disparités

---

<sup>188</sup> AL HUSSEINI, Jalal et DORAÏ, Mohamed Kamel, « De la lutte armée à la nation palestinienne. », *op. cit.*, p. 94.

<sup>189</sup> *Ibidem*, p. 98.

<sup>190</sup> KODMANI-DARWISH, Bassma, « L'OLP, de l'incarnation du peuple au gouvernement de l'Etat », *op. cit.*, p. 109.

<sup>191</sup> KASSIR, Samir, *La guerre du Liban*, *op. cit.*, p. 82.

sociales libanaises.<sup>192</sup> Aussi, désormais, les leaders musulmans se sentent en mesure de demander des réformes et un rééquilibrage institutionnel, que la bourgeoisie refuse catégoriquement. « Les frustrations et divisions des classes moyennes, de la petite bourgeoisie ainsi que des classes pauvres »<sup>193</sup> préparent le glissement vers le conflit armé.

Enfin, le rôle d'acteur régional acquis par l'OLP, en tant qu'unique représentant du peuple palestinien au Moyen-Orient « vient se heurter aux stratégies de différents acteurs étatiques de la région, tels qu'Israël ou la Syrie. »<sup>194</sup>

La guerre civile libanaise qui éclate le 13 avril 1975<sup>195</sup> voit s'affronter une multitude d'acteurs sur le sol libanais<sup>196</sup>. Si dans un premier temps, elle oppose les forces progressistes (Mouvement national libanais et OLP) aux Phalanges avec leurs alliés du Front libanais, rapidement les milices chiites d'Amal et du Hezbollah ainsi que des acteurs externes (Israël, Syrie, Irak) font leur apparition. Le Liban est selon Georges Corm un "Etat tampon"<sup>197</sup>. Il est le terrain d'affrontements de puissances locales et régionales à travers les différentes milices du pays. D'autre part, la guerre civile libanaise ne connaît pas de linéarité temporelle continue. Il s'agit d'une guerre décousue.

Jusqu'à l'invasion israélienne de 1982, la période qui affecte le plus les réfugiés palestiniens est celle qui s'étend de 1975 à 1976, « lorsque les milices de droite ont attaqué trois camps palestiniens dans la partie est de Beyrouth. »<sup>198</sup> Jisr al-Bacha, Tall al-Zaatar et Dikwaneh sont détruits. Les habitants des camps de Dbayeh désertent leurs habitations en plusieurs étapes durant ces deux années. Enfin, il faut également mentionner la destruction du camp de Nabatiyeh en décembre 1975 par l'aviation israélienne.

---

<sup>192</sup> La constitution d'une "ceinture de pauvreté" à Beyrouth en est un parfait exemple. A la fin des années 1960, celle-ci s'agrandit fortement. Constituée de quartiers sous-intégrés et de bidonvilles, y compris les camps de palestiniens, la "ceinture de pauvreté" s'étend de la Quarantaine jusqu'aux abords de l'aéroport. Au-delà de sa pauvreté, ce qui la caractérise est sa composition à majorité musulmane, dont de nombreux chiites qui quittent le Sud-Liban durement touché par les attaques israéliennes. Un certain nombre de maronites y résident également.

<sup>193</sup> TRABOULSI, Fawwaz, *A History of Modern Lebanon*, op. cit., p. 176, [ma traduction].

<sup>194</sup> DORAÏ, Mohamed Kamel, *Les Réfugiés palestiniens du Liban*, op. cit., p. 144.

<sup>195</sup> Le 13 avril 1975, un autocar transportant des Palestiniens est mitraillé dans le faubourg chrétien de 'Ayn al-Rummaneh. 27 Palestiniens trouvent la mort. Les tireurs font partie des Phalanges. Voir l'annexe n° 7, affiche de propagande relative aux événements de 'Ain al-Rummaneh du 13 avril 1975.

<sup>196</sup> Pour approfondir le sujet voir KASSIR, Samir, *La guerre du Liban. De la dissension nationale au conflit régional*, Paris : Karthala, 1994, 510 p., ainsi que le film de LAFFONT, Frédéric, « Liban, des guerres et des hommes », *Artline Films*, 2012, 157 min.

<sup>197</sup> CORM, Georges, *Le Liban contemporain. Histoire et société*, Paris : La Découverte, 2003, 318 p.

<sup>198</sup> EL ALI, Mahmoud, « Overview of Palestinian Forced Displacement in and from Lebanon 1948-1990 », op. cit., p. 25.

Malgré sa vive implication dans la guerre civile, l'OLP fait profil bas et réitère à plusieurs reprises son appui à la souveraineté du pays. La Résistance fait face à deux impératifs durant cette période :

« d'un côté, éviter une dégradation de la situation qui ne manquerait pas de se répercuter sur elle, dans la mesure où le Liban constituait son sanctuaire politique ; mais de l'autre côté, empêcher un déséquilibre du rapport de forces en faveur des chrétiens qui mettrait à mal sa situation au Liban, voire menacerait sa sécurité. »<sup>199</sup>

Pourtant, à l'aube de l'invasion israélienne de 1982, la Résistance subit l'aliénation toujours grandissante de sa base libanaise. En effet, dès 1978-79, les chiites deviennent hostiles aux Palestiniens. Le début d'année 1982 est témoin d'affrontements entre les forces progressistes et le mouvement chiite Amal<sup>200</sup>.

Enfin, en ce qui concerne la politique libanaise officielle envers les Palestiniens celle-ci se distingue à deux niveaux. L'une officielle qui cible « la protection de civils dans un cadre de stricte application des régulations existantes, signifiant la suppression de toutes celles qui ne sont pas correctement enregistrées, ainsi que la restauration du contrôle libanais sur les camps. »<sup>201</sup> De l'autre côté, les directives des départements en charge du dossier palestinien vont à l'encontre de la déclaration de protection des civils. Les droits les plus modestes auparavant accordés sont désormais également refusés. Le ministère du Travail ne délivre plus de permis de travail et de son côté le ministère des Affaires Sociales augmente la liste des professions interdites aux réfugiés via un nouveau décret. De plus, l'obtention de documents de voyage devient un problème. Enfin, en 1983 « le gouvernement demande non officiellement à l'UNRWA de ne plus réimprimer les cartes d'identité qui ont été perdues ou détruites. »<sup>202</sup>

Durant les sept premières années du conflit civil libanais, la structure quasi-étatique de la Résistance palestinienne permet à sa population de passer au travers sans trop en ressentir les effets négatifs, autant du point de militaire à proprement parler que des conditions socio-économiques qui se détériorent. Mais lorsque l'arrivée de Tsahal à Beyrouth provoque l'exil de l'OLP, un changement radical s'impose aux réfugiés palestiniens.

---

<sup>199</sup> KASSIR, Samir, *La guerre du Liban*, op. cit., p. 111.

<sup>200</sup> Le mouvement chiite Amal (acronyme de *Afwâju l-Muqâwamati l-lubnâniyati* qui signifie "détachements libanais de résistance") est le mouvement social et politique chiite mis en place par l'imam Moussa Sadr, président du Conseil supérieur chiite. Le mouvement Amal naît en 1975 et donne suite au mouvement des déshérités (*mahrûmîn*).

<sup>201</sup> SAYIGH, Rosemary, *Too many enemies*, op. cit., p. 206, [ma traduction].

<sup>202</sup> *Ibidem*, p. 207 [ma traduction].

## 2.4. De l'invasion israélienne à la fin de la guerre civile (1982-1990)

### 2.4.1. L'invasion israélienne met fin aux rêves palestiniens

L'invasion israélienne atteint trois objectifs. Elle aboutit au « départ de l'OLP de Beyrouth après un siège de trois mois, à l'éviction des troupes syriennes du Liban central et à l'élection de Bachir Gemayel à la présidence de la République. »<sup>203</sup> L'objectif principal demeure l'anéantissement de la centrale palestinienne au Liban, qui porte tant préjudice à Israël. En effet, les institutions palestiniennes tendent à devenir de plus en plus achevées. Ainsi, cette évolution permet à la structure politique palestinienne « de s'affirmer auprès des réfugiés palestiniens, mais aussi comme un interlocuteur important et incontournable sur la scène politique régionale et internationale. »<sup>204</sup>

Le gouvernement israélien dénonce le 3 juin 1982 la présence massive d'armements palestiniens au Sud-Liban. « Un prétexte à l'invasion fut trouvé le soir même, avec la tentative d'assassinat de l'ambassadeur d'Israël à Londres par le groupe d'Abou Nidal. »<sup>205</sup> Israël, déjà présent au Sud-Liban depuis 1978<sup>206</sup>, lance l'opération "Paix en Galilée" le 6 juin 1982. Le 13 juin, l'armée de Tsahal est aux portes de Beyrouth, à quelques kilomètres des camps de Chatila et de Bourj al-Barajneh. « S'en suit alors un siège de trois mois à Beyrouth Ouest, avec des bombardements quasi continus par air, terre et mer. »<sup>207</sup>

L'invasion<sup>208</sup> a pour effet le déplacement interne de plus de 170'000 réfugiés palestiniens, touchant surtout le Sud-Liban, Beyrouth ainsi que la ville de Damour. Dans les régions de Saïda, Tyr et Beyrouth, « 57% des habitations des camps sont détruites et 36% sont endommagées par les bombardements, affectant 173'500 personnes, soit 90% des habitants des camps de cette zone. »<sup>209</sup> Le camp de Aïn el-Heloueh comprend 80% d'habitations détruites et 20% d'habitations endommagées. Dans le seul Sud-Liban, la destruction des camps engendre l'exode de 100'000 réfugiés. « Près de 48'000 réfugiés sont restés au Sud-Liban et se sont déplacés vers les agglomérations de Saïda et de Tyr. Les autres se sont dirigés

<sup>203</sup> KASSIR, Samir, *La guerre du Liban, op. cit.*, p.489.

<sup>204</sup> DORAÏ, Mohamed Kamel, *Les Réfugiés palestiniens du Liban, op. cit.*, p. 148.

<sup>205</sup> KASSIR, Samir, *La guerre du Liban, op. cit.*, p. 482.

<sup>206</sup> Le 14 mars 1978, la puissance israélienne envahit le Sud-Liban afin de briser la résistance palestinienne qui y a installé une partie de ses bases. Arrivée jusqu'au fleuve Litani, l'armée israélienne doit se retirer du Liban sous la pression onusienne. Malgré cela, Israël se garde le droit de créer une zone de sécurité d'environ 100 km sur 12 qu'elle confie à son allié, l'Armée du Liban-Sud du commandant Saad Haddad. Le 18 avril 1979, l'Etat du Liban-Sud est créée. Jusqu'à son retrait en 2000, Israël occupera cette partie du territoire libanais.

<sup>207</sup> SAYIGH, Rosemary, *Too many enemies, op. cit.*, p. 114, [ma traduction].

<sup>208</sup> Voir l'annexe n° 8, la carte de l'invasion israélienne de 1982.

<sup>209</sup> DORAÏ, Mohamed Kamel, *Les Réfugiés palestiniens du Liban, op. cit.*, p. 152.

vers la plaine de la Beqaa, le Nord-Liban et la Syrie. »<sup>210</sup> Face à l'ampleur des conséquences, l'UNRWA met en place de nombreux centres d'accueil pour la population palestinienne (Tripoli, Beyrouth, Saïda, dans la Beqaa et même en Syrie). Ces centres dispensent une aide médicale et offrent un logement ainsi que de la nourriture.

Enfin, l'opération "Paix en Galilée" engendre la mort de près de 19'000 libanais et palestiniens confondus ainsi que plus de 30'000 blessés. D'autre part, les infrastructures de la Résistance sont totalement détruites. Désormais, l'OLP se retrouve isolée plus que jamais, ne disposant plus d'aucune base autonome dans un pays frontalier au Liban.

Entre temps, Israël se permet l'installation d'un gouvernement "ami", avec l'élection de Bachir Gemayel<sup>211</sup> à la présidence du Liban le 23 août 1982. Finalement, « à la mi-août le leadership palestinien annonce sa décision de quitter Beyrouth en échange de garanties écrites américaines et libanaises garantissant la protection des civils palestiniens. »<sup>212</sup> Le 1<sup>er</sup> septembre, le dernier contingent de combattants quitte le port de Beyrouth, conformément aux accords Habib<sup>213</sup>. Plus de 15'000 Palestiniens sont évacués. Les dirigeants de l'OLP se réfugient en Tunisie. Mais le départ palestinien ne permet en rien de calmer la situation. Pis, l'assassinat de Bachir Gemayel dans son QG le 14 septembre met le feu aux poudres<sup>214</sup>. Le lendemain matin, les troupes israéliennes pénètrent dans Beyrouth Ouest afin de prévenir un bain de sang. En réalité, les troupes supervisent les massacres de milliers de Palestiniens dans les camps jumeaux de Sabra et Chatila. Les massacres sont perpétrés par des « unités spéciales de sécurité des Forces Libanaises, secondées par des troupes régulières stationnées à l'aéroport »<sup>215</sup> du mercredi 15 au vendredi 17 septembre<sup>216</sup>.

Au final, l'invasion israélienne engendre un changement des rapports de force, mettant fin à une prédominance palestinienne dans le paysage libanais. Pour Daniel Meier, « l'entrée des troupes israéliennes en juin 1982, l'occupation de la moitié sud du pays, le siège de la capitale

---

<sup>210</sup> *Idem.*

<sup>211</sup> Fils de Pierre Gemayel (Phalanges), Bachir Gemayel dirige depuis le milieu des années 1970 la milice des Forces Libanaises, regroupant par les armes les différentes milices chrétiennes sous son commandement.

<sup>212</sup> SAYIGH, Rosemary, *Too many enemies*, op. cit., p. 114, [ma traduction].

<sup>213</sup> Du nom de Philip Habib, envoyé spécial de Ronald Reagan au Liban pour trouver une issue au siège de Beyrouth. Sous la pression américaine et à cause de l'échec de sa guerre d'usure, Israël accepte les accords. L'évacuation des combattants palestiniens ainsi que leurs armes se fait à destination de la Syrie ou d'autres pays arabes. L'opération est supervisée par une force internationale composée de contingents français, italiens et américains.

<sup>214</sup> Pour approfondir le sujet voir le film de BAZILLE, Michel, « Les Gemayel, une histoire libanaise », 2007, 55 min.

<sup>215</sup> DORAÏ, Mohamed Kamel, *Les Réfugiés palestiniens du Liban*, op. cit., p. 218.

<sup>216</sup> Voir notamment le reportage poignant de ROSSI, Pierre-Pascal, « A Sabra et Chatila », reportage pour la TSR, émission *TJ midi* du 20.09.1982, 02'54'', ainsi que le récit de GENET, Jean, « Quatre heures à Chatila », *Revue d'études Palestiniennes*, n° 6, 1983, p. 3-19.

et le départ de la centrale palestinienne de Beyrouth à la fin de l'été 1982 ont marqué un tournant extrêmement important pour l'ensemble des dynamiques sociales au Liban. »<sup>217</sup> Aussi, la décennie 1980 marque définitivement un retour accru de la discrimination de la diaspora palestinienne.

#### 2.4.2. Le départ de l'OLP : une population palestinienne orpheline

Avec le départ de l'OLP du Liban, l'analyse à cette époque consiste à croire que le pays peut enfin résoudre ses problèmes internes sans aucune influence externe. Hors, Israël est encore très présent et l'OLP, malgré son éclatement, se reconstitue rapidement. « La vision qui prédominait alors, c'est que le Liban était enfin livré à ses propres données endogènes, que la Syrie était trop affaiblie et l'OLP absente. »<sup>218</sup> C'est donc sur cette base que s'organisent les conférences de Genève et Lausanne (en novembre 1983 et mars 1984), sous la férule syrienne, saoudienne et américaine. Elaborant « des projets de réformes internes, comme si le pays était libéré de toute occupation étrangère et de la terreur semée par les milices locales »<sup>219</sup>, les deux conférences consacrent le règne des milices. A partir de là, le nouveau gouvernement libanais en place achève la désintégration et paralysie de l'Etat, via l'entrée au gouvernement des chefs de milices.

Avec l'élection d'Amine Gemayel à la présidence du Liban, peu de temps après la mort de son frère Bachir, les réfugiés palestiniens sont à nouveau confrontés à une politique discriminatoire à leur égard.

« Since the mid-1980s, Lebanon's implicit goal with regard to the refugees has been not only to marginalise them socially, economically and politically but also (as we shall see below) to drive them out of the country. »<sup>220</sup>

D'une part, Gemayel réactive une série de lois limitant la liberté des réfugiés. De son côté, le ministère du Travail et des Affaires Sociales émet le décret 1/289 visant à lister les professions interdites d'accès aux étrangers, le 18 décembre 1982. Cette liste ne donne un accès qu'aux professions subalternes et les moins bien rémunérées. De plus, « le travail syrien ou non-arabe, meilleur marché et temporaire, est préféré, ce qui a exacerbé les problèmes de

---

<sup>217</sup> MEIER, Daniel, « La transition libanaise dans le rétroviseur de la question palestinienne », *op. cit.*, p. 7.

<sup>218</sup> CORM, Georges, *Le Liban contemporain. Histoire et société*, *op. cit.*, p. 126.

<sup>219</sup> *Idem.*

<sup>220</sup> MASALHA, Nur, « Sectarianism and the Rejection of *Tawteen* : Lebanon and the Palestinian Refugees », *op. cit.*, p. 121.

chômage et de pauvreté. »<sup>221</sup> En outre, l'obtention d'un permis de travail ainsi que le renouvellement des titres de voyage sont de plus en plus difficiles à obtenir. Ainsi, « près de 100'000 Palestiniens du Liban qui résident à l'étranger se voient interdire le retour au Liban. Ceux qui obtiennent un document de voyage pour sortir du Liban ne peuvent plus y revenir parce qu'il est marqué par un tampon : "non valide pour le retour". »<sup>222</sup> En ce qui concerne les habitations construites sans permis, celles-ci sont détruites.

La politique gouvernementale vise donc à confiner les réfugiés palestiniens dans les camps et les empêcher de subvenir à leurs besoins, ne leur offrant qu'une seule option, l'exil. Ainsi, les frontières indistinctes entre certains camps urbains et leurs alentours (comme c'était le cas à Chatila, Bourj al-Barajneh notamment) retrouvent une démarcation stricte. « En fixant une relation entre la nationalité et la place, les autorités libanaises et les milices ont créé et imposé des limites où une fluidité de l'espace et des relations sociales ont auparavant prévalu. »<sup>223</sup> Finalement, le coup de grâce est porté par la décision du parlement libanais d'abroger les accords du Caire, en mai 1987. Désormais, les provisions de l'accord qui prévoyaient la régulation des activités politiques palestiniennes sont déclarées nulles et non avenues. A cette décision s'ajoute celle de d'annuler les accords trouvés avec Israël le 17 mai 1982.

A cette ségrégation législative vient se greffer « une traque policière dans toute la capitale qui vit des milliers de Palestiniens mais aussi de Libanais des partis de gauche être arrêtés et torturés. »<sup>224</sup> Parfois, les arrestations permettent « d'identifier les cadres des groupes de Résistance, de décourager le futur enrôlement ainsi que de recruter des informateurs. »<sup>225</sup> Considérés par de nombreux Libanais comme les responsables de la destruction du pays, les réfugiés palestiniens, désormais sans protection, sont la cible d'actes d'intimidations, de graffitis racistes, de vandalisme ou encore de bombes. Les acteurs de ces violences sont multiples. Souvent, il s'agit d'actions coordonnées entre les services de renseignement israéliens, le Deuxième Bureau ainsi que le département de la Sécurité Générale. Quant aux milices libanaises de droite, elles poursuivent également leurs représailles.

---

<sup>221</sup> PETEET, Julie, « From Refugees to Minority : Palestinians in Post-War Lebanon », *Middle East Report*, n° 200, 1996, p. 29.

<sup>222</sup> DORAÏ, Mohamed Kamel, *Les Réfugiés palestiniens du Liban*, *op. cit.*, p. 150.

<sup>223</sup> PETEET, Julie, « From Refugees to Minority : Palestinians in Post-War Lebanon », *op. cit.*, p. 28, [ma traduction].

<sup>224</sup> MEIER, Daniel, « La transition libanaise dans le rétroviseur de la question palestinienne », *op. cit.*, p. 8.

<sup>225</sup> SAYIGH, Rosemary, *Too many enemies*, *op. cit.*, p. 202, [ma traduction].



Par conséquent, avec le départ de l'OLP suite à l'invasion d'Israël, la population palestinienne du Liban perd toute protection et retrouve sa vulnérabilité. Le rapport de force en faveur des Palestiniens prévalent depuis 1969 se renverse. La "parenthèse palestinienne" est bel et bien terminée. Alors, non seulement le ressentiment à leur égard se traduit par un retour à une législation discriminatoire mais également par des attaques physiques, conduisant à des massacres (tels à Sabra et Chatila).

La seconde moitié des années 1980 voit s'imposer la Syrie, à travers l'utilisation des milices Amal et Hezbollah notamment, sur la scène libanaise. Si la stratégie syrienne du président al-Assad est depuis le début des années 1970 le contrôle du facteur palestinien, le départ de l'OLP est une aubaine. « Ce qui différait après 1982 était moins la situation au Liban que l'opportunité offerte à Damas par la dispersion des cadres du Fatah et les critiques post-évacuation, pour affaiblir Arafat et l'exclure de toute implantation au Liban. »<sup>226</sup> Aussi, lorsque le spectre d'un renouveau palestinien apparaît, la Syrie s'assure de le noyer dans l'œuf, comme c'est le cas en 1983 au Nord-Liban ainsi qu'en 1985 avec l'épisode connu comme la "guerre des camps", comme nous allons à présent le voir.

#### 2.4.3. Les guerres des camps<sup>227</sup> (1983 et 1985-1987)

L'évacuation de la Résistance palestinienne de Beyrouth offre à la Syrie, surtout à partir du retrait israélien en 1985, la mainmise sur le Liban. Désireuse « d'empêcher que le mouvement palestinien ne redevienne un acteur puissant au Liban, au sens où il aurait été capable de subvertir la monopolisation progressive du champ politique libanais »<sup>228</sup>, Damas s'assure du noyautage de plusieurs groupes palestiniens s'écarter de la ligne politique d'Arafat.

Cette dernière repose sur trois objectifs essentiels après 1982. D'une part, Yasser Arafat souhaite un rapprochement avec la Jordanie<sup>229</sup> et l'Égypte, afin de contrebalancer la pression syrienne. Deuxièmement, il s'agit de rapprocher le Fatah et l'OLP dans les territoires occupés. Enfin, Arafat s'efforce « de renforcer le statut de l'OLP aux niveaux arabes et

---

<sup>226</sup> *Ibidem*, p. 210, [ma traduction].

<sup>227</sup> L'appellation commune est "la guerre des camps". Toutefois, nous utilisons ici le pluriel puisque nous incluons le conflit du camp de Nahr el-Bared de 1983 entre le Fatah et le Fatah al-Intifada soutenu par la Syrie.

<sup>228</sup> MEIER, Daniel, « La transition libanaise dans le rétroviseur de la question palestinienne », *op. cit.*, p. 8.

<sup>229</sup> La volonté de rapprochement avec la Jordanie est consacrée lors du 17<sup>e</sup> Conseil National Palestinien à Amman en novembre 1984. Cette décision agrandit la dissension au sein du mouvement national palestinien. Pour aller plus loin, lire KHALIDI, Rashid, « The Palestinian Dilemma : PLO Policy after Lebanon », *Journal of Palestine Studies*, n° 15, 1985, p. 88-103.

internationaux »<sup>230</sup>. Malheureusement pour le leader palestinien, ses politiques régionales sont impopulaires auprès de la population palestinienne du Liban. Des groupes révolutionnaires palestiniens soutenus par la Syrie en profitent pour gagner la confiance d'une partie de la diaspora en appelant à la continuation de la lutte armée jusqu'à la libération. La dissidence au sein du Fatah, emmenée par Abu Musa, conduit à une scission du parti le 9 mai 1983. Cet événement aura « un profond impact sur la situation politique et organisationnelle dans les camps du Liban »<sup>231</sup>. Les dissidents du Fatah reprochent au leadership palestinien « d'abandonner la lutte armée, d'être prêt au compromis, d'asservissement envers les pressions saoudiennes et américaines, de corruption et de mauvaise gestion »<sup>232</sup>.

Désormais, face à la montée en puissance de figures radicales dans des groupes révolutionnaires palestiniens (telles Abu Musa ou Abu Saleh), qui plus est soutenues par Damas, Yasser Arafat est impuissant. Sa visite en Syrie le 24 juin 1983 pour tenter de résoudre le problème n'y change rien. En septembre, l'armée syrienne ordonne l'expulsion des loyalistes du Fatah hors de la vallée de la Békaa. La confrontation semble inévitable :

« Early in November, an attack force composed of PFLP-General Command (PFLP-GC), Sa'eqa and PLA units backed by the Syrian Army made heavy artillery assaults on Nahr el-Bared and Baddawi camps, causing an estimated 350 dead and 800 wounded. »<sup>233</sup>

La confrontation aboutit à la défaite des loyalistes commandés par Arafat, et à leur départ des camps aux alentours de Tripoli au mois de décembre. Quant aux groupes dissidents, ils se regroupent pour former le Front du Salut National Palestinien (FSNP). Avec l'aide syrienne, ils parviennent à « rebâtir leurs bases dans les camps de Beyrouth et certains camps au Sud-Liban après le retrait israélien de certaines parties du sud »<sup>234</sup>.

Non contente de voir se reconstituer des forces palestiniennes à Beyrouth et dans le sud du pays, la Syrie s'assure d'éradiquer les dernières forces loyalistes restantes. La milice chiite Amal, sous contrôle syrien, s'attaque alors à partir de mai 1985 aux camps de Sabra, Chatila et Bourj al-Barajneh à Beyrouth et à celui de Rashidiyyeh à Tyr. Il s'agit de zones de cohabitation entre chiites libanais et Palestiniens. Cette guerre des camps « se déroule en

---

<sup>230</sup> SAYIGH, Rosemary, *Too many enemies*, op. cit., p. 208, [ma traduction].

<sup>231</sup> SULEIMAN, Jaber, « The Current Political, Organizational, and Security Situation in the Palestinian Refugee Camps of Lebanon », *Journal of Palestine Studies*, n° 1, 1999, p. 68, [ma traduction].

<sup>232</sup> SAYIGH, Rosemary, *Too many enemies*, op. cit., p. 209, [ma traduction].

<sup>233</sup> *Ibidem*, p. 210.

<sup>234</sup> SULEIMAN, Jaber, « The Current Political, Organizational, and Security Situation in the Palestinian Refugee Camps of Lebanon », op. cit., p. 68, [ma traduction].

plusieurs phases d'intensité plus ou moins grande. Des périodes de blocus total de certains camps palestiniens alternent avec des périodes de combats et de bombardements. »<sup>235</sup>

Malgré son appellation, les guerres des camps touchent également les groupements tels Chabriha, Jall al-Bahr, Maachouq ou encore Nahr al-Samir. Le siège des camps perdure jusqu'au 17 janvier 1988, « lorsqu'il fut finalement levé sous la pression syrienne peu de temps après le début du soulèvement palestinien dans les territoires occupés »<sup>236</sup>. Entre temps, le gouvernement libanais « demande officiellement le rappel des troupes syriennes à Beyrouth-Ouest »<sup>237</sup>, afin de mettre fin au conflit entre les milices libanaises d'obédience musulmane<sup>238</sup> qui s'entre-déchirent pour le contrôle de cette partie de la ville. La levée du siège par la milice Amal, laisse place à une période qui voit s'affronter des milices palestiniennes loyalistes et des milices d'opposition dans et autour du camp de Chatila.

Finalement, les guerres des camps ont pour conséquence une redistribution géographique de la présence armée palestinienne dans ceux-ci.

« The conflict ended with the removal of loyalist forces from Beirut and their redeployment in the camps of southern Lebanon. At the end of this period, the camps of southern Lebanon (Rashidiyya, al-Bass, Burj al-Shamali, 'Ayn al-Hilwa, and Mieh Mieh) were controlled by Fatah and loyalist contingents of the PLO, while the camps of Beirut (Burj al-Barajneh, Shatila, and Mar Elias) and northern Lebanon (Baddawi and Nahr al-Barid) came under the control of the NSF – though both groups maintained a presence in all camps. »<sup>239</sup>

Au final, la guerre des camps d'Amal engendre la mort de 3'781 individus et quelques 7'000 blessés. Elle provoque également des déplacements internes considérables<sup>240</sup>, l'UNRWA estimant au mois de mai 1987 à 47'000 le nombre de Palestiniens déplacés. Un mois plus tard, le chiffre retombe à 32'000 à la suite de retours de certains Palestiniens dans leurs camps<sup>241</sup>.

Les épisodes des guerres des camps ne sont hélas pas les derniers de la guerre civile libanaise. De plus, malgré la signature des accords de Taëf en Arabie Saoudite en 1989 sensée mettre un

---

<sup>235</sup> DORAÏ, Mohamed Kamel, *Les Réfugiés palestiniens du Liban*, op. cit., p. 156.

<sup>236</sup> SULEIMAN, Jaber, « The Current Political, Organizational, and Security Situation in the Palestinian Refugee Camps of Lebanon », *op. cit.*, p. 68, [ma traduction].

<sup>237</sup> CORM, Georges, *Le Liban contemporain. Histoire et société*, op. cit., p. 127.

<sup>238</sup> Les conflits impliquent les milices palestiniennes, druzes ainsi qu'Amal. Le Hezbollah de son côté est le maître de la banlieue sud de Beyrouth.

<sup>239</sup> SULEIMAN, Jaber, « The Current Political, Organizational, and Security Situation in the Palestinian Refugee Camps of Lebanon », *op. cit.*, p. 68.

<sup>240</sup> Pour avoir un aperçu des déplacements de population durant la guerre civile, voir l'annexe n° 9.

<sup>241</sup> Ces chiffres sont tirés de DORAÏ, Mohamed Kamel, *Les Réfugiés palestiniens du Liban*, op. cit., p. 159.

terme au conflit inter-libanais, il faut attendre l'intervention syrienne soutenue par les Etats-Unis pour voir s'achever une guerre civile longue de quinze ans<sup>242</sup>.

Cette dernière aura vu l'hégémonie palestinienne depuis les accords du Caire être renversée par l'invasion d'Israël de 1982. Ainsi, « après douze ans de plein emploi et de relative prospérité, durant lesquelles la consommation et l'épargne augmentèrent à des niveaux comparables à ceux de la classe moyenne inférieure libanaise, les gens des camps étaient une fois de plus dépendants aux rations d'urgence de l'UNRWA »<sup>243</sup>.

Toujours sur le plan économique, le départ de l'OLP a une répercussion importante sur l'économie libanaise. En effet, au-delà des destructions causées par l'invasion israélienne (invasion qui comprenait des objectifs économiques), « le retrait des dépôts de l'OLP dans les banques libanaises et l'arrêt des dépenses de l'OLP »<sup>244</sup> engendrent une augmentation de la sujétion de l'économie nationale envers les capitaux étrangers tout comme le placement d'une bonne partie des dépôts libanais en dehors du pays. La prospérité économique libanaise est bien terminée. « La fin de la "guerre dans une période d'abondance" était alors le début de la dollarisation de l'économie et la dévaluation de la lire libanaise. »<sup>245</sup>

Finalement, comme nous l'avons exposé précédemment, la période post 1982 est marquée par une stigmatisation accrue des réfugiés palestiniens. Tant sur le plan législatif que sur le plan physique, les Palestiniens, perçus comme les responsables de la guerre, deviennent la figure exutoire de la polarisation libanaise. Ils sont « la figure honnie qui a évité aux uns et aux autres d'affronter les responsabilités du désastre que fut cette longue guerre civile »<sup>246</sup>. Ainsi, « environ 100'000 Palestiniens ont émigré du Liban vers les pays du Golfe et le nord de l'Europe, principalement l'Allemagne, la Suède et le Danemark »<sup>247</sup>.

---

<sup>242</sup> Depuis la fin du mandat présidentiel d'Amine Gemayel en 1988, le Liban se retrouve avec deux gouvernements. Le général Michel Aoun ainsi que l'ancien Premier ministre Salim al-Hoss se prétendent chacun de leur côté seule autorité du Liban. En janvier 1990, le conflit entre la milice chrétienne des Forces Libanaises de Samir Geagea (soutenue par Israël) et l'armée d'Aoun reprend. La Syrie joue alors un jeu de balancier en soutenant Aoun afin de ne pas perdre ses intérêts libanais au profit d'Israël. C'est finalement l'éclatement de la guerre du Golfe qui met un terme à la guerre civile libanaise. En échange de sa participation à la guerre contre l'Irak, les Etats-Unis donnent à la Syrie le feu vert pour mettre fin à la résistance de Michel Aoun. C'est chose faite le 13 octobre 1990.

<sup>243</sup> SAYIGH, Rosemary, *Too many enemies*, op. cit., p. 213, [ma traduction].

<sup>244</sup> TRABOULSI, Fawwaz, *A History of Modern Lebanon*, op. cit., p. 227, [ma traduction].

<sup>245</sup> *Idem*.

<sup>246</sup> MEIER, Daniel, *Le Liban*, op. cit., p. 69.

<sup>247</sup> EL ALI, Mahmoud, « Overview of Palestinian Forced Displacement in and from Lebanon 1948-1990 », op. cit., p. 26, [ma traduction].

Cette période-ci s'annonce encore plus sombre que celle de la décennie 1980. D'une part, les accords de Taëf de 1989 n'incluent aucunement les réfugiés palestiniens. Ces derniers sont les laissés-pour-compte. Cette exclusion va s'avérer un présage des relations libano-palestiniennes des années 1990. D'autre part, les accords de paix d'Oslo en 1994 renforcent le sentiment d'abandon de la diaspora palestinienne du Liban. En effet, la question du retour des réfugiés palestiniens dans les Territoires Occupés est un échec. Au final, les réfugiés palestiniens du Liban, désormais orphelins d'une autorité forte et compétente, se voient dès lors abandonnés par la réorientation politique qui met l'accent sur les Territoire occupés.

## **2.5. Les Accords de Taëf et le Liban sous tutelle syrienne (1989-2005) :**

### **l'institutionnalisation de la marginalisation palestinienne**

#### 2.5.1. Les réfugiés palestiniens, grands absents des accords de Taëf

Le 23 septembre 1989, la Ligue arabe parvient à imposer un cessez-le-feu durant la guerre civile libanaise. Aussitôt, « suite à une initiative arabe, celle de la commission tripartite (Arabie saoudite, Maroc, Algérie) mandatée par la Ligue arabe et relayée par l'émissaire spécial Lakhdar Ibrahim »<sup>248</sup> et sur pression de la Syrie et des Etats-Unis, une réunion des parlementaires libanais<sup>249</sup> a lieu à Taëf en Arabie Saoudite au mois d'octobre. Celle-ci a pour objectif principal de mettre fin au conflit civil libanais. Après trois semaines de négociations intenses, « les députés approuvent finalement une charte de réconciliation nationale devant servir de base à une réforme des institutions »<sup>250</sup>.

Les réformes en question visent essentiellement un rééquilibrage des pouvoirs institutionnels ainsi qu'une parité chrétiens/musulmans au Parlement avant l'abolition du confessionnalisme à plus long terme. Mais en apportant des « modifications formelles à des pratiques déjà existantes, la charte renforce ce système confessionnel dans un avenir immédiat »<sup>251</sup>. Y figure également le désarmement des milices, lequel s'achève le 30 avril 1991, « sauf dans le Sud où les impératifs de la résistance contre l'occupation israélienne permettent à Amal et au Hizbollah de conserver des armes »<sup>252</sup>.

---

<sup>248</sup> KASSIR, Samir, « Dix ans après, comment ne pas réconcilier une société divisée ? », *Maghreb-Machrek*, n° 169, 2000, p. 7.

<sup>249</sup> Avec de nombreux morts et exilés, le nombre de parlementaires vivants a sévèrement chuté depuis le début de la guerre civile. De plus, depuis 1972, aucun renouvellement du Parlement n'a été entrepris, car jugé trop dangereux à cause de la guerre civile. Les chiffres varient en ce qui concerne le nombre de parlementaires à Taëf, entre 40 pour Derek el-Zein et 58 pour Georges Corm.

<sup>250</sup> EL ZEIN, Derek et alii, *Géopolitique du Liban*, *op. cit.*, p. 197.

<sup>251</sup> HIRST, David, *Une histoire du Liban 1860-2009*, *op. cit.*, p. 253.

<sup>252</sup> KASSIR, Samir, « Dix ans après, comment ne pas réconcilier une société divisée ? », *op. cit.*, p. 8.

Le grand bénéficiaire de ces accords est sans aucun doute la Syrie. Celle-ci en retire effectivement un intérêt non négligeable et ce, à trois niveaux :

« [...] il plaçait *de facto* l'acteur syrien dans un rôle d'arbitre entre groupes communautaires ; il légitimait la présence de son armée au Liban sans date de retrait précise ; et surtout il liait le Liban par une impressionnante série d'accords bilatéraux (signés en 1991), fortement inégaux dans les conditions de faiblesse du Liban d'alors. »<sup>253</sup>

Dès lors, la Syrie, « libérée grâce à la guerre du Golfe des pesanteurs de la cogestion avec l'Arabie saoudite »<sup>254</sup> impose une lecture restrictive de Taëf. Ainsi, jusqu'à son retrait du Liban en 2005, la Syrie use « de leviers de contrôles disséminés dans de nombreux secteurs de la société libanaise qui rendirent effectif un système de tutelle politique et de prédation économique dans l'après guerre civile »<sup>255</sup>. Parties intégrantes du paysage libanais, les réfugiés palestiniens n'échappent pas à la nouvelle configuration en faveur de Damas.

Comme nous l'avons énoncé plus tôt, les Palestiniens ne figurent pas dans les accords de Taëf. Du moins, ils ne sont pas expressément nommés. Car dans le préambule des accords figure le point "i", lequel vise directement les réfugiés palestiniens :

Le territoire libanais est un pour tous les Libanais. Chaque Libanais dispose du droit de résider sur toute partie de ce territoire et d'en jouir sous la protection de la loi. Il ne peut y avoir de répartition du peuple sous quelque critère que ce soit. Le territoire ne peut être soumis à la division, à la partition ou servir de patrie de substitution.<sup>256</sup>

La dernière phrase<sup>257</sup> ne laisse aucun doute. L'utilisation des mots "division" (*tajzi'a*) et "partition" (*taqṣīm*) renvoie déjà à la présence palestinienne et par extension à l'existence d'un "Etat dans l'Etat" depuis les accords du Caire en 1969. La division du territoire libanais durant la guerre civile est selon une majorité du peuple libanais, ne l'oublions pas, la conséquence directe de la présence palestinienne. Or, ce traumatisme de la perte de souveraineté est encore tout frais. Aussi, la peur d'un éventuel renouveau palestinien, d'un "Fatahland 2.0" explique la tournure "ou servir de patrie de substitution". En réalité, la traduction française "substitution" ne rend pas justice au terme arabe *tawfīn* lequel renvoie à la notion d'implantation. Or, le discours sur le refus de l'implantation surgit lors de phases précises, lors de "pics"

---

<sup>253</sup> MEIER, Daniel, *Le Liban*, op. cit., p. 87.

<sup>254</sup> KASSIR, Samir, « Dix ans après, comment ne pas réconcilier une société divisée ? », op. cit., p. 8.

<sup>255</sup> MEIER, Daniel, *Le Liban*, op. cit., p. 87.

<sup>256</sup> Extrait de la source n° 7, les accords de Taëf de 1989.

<sup>257</sup> La tournure arabe *wa lâ tajzi'a wa lâ taqṣīm wa lâ tawfīn* pourrait être traduite par "Le territoire ne peut être soumis à la division, à la partition ou à l'implantation."

d'exacerbation du sentiment national libanais vis-à-vis des étrangers, des *ghurabâ*<sup>258</sup> comme on les appelle. Ce discours, nous l'avons vu, se répand une première fois durant la première décennie suivant l'arrivée des réfugiés palestiniens, lors de leur phase d'acclimatation. Puis, il resurgit lors de la montée en puissance des institutions palestiniennes à la fin des années 1960.

"L'après-Taëf" voit donc réapparaître « la problématique de l'implantation dans l'univers politique libanais en tant que vecteur de discours et d'actions »<sup>259</sup>. Désireuse d'anticiper un possible sentiment anti-syrien de la part des franges chrétiennes, la Syrie s'accapare le discours sur le *tawfîn*. Ainsi, Damas apparaît progressivement comme le gardien du rempart chrétien libanais. A partir de là, « la mention du refus de l'implantation permet à Damas, maître d'œuvre de ces accords, de donner des gages aux députés chrétiens et de polariser la problématique palestinienne libanaise autour de la question du droit au retour, corollaire de celle de l'implantation »<sup>260</sup>.

Au final, les années 1990 s'avèrent être une décennie doublement préjudiciable pour les réfugiés palestiniens du pays du Cèdre. D'une part, sur le plan international, ils sont les dommages collatéraux des négociations de paix avec Israël, puisque délaissés. D'autre part, sur le plan national, ils sont les victimes d'une marginalisation, désormais institutionnalisée dans la Constitution de 1990<sup>261</sup>, autant par le Liban que par le tuteur syrien. Outil redoutable, « le "complot" de l'implantation a servi de justification à une politique irrespectueuse des droits les plus élémentaires d'une population réfugiée et ceci d'autant plus ouvertement que les acteurs palestiniens ressortaient politiquement affaiblis par les années de la guerre du Liban »<sup>262</sup>.

#### 2.5.2. Les discussions de paix israélo-palestiniennes et l'accélération de la marginalisation des réfugiés sur la scène libanaise

Les années 1990 sont sur la scène régionale du Proche-Orient marquées par les négociations de paix israélo-palestiniennes qui d'une part mettent fin à la première Intifada de 1987, et

---

<sup>258</sup> Le terme *ghurabâ* du singulier *gharîb* qui signifie "étranger" est utilisé de manière péjorative par les Libanais pour désigner les réfugiés palestiniens. S'il vise au départ de riches Arabes achetant des terrains à Beyrouth, dès la deuxième partie des années 1960 il désigne essentiellement les réfugiés palestiniens ainsi que les travailleurs syriens. Le parallèle peut être fait avec le terme "métèque".

<sup>259</sup> MEIER, Daniel, « « L'implantation » comme construction de la présence palestinienne au Liban durant la tutelle syrienne (1989-2005) », *op. cit.*, p. 227.

<sup>260</sup> *Idem.*

<sup>261</sup> Le 21 septembre 1990, la Constitution libanaise est amendée dans le sens convenu de Taëf. Par conséquent, le préambule des accords de Taëf qui prévoit le refus de l'implantation y figure également.

<sup>262</sup> MEIER, Daniel, « « L'implantation » comme construction de la présence palestinienne au Liban durant la tutelle syrienne (1989-2005) », *op. cit.*, p. 227.

surtout aboutissent aux accords de paix d'Oslo en 1994. Pourtant, comme nous allons le voir dans ce chapitre, les négociations de paix se révèlent être un contrecoup pour les Palestiniens du Liban, car aggravant la politique discriminatoire de la part de l'Etat libanais.

Régie par les intérêts stratégiques syriens et les devoirs internes libanais, la politique palestinienne de l'Etat libanais est alors commandée par deux impératifs. « Il s'agit d'abord d'empêcher les réfugiés de s'intégrer à la société libanaise en les soumettant à un régime juridique qui reprend les principales dispositions d'avant la guerre civile libanaise. »<sup>263</sup> L'intégration des Palestiniens reviendrait à supprimer la revendication du droit au retour, outil de pression utilisé par la Syrie envers Israël. Le deuxième impératif consiste à ne pas favoriser l'émigration des réfugiés tant que le conflit régional n'est pas réglé. Le cas échéant reviendrait à s'attirer des condamnations quant à une volonté de "liquider" la cause palestinienne et de renoncer à l'exercice du droit au retour. De fait comme l'avance Rougier :

« Les responsables du dossier palestinien jouent ainsi successivement – et parfois même simultanément – sur les deux registres, en mettant à contribution des intellectuels maronites (sur les risques du *tawtîn*) ou des intellectuels nationalistes arabes ou islamistes (pour le droit au retour et la mise en accusation de l'Autorité Palestinienne), selon les priorités du moment. »<sup>264</sup>

La stratégie de garder les Palestiniens sous-représentés et divisés porte ses fruits dès 1991 avec l'échec d'une commission ministérielle chargée d'organiser le dialogue entre la population palestinienne et le gouvernement libanais.

La première tentative prend racine à la mi-mai de cette même année, lors de la réunion des ministres arabes des Affaires étrangères au Caire. A la suite d'une entrevue entre le ministre libanais Faris Buwayz et le chef du Département politique de l'OLP Farouk Qaddoumi, un comité ministériel libanais dirigé par le ministre de la Défense Mohsen Dalloul voit le jour à Beyrouth. S'en suit alors une deuxième discussion entre les deux hommes, puis une réunion entre le Général libanais Farhat et Salah Salah, membre du Conseil national palestinien. Durant cette dernière, un agenda en trois points est discuté. Il s'agit de la présence militaire palestinienne au Liban, de la sécurité des camps et enfin des droits sociaux et civils auxquels les réfugiés aspirent depuis plus de quarante ans. Malgré la version palestinienne qui veut qu'un accord ait été trouvé<sup>265</sup>, aucune suite n'est donnée à cet entretien.

---

<sup>263</sup> ROUGIER, Bernard, « Le "destin mêlé" des Palestiniens et des Libanais au Liban », *op. cit.*, p. 48.

<sup>264</sup> *Idem.*

<sup>265</sup> « According to the Palestinian version of events, an agreement, never published, was reached whereby the Palestinians would hand over their heavy and medium weaponry and redeploy Palestinian military personnel inside the refugee camps, in exchange for the Lebanese government's agreement to give the Palestinians civil and social rights (short of citizenship and eligibility for government positions). » Tiré de SULEIMAN, Jaber,



Par conséquent, un second comité ministériel est mis sur pied à l'été 1991, peu après le retour de l'autorité de l'Etat à Saïda et la remise de l'armement lourd palestinien. A sa tête cette fois-ci, le ministre du Travail et des Affaires sociales Abdallah al-Amin ainsi que le ministre de l'Agriculture Chawqui Fakhuri. Une réunion avec une délégation palestinienne a lieu avec toujours le même objectif, l'établissement d'un cahier des charges, « précisant les droits et les devoirs des Palestiniens »<sup>266</sup>. La seconde tentative aboutit à un nouvel échec : « Un document sur les droits sociaux et civils du peuple palestinien a été proposé au comité ministériel qui a cessé de se réunir peu de temps après. »<sup>267</sup>

Malgré ces deux échecs, la partie palestinienne ne se résigne pas. « Plusieurs mémorandums ont été transmis depuis lors aux différents gouvernements libanais par les principales composantes de l'OLP (Fatah, FDLP, FPLP...), sans jamais recevoir de réponse. »<sup>268</sup> C'est le cas notamment en 1994, lorsqu'un mémorandum est présenté au Premier ministre Rafiq Hariri, « demandant ces droits civils que sont le droit à l'emploi, la reconstruction des camps et l'ouverture d'organisations culturelles et humanitaires palestiniennes »<sup>269</sup>.

L'échec des différentes tentatives de renouement du dialogue libano-palestinien peut s'expliquer par la ligne diplomatique du Liban qui se calque sur celle de la Syrie lors de la Conférence de Madrid<sup>270</sup> en 1991. A partir de cet événement, la question des réfugiés est "reclassée" et de fait « la rupture des discussions aux multilatérales par le retrait de la délégation syro-libanaise (1992) conduisit à l'ajournement *sine die* de toute activité de cette commission »<sup>271</sup>. Les accords de paix d'Oslo en 1993 consacrent définitivement le "reclassement" de la question des réfugiés. Ces derniers sont les victimes de cette "partie de ping-pong" entre la « législation libanaise, qui leur refusait l'implantation au Liban et le processus de paix israélo-palestinien, qui leur refusait le droit au retour »<sup>272</sup>. A cet accord de paix d'Oslo, le Liban y répond de manière significative, par « l'imposition d'un tas de

---

« The Current Political, Organizational, and Security Situation in the Palestinian Refugee Camps of Lebanon », *op. cit.*, p. 69.

<sup>266</sup> MEIER, Daniel, « La transition libanaise dans le rétroviseur de la question palestinienne », *op. cit.*, p. 11.

<sup>267</sup> ROUGIER, Bernard, « Le "destin mêlé" des Palestiniens et des Libanais au Liban », *op. cit.*, p. 52.

<sup>268</sup> *Idem.*

<sup>269</sup> PETEET, Julie, « From Refugees to Minority : Palestinians in Post-War Lebanon », *op. cit.*, p. 29, [ma traduction].

<sup>270</sup> La Conférence de Madrid est la première tentative d'engagement du processus de paix israélo-arabe de la part de la communauté internationale. Elle se déroule sur trois jours à partir du 30 octobre 1991. Les négociations impliquent Israël, la Syrie, le Liban, la Jordanie et la Palestine, sous l'autorité américaine et soviétique. La Conférence de Madrid débouche sur les accords de paix d'Oslo en 1993.

<sup>271</sup> MEIER, Daniel, « La transition libanaise dans le rétroviseur de la question palestinienne », *op. cit.*, p. 11.

<sup>272</sup> HALABI, Zeina, « Exclusion and identity in Lebanon's Palestinian refugee camps : a story of sustained conflict », *op. cit.*, p. 42, [ma traduction].

restrictions draconiennes sur les résidents palestiniens pour prévenir leur intégration et pour signaler à la communauté internationale qu'il considère les réfugiés palestiniens comme un problème international et non national »<sup>273</sup>.

Ainsi, en septembre 1995 dans le contexte d'expulsion de travailleurs palestiniens hors de Libye<sup>274</sup>, le ministère de l'Intérieur adopte l'arrêté n°478 stipulant que « chaque réfugié palestinien qui est arrivé au Liban en 1948 et qui souhaite le quitter, doit obtenir un visa de sortie et de retour de la Sûreté Générale, et en échange du paiement de frais »<sup>275</sup>. Cette loi affecte durement la liberté de mouvement des réfugiés palestiniens, d'autant plus que les visas sont la plupart du temps refusés. « Une estimation de 100'000 réfugiés palestiniens possédant des droits de résidence au Liban se sont vus refuser de force l'entrée au pays. »<sup>276</sup> Finalement, en 1999, peu de temps après son arrivée au pouvoir, Emile Lahoud supprime l'arrêté.

Au niveau du droit du travail et conformément à la loi n°17561 de 1964, le ministre du Travail Asa'ad Hardan publie la décision ministérielle n°621/1 le 15 décembre 1995 « dans laquelle il énumérait une liste d'environ 50 emplois, commerces et professions libérales du secteur privé pour lesquels la préférence nationale devrait être appliquée »<sup>277</sup>. En ce qui concerne les professions restantes, les Palestiniens obtiennent en 1999 350 permis de travail contre 18'000 pour les travailleurs égyptiens. Par la suite, ils se voient délivrer 315 permis en 2001, 291 en 2002, 245 en 2003 et 2004 et enfin 287 en 2005<sup>278</sup>. La législation au niveau de l'éducation n'est pas non plus épargnée. En 1998, la loi n°686 « spécifie que seuls les enfants libanais ont un droit d'éducation primaire gratuite »<sup>279</sup>. Enfin, en 2001, le décret 17561 de 1969 est supprimé au profit de la loi n°296 qui « prohibe les personnes "qui ne portent pas une citoyenneté issue par un Etat reconnu" de posséder une propriété au Liban »<sup>280</sup>.

---

<sup>273</sup> MASALHA, Nur, « Sectarianism and the Rejection of *Tawteen* : Lebanon and the Palestinian Refugees », *op. cit.*, p. 121, [ma traduction].

<sup>274</sup> En réaction aux accords d'Oslo, le colonel Kadhafi décide d'expulser tous les Palestiniens de Libye, incluant les 15'000 Palestiniens possédant un droit de résidence au Liban.

<sup>275</sup> AL NATOUR, Souheil, « The Legal Status of Palestinians in Lebanon », *Journal of Refugee Studies*, *op. cit.*, p. 365, [ma traduction].

<sup>276</sup> MASALHA, Nur, « Sectarianism and the Rejection of *Tawteen* : Lebanon and the Palestinian Refugees », *op. cit.*, p. 124, [ma traduction].

<sup>277</sup> SULEIMAN, Jaber, « Trapped refugees : the case of Palestinians in Lebanon », *op. cit.*, [ma traduction].

<sup>278</sup> Ces chiffres sont tirés de SULEIMAN, Jaber, « Legal Issues Governing Palestinian's Right to Work And Social Security », *Lebanese-Palestinian Dialogue Committee*, Briefing note n° 3, 2008, p 2, [ma traduction].

<sup>279</sup> Tiré du rapport de Amnesty International, « Lebanon : Exiled and Suffering : Palestinian Refugees in Lebanon », 2007, p. 26, [ma traduction].

<sup>280</sup> SHAFIE, Sherifa, « Palestinian Refugees in Lebanon », 2007, p. 13, [ma traduction].

Sur le plan international, les négociations de paix de Madrid et Oslo marquent également le début du déclin des budgets de l'UNRWA et de l'OLP en faveur des réfugiés au Liban. Pour 1992-93, « le Liban a reçu 11,8 pourcent des dépenses de l'UNRWA, comparé à 31,8 pourcent pour Gaza et 22,4 pourcent pour la Cisjordanie »<sup>281</sup>. La baisse des prestations est également perceptible dans certains budgets spéciaux, tels le Peace Implementation Program (PIP)<sup>282</sup>.

« The Peace Implementation Program (PIP) established soon after Oslo has received donor pledges totalling \$76 million for projects in Gaza, \$46 million for the West Bank, and \$10 million for Jordan, Syria, and Lebanon combined. »<sup>283</sup>

Sérieusement affectés par les baisses drastiques de l'UNRWA, les réfugiés sont également touchés par les coupes budgétaires de leur propre leadership à l'aube de la guerre du Golfe en 1991. Aussi, « les prestations multiples (pensions, bourses d'études, salaires) assurées par les institutions sociales de la centrale palestinienne ont été supprimées ou réduites à un niveau très bas »<sup>284</sup>. Enfin, dès 1992, le soutien international d'ONG envers les ONG locales décline lui aussi.

Ainsi, « à la fois exclus du marché du travail libanais et privés d'une partie des ressources de "l'économie palestinienne" au Liban, les Palestiniens sont confrontés à un sous-emploi chronique »<sup>285</sup>. L'influence syrienne n'y est pas étrangère, puisque Damas se permet le transfert important de travailleurs syriens dans le but de revigorer son économie. Ainsi, la survie des Palestiniens ne tient qu'à une économie informelle, ainsi qu'aux aides extérieures représentées par des ONG et autres associations caritatives. De fait, l'incapacité de travailler des Palestiniens les réduit à une pauvreté considérable. Selon l'article de 2002 de Nur Masalha, « entre 50 et 60 pour cent des réfugiés sont en dessous de la ligne de pauvreté du Liban »<sup>286</sup>. Enfin, avec d'autres mesures informelles visant à réduire la mobilité des réfugiés au sein même du pays, ainsi que la restriction d'accès aux écoles publiques secondaires rendant l'UNRWA unique fournisseur d'éducation aux réfugiés, ou encore aux hôpitaux gouvernementaux, les Palestiniens se voient confinés dans les camps. Or, ces derniers

---

<sup>281</sup> SAYIGH, Rosemary, « Palestinians in Lebanon : Harsh Present, Uncertain Future », *Journal of Palestine Studies*, n°1, 1995, p. 38, [ma traduction].

<sup>282</sup> Le Peace Implementation Program est créé après les accords d'Oslo par l'UNRWA dans le but d'une amélioration des structures sociales et sanitaires. Nous pensons notamment aux écoles, hôpitaux ou systèmes d'évacuation des eaux usées.

<sup>283</sup> SAYIGH, Rosemary, « Palestinians in Lebanon : Harsh Present, Uncertain Future », *op. cit.*, p. 38.

<sup>284</sup> ROUGIER, Bernard, « Le "destin mêlé" des Palestiniens et des Libanais au Liban », *op. cit.*, p. 46.

<sup>285</sup> *Idem.*

<sup>286</sup> MASALHA, Nur, « Sectarianism and the Rejection of *Tawteen* : Lebanon and the Palestinian Refugees », *op. cit.*, p. 122, [ma traduction].

connaissent une dégradation significative, d'une part avec un surpeuplement et d'autre part, via une série de vetos :

« [...] against the rebuilding of the camps destroyed by war ; against the establishment of new camps ; against building on empty land on the edges of camps ; and, most recently, against UNRWA reconstruction inside the camps. »<sup>287</sup>

Zeina Halabi explique également la détérioration des camps par « la réduction des services de l'UNRWA, en tant que résultat de coupes budgétaires sérieuses ainsi qu'un niveau de corruption alarmant au sein de l'administration de l'UNRWA »<sup>288</sup>.

Par conséquent, l'image des camps est passée de celle de terreaux de la résistance palestinienne à celle de « zones dangereuses renvoyant à un univers de pauvreté et de délinquance, qui desservent la valeur immobilière d'un quartier et que les travaux d'urbanisme doivent ignorer ou contourner »<sup>289</sup>. Une expression qui revient particulièrement dans les médias est celle des "îlots de sécurité" (*juzur amniyya*), lancée par l'ancien éditeur du journal *al-Nahar* Jibrán Tuéní. Cette expression souligne l'extraterritorialité des camps, « favorisant la reproduction des clivages qui, eux-mêmes, nourrissent ces peurs »<sup>290</sup>. Or, ces peurs sont également présentes dans l'autre camp. En effet, la présence des barrages militaires contrôlant les entrées et les sorties « ont pour fonction de créer une frontière intérieure entre la "société des camps" et la société libanaise et de placer les Palestiniens dans une situation d'insécurité psychologique permanent quant à leur avenir sur le sol libanais »<sup>291</sup>. En conséquence, dans l'après-Taëf, « le camp tend à redevenir un point focal, en même temps qu'un mode de lecture de l'ensemble de la question palestinienne au Liban »<sup>292</sup>.

Nous pouvons donc affirmer que la période après les accords de Taëf est marquée par « l'auto-entretien de la psychose sociale, politique et démographique relative à la présence des réfugiés palestiniens »<sup>293</sup>. Outre le discours sur les "îlots de sécurité", un deuxième discours omniprésent est celui du *tawfîn*<sup>294</sup>. Il se précise à la suite d'Oslo, marquant le début d'une ère de hantise. Or, avec le droit au retour renvoyé à la négociation du statut final, « il n'était pas

---

<sup>287</sup> SAYIGH, Rosemary, « Palestinians in Lebanon : Harsh Present, Uncertain Future », *op. cit.*, p. 43.

<sup>288</sup> HALABI, Zeina, « Exclusion and identity in Lebanon's Palestinian refugee camps : a story of sustained conflict », *op. cit.*, p. 42, [ma traduction].

<sup>289</sup> ROUGIER, Bernard, « Le "destin mêlé" des Palestiniens et des Libanais au Liban », *op. cit.*, p. 46.

<sup>290</sup> MEIER, Daniel, « La transition libanaise dans le rétroviseur de la question palestinienne », *op. cit.*, p. 13.

<sup>291</sup> ROUGIER, Bernard, « Le "destin mêlé" des Palestiniens et des Libanais au Liban », *op. cit.*, p. 46.

<sup>292</sup> MEIER, Daniel, « La transition libanaise dans le rétroviseur de la question palestinienne », *op. cit.*, p. 13.

<sup>293</sup> *Idem.*

<sup>294</sup> Pour avoir une vision plus historique du discours sur le *tawfîn* et son opposition, voir HADDAD, Simon, « The Origins of Popular Opposition to Palestinian Resettlement in Lebanon », *International Migration Review*, n° 2, p. 470-492.

erroné de penser qu'il allait tôt ou tard faire l'objet d'un marchandage pouvant signifier l'implantation d'une partie des réfugiés au Liban »<sup>295</sup>. Dès lors, le Liban est assailli des différents fantasmes et exagérations issus de l'imaginaire médiatique créé lors de cette phase. Alors, apparaît un cycle régulier dans les médias de différentes enquêtes ou autres sujets abordant la "menace de l'implantation" (*tawfîn*). C'est également à cette époque que « le terme *tawfîn* a été associé à toute tentative d'améliorer les conditions de vie des Palestiniens »<sup>296</sup>. Le refus d'accorder les droits civils trouve les mêmes justifications récurrentes :

« Lebanon even continued to deny civil rights to its Palestinian population in the belief that such a step would signal its willingness to naturalise and absorb its Palestinian refugees ; that civil rights are the first step to settling the refugees permanent in the country ; that naturalisation of the refugee would upset the delicate sectarian balance. »<sup>297</sup>

D'autre part, le mode de pensée libanais de la question est biaisé par l'amalgame entre l'implantation (*tawfîn*), l'intégration (*idmâj*) et la naturalisation (*tajannus*).

Depuis le mandat présidentiel d'Emile Lahoud en 1998, le "combat" contre le *tawfîn* devient « comme une sorte de fléau contre lequel tout homme politique se devait, en bon patriote, de partir en croisade »<sup>298</sup>. Le cas échéant revenait à s'exposer à des accusations de trahison<sup>299</sup>, puisque le refus du *tawfîn* exprime également le refus du processus de paix avec Israël. Aussi, comme le dit Rougier, « ce refus reste cependant conforme à la *doxa* syrienne, car il reflète un autre consensus obligé du Liban actuel : dans la paix comme dans la guerre, Israël doit demeurer "l'ennemi des Arabes" »<sup>300</sup>.

Par conséquent, la période qui débute avec les accords de Taëf ou « configuration de Taëf » comme le nomme Daniel Meier<sup>301</sup>, est marquée par l'hégémonie syrienne, laquelle ne cesse

---

<sup>295</sup> MEIER, Daniel, « « L'implantation » comme construction de la présence palestinienne au Liban durant la tutelle syrienne (1989-2005) », *op. cit.*, p. 229.

<sup>296</sup> *Ibidem*, p. 230.

<sup>297</sup> MASALHA, Nur, « Sectarianism and the Rejection of *Tawteen* : Lebanon and the Palestinian Refugees », *op. cit.*, p. 123.

<sup>298</sup> MEIER, Daniel, « La transition libanaise dans le rétroviseur de la question palestinienne », *op. cit.*, p. 11.

<sup>299</sup> C'est notamment le cas dans l'interview de Sari Hanafi pour le journal libanais *The Daily Star* du 15 novembre 2008. La personne interviewée, un officier influent au sein de la coalition du 14 mars dit à propos de l'implantation des Palestiniens : « We should be careful how to treat the Palestinians ; the opposition will consider it tawteen. ». Plus loin, Sari Hanafi lui demande si pour lui l'accord des droits de travail et propriété privée aux Palestiniens fait partie du *tawfîn*, il répond « No but the others will. This is why for now it is better to work on improving the situation of the Palestinians and to solve the security problems of the camps. » HANAFI, Sari, « Palestinian refugees in the Arab world : the right to have a right », *The Daily Star*, 15 novembre 2008.

<sup>300</sup> ROUGIER, Bernard, « Le "destin mêlé" des Palestiniens et des Libanais au Liban », *op. cit.*, p. 50.

<sup>301</sup> MEIER, Daniel, « La transition libanaise dans le rétroviseur de la question palestinienne », *Maghreb-Machrek*, n° 192, 2007, p. 41-60.

tout au long de la décennie d'être le « facteur-clé dans une configuration apparemment stabilisée mais vouée à demeurer structurellement instable en l'absence d'une réunification de la société et d'une reconstruction de l'Etat »<sup>302</sup>. La captation syrienne du champ politique libanais, et en particulier du dossier palestinien, ne signifie toutefois pas pour le Liban la contrainte d'une politique à suivre, calquée sur celle de la Syrie. Bien au contraire. Il s'agit plutôt d'une volonté libanaise d'articuler ses propres intérêts avec ceux de la Syrie, soit « l'empêchement fait aux réfugiés palestiniens de pouvoir s'intégrer à la société libanaise par un régime juridique draconien et discriminant, et de limiter les mesures favorisant l'émigration de ces derniers »<sup>303</sup>. Le régime de "discrimination positive", justifié par la volonté de maintenir le droit au retour de la diaspora palestinienne, permet d'unifier une population libanaise éclatée par quinze ans de guerre civile face à la figure du bouc émissaire commun qu'est le réfugié palestinien. De même, il permet aux autorités libanaises de « refuser de publier un cadre légal et administratif légal, avec transparence, qui définirait en termes claires le statut et les droits des réfugiés palestiniens »<sup>304</sup>.

Enfin, la marginalisation des réfugiés se construit dans l'opposition à l'implantation (*tawfîn*), argument récurrent du discours politique libanais depuis les années 1990, alimentant par la même occasion le climat de psychose sociale ambiant. Aussi, la persistance de ce climat d'insécurité permet également à la Syrie de maintenir sa présence au Liban le plus longtemps possible, soit jusqu'en 2005.

## **2.6. Le retrait syrien et le mirage de l'amélioration des conditions pour les Palestiniens**

### **2.6.1. Les Comités Populaires dans les camps : mirage d'une relation libano-palestinienne au beau fixe**

Après l'assassinat de Rafiq Hariri en février 2005, l'une des principales figures d'opposition à la présence syrienne à ce moment-là, Damas est pointée du doigt. La mort de l'ex-Premier ministre engendre la tenue de manifestations exigeant le retrait des troupes syriennes ainsi qu'une scission au sein de la politique libanaise. Désormais, cette dernière est représentée par deux acteurs antagonistes : « la majorité parlementaire issue des forces du 14 mars (Courant du Futur, Parti Socialiste Progressiste, Forces Libanaises) et l'opposition, principalement

<sup>302</sup> KASSIR, Samir, « Dix ans après, comment ne pas réconcilier une société divisée ? », *op. cit.*, p. 12.

<sup>303</sup> MEIER, Daniel, « La transition libanaise dans le rétroviseur de la question palestinienne », *op. cit.*, p. 12.

<sup>304</sup> MASALHA, Nur, « Sectarianism and the Rejection of *Tawteen* : Lebanon and the Palestinian Refugees », *op. cit.*, p. 125, [ma traduction].

incarnée par le Hezbollah, le Courant patriotique libre de Michel Aoun et le PSNS. »<sup>305</sup> Plus de deux mois après la mort de l'ex-Premier ministre, et après des manifestations quasi-quotidiennes ainsi que de fortes pressions internationales<sup>306</sup>, la Syrie retire ses dernières troupes le 27 avril 2005. Dès lors, les élections suivantes marquent symboliquement la fin de la mainmise syrienne dans l'organisation de la politique libanaise.

Dans ce contexte de mutation des pouvoirs, les réfugiés palestiniens font alors l'objet de nouvelles attentions. Ils sont ainsi dès le mois d'avril 2005 au centre de la campagne "Right to Work Campaign"<sup>307</sup>. Lancée par l'organisation libanaise Najdeh<sup>308</sup>, la campagne, qui vise à améliorer les conditions de travail des réfugiés palestiniens, « gagne le support de plus de 80 organisations non-gouvernementales libanaises et palestiniennes, de syndicats, de figures politiques clé et activistes »<sup>309</sup>. Deux mois après le lancement de la campagne, le premier changement a lieu. Le 27 juin 2005, le ministre du Travail Trad Hamadé émet le mémorandum ministériel n°67/1, permettant « aux réfugiés palestiniens qui étaient nés au Liban et qui avaient été enregistrés par le Département des Affaires des Réfugiés Palestiniens (DARP) de travailler légalement dans des emplois manuels et cléricaux qui leur étaient auparavant inaccessibles »<sup>310</sup>. Si dans la pratique, le mémorandum ministériel ne change pas grand chose, il possède une réelle valeur symbolique, perçue par les Palestiniens comme un premier pas de l'Etat libanais envers la reconnaissance de leurs droits<sup>311</sup>.

Puis, le 13 octobre 2005, durant le Conseil des ministres<sup>312</sup>, il est décidé de « la formation d'une commission devant régler "par le dialogue" la présence armée palestinienne et jeter les bases, de concert avec les Palestiniens, d'une "amélioration des conditions humanitaires, et du traitement des aspects sociaux, économiques et juridiques en coordination avec l'UNRWA" »<sup>313</sup>. Pour ce faire, le Comité de Dialogue Libano-Palestinien (CDLP) réunit les différents ministères libanais concernés (ministère de l'Intérieur, de la Défense, de la Justice,

---

<sup>305</sup> MEIER, Daniel, « La transition libanaise dans le rétroviseur de la question palestinienne », *op. cit.*, p. 15.

<sup>306</sup> Le 2 septembre 2004 est adoptée la résolution 1559 de l'ONU. Celle-ci vise essentiellement le retrait des troupes syriennes, le désarmement et la dissolution des milices ainsi que la tenue d'élections libres (signifiant la non-prolongation du mandat d'Emile Lahoud).

<sup>307</sup> Pour aller plus en détail, voir le site internet <http://right2work.wordpress.com/about/>. Attention au référencement des sites internet.

<sup>308</sup> Najdeh est une ONG libanaise fondée en 1976 travaillant dans le cadre des camps de Palestiniens. Elle lutte principalement contre la discrimination des femmes.

<sup>309</sup> DALAL, Yassine, « Unwelcome Guests : Palestinian Refugees in Lebanon », 2010, p. 7, [ma traduction].

<sup>310</sup> SULEIMAN, Jaber, « Legal Issues Governing Palestinian's Right to Work And Social Security », *op. cit.*, p. 2, [ma traduction].

<sup>311</sup> Voir l'article de ZAATARI, Mohammed, « Liban : Une mesure très importante au regard des droits des Palestiniens, les réfugiés nés au Liban peuvent rechercher du travail », *L'Orient-Le Jour*, 28 juin 2005.

<sup>312</sup> Le Conseil des ministres est l'organe collégial du pouvoir exécutif.

<sup>313</sup> MEIER, Daniel, « La transition libanaise dans le rétroviseur de la question palestinienne », *op. cit.*, p. 17.

du Travail, de la Santé ainsi que des Travaux publics). Aussi, depuis 2005, « le Liban a été plus favorable à des projets de réhabilitation des camps, y compris dans les camps contrôlés par l'OLP au Sud-Liban où l'accès au matériel de construction a précédemment été restreint »<sup>314</sup>.

Parmi les objectifs du CDLP figurent également « l'établissement de relations diplomatiques officielles avec l'Autorité Palestinienne (AP) »<sup>315</sup>, laquelle débouche sur la réouverture du bureau de l'OLP le 15 mai 2006, ainsi que l'initiation d'un dialogue avec les différentes factions politiques palestiniennes. Cette "victoire" est à contraster avec l'échec du Comité à réaliser l'un de ses objectifs les plus importants, soit l'amélioration des conditions de vie des réfugiés palestiniens. Le CDLP puise sa justification dans « le manque d'une autorité palestinienne représentative unique pour dialoguer des questions humanitaires »<sup>316</sup>. De plus, si les liens entre officiels libanais et palestiniens sont renoués, la relation entre le peuple libanais et la diaspora palestinienne demeure marquée par un flagrant manque de confiance.

Aussi, la « reprise de l'initiative gouvernementale à l'égard des Palestiniens ne signifie pas, loin s'en faut, la résolution prochaine ou même l'apaisement de la question palestinienne au Liban »<sup>317</sup>. Au contraire, la précarité des relations libano-palestiniennes profite à la Syrie. En effet, Damas continue d'exercer une influence sur l'acteur palestinien à travers l'utilisation de différents groupuscules palestiniens armés (Front Populaire de Libération de la Palestine-Commandement Général, Fatah al-Intifada...). La présence de ces éléments armés tend à déstabiliser une partie de la population libanaise, contribuant à la confusion entre Palestiniens et groupes armés représentant un risque sécuritaire. De fait, la présence de ces groupuscules palestiniens utilisés par la Syrie présente des dangers à deux niveaux :

« A la fois pour la stabilité sociale et politique du Liban – notamment si l'on songe au fait que des bruits persistants font état de cellules d'Al-Qaida implantés dans un camp palestinien du Nord-Liban – mais aussi pour la légitimité des réfugiés palestiniens qui, aux yeux des Libanais, pourrait lourdement souffrir d'un nouvel amalgame avec des agents de déstabilisation. »<sup>318</sup>

Enfin, soulignons également les rôles congruents du Liban et de la Syrie, qui en limitant et en concurrençant le pouvoir des organisations palestiniennes traditionnelles (notamment l'OLP),

---

<sup>314</sup> AL HUSSEINI, Jalal et BOCCO, Ricardo, « The status of the Palestinian refugees in the Near East : the right of return and UNRWA in perspective », *op. cit.*, p. 273, [ma traduction].

<sup>315</sup> DALAL, Yassine, « Unwelcome Guests : Palestinian Refugees in Lebanon », 2010, p. 3, [ma traduction].

<sup>316</sup> *Idem.*

<sup>317</sup> MEIER, Daniel, « La transition libanaise dans le rétroviseur de la question palestinienne », *op. cit.*, p. 18.

<sup>318</sup> *Idem.*, p. 19.



« prennent le risque de favoriser, dans une situation de vide politique, de crise sociale et d'incertitude identitaire, des logiques d'osmose avec les secteurs les plus radicalisés »<sup>319</sup>.

A l'aube de la crise de Nahr el-Bared au mois de mai 2007, le Liban connaît une crise ministérielle sans précédent. Celle-ci dure depuis près de six mois et ce à la suite de la « démission des quatre ministres représentant la communauté chiite au conseil des ministres »<sup>320</sup>. Le gouvernement du Premier ministre Fouad Siniora fait face à une période marquée par des assassinats ainsi que des émeutes importantes. Le facteur palestinien fait alors l'objet de toute sortes de craintes et autres spéculations :

« There was growing concern that Palestinian refugees could become implicated in the governance crisis and used as a proxy militia for those seeking to destabilise the country and add pressure to the reeling Siniora cabinet. »<sup>321</sup>

A la fin de l'année 2006, les choses semblent s'assombrir pour les réfugiés palestiniens lorsque des rumeurs persistantes font état de l'infiltration des camps du Nord-Liban dans un but de déstabilisation politique. Aussi, dans ce climat de crise ministérielle et de dangers de déstabilisation politique, les Palestiniens sont aussitôt la cible de la méfiance des Libanais. Finalement, les relations libano-palestiniennes sombrent à nouveau avec l'éclatement du conflit au mois de mai 2007, comme nous allons à présent le voir.

### **3. Le camp de réfugiés palestiniens de Nahr el-Bared comme modèle d'exclusion**

#### **3.1. Situation avant les affrontements de 2007 : un modèle d'intégration dans la vie libanaise**

##### **3.1.1. Histoire du camp**

Le camp de Nahr el-Bared est établi en 1949 par la Ligue des Sociétés de la Croix Rouge à 17 kilomètres au nord de Tripoli, sur un terrain de 190'000 mètres carrés<sup>322</sup>. Le site est destiné

---

<sup>319</sup> ROUGIER, Bernard, « Le "destin mêlé" des Palestiniens et des Libanais au Liban », *op. cit.*, p. 52.

<sup>320</sup> CORM, Georges, « Pourquoi un tel soutien à un gouvernement si contesté au Liban ? », *La Vanguardia*, 14 février 2007.

<sup>321</sup> KNUDSEN, Are, « Nahr el-Bared. The political fall-out of a refugee disaster », in KNUDSEN, Are et HANAFI, Sari, *Palestinian refugees : identity, space and place in the Levant*, London : Routledge, 2011, p. 100.

<sup>322</sup> Chiffres tirés de SHEIKH HASSAN, Ismael et HANAFI, Sari, « (In)Security and Reconstruction in Post-conflict Nahr el-Barid Refugee Camp », *op. cit.*, p. 31.

principalement à l'accueil des Palestiniens de la région du Lac Hula ainsi que des villages de Galilée<sup>323</sup>, fuyant la guerre israélo-arabe de 1948.

Une année après sa création, les premiers services de secours, telles les rations de secours, sont fournis par l'UNRWA aux réfugiés du camp.

Au fil du temps, la densité de la population s'accroît dans le camp, poussant certaines familles à sortir des limites officielles du camp. Ces familles s'installent donc dans la zone adjacente au camp officiel dès la fin des années 1970. Certains Palestiniens parviennent à acheter des terrains à des propriétaires libanais, afin de construire leurs propres maisons. D'autres se tournent vers la location d'habitations ou d'appartements à des propriétaires libanais, parfois même palestiniens. Au-delà d'une majorité d'habitants palestiniens, ce nouveau camp connaît également une petite part d'habitants libanais. A la veille des conflits de Nahr el-Bared en 2007, 31'303 réfugiés sont enregistrés par l'UNRWA, dont les deux tiers habitent le camp officiel. Nahr el-Bared est le deuxième plus grand camp de réfugiés palestiniens au Liban en terme de population, derrière celui de Aïn el-Heloueh.

Malgré sa soumission à la juridiction de la municipalité de Muhammara et Bhannine<sup>324</sup>, le nouveau camp bénéficie de différents services prodigués par l'UNRWA, dont des services de santé et secours, éducatifs et sociaux. En matière de construction ou de services publics, l'UNRWA n'a aucune autorité.

La proximité du camp avec la frontière syrienne conduit Nahr el-Bared à un développement économique et social particulier, l'amenant à un statut de centre commercial incontournable dans la région de Akkar. Cette particularité économique sera développée dans le point suivant.

### 3.1.2. Situation économique et dynamiques sociales du camp

Situé sur l'axe routier reliant Tripoli à Damas, Nahr el-Bared jouit d'une situation tout à fait particulière, défiant les stéréotypes habituels des camps de réfugiés.

« It presents one of the rare instances where a major public national Lebanese thoroughfare intersected with a Camp's Space. »<sup>325</sup>

---

<sup>323</sup> United Nations Relief and Workagency for Palestinian Refugees in the Near East, « Nahr el-Bared : Palestinian Refugee Camp. UNRWA Relief, Recovery and Reconstruction Framework 2008-2011 », p. 17.

<sup>324</sup> Tiré de UNRWA Relief, Recovery and Reconstruction Framework 2008-2011, « Nahr el-Bared Palestine Refugee Camp », 2008.

<sup>325</sup> HANAFI, Sari, « Reconstructing and Governing Nahr el-Bared Camp : Bridge or Barrier to Inclusion ? », *ArteEast*, 2010, p. 2.

Ainsi, durant près de 60 ans, le camp noue des liens économiques, sociaux et conjugaux avec les communautés alentour. Ancré dans une région agricole, le camp est le théâtre d'une activité commerciale très riche. En effet, les paysans libanais des zones adjacentes viennent au camp de Nahr el-Bared pour vendre leurs produits et tirer avantage des prix compétitifs exercés en son sein. De leurs côtés, les clients de Tripoli et autres villes ou villages de la région sont attirés par une forte concentration de commerces vendant des biens à des prix défiant toute concurrence<sup>326</sup>. Les produits de contrebande syriens y trouvent également leur place. L'économie du camp de Nahr el-Bared est donc considérée, à juste titre, comme la plus robuste parmi les 12 camps officiels au Liban.

Ce contexte économique favorable aux échanges intercommunautaires permet de développer des relations particulières avec les communautés libanaises des villes ou villages environnants.

« Prior to the conflict we had very good relations with residents of Akkar and Dinniyeh. We shared a social life, commercial activities and even family ties. »<sup>327</sup>

Ces liens familiaux particuliers se tissent via des mariages intercommunautaires. Ainsi, les mariages mixtes deviennent une tradition entre le camp de Nahr el-Bared et Muhammara. Cette tendance n'est pas coutumière, puisque les mariages libano-palestiniens sont surtout présents dans la partie sud du pays, comme le dit Daniel Meier :

« C'est en effet au Sud que l'on se marie le plus souvent et le plus facilement avec une personne issue du groupe national palestinien. En réalité, les acteurs sociaux vivent très souvent dans des régimes de proximité, d'interconnaissance ou de relations professionnelles. »<sup>328</sup>

De même, bien que les mariages libano-palestiniens se déroulent plutôt hors des camps qu'à l'intérieur, Nahr el-Bared parvient à sortir de cette logique géographique de par sa dimension commerciale qui s'étend à un espace plus grand que celui du simple camp. Dans le cas présent, le camp en tant que lieu d'interactions socio-économiques est le vecteur de ces liens intercommunautaires.

S'il ne fait aucun doute que le camp de Nahr el-Bared semble auréolé de succès quant à son statut de centre commercial régional, il ne faut pas oublier qu'il n'est pas épargné par la

---

<sup>326</sup> Tiré de SHEIKH HASSAN, Ismael et HANAFI, Sari, « (In)Security and Reconstruction in Post-conflict Nahr el-Barid Refugee Camp », *op. cit.*, p. 31.

<sup>327</sup> « Nurturing Instability : Lebanon's Palestinian Refugee Camps », *op. cit.*, p. 12.

<sup>328</sup> MEIER, Daniel, « Mariages sur la frontière du groupe national. Normalité et transgressions dans les unions matrimoniales libano-palestiniennes au Liban », *Cultures et Conflits*, n° 72, 2008, p. 35.

pauvreté et le chômage, n'échappant pas au sort qui a touché et touche encore à ce jour les 11 autres camps officiels de l'UNRWA.

Ainsi, selon les standards du International Labour Organisation (ILO), le taux de chômage s'élève en 2006 à 10% de la force ouvrière totale de Nahr el-Bared<sup>329</sup>. En comptant les individus qui ne cherchent pas de travail car persuadés de ne pas en trouver, le taux atteint 22%<sup>330</sup>. Tiltne se réfère à ce taux en tant que "relaxed rate". Ce "relaxed rate" est utilisé par ce même auteur pour désigner l'importance du chômage parmi les femmes (36%) et parmi les jeunes de 15 à 29 ans (35%)<sup>331</sup>. Enfin, il est important de souligner que les 63% de la force ouvrière totale de Nahr el-Bared travaillent à l'intérieur même du camp, à l'aube du conflit de 2007<sup>332</sup>. De fait, à la suite de la destruction du camp en 2007, le taux de chômage parmi les résidents devient important, augmentant la dépendance envers les services de l'UNRWA, comme nous le verrons par la suite.

En ce qui concerne les revenus, Adam Ramadan se réfère à une étude de Kenneth Ged datant de 2004 qui établit qu'à cette époque, 63,5% des familles de Nahr el-Bared ont un revenu mensuel de moins de \$233<sup>333</sup>. En se basant sur la taille moyenne d'un ménage de 5,3 personnes, l'on arrive à \$1,50 par personne par jour. Toujours selon cette même étude, 36,9% des résidents de Nahr el-Bared ne reçoivent pas de lumière directe, tandis que 19,6% de la population souffrent de maladies chroniques<sup>334</sup>. Les habitations de Nahr el-Bared en 2006 sont décrites à 74% comme humides et moites<sup>335</sup>.

---

<sup>329</sup> TILTNE, Age A., « A Socio-economic Profile of the Nahr el-Bared and Beddawi Refugee Camps of Lebanon. Based on the 2006 Labour Force Survey among Palestinian Refugees in Lebanon », *Fafo Report*, 2007, p. 5

<sup>330</sup> *Idem.*

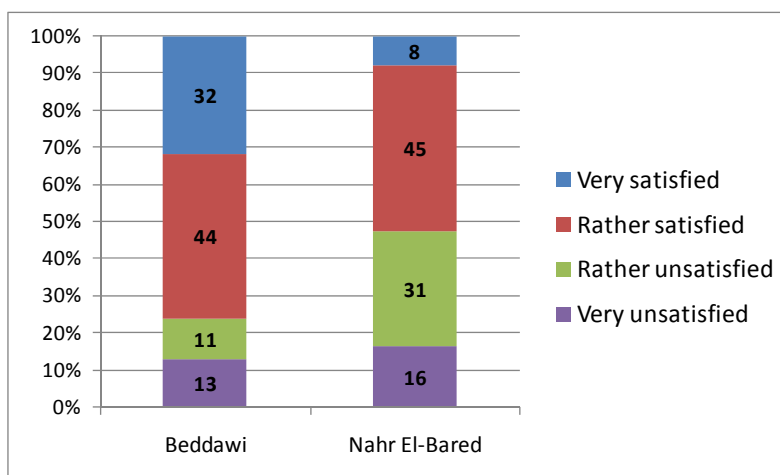
<sup>331</sup> *Idem.*

<sup>332</sup> *Idem.*

<sup>333</sup> RAMADAN, Adam, « In the Ruins of Nahr al-Barid : Understanding the Meaning of the Camp », *Journal of Palestine Studies*, n° 1, 2010, p. 54.

<sup>334</sup> *Idem.*

<sup>335</sup> TILTNE, Age A., « A Socio-economic Profile of the Nahr el-Bared and Beddawi Refugee Camps of Lebanon. Based on the 2006 Labour Force Survey among Palestinian Refugees in Lebanon », *op. cit.* p. 11.



Graphique tiré de TILTNES, Age A., « A Socio-economic Profile of the Nahr el-Bared and Beddawi Refugee Camps of Lebanon. Based on the 2006 Labour Force Survey among Palestinian Refugees in Lebanon », *op. cit.* p. 11.

En observant de plus près le graphique ci-dessus, 53% des habitants du camp s'affirment plutôt satisfaits et très satisfaits de la vie dans le camp. Ainsi, face aux conditions de vie plutôt critiques, la proportion d'habitants mécontents semble relative, puisqu'elle s'élève à 47% du total. Parmi cette proportion, seuls 16% du total trouvent les conditions de vie à Nahr el-Bared très insatisfaisantes. Toutefois, si nous comparons l'étude de Nahr el-Bared au camp voisin de Beddawi (plus de 16'500 réfugiés enregistrés auprès de l'UNRWA<sup>336</sup>), alors nous constatons que la proportion d'habitants insatisfaits à Nahr el-Bared est beaucoup plus élevée que celle du camp de Beddawi. Pour ce dernier, 13% s'avouent très insatisfaits et 11% plutôt insatisfaits des conditions de vie dans le camp. Au total, la proportion s'élève à 24%, soit près de la moitié de la catégorie équivalente pour Nahr el-Bared. Enfin, mentionnons encore que 32% des habitants de Beddawi (soit environ 5'300 individus) s'avouent très satisfaits des conditions de vie, tandis qu'à Nahr el-Bared la proportion est seulement de 8%.

### 3.2. Les combats de Nahr el-Bared de 2007 et la destruction du camp

#### 3.2.1. Déclenchement du conflit et affrontements de mai à septembre 2007

Le 20 mai 2007 de violents affrontements entre un groupe jihadiste du nom de Fatah al-Islam et les Forces de Sécurité Intérieure (FSI) éclatent dans la ville de Tripoli. Ces affrontements se produisent à la suite du braquage d'une filière de la Bank Med à Amioun, établissement appartenant à la famille Hariri. L'escalade de la violence trouve selon toute vraisemblance sa

<sup>336</sup> Chiffre tiré du site internet de l'UNRW. <http://www.unrwa.org/where-we-work/lebanon/camp-profiles?field=15>

source dans le refus du personnel de la Bank Med d'encaisser un chèque destiné à ces membres du Fatah al-Islam, provoquant le braquage de la banque par ces derniers. Un membre du Fatah témoigne dans l'article scientifique de Adam Ramadan :

« The war began outside Nahr el-Bared... Fateh al-Islam had their money in the Mediterranean Bank, which is owned by Hariri ... They wanted to take money out at the Koura branch, but the bank refused to cash a cheque – people say the cheque was from Hariri, others say it was from Saudis – so they took the money by force and went from there to some apartments they had in Tripoli. »<sup>337</sup>

Avertis de ce braquage, les Forces de Sécurité Intérieure décident d'organiser plusieurs raids dans des immeubles se trouvant dans les quartiers de Zahrayeh, Tel et Meateen à Tripoli, après avoir traqué les braqueurs, identifiés comme appartenant au mouvement Fatah al-Islam. Le chef des Forces de Sécurité Intérieure Ashraf Rifi témoigne :

« We traced the [bank robbers] to an apartment in Tripoli, which turned out to be an office for Fatah al-Islam. »<sup>338</sup>

Peu après la décision de prendre d'assaut l'appartement en question, plusieurs hommes armés se montrent dans différents quartiers de Tripoli afin de confronter les Forces de Sécurité Intérieure. Mises en difficulté par la résistance des combattants, les FSI appellent l'armée libanaise en renfort. Bientôt, les combats s'étendent aux alentours du camp de réfugiés palestiniens de Nahr el-Bared et prennent des proportions sanglantes. En effet, des membres du même groupuscule, basés à l'intérieur du camp de Nahr el-Bared, s'emparent de quatre positions de l'armée libanaise en dehors du camp.

« They killed several soldiers and took more hostage, reportedly torturing and beheading them. »<sup>339</sup>

Au final, les différents affrontements du 20 mai 2007 se soldent par la mort de « 22 soldats et 19 militants et provoquent le retrait des combattants restants à l'intérieur du camp »<sup>340</sup>. Aussi, la violence des images télévisées montrant les corps des soldats libanais ainsi que la propagation de rumeurs affirmant que les soldats ont été assassinés durant leur sommeil, engendrent une vague d'indignation et « génère un support populaire instantané pour l'armée lorsqu'elle s'embarque dans son effort de pénétrer dans un camp de réfugiés palestiniens, qui

---

<sup>337</sup> RAMADAN, Adam, « Destroying Nahr el-Bared : Sovereignty and Urbicide in the Space of Exception », *Political Geography*, n° 28, 2009, p. 155.

<sup>338</sup> GHAZAL, Rym, « 22 troops, 19 Fatah al-Islam fighters dead », *The Daily Star*, 21 mai 2007.

<sup>339</sup> QUILTY, Jim, « The Collateral Damage of Lebanese Sovereignty », *Middle East Report Online*, 26 janvier 2007, p. 1, [ma traduction].

<sup>340</sup> KNUDSEN, Are, « Nahr el-Bared. The political fall-out of a refugee disaster », *op. cit.*, p. 100, [ma traduction].

tous ont été essentiellement des zones de non-droit pour les forces de sécurité libanaise depuis 1969 »<sup>341</sup>.

La réponse de l'armée ne se fait pas attendre. D'une part, elle coupe l'alimentation en eau et électricité du camp tout entier et d'autre part, elle « pilonne le camp avec des tanks, de l'artillerie lourde et des tirs de mitrailleuse »<sup>342</sup>.

Du côté des instances palestiniennes, la manière de gérer la crise est une fois de plus source de désaccords. Si l'OLP soutient une intervention militaire, le Hamas de son côté met en garde contre l'intervention de l'armée. Selon le mouvement de résistance, il n'est pas possible « d'atteindre une victoire militaire rapide sur Fatah al-Islam. Plutôt, une solution militaire prendrait des mois et conduirait à la destruction du camp et au déplacement des résidents. »<sup>343</sup> Aussi, durant les premiers jours du siège du camp, un comité ad-hoc est mis sur pied. Celui-ci, comprenant plusieurs factions palestiniennes rejetant les accords de paix d'Oslo, tente une médiation. Mais la discorde régnant en son sein quant à la manière d'approcher le Fatah al-Islam met fin aux ambitions du comité ad-hoc. L'impasse des négociations ne peut empêcher l'escalade de violence entre les Forces Armées Libanaises et le Fatah al-Islam, bien décidé à aller jusqu'au bout comme le témoigne son porte-parole Abu Salim durant une interview pour le journal libanais *The Daily Star*, le 21 mai 2007 : « We will continue to defend ourselves and our honor until the end. »<sup>344</sup>

Moins de deux semaines après le début des affrontements, le conflit semble avoir un impact sur les autres camps du pays lorsque le 3 juin, des hommes armés du groupe militant Jound al-Sham attaquent un poste de contrôle de l'armée libanaise dans le camp de Aïn al-Heloueh à Sidon.

« The fighting at Ain al-Hilweh, which started yesterday, fuelled fears that a two-week-long standoff between militants and Lebanese forces at the Nahr al-Bared camp in northern Lebanon will spread to other Palestinian refugee camps in the country. »<sup>345</sup>

Finalement, après deux jours d'affrontements engendrant la mort de deux soldats, l'armée vient à bout des membres de Jound al-Sham. Aussi, les Forces Armées Libanaise, désireuses

---

<sup>341</sup> « Lebanon's Palestinian Dilemma : The Struggle over Nahr al-Bared », rapport de International Crisis Group, *Middle East Report*, n° 117, 2012, p. 1, [ma traduction].

<sup>342</sup> QUILTY, Jim, « The Collateral Damage of Lebanese Sovereignty », *op. cit.*, p. 1, [ma traduction].

<sup>343</sup> KNUDSEN, Are, « Nahr el-Bared. The political fall-out of a refugee disaster », *op. cit.*, p. 105, [ma traduction].

<sup>344</sup> GHAZAL, Rym, « 22 troops, 19 Fatah al-Islam fighters dead », *The Daily Star*, 21 mai 2007.

<sup>345</sup> TRAN, Mark, « Lebanese clashes spread to second refugee camp », *The Guardian*, 4 juin 2007.

d'imposer leur souveraineté sur l'ensemble du territoire libanais, poursuivent le pilonnage du camp de Nahr el-Bared avec intensité.

Les bombardements de l'armée libanaise visent essentiellement la partie officielle du camp, soit l'ancien camp, là où paradoxalement les combattants du Fatah al-Islam ont relativement peu de présence. Ainsi, durant près de quatre mois, les habitations, mosquées, écoles, cliniques et autres bâtiments commerciaux sont pilonnées en quasi-continuité. Passant proche du camp de Nahr el-Bared, le Dr. Marcy Newman<sup>346</sup> témoigne de l'intensité des frappes :

« As I ate lunch at a friend's house last week in Baddawi refugee camp, approximately 10 kilometers from Nahr al-Bared refugee camp, I was struck by the intensity of the bombing down the road. Every minute I could feel the vibration of and hear the bombings — several times each minute. »<sup>347</sup>

D'autre part, le camp se voit imposer un siège total par les Forces Armées Libanaises. Aussi, tant les secours que l'approvisionnement en nourriture dans le camp sont interdits, y compris durant les périodes de cessez-le-feu, de peur qu'ils ne profitent aux membres de la milice armée. Par conséquent, la population palestinienne vit une véritable crise humanitaire, n'ayant pu se préparer à la situation de crise faute d'être prévenue de l'assaut imminent des Forces Armées Libanaises. Enfin, une certaine censure de la presse se met en place.

« Applying the US model of media coverage in Iraq, journalists must report from the Lebanese army's vantage point if they wish to cover the story at all. This form of censorship does not allow for any coverage of the human cost of this war — of the people trapped inside or the people displaced from it. »<sup>348</sup>

En effet, la plupart des médias, à l'exception des deux journaux de gauche que sont *al-Akhbar* et *as-Safir*<sup>349</sup>, relatent le conflit selon le point de vue de l'armée. De plus, le gouvernement libanais menace de procès toute agence de presse ne supportant pas les troupes libanaises.

En ce qui concerne les réfugiés palestiniens de Nahr el-Bared, ceux-ci décident dans un premier temps de « rester dans le camp par peur que leur départ ne provoque sa destruction totale »<sup>350</sup>. Mais les bombardements hasardeux de l'armée ont raison de leur départ, puisque « la majorité des civils ont été évacués dans les premiers jours, et presque la totalité durant le

---

<sup>346</sup> Le Dr Marcy Newman est professeur associé au Centre d'études et de recherches américaines de l'université américaine de Beyrouth.

<sup>347</sup> NEWMAN, Marcy, « Dreaming of Nahr al-Bared », 4 août 2007. Tiré du site internet <http://electronicintifada.net/content/dreaming-nahr-al-bared/7086>.

<sup>348</sup> *Idem*.

<sup>349</sup> Ces deux quotidiens de gauche ont une ligne éditoriale proche de Damas et du Hezbollah, n'hésitant pas à critiquer la politique occidentale au Proche-Orient ou toute politique nationale calquée sur celle des pays occidentaux.

<sup>350</sup> HANAFI, Sari, « Reconstructing and Governing Nahr el-Bared Camp : Bridge or Barrier to Inclusion ? », *op. cit.*, p. 4, [ma traduction].



premier mois du conflit »<sup>351</sup>, y compris les combattants d'autres factions palestiniennes. Ainsi, « 4'487 familles de Nahr el-Bared ont trouvé refuge dans les environs du camp de Beddawi. 895 autres familles se sont tournées vers des amis et de la famille à Tripoli ou d'autres points plus au sud. »<sup>352</sup> Le départ du camp de Nahr el-Bared revêt une signification particulière.

« Significantly, the refugees refused to defend their camp : they neither saw the Lebanese army as their enemy nor had any desire to help Fatah al-Islam. This marked the first time in history that a Palestinian camp had been abandoned under fire without being defended by its inhabitants. »<sup>353</sup>

Finalement, la bataille prend fin au mois de septembre 2007, lorsque les derniers éléments du Fatah al-Islam tentant de s'échapper du camp sont tués. Les quinze semaines d'affrontements provoquent la mort de 50 civils, 179 soldats libanais et 226 militants de Fatah al-Islam<sup>354</sup>. Plus de 200 membres présumés du Fatah al-Islam sont également capturés. Dans le camp de l'armée, entre 400 à 500 soldats libanais sont blessés, dont certains définitivement invalides. Outre les pertes humaines, il faut également compter les destructions matérielles : « Les 1'700 bâtiments de l'ancien camp ont été entièrement détruits. Dans le camp adjacent, plus de 100 bâtiments ont été détruits et la plupart des autres ont été sévèrement endommagés. »<sup>355</sup> La fin du conflit ne sonne pas pour autant le retour possible des habitants du camp. Loin de là. Le siège du camp par les Forces Armées Libanaises se prolonge durant un mois et ce, officiellement, afin de sécuriser le camp et de le nettoyer :

« "Nous devons travailler au déminage et à l'évacuation des déchets", a déclaré de son côté un porte-parole de l'agence des Nations unies chargée des réfugiés palestiniens, l'UNRWA. "Nous attendons le feu vert de l'armée pour entrer dans le camp," a-t-il ajouté.

Finalement, les premiers retours se font le 10 octobre 2007. Seule une centaine de résidents peuvent alors accéder à certaines zones limitées du camp adjacent.

### 3.2.2. Urbicide de Nahr el-Bared et effacement de son microcosme

De la fin officielle du conflit au début du mois de septembre jusqu'au 10 octobre, le camp de Nahr el-Bared demeure exclusivement occupé par l'armée, interdisant toute personne d'y pénétrer. Le 10 octobre marque les premiers retours des anciens résidents du camp. En effet, plus d'une centaine de réfugiés palestiniens sont autorisés à retrouver leurs anciens foyers,

---

<sup>351</sup> RAMADAN, Adam, « Destroying Nahr el-Bared : Sovereignty and Urbicide in the Space of Exception », *op. cit.*, p. 156, [ma traduction].

<sup>352</sup> QUILTY, Jim, « The Collateral Damage of Lebanese Sovereignty », *op. cit.*, p. 1, [ma traduction].

<sup>353</sup> SHEIKH HASSAN, Ismael et HANAFI, Sari, « (In)Security and Reconstruction in Post-conflict Nahr el-Barid Refugee Camp », *op. cit.*, p. 34.

<sup>354</sup> Chiffres tirés de « Nurturing Instability : Lebanon's Palestinian Refugee Camps », *op. cit.*, p. 11.

<sup>355</sup> SHEIKH HASSAN, Ismael et HANAFI, Sari, « (In)Security and Reconstruction in Post-conflict Nahr el-Barid Refugee Camp », *op. cit.*, p. 34, [ma traduction].

accompagnés d'officiels de l'UNRWA et de l'ONU. Ils découvrent alors non seulement les destructions liées aux affrontements mais également des maisons brûlées, pillées et vandalisées. A l'intérieur de certaines habitations, des « graffitis racistes gribouillés sur les murs ont été signés par les bataillons de l'armée libanaise participant à l'opération »<sup>356</sup>. Des interviews menées par Amnesty International font état de vols de bijoux, d'argent, de télévisions, frigidaires, de pillages de magasins ou encore de dépôts d'excréments sur des lits. De plus, les incendies semblent être volontaires puisque « des restes de pneus, des bonbonnes de gaz servant à démarrer un feu et des traces de liquide inflammable vaporisé sur les murs ont été retrouvés sur place »<sup>357</sup>. Aussi, avec l'évacuation de la quasi-totalité de la population palestinienne et au vu de l'étendue des dégâts ainsi que « des quantités de marchandises en cause, sans mentionner le siège militaire hermétique, la large spéculation de l'implication de l'armée »<sup>358</sup> semble inévitable. Par conséquent, Amnesty International écrit à Fouad Siniora, Premier ministre, afin qu'une enquête soit menée. Mais à ce jour, aucune mesure n'a été prise pour punir les responsables.

La violence et l'ampleur des pillages et vandalismes qui ont lieu durant le mois de sécurisation du camp nous montrent que ces actes sont une forme de violence politique à part entière, un urbicide. Le concept d'urbicide est développé durant la guerre de Bosnie en 1992-1995 par « un groupe d'architectes bosniaques, dans la publication *Mostar '92 – Urbicid*, pour décrire la destruction urbaine comme un problème conceptuel en soi »<sup>359</sup>. Aussi, dans le concept d'urbicide, « la cible n'est pas les immeubles en soi, mais une caractéristique culturelle perçue de la vie vécue dans ces bâtiments »<sup>360</sup>. Enfin, l'urbicide vise à exclure la zone visée, à en faire une enclave.

« Indeed, examination of the consequences of urbicide for the built environment will show zones of separation, constituted through demolition, intended to mark out the new boundaries of separation which will establish such enclaves. »<sup>361</sup>

De fait, si les bombardements de l'armée détruisent les immeubles de la partie ancienne du camp de Nahr el-Bared et marquent déjà une séparation vis-à-vis des zones environnantes,

<sup>356</sup> *Ibidem*, p. 35, [ma traduction].

<sup>357</sup> « Liban. Amnesty International demande l'ouverture d'une enquête sur les informations faisant état de pillages et de violences dans le camp de réfugiés de Nahr el-Bared », Déclaration publique d'Amnesty International, 31 octobre 2007, p. 1.

<sup>358</sup> SHEIKH HASSAN, Ismael et HANAFI, Sari, « (In)Security and Reconstruction in Post-conflict Nahr el-Barid Refugee Camp », *op. cit.*, p. 35, [ma traduction].

<sup>359</sup> RAMADAN, Adam, « Destroying Nahr el-Bared : Sovereignty and Urbicide in the Space of Exception », *op. cit.*, p. 156, [ma traduction].

<sup>360</sup> COWARD, Martin, « Against Anthropocentrism : The Destruction of the Built Environment as a Distinct Form of Political Violence », *Review of International Studies*, n° 3, 2006, p. 425, [ma traduction].

<sup>361</sup> *Ibidem*, p. 434.

l'urbicide qui a lieu durant le mois de septembre vise à stigmatiser les réfugiés palestiniens en tant que catégorie de personnes à part entière. Ainsi, l'urbicide de Nahr el-Bared touche à l'intimité des résidents, à leur identité propre, puisqu'il a essentiellement lieu à l'intérieur même des habitations. Les actes perpétrés visent donc à rabaisser les Palestiniens (graffitis racistes, dépôt d'excréments) ou à effacer en quelque sorte leur présence (incendies).

Enfin, le cas de Nahr el-Bared peut être mis en parallèle avec la théorie de Stephen Graham des trois stratégies d'urbicide de l'Intifada d'al-Aqsa de 2000<sup>362</sup>. Graham explique que la stratégie de l'urbicide se base sur trois constructions idéologiques, "l'anxiété démographique", "l'imagerie médicale" et les "espaces sales/impurs". Dans le cas de l'Intifada d'al-Aqsa, l'anxiété démographique découle de la rapide croissance de la population palestinienne qui mettrait en péril la majorité démographique juive. L'imagerie médicale est utilisée pour décrire les Palestiniens comme un "cancer" nuisant à la société israélienne et contre lequel il faut lutter. Enfin, le principe des espaces impurs est relatif à la difficulté du terrain dans une stratégie militaire, en l'occurrence l'inefficacité des technologies israéliennes face à la guérilla urbaine palestinienne. Aussi, les espaces impurs que représenteraient les habitations palestiniennes « doivent être désinfectées et balayées »<sup>363</sup>.

Dans le cas de Nahr el-Bared, nous pouvons lier le principe de "l'anxiété démographique" de Graham à la thématique du *tawfîn*, discours redondant sur la scène politique libanaise ces dernières années. Aussi, comme le dit Ramadan :

« One of the few issues that unite the Lebanese political spectrum is opposition to tawteen, the permanent resettlement of Palestinian refugees in Lebanon. »<sup>364</sup>

Aussi l'urbicide de Nahr el-Bared et la destruction du camp sont révélateurs du refus libanais d'intégration des réfugiés palestiniens au pays du Cèdre. De plus, ils remettent à jour la susceptibilité de leur expulsion du Liban ou de leur transfert et mettent l'accent sur le caractère temporaire de la présence palestinienne.

Deuxièmement, le discours libanais décrivant les camps de réfugiés comme des îlots de sécurité se rapproche étrangement de la construction idéologique des "espaces impurs" et de "l'imagerie médicale". L'image des camps de réfugiés en tant qu'îlots de sécurité renvoie à des « espaces d'activité terroriste et de danger qui menacent le sol libanais. Ils sont hors du

---

<sup>362</sup> GRAHAM, Stephen, « Lessons in urbicide », *New Left Review*, 2003, n° 19, p. 63-77.

<sup>363</sup> *Ibidem*, p. 72, [ma traduction].

<sup>364</sup> RAMADAN, Adam, « Destroying Nahr el-Bared : Sovereignty and Urbicide in the Space of Exception », *op. cit.*, p. 156.

contrôle et de la surveillance de l'Etat, perçus comme impénétrables et fermés, inconnus, étrangers et menaçants »<sup>365</sup>.

Par conséquent, l'urbicide qui a lieu à Nahr el-Bared se situe dans un état d'exception, soit « cet espace où le droit, sous prétexte de ne pouvoir être préservé sans cela, est mis en veille »<sup>366</sup>. Aussi, le camp de Nahr el-Bared représentée en tant que zone extraterritoriale, zone de non-droit, qui mettrait en péril la nation libanaise, engendre l'état d'exception. Ce dernier permet alors dans le cas présent de justifier les moyens utilisés par les Forces armées libanaises pour venir à bout du Fatah al-Islam. La notion de danger est importante ici, puisque comme l'avance Grangé, l'état d'exception suspend non seulement le cours légal des choses, mais « il glace le droit lui-même, le fige dans une attitude de défense du salut public »<sup>367</sup>. Enfin, la population palestinienne à Nahr el-Bared est l'*homo sacer*, population « dont la propriété est non seulement détruite mais également vandalisée sans permettre aux criminels d'être persécutés »<sup>368</sup>. C'est pourquoi les demandes d'investigation d'Amnesty International n'ont à ce jour été entreprises.

En conclusion, si l'urbicide qui a lieu à Nahr el-Bared n'est pas l'objectif principal du conflit qui oppose l'armée libanaise à Fatah al-Islam, au fur et à mesure des affrontements, un amalgame se construit entre la population palestinienne du camp et le groupe jihadiste. Ainsi,

« motivés par la peur et la fureur de la mort de tellement de soldats par les actions du Fatah al-Islam, les actions de l'armée ont été déplacées sur les pierres, les immeubles, les rues et les infrastructures du camp. »<sup>369</sup>

Il apparaît donc que l'urbicide qui se tient à Nahr el-Bared est le couplement de plusieurs facteurs existant préalablement, qui couplés les uns aux autres, favorisent sa perpétration.

« And the state of exception in which the camp existed, coupled with Lebanese discourses of the camps as impenetrable security islands and threats to the Lebanese body, and Lebanese demographic anxieties, allowed a course of action that seemed to maximise the physical destruction of the camp. Particularly after the eventual defeat of Fateh al-Islam, when for a month the destruction continued with looting, arson and vandalism, Nahr el-Bared was erased by urbicide. »<sup>370</sup>

---

<sup>365</sup> *Ibidem*, p. 157, [ma traduction].

<sup>366</sup> AGAMBEN, Giorgio, *Etat d'exception*, Paris : Editions du Seuil, 2003, 151 p.

<sup>367</sup> GRANGÉ, Ninon, « L'État et la guerre : norme, référence, transgression », *Études internationales*, n° 1, 2007, p. 21.

<sup>368</sup> HANAFI, Sari, « Palestinian Refugee Camps in Lebanon As a Space of Exception », *Asylon(s)*, n° 5, 2008, p. 4, [ma traduction].

<sup>369</sup> RAMADAN, Adam, « Destroying Nahr el-Bared : Sovereignty and Urbicide in the Space of Exception », *op. cit.*, p. 159, [ma traduction].

<sup>370</sup> *Ibidem*, p. 159.

Au final, le conflit de Nahr el-Bared engendre non seulement la destruction du camp, mais également la suppression de 60 ans de vie dans le camp.

### 3.2.3. Fatah al-Islam : un électron libre au service de la Syrie ?

Lorsque les combats éclatent à Nahr el-Bared en 2007, la scène politique libanaise connaît depuis plus de deux ans une reconfiguration dichotomique. Celle-ci s'articule autour de deux pôles, l'un pro-syrien pour les forces de l'opposition qu'est le courant du 8 mars, l'autre s'oppose à l'ingérence syrienne dans la politique libanaise. Il s'agit de la majorité parlementaire, le courant du 14 mars. Aussi, l'épisode de Nahr el-Bared fait à nouveau ressortir le profond clivage existant entre les deux courants, cette fois-ci, cristallisé autour de l'implication ou non de la Syrie.

« The Nahr el-Bared incident drew different responses from the two blocs and the conflict between them was played out on the ruins of the camp's demise. This also helps explain why the two groups either implicated or absolved Syria for causing the Nahr el-Bared crisis. »<sup>371</sup>

C'est le cas notamment du cabinet du Premier ministre Siniora qui accuse la Syrie « d'avoir entraîné, armé et aidé Fatah al-Islam à s'établir à Nahr el-Bared. »<sup>372</sup> Dans ce scénario, la Syrie aurait utilisé le groupuscule comme force de déstabilisation du Liban et entraîné les réfugiés palestiniens dans le conflit. Ainsi, après le retrait forcé des troupes syriennes en avril 2005 et les nombreux assassinats politiques de figures d'opposition à la Syrie qui suivent (Samir Kassir, George Hawi, Gébrane Tuéni<sup>373</sup>), les suspicions se portent sur la Syrie, d'autant plus que l'identité du chef du groupuscule islamiste, Chaker al-'Absi, semble confirmer la piste syrienne.

Al-'Absi, Palestinien de Jordanie né en 1955, débute sa carrière militante au sein du Fatah. « 'Absi a quitté le Fatah peu de temps après la défaite de 1982 des combattants palestiniens au Liban face à Israël et a joint le Fatah al-Intifada aligné sur la Syrie. »<sup>374</sup> Présenté comme un proche d'Abou Mouss'ab al-Zarqâwi (ex-chef d'al-Qaïda en Irak), il est condamné à mort par contumace en 2002 pour l'assassinat du diplomate américain Laurence Foley en Jordanie. Il est finalement arrêté durant cette même année en Syrie. Étrangement, al-'Absi est libéré en 2005. Le 24 novembre 2006, il annonce la création du Fatah al-Islam à Nahr el-Bared, né de

---

<sup>371</sup> KNUDSEN, Are, « Nahr el-Bared. The political fall-out of a refugee disaster », *op. cit.*, p. 99.

<sup>372</sup> *Ibidem*, p. 100, [ma traduction].

<sup>373</sup> Respectivement historien et journaliste au quotidien *al-Nahar*, membre du Parti communiste libanais et rédacteur en chef de *al-Nahar*.

<sup>374</sup> QUILTY, Jim, « The Collateral Damage of Lebanese Sovereignty », *op. cit.*, p. 2, [ma traduction].

la scission avec le Fatah al-Intifada<sup>375</sup> (lui-même issu de la scission avec le Fatah en 1983). Le Fatah al-Islam s'empare alors des stocks d'armes et des munitions du Fatah al-Intifada.

Le parcours de Chaker al-'Absi est donc entouré de nombreuses zones d'ombres qui laissent entrevoir des liens avec Damas. D'une part, al-'Absi est membre du Fatah al-Intifada, faction d'obédience syrienne, durant plus de vingt ans. D'autre part, son passage dans les prisons syriennes et sa relaxation prématurée laissent perplexes. « Les geôles syriennes étant réputées façonner des agents de Damas, sa réapparition dans le camp palestinien de Nahr el-Bared, près de Tripoli, est interprétée comme un ordre de mission. »<sup>376</sup> De fait, la coalition du 14 mars accrédite la thèse d'une manipulation syrienne. Selon le leader des Forces Libanaises Samir Geagea, « Absi was released in 2005 after the Syrian pullout from Lebanon »<sup>377</sup>. Il ajoute plus loin : « How can't we accuse Syria while Absi lived in camps known for being under Syrian influence »<sup>378</sup>. L'accusation se fonde sur l'obédience envers la Syrie de certaines organisations palestiniennes en charge de la direction de camps de réfugiés. C'est notamment le cas du Fatah al-Intifada pour Nahr el-Bared. Aussi, en tant que zones extraterritoriales, les camps de réfugiés sont épargnées par le retrait syrien et ce dernier y maintient sa présence. Pour certains députés, tel Misbah Ahdab, l'objectif syrien est clair :

« Fatah al-Islam n'est que la partie visible d'un réseau manipulé par la Syrie qui a pour objectif de déstabiliser le Liban. On ne sort pas des prisons syriennes sans travailler d'une façon ou d'une autre pour les services de renseignement syriens. »<sup>379</sup>

La tentative syrienne de déstabilisation du territoire libanais vise donc à forcer une intervention de la communauté internationale, laquelle opérerait pour le redéploiement syrien en tant que tuteur du Liban, comme cela fut décidé aux Accords de Taëf en 1989.

Enfin, l'implication de groupes jihadistes sunnites par la Syrie s'expliquerait par le refus du Hezbollah de suivre la politique syrienne au Liban.

« Le Hezbollah a refusé de suivre Damas jusqu'au bout dans sa stratégie d'embrasement du Liban par la voie de tensions confessionnelles entre chiïtes et sunnites. La Syrie s'est rabattue sur une autre carte, celle des groupes djihadistes sunnites. »<sup>380</sup>

---

<sup>375</sup> Le Fatah al-Intifada est soutenue par l'armée syrienne lors du siège de Nahr el-Bared en 1983 afin de venir à bout des forces du Fatah et de les chasser du Nord-Liban. Depuis, le contrôle des camps de réfugiés palestiniens du Nord-Liban par la Syrie passe notamment par le Fatah al-Intifada. C'est le cas de Nahr el-Bared.

<sup>376</sup> RIZK, Sibylle, « Le Fatah al-Islam, un groupe islamiste probablement manipulé par la Syrie », *Le Figaro*, 23 mai 2007.

<sup>377</sup> Zeineddine, Maher, « Geagea lays Nahr al-Bared crisis at Syria's feet », *The Daily Star*, 24 mai 2007.

<sup>378</sup> *Idem*.

<sup>379</sup> D'ALANCON, François, « Fatah al-Islam, la tentation djihadiste des sunnites libanais », *la Croix*, 28 mai 2007.

Le spectre syrien de plus de 15 ans d'occupation du territoire libanais semble donc conforter une partie des acteurs politiques ainsi que de la population dans leur opinion, percevant la Syrie comme responsable du plus violent affrontement depuis la fin de la guerre civile. De leur côté, les forces du 8 mars élaborent un schéma totalement différent. En effet, « une rumeur prétend que le Fatah al-Islam a été créé par les politiciens sunnites alignés avec la majorité du bloc du Courant du Futur pour servir de forces par procuration dans le conflit politique en cours. »<sup>381</sup> Cette théorie trouve notamment écho dans les propos du journaliste d'investigation américain Seymour Hersh<sup>382</sup>, lorsque celui-ci avance que le financement de groupes jihadistes sunnites est le fruit d'une stratégie entre les Etats-Unis, l'Arabie Saoudite, Israël et le gouvernement libanais afin de contrer l'influence chiite au Proche-Orient.

Cette stratégie, élaborée de manière informelle il y a quelques années, se baserait sur quatre points essentiels, dont le premier est d'assurer la sécurité d'Israël et veiller à ce que Washington et Riyad partagent sa préoccupation en ce qui concerne l'Iran. Le second point est relatif à la pression de l'Arabie Saoudite sur le Hamas afin qu'il cesse d'une part son agression sur Israël et d'autre part qu'il entame des négociations avec le Fatah.

« The third component was that the Bush Administration would work directly with Sunni nations to counteract Shiite ascendancy in the region. Fourth, the Saudi government, with Washington's approval, would provide funds and logistical aid to weaken the government of President Bashar Assad, of Syria. »<sup>383</sup>

De fait, ce que l'on nomme "croissant chiite"<sup>384</sup>, soit une zone chiite passant par le Liban, la Syrie, l'Irak, l'Iran et désormais le Bahreïn, a gagné en influence régionale ces dernières années. De fait, l'hégémonie sunnite, représentée par l'Arabie Saoudite, et garante des intérêts occidentaux dans la région est mise à mal, d'où la mise en place d'une stratégie visant à "casser" ce croissant chiite.

Plus loin dans son article, Hersh aborde plus en profondeur l'échiquier libanais. Il avance que des officiels américains, européens et arabes avec lesquels il s'est entretenu lui ont confié que

---

<sup>380</sup> RIZK, Sibylle, « Le Fatah al-Islam, un groupe islamiste probablement manipulé par la Syrie », *Le Figaro*, 23 mai 2007.

<sup>381</sup> KNUDSEN, Are, « Nahr el-Bared. The political fall-out of a refugee disaster », *op. cit.*, p. 101, [ma traduction].

<sup>382</sup> Seymour Hersh, journaliste spécialisé dans la politique américaine et les services secrets, est notamment connu pour ses articles *The My Lai Massacre* (revenant sur l'un des massacres durant la Guerre du Vietnam en 1969) qui lui valut le prix Pulitzer en 1970 ou encore l'article *Project Jennifer* en 1975. Ce dernier révèle le projet américain de récupérer un sous-marin nucléaire soviétique coulé en 1969 dans l'Océan pacifique. Récemment, il écrit un article accusant les Etats-Unis d'avoir menti sur les attaques au gaz sarin en Syrie. Voir HERSH, Seymour M., « Whose sarin ? », *London Review of Books*, n° 24, 19 décembre 2013, p. 9-12.

<sup>383</sup> HERSH, Seymour, « The redirection. Is the Administration's new policy benefitting our enemies in the war on terrorism ? », *The New Yorker*, 5 mars 2007.

<sup>384</sup> Voir SAILLOT Frédéric, « Qu'est-ce que le "croissant chiite" ? L'inventeur du terme l'explique... », 12 juin 2013. <http://french.irib.ir/analyses/item/260964-qu-est-ce-le-croissant-chiite-l-inventeur-du-terme-explique>

« le gouvernement Siniora et ses alliés ont accordé une aide pour finir entre les mains de groupes sunnites radicaux émergents au Nord-Liban, dans la vallée de la Beqaa, et autour des camps de réfugiés palestiniens dans le sud. Ces groupes, bien que petits, sont perçus comme un tampon au Hezbollah ; dans le même temps, leurs liens idéologiques sont avec al-Qaïda. »<sup>385</sup>

En effet, malgré son retrait en 2005, la Syrie est encore bien ancrée au Liban à travers le Hezbollah. Présent au Parlement libanais depuis 2005, le "parti de Dieu" a gagné en notoriété depuis sa "victoire" contre Israël durant la Guerre des 33 jours<sup>386</sup> en 2006. Aussi, les sunnites libanais cherchent à réduire l'influence syrienne, représentée par le Hezbollah, par tous les moyens.

Enfin, en ce qui concerne le Fatah al-Islam, Seymour Hersh relate les propos d'un ancien membre des services secrets britanniques (MI6), Alastair Crooke, en charge désormais d'un think tank à Beyrouth. Celui-ci affirme que le gouvernement libanais facilite l'éclosion de groupes sunnites extrémistes sur la scène libanaise, dont notamment la faction de Chaker al-'Absi.

« Crooke said that one Sunni extremist group, Fatah al-Islam, had splintered from its pro-Syrian parent group, Fatah al-Intifada, in the Nahr al-Bard refugee camp, in northern Lebanon. Its membership at the time was less than two hundred. "I was told that within twenty-four hours they were being offered weapons and money by people presenting themselves as representatives of the Lebanese government's interests – presumably to take on Hezbollah." »<sup>387</sup>

Il apparaît également que l'une des premières mesures de la nouvelle majorité parlementaire après les élections de 2005 est l'amnistie d'une douzaine de militants sunnites, dont certains ont été condamnés pour avoir planifié un attentat contre l'ambassade d'Ukraine et d'Italie à Beyrouth. Saad Hariri, fils de Rafiq, « a payé environ \$48'000 de caution pour quatre d'entre eux, lesquels ont été accueillis lors d'une cérémonie en présence de l'allié de Hariri, le Premier ministre actuel, Siniora. »<sup>388</sup> Selon Elias Murr, ministre de la Défense au moment du conflit à Nahr el-Bared, il ne fait aucun doute du rôle joué par Saad Hariri ainsi que d'autres politiciens sunnites.

« Asked to speculate based on what he knew already what would be discovered, Murr said that he thought that Saad Hariri and Lebanon's Sunni politicians were "lucky", in that all of the Lebanese FAI fighters had been killed. He thought that the investigation would, however, uncover some "extremely minor" links

---

<sup>385</sup> HERSH, Seymour, « The redirection. Is the Administration's new policy benefitting our enemies in the war on terrorism ? », *The New Yorker*, 5 mars 2007.

<sup>386</sup> Voir ACHCAR, Gilbert, *La guerre des 33 jours : la guerre d'Israël contre le Hezbollah au Liban et ses conséquences*, Paris : Les éditions Textuel, 2007, 111 p.

<sup>387</sup> HERSH, Seymour, « The redirection. Is the Administration's new policy benefitting our enemies in the war on terrorism ? », *The New Yorker*, 5 mars 2007.

<sup>388</sup> « Lebanon : Managing the Gathering Storm », rapport de International Crisis Group, *Middle East Report*, n° 48, 2005, p. 13.



between some FAI leaders and the Hariris and/or Saudis, from before FAI emerged as a terrorist force. »<sup>389</sup>

Les allégations de l'implication de figures politiques dans le financement du Fatah al-Islam visent également Bahia Hariri, tante de Saad et députée parlementaire de Saïda depuis 1992. Principale porte-parole du Courant du Futur en ce qui concerne les questions des réfugiés, celle-ci est impliquée dans une affaire de transfert d'argent à destination d'un groupe islamiste.

« However, she acknowledged paying about USD 100,000 to the Jund e-Sham militants in response to a political deal brokered between Fatah and the militants. The deal was an attempt to break the deadlock over Jund e-Shams presence in the camp perimeters and to stabilise the political situation in a camp plagued by chronic insecurity. »<sup>390</sup>

Ainsi, il semble que les militants aient quitté le camp de Aïn al-Héloué pour s'installer à Nahr el-Bared afin d'entrer dans les rangs du Fatah al-Islam.

En ce qui concerne les rumeurs d'une implication saoudienne dans le conflit de Nahr el-Bared, celles-ci se fondent sur la présence importante de combattants saoudiens parmi les membres du Fatah al-Islam. En effet, « sur les 227 personnes inculpées par le procureur chargé d'instruire le dossier du groupe auprès du Conseil judiciaire, on compte 69 Libanais, 50 Palestiniens, 43 Saoudiens, 12 Syriens, un Tunisien, un Algérien, un Yéménite et un Irakien. »<sup>391</sup> Aussi, au moment des combats « l'Arabie Saoudite était extrêmement embarrassée sur les révélations que les Saoudiens étaient parmi les combattants du Fatah al-Islam installés dans le camp de réfugiés palestiniens. »<sup>392</sup> Le gouvernement saoudien offre également aux Forces Armées Libanaises une aide financière afin de combattre les membres du Fatah al-Islam et "éliminer" les preuves qui pourraient le mettre dans une situation délicate.

« Saudi Arabia has been a strong political and financial backer of the LAF since mid-2007 when it quietly provided \$100M to support LAF operations against Fatah al-Islam militants in Lebanon's Nahr al-Barid refugee camp. »<sup>393</sup>

---

<sup>389</sup> Source n° 8, extrait du câble Wikileaks sur les événements de Nahr el-Bared et l'identité des combattants du Fatah al-Islam.

<sup>390</sup> KNUDSEN, Are, « Nahr el-Bared. The political fall-out of a refugee disaster », *op. cit.*, p. 101,

<sup>391</sup> ROUGIER, Bernard, *Qu'est-ce que le salafisme ?*, *op. cit.*, p. 187. Il n'existe pas de différenciation entre Palestiniens du Liban et de Syrie, alors que selon toute vraisemblance, ces derniers aient été beaucoup plus nombreux.

<sup>392</sup> « SaudiLeaks : Saudi funded Nahr al-Barid war on ... Saudis », *Hammonda*, 9 août 2011, [ma traduction].

<sup>393</sup> Source n° 9, extrait du câble Wikileaks concernant l'implication de l'Arabie Saoudite à Nahr el-Bared et au Liban d'une manière générale.

Plus loin, le document Wikileaks s'attarde sur la stratégie saoudienne de contrepoids régional face au Hezbollah.

« Saudi Arabia has also pressed the United States to provide advanced capabilities to the LAF to ensure it is prepared to response to emerging crisis and, more strategically, as a political and military counterweight to Syrian and Iranian support for Hizballah. »<sup>394</sup>

Au final, les zones d'ombres planent encore au-dessus de l'origine et du but du Fatah al-Islam. Si certaines pistes semblent se diriger vers le schéma confessionnel chiisme (Syrie) vs sunnisme (Liban, Arabie Saoudite), aucune enquête à ce jour ne permet d'établir de manière claire une relation avec un régime spécifique. Dans les deux principales théories que nous avons exposées, une part de vérité semble se conformer à la situation au Liban. Mais l'hypothèque de l'une ou de l'autre est trop incertaine pour en affirmer la véracité absolue. Ainsi, une troisième piste, beaucoup plus simple, est étayée par certains chercheurs, comme nous allons à présent le voir.

#### 3.2.4. Fatah al-Islam : une métastase du conflit irakien ?

Selon Bernard Rougier, voir le Fatah al-Islam à travers le prisme de la manipulation « fausse la compréhension d'une dynamique sociale et identitaire largement autonome, ce qui n'empêche pas telle ou telle force de chercher à l'exploiter pour son intérêt propre. »<sup>395</sup> Aussi selon les différentes enquêtes et autres entretiens menés, les chemins convergent tous vers deux objectifs principaux :

« to establish an Islamic emirate in northern Lebanon (making it part of larger Lebanese battle), and to serve as a jihadi base to train militants for action against U.S. and other Western forces in Iraq and Afghanistan and more generally the alleged U.S. project in the region. »<sup>396</sup>

Il faut dire que depuis le retrait syrien de 2005, le Nord-Liban connaît une intense activité militante, y compris des milieux salafistes. Cela coïncide avec le réaménagement du territoire libanais en sanctuaire temporaire pour les jihadistes désireux de se rendre en Irak, depuis « une nouvelle crise entre Washington et Damas, durant laquelle le pouvoir syrien a été mis en demeure de cesser d'entretenir des flux de "terroristes" vers le "pays des deux fleuves". »<sup>397</sup>

De fait, il existe une relation triangulaire entre les services syriens, le principal représentant du jihad en Irak Abou Mouss'ab al-Zarqâwi et les réseaux de soutien du jihad en Irak auquel

---

<sup>394</sup> *Idem.*

<sup>395</sup> ROUGIER, Bernard, *Qu'est-ce que le salafisme ?*, *op. cit.*, p. 207.

<sup>396</sup> SHEIKH HASSAN, Ismael et HANAFI, Sari, « (In)Security and Reconstruction in Post-conflict Nahr el-Barid Refugee Camp », *op. cit.*, p. 33.

<sup>397</sup> ROUGIER, Bernard, *L'oumma en fragments : contrôler le sunnisme au Liban*, *op. cit.*, p. 152.

Chaker al-‘Absi appartient. Ainsi, à sa sortie de prison de Saydnaya en Syrie, al-‘Absi convainc le chef du Fatah al-Intifada, Abou Khaled al-‘Amleh, de « lui donner l’occasion de mettre à profit les contacts établis en prison avec ses co-détenus salafistes pour les envoyer combattre en Irak après leur libération. »<sup>398</sup>

Après quelques mois passés en Irak, al-‘Absi revient en Syrie et y constitue son propre réseau jihadiste. Alors, Abou Khaled al-‘Amleh l’encourage à partir au Liban pour engager de nouvelles recrues dans les camps de palestiniens, quelques mois avant la guerre des 33 jours entre Israël et le Hezbollah. Dans un premier temps, les nouvelles recrues du Fatah al-Intifada sont dispersées dans plusieurs camps. Puis, elles se regroupent dans le camp de Beddawi. Cependant, un accrochage armé avec le comité de sûreté du camp de Beddawi engendre la fuite d’une partie des membres du Fatah al-Intifada vers le camp de Nahr el-Bared. Les autres sont arrêtés. Quelques jours plus tard, Chaker al-‘Absi annonce la création du Fatah al-Islam. Au final, celle-ci n’est possible en partie que via la faiblesse des institutions sécuritaires de Nahr el-Bared. En effet, Nahr el-Bared connaît une division interne tant au niveau de ses institutions que de sa société.

« Depuis le retrait militaire syrien du Liban en avril 2005, le comité de sécurité composé par les milices du Tahâluḥ ne parvenait plus à fonctionner face à la progression de forces alternatives émanant aussi bien du Fatah que du Hamas, après que la formation islamiste eut remporté une victoire électorale dans les territoires palestiniens en janvier 2006. »<sup>399</sup>

D’autre part, al-‘Absi est accueilli par des cheikhs salafistes séduits par "l’ordre moral" que se veut d’imposer le leader du groupe fraîchement créé.

« Many witnesses confirmed that some imams, who had assumed the role of new notables, had pacified the presence of Fatah al-Islam in the camp in their Friday sermons. »<sup>400</sup>

Dès lors, al-‘Absi profite de ces circonstances qui lui sont favorables afin de prendre position dans le camp et développer son réseau, via l’accueil de nouveaux membres soit en provenance d’autres camps, soit directement de l’étranger comme c’est le cas pour l’Arabie Saoudite.

---

<sup>398</sup> ROUGIER, Bernard, *Qu’est-ce que le salafisme ?*, op. cit., p. 183.

<sup>399</sup> ROUGIER, Bernard, *L’oumma en fragments : contrôler le sunnisme au Liban*, op. cit., p. 170. Le Tahâluḥ (“l’Alliance”) est fondé en 1993 en opposition aux accords d’Oslo. Il se compose des milices d’obédience syrienne qui sont les suivantes : al-Saiqa, le Fatah al-Intifada, le FPLP-CG, le Hamas, le Jihad Islamique, le Front de Lutte Populaire Palestinien, le Front de Libération de la Palestine et enfin le Parti Communiste Révolutionnaire Palestinien.

<sup>400</sup> SHEIKH HASSAN, Ismael et HANAFI, Sari, « (In)Security and Reconstruction in Post-conflict Nahr el-Barid Refugee Camp », op. cit., p. 33.

La force du leader réside également dans sa capacité à fausser les pistes à travers l'utilisation d'un imaginaire de lutte palestinienne traditionnelle. En effet, dans un premier temps, le groupe de al-'Absi clame son appartenance au mouvement de lutte nationale palestinienne. Pourtant, attaquer Israël ne fait véritablement pas partie de son agenda. Aussi, Chaker al-'Absi utilise l'attraction qu'exerce la Palestine sur l'imaginaire populaire arabe pour légitimer la présence de son groupe dans le camp de Nahr el-Bared. Par conséquent,

« en mêlant deux registres de sens – celui de la lutte palestinienne et celui du jihad antioccidental, tel qu'il est incarné par al-Qaïda – les auteurs créent un "regroupement" d'un nouveau type, recodent la question palestinienne à travers la vision du monde salafisme-jihadisme et inventent de nouvelles frontières, qui leur permettent de mobiliser au service d'une Palestine-symbole tous les musulmans qui le désirent, sans exclusive nationale. »<sup>401</sup>

De fait, le premier communiqué du Fatah al-Islam situe le groupuscule dans un cadre d'accomplissement d'un jihad contre la puissance américano-sioniste afin de libérer la Palestine et l'ensemble de la communauté des musulmans (l'oumma) des mécréants.

Enfin, al-'Absi se joue de l'ambiguïté à travers le choix du nom de son groupuscule. Comme le dit Rougier, « la mention de l'acronyme "Fatah" semblait l'inscrire dans le champ sémantique des "factions" palestiniennes. »<sup>402</sup> Mais au final, le Fatah al-Islam n'a plus grand-chose à voir avec les factions palestiniennes traditionnelles. Au contraire, il « est la première métastase visible d'un conflit irakien qui a déjà commencé à exporter guérilleros et savoir-faire tactiques en dehors de l'Irak. »<sup>403</sup>

Finalement, avec l'ouverture au mois de septembre 2013 du procès de membres du Fatah al-Islam arrêtés à la suite du conflit et détenus dans la prison de Roumieh, le voile occultant les circonstances de la guerre de Nahr el-Bared semble proche de tomber. Mais c'était sans compter sur la lenteur de la procédure.

« However, a judicial source said the Nahr al-Bared case has been split up into 30 cases. The first trial session, which will be held at a renovated courtroom at Lebanon's Roumieh prison, will be case No. 1. It includes the trial of 45 suspects – 10 of whom are in custody and the rest of whom are at large. »<sup>404</sup>

De plus, de nombreuses zones d'ombres jalonnent la détention des membres du Fatah al-

---

<sup>401</sup> ROUGIER, Bernard, *L'oumma en fragments : contrôler le sunnisme au Liban*, op. cit., p. 174.

<sup>402</sup> *Ibidem*, p. 181.

<sup>403</sup> JAULMES, Adrien, « Le Fatah al-Islam, un groupe manipulé par la Syrie mais influencé par al-Qaïda », *Le Figaro*, 29 mai 2007.

<sup>404</sup> « September trial date set for Nahr el-Bared suspects », *The Daily Star*, 23 juillet 2013.

Islam, comme l'atteste l'ONG suisse Alkarama<sup>405</sup>.

« Alkarama souligne en premier lieu que la plupart des détenus ont rapporté avoir subi de graves actes de torture dès leur arrestation par les services de sécurité et en particulier au siège du ministère de la Défense dans le but de leur extorquer des aveux. Aucune de ces victimes n'a eu la possibilité de porter plainte devant les autorités judiciaires et nous craignons que ces aveux ne soient utilisés contre eux au cours de leur procès. »<sup>406</sup>

Le 4 octobre 2013, le premier procès est repoussé à une date ultérieure, au mois de décembre. Ainsi, près de six ans après le conflit, la vérité sur l'affaire semble plus éloignée que jamais, prisonnière des considérations politiques des acteurs libanais.

### **3.3. Reconstruction et sécurisation du camp**

#### **3.3.1. La mobilisation des déplacés de Nahr el-Bared**

A la fin du conflit au début du mois de septembre 2007, le camp de Nahr el-Bared est transformé en une zone militaire. Le camp est encerclé de fils de fer barbelés et de barrières en béton. De plus,

« durant plus d'un mois après que la fin des combats au début septembre, les résidents ont été interdits d'entrer dans le camp de Nahr el-Bared, ancien ou le nouveau, même pour évaluer les dégâts. »<sup>407</sup>

Les premiers retours se font, comme nous l'avons évoqué précédemment, le 10 octobre 2007 et ce, seulement dans des zones limitées du nouveau camp. La sécurisation du camp laisse alors présager une nouvelle configuration pour le camp de Nahr el-Bared marquée par l'omniprésence des Forces Armées Libanaises ainsi que des Forces de Sécurité Intérieure, autant bien à l'intérieur du camp qu'à l'extérieur. Aussi, comme nous allons le voir plus tard, « de toute cette destruction et perte, quelque chose de bon était supposé émerger : un modèle de coexistence entre l'Etat et les camps de Palestiniens. »<sup>408</sup>

Le modèle est finalisé sous la forme du "Document de Vienne". Il puise racine dès les premières semaines du conflit, lorsque des officiels libanais se réunissent afin d'esquisser les premiers plans de reconstruction du camp. Dans ces derniers, dominent deux mots d'ordre : sécurité et souveraineté. Il apparaît clair que la reconstruction du camp place les volontés de

---

<sup>405</sup> Cette ONG de défense des droits humains a été fondée à Genève en 2004. Elle se donne pour mission de d'assister dans le Monde arabe les potentielles victimes d'exécutions extrajudiciaires, de torture ou encore de détention arbitraire. Pour davantage d'informations consulter le site internet, <http://fr.alkarama.org/index.php>.

<sup>406</sup> « Liban : Crainte de procès inéquitable dans l'affaire des détenus de "Nahr el-Bared" », 7 février 2013.

<sup>407</sup> SHEIKH HASSAN, Ismael et HANAFI, Sari, « (In)Security and Reconstruction in Post-conflict Nahr el-Barid Refugee Camp », *op. cit.*, p. 34, [ma traduction].

<sup>408</sup> « Lebanon's Palestinian Dilemma : The Struggle over Nahr al-Bared », *op. cit.*, p. 1, [ma traduction].

l'Etat avant ceux des habitants du camp.

« The idea was that Nahr al-Barid would be the prototype for a new kind of camp that would be "safe and controlled" under the established sovereignty of the state. A consultant was hired and immediately entered into discussions with the military concerning planning specifications [...] The government's vision for a new, modern, and secure camp that left no place for the traditional social fabric and living patterns was reported in the press, galvanizing the community, which had not been consulted»<sup>409</sup>

Alors exclus du processus officiel, les anciens résidents de Nahr el-Bared déplacés dans le camp voisin de Beddawi décident de se mobiliser. Ainsi, d'une initiative populaire spontanée germe le projet d'établir un deuxième plan, en tant qu'alternative au plan de reconstruction du gouvernement.

Ainsi, le Nahr el-Bared Reconstruction Commission For Civil Action and Studies (NBRC) englobe divers militants du camp éponyme, des universitaires et autres professionnels ayant une expérience dans la reconstruction. Dans une interview donnée en 2010, l'une des principales figures du NBRC, Ismael Sheikh Hassan, revient sur la création d'un document officiel établissant les principes de reconstruction que revendique cette commission.

« Our approach was simple, the first goal we set for ourselves was to establish consensus on how to rebuild the camp. It took several workshops, some sixty volunteers and several drafts, but in the end we produced a document that formulated 'principles for reconstruction. »<sup>410</sup>

Le document qui voit le jour durant le deuxième mois du conflit, le "Reconstruction Principles and Guidelines" insiste notamment sur la participation de la population de Nahr el-Bared dans le projet de reconstruction.

- The Nahr el Bared residents and community must have a principle and active role in the process of research, planning, discussing, and decision making in all phases and procedures of the reconstruction process.<sup>411</sup>

Les points 3 et 5 font référence à la volonté du gouvernement libanais de faire de la reconstruction de Nahr el-Bared un modèle pour les autres camps du Liban.

- [...] Actors and planners involved in the reconstruction should not deal with the place as vacant space devoid of social, historical, economical and political dimensions nor can plans be prepared for an "ideal" camp with no relation to the camp as it existed before the conflict."

- To rebuild Nahr el Bared as a "camp" and not under any other title [...]<sup>412</sup>

---

<sup>409</sup> SHEIKH HASSAN, Ismael et HANAFI, Sari, « (In)Security and Reconstruction in Post-conflict Nahr el-Barid Refugee Camp », *op. cit.*, p. 38.

<sup>410</sup> SALT, Rasha, « Interview with Ismael Sheikh Hassan », *ArteEast*, 2010.

<sup>411</sup> Source n° 10, principes de reconstruction du camp de Nahr el-Bared par le Nahr el-Bared Reconstruction Commission for Civil Action and Studies (NBRC).

<sup>412</sup> *Idem.*

Ainsi, les deux points sont révélateurs des réticences des anciens résidents du camp à voir leur lieu d'habitat réduit à un aspect sécuritaire. Il faut dire que l'anxiété des déplacés de Nahr el-Bared quant à l'avenir du camp est amplement exacerbée durant le conflit par des déclarations de différentes figures politiques.

« As the battle was ranging, various political figures announced plans to rebuild the camp according to principles and standards not acceptable to the local community. »<sup>413</sup>

De plus, la rumeur court que la reconstruction du camp ne se tiendra pas à Nahr el-Bared, mais sera relocalisée, renforçant la conviction d'une destruction politique volontaire de la part de l'armée libanaise. Le 5 septembre 2011, le journal libanais *Al-Akhbar* publie un article relatif à un projet de reconstruction du camp de Nahr el-Bared en Cisjordanie<sup>414</sup>. L'information provient d'un document Wikileaks de l'ambassade américaine à Bucarest, relayée par le Directeur du secteur Moyen-Orient et Afrique pour le Ministère des Affaires étrangères de Roumanie, Mikhail Dobre. Celui-ci fait état de discussions entre le gouvernement libanais, l'Arabie Saoudite et l'Autorité Palestinienne.

« Finally Dobre shared "sensitive information" obtained by Romania's Ambassador in Beirut regarding plans for relocating the Nahr al-Bared refugee camp to the West Bank. Dobre said that there was Saudi support for moving the camp out of Lebanon, and he underscored the critical conditions for the 35K-plus refugees. He asked if the U.S. had any information that could be shared. »<sup>415</sup>

La source n° 11 établit non seulement la véracité des rumeurs circulant alors, mais également le soutien du parrain saoudien au projet. L'implication de l'Arabie Saoudite dans la politique libanaise et plus particulièrement les événements de Nahr el-Bared n'est plus à démontrer. Après avoir apporté son soutien financier à l'armée libanaise durant le conflit afin de "couvrir" toutes traces d'implication de combattants de son propre pays, l'Arabie Saoudite supporte désormais le projet de relocalisation du camp. Or, ce dernier s'inscrit pleinement dans la politique de "transfert" des réfugiés palestiniens. Celle-ci vise à resserrer l'étau autour des réfugiés afin de les pousser à l'émigration. Il s'agit de l'un des nombreux axes principaux du renouveau politique à l'égard des Palestiniens dans les années 1990. Aussi, le NBRC exprime clairement son refus de l'établissement d'un nouveau lieu pour la reconstruction du camp. Il s'agit du premier point figurant dans le document "Reconstruction Principles and Guidelines".

« The location of Nahr el Bared Camp must not change, nor any part of the population should be moved

---

<sup>413</sup> HANAFI, Sari, « Reconstructing and Governing Nahr el-Bared Camp : Bridge or Barrier to Inclusion ? », *op. cit.*, p. 5.

<sup>414</sup> QASSEM, Qassem, « "Return" Plan for al-Bared : Displacing the Displaced », *al-Akhbar English*, 5 septembre 2011.

<sup>415</sup> Source n° 11, extrait du câble Wikileaks sur une possible reconstruction du camp de Nahr el-Bared en Cisjordanie.

to other locations, nor should the size or the area of the camp decrease. »<sup>416</sup>

Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, les habitants du camp croient en l'intentionnalité de la destruction de Nahr el-Bared de la part du gouvernement libanais. Aussi, la relocalisation du futur camp leur apparaît comme une mesure concrète d'opposition au *tawfîn*. De fait, le NBRC anticipe toute potentielle accusation de volonté d'implantation que pourrait suggérer la reconstruction du camp en tant qu'espace définitif. La Commission tient à répéter le caractère temporaire de la présence palestinienne au Liban à travers la revendication du droit au retour notamment.

« [...] What are considered advantages and strengths of a "camp" – such as the strong social relations and fabrics, the relationship with Palestine, the Right of Return, communal memory, etc. – should be determined by the camp inhabitants themselves through the mechanisms described above. »<sup>417</sup>

Par conséquent, à partir de la constitution du NBRC et de l'établissement d'un document officiel édifiant les principes relatifs à la reconstruction du camp, la commission met tout en œuvre afin d'impliquer au maximum les déplacés de Nahr el-Bared. Comme nous le verrons par la suite, c'est exclusivement l'UNRWA qui joue le rôle de lobby sur le gouvernement libanais afin d'implémenter cette mission.

### 3.3.2. La Conférence de Vienne : la consécration d'un modèle sécuritaire

Depuis le début du conflit, l'UNRWA assume la responsabilité humanitaire pour les résidents du camp. Mais rapidement, la violence du conflit amène ses dirigeants à l'idée qu'il sera inévitable de recourir à une aide financière internationale pour la reconstruction du camp. Dès lors, le gouvernement libanais se réunit avec l'UNRWA :

« On 7 June 2007, scarcely two weeks after the military incursion was launched, the Lebanese government held its first meeting with UNRWA representatives to plan for an international donor conference to rebuild the camp. »<sup>418</sup>

A l'issue d'une collaboration entre l'Autriche, le Liban, la Ligue arabe, l'UNRWA et l'Union européenne se tient la Conférence des donateurs de Vienne le 23 mai 2008. En vue de cette rencontre, le gouvernement libanais se doit d'établir un document officiel de reconstruction du camp, et la communauté internationale ne se prive pas de le lui rappeler.

« As the negotiation process continued, international pressures mounted for the government to complete a reconstruction plan in time for the international conference being organized to raise the funds to rebuild

---

<sup>416</sup> Source n° 10, principes de reconstruction du camp de Nahr el-Bared par le Nahr el-Bared Reconstruction Commission for Civil Action and Studies (NBRC).

<sup>417</sup> *Idem*.

<sup>418</sup> SHEIKH HASSAN, Ismael et HANAFI, Sari, « (In)Security and Reconstruction in Post-conflict Nahr el-Barid Refugee Camp », *op. cit.*, p. 40.



Nahr al-Barid. An agreement on general principles was reached between the parties and approved by the prime minister in February 2008. »<sup>419</sup>

Si, dans un premier temps, l'Etat libanais ne croit pas en une implication de la communauté de Nahr el-Bared et privilégie une collaboration avec les acteurs officiels (UNRWA, OLP), l'UNRWA parvient toutefois à légitimer la présence de cette même communauté dans le processus de reconstruction ; du moins en ce qui concerne certains aspects, comme nous le verrons par la suite.

« As the deadline for a donor conference planned to take place in Vienna approached, the prime minister approved the UNRWA-NBRC proposal, particularly since participating donors insisted that a developed reconstruction plan be presented at the conference. »<sup>420</sup>

Il est néanmoins nécessaire de relativiser le rôle du NBRC. Celui-ci se cantonne essentiellement à faire accepter au gouvernement libanais de reloger les résidents dans leurs quartiers d'origine, afin de retrouver les anciennes dynamiques sociales. Mais en ce qui concerne les axes principaux de la reconstruction, la communauté n'a aucun mot à dire, comme le souligne Sari Hanafi.

« It is important to note, in conclusion that praise of community participation did not extend to very important issues such as civil rights of refugees, governance, security and economic autonomy of the camp, and most importantly, the demilitarization of the camp, two years after the battle was over. Security would remain the chief concern guiding government decisions. »<sup>421</sup>

Ainsi, lors de la Conférence de Vienne du 23 juin, le document officiel est présenté sous la forme d'un plan de reconstruction comprenant une estimation des coûts. Il contient notamment dans un premier temps différentes études techniques réalisées par plusieurs acteurs : l'UNRWA/NBRC, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale ainsi que le cabinet d'ingénieur libanais Khatib & Alami. La reconstruction physique du camp est naturellement l'un des axes principaux du document. Toutefois, il apparaît clairement qu'il ne s'agit pas de la préoccupation principale du gouvernement. Au contraire, c'est l'aspect sécuritaire qui émerge comme pilier principal dans le document, sous le titre « Pillar 1 : Creation of an Enabling Environment in the Nahr el-Bared Camp »<sup>422</sup>. Plus précisément :

« The two components of this element of Pillar 1 are : a) Land Expropriation and Agreements and b)

---

<sup>419</sup> *Ibidem*, p. 39.

<sup>420</sup> HANAFI, Sari, « Reconstructing and Governing Nahr el-Bared Camp : Bridge or Barrier to Inclusion ? », *op. cit.*, p. 5.

<sup>421</sup> *Idem*.

<sup>422</sup> Source n° 12, extrait du Document de Vienne, concernant la reconstruction du camp de Nahr el-Bared.

L'expropriation concerne entièrement le nouveau camp. Celui-ci s'est constitué, comme nous l'avons exposé plus tôt, au fil des décennies sur des terrains privés, en accord avec les propriétaires terriens. La manœuvre vise donc à donner une valeur légale aux terrains. De plus, 30'000 mètres carrés<sup>424</sup> sont ajoutés pour permettre la reconstruction de cliniques, écoles de l'UNRWA et autres infrastructures. Les coûts de l'opération s'élèvent à \$11 millions<sup>425</sup>.

Le deuxième point aborde l'aspect sécuritaire du camp. Il revient d'abord sur l'épisode du conflit, en mettant l'accent sur le manque de sécurité de Nahr el-Bared.

« The NBC conflict between the Lebanese Army and the fundamentalist armed group "Fath al-Islam" has highlighted the extent of security vacuum that exists in all Palestinian refugee camps in Lebanon. This vacuum is the result of years of absence of : (i) the Rule of Law ; (ii) a single legitimate Palestinian leadership ; and (iii) adequate arms control inside the camps. Over the years, this situation has invited outlaws and armed groups to take shelter in some of the Palestinians refugee camps that became a source of security threat to Lebanese sovereignty and national stability. »<sup>426</sup>

Ce paragraphe reflète très bien l'image que renvoient les camps de Palestiniens auprès des dirigeants politiques libanais. D'une part, bien que le début du texte revienne sur l'épisode de Nahr el-Bared, la stigmatisation s'étend à tous les camps de réfugiés palestiniens. De plus, si le texte critique l'absence d'un leadership palestinien uni, les Comités Populaires responsables de la gouvernance des camps sont également visés. Enfin, la dernière partie tend à assimiler les camps à des repères de criminels ou hors-la-loi, mettant en péril la sécurité nationale. Ce qui est intéressant ici, c'est l'absence d'une différenciation entre les membres du Fatah al-Islam et les habitants de Nahr el-Bared. Le gouvernement libanais ne cherche ni à déresponsabiliser la communauté de Nahr el-Bared du conflit de 2007, ni à la dissocier du Fatah al-Islam.

Aussi, selon le gouvernement libanais, un nouveau type de gouvernance est nécessaire, et ce, dans le but de rétablir la souveraineté libanaise sur les camps de réfugiés palestiniens.

« Given this, new types of Lebanese led security arrangements are needed in NBC and other Palestinian refugee camps in Lebanon. Such arrangements would reinstate Lebanese sovereignty and ban all illegal

---

<sup>423</sup> *Idem.*

<sup>424</sup> Chiffre tiré de la même source sous le point i "Land Expropriation".

<sup>425</sup> *Idem.*

<sup>426</sup> Source n° 13, extrait du Document de Vienne p. 51, concernant l'installation des Forces de Sécurité Intérieure dans le camp de Nahr el-Bared ainsi que de la police communautaire.

arms in the camp. »<sup>427</sup>

Le retour de la souveraineté libanaise passe, comme le suggère l'extrait de la source n° 13, par le désarmement des camps. Il est intéressant de constater que la décision gouvernementale fait écho à l'échec de la Résolution 1559 de l'ONU sur le désarmement des milices au Liban. En effet, la Résolution avait fait face à une certaine réticence de la part des réfugiés palestiniens. Il faut dire que ces derniers gardent toujours en tête les massacres de Sabra et Chatila à la suite du retrait des forces armées de l'OLP. Ainsi, « bien que réticent à presser pour le désarmement du Hezbollah, conformément à la Résolution 1559, le gouvernement libanais a tenté de faire progresser la question du désarmement des groupes palestiniens dans les camps de réfugiés. »<sup>428</sup> De fait, l'institution d'un nouveau type de gouvernance permet alors au gouvernement libanais de mettre en place le désarmement d'un camp, en contournant l'échec de la résolution 1559. Le monopole des armes dans le camp revient alors exclusivement aux mains des Forces de Sécurité Intérieure.

Enfin, le document de Vienne instaure deux principes nouveaux à l'intérieur du camp. Premièrement, les FSI sont désignées comme l'unique force en charge d'y maintenir la sécurité. Deuxièmement, le principe d'une police communautaire<sup>429</sup> est mis sur pied.

« Community policing is relevant to the Palestinian refugee context given the specificities of the Palestinian community and the turbulent relationship, which once existed with the Lebanese authorities. Community policing in NBC context entails the presence inside the camp of a culturally and politically sensitive ISF that will work to reduce the fears and tensions that existed prior to and after NBC conflict. Such type of policing will promote community engagement, partnership and proactive problem solving. The above security arrangements for NBC were agreed upon with the Palestinian Liberation Organization. »<sup>430</sup>

A l'origine, le principe de police communautaire implique une certaine responsabilité que l'on accorde à la communauté. Cette dernière est dès lors chargée d'une action de citoyenneté. Or, dans l'exemple de Nahr el-Bared, ce n'est pas le cas, puisque ce sont les FSI qui sont chargées de la tâche. Aussi, « le niveau d'intrusion du gouvernement prévu dans la vie du camp, comme illustré dans la provision pour la participation de la police dans la communauté

---

<sup>427</sup> *Idem.*

<sup>428</sup> RAMADAN, Adam, « Destroying Nahr el-Bared : Sovereignty and Urbicide in the Space of Exception », *op. cit.*, p. 161, [ma traduction].

<sup>429</sup> Le principe de police communautaire ou police de proximité est une stratégie qui se base sur l'implication de la communauté et son interaction avec les forces de l'ordre. Elle vise à prévenir tout crime en portant à l'attention de la police certains problèmes, en identifiant des suspects...

<sup>430</sup> Source n° 13, extrait du Document de Vienne p. 51, concernant l'installation des Forces de Sécurité Intérieure dans le camp de Nahr el-Bared ainsi que de la police communautaire.

et dans les activités pour les jeunes, est également très problématique. »<sup>431</sup> Le nouveau type de gouvernance proposé renvoie à une notion déjà connue et assimilée aux camps de réfugiés, celle des îlots de sécurité.

« The very fact of proposing policing as the main component of governance reduces the Palestinian refugees to the status of "security subjects" and frames the camp as a "security island". »<sup>432</sup>

Enfin, soulignons l'ironie du Document de Vienne, lequel impose à la communauté de Nahr el-Bared un rôle sécuritaire, tandis qu'il la prive des droits civils fondamentaux, comme l'ensemble des réfugiés palestiniens depuis leur arrivée sur le territoire libanais.

Le document de Vienne illustre bien l'unilatéralité du gouvernement libanais quand il s'agit de traiter des réfugiés palestiniens, « que ce soit dans les plans pour le camp, lesquels ignorent totalement les conditions existantes ou, plus généralement, dans les projets avec des implications importantes pour les Palestiniens, lesquels sont formulés sans consultation et ensuite présentés à la communauté comme un fait accompli. »<sup>433</sup> Si d'une part, la communauté est exclue du processus de reconstruction, hormis les rares compromis acceptés grâce aux pressions de l'UNRWA, quelques centaines de Palestiniens se mobilisent pour adresser à Fouad Siniora une pétition<sup>434</sup> rejetant le principe sécuritaire qui leur est imposé. Celle-ci paraît dans les journaux *as-Safir* et *al-Akhbar* le 24 janvier 2009.

De leur côté, les instances palestiniennes officielles sont également mises à l'écart du processus. Pourtant, cette marginalisation va à l'encontre de ce qu'affirme le Document de Vienne : « the above security arrangements for NBC were agreed upon with the Palestinian Liberation Organization. »<sup>435</sup> En réalité, l'ambassade palestinienne du Liban a reçu le Document seulement en même temps que les pays donateurs, lorsque que celui-ci est mis sous presse. De fait, « l'ambassadeur de l'OLP a contesté le concept de police communautaire durant un entretien officiel avec le chef du CDLP quelques jours avant la conférence, mais le document n'a pas été modifié. »<sup>436</sup> Enfin, à aucun moment les Comités Populaires ou autres organes impliquant la population du camp y sont mentionnés :

---

<sup>431</sup> SHEIKH HASSAN, Ismael et HANAFI, Sari, « (In)Security and Reconstruction in Post-conflict Nahr el-Barid Refugee Camp », *op. cit.*, p. 41, [ma traduction].

<sup>432</sup> *Ibidem*, p. 41.

<sup>433</sup> *Ibidem*, p. 42, [ma traduction].

<sup>434</sup> La pétition est disponible en langue arabe sur le site <http://www.gopetition.com/petitions/open-nahr-el-bared.html>.

<sup>435</sup> Source n° 13, extrait du Document de Vienne p. 51, concernant l'installation des Forces de Sécurité Intérieure dans le camp de Nahr el-Bared ainsi que de la police communautaire.

<sup>436</sup> SHEIKH HASSAN, Ismael et HANAFI, Sari, « (In)Security and Reconstruction in Post-conflict Nahr el-Barid Refugee Camp », *op. cit.*, p. 42, [ma traduction].

« [...] the Vienna document makes no mention of the popular committee or any other local governing body, even as an interlocutor or intermediary between the "community" police and the population. The traditional structures are consistently bypassed by the government and military, fuelling resentments and ensuring the community's noncooperation. »

Il faut dire qu'en dehors de la responsabilité du Comité Populaire de Nahr el-Bared, de manière plus générale, dans le conflit de 2007, les Comités Populaires éprouvent depuis plusieurs années une baisse de légitimité aux yeux du gouvernement libanais. Aussi, en ce qui concerne Nahr el-Bared, le Comité Populaire « [...] a longtemps souffert d'une baisse d'efficacité issu du manque de ressources financières (à la suite du départ de l'OLP en 1982), de sa dominance par des factions pro-syriennes entre 1983 et 2005, de conflits internes, et dans certains cas de pratiques de corruption. »<sup>437</sup> Par conséquent, à l'heure où le gouvernement libanais entreprend des décisions essentielles pour le futur de Nahr el-Bared, le Document de Vienne laisse les résidents du camp orphelins de toute force représentative crédible. Comme nous allons le voir dans le prochain chapitre, la reconstruction du camp s'avère être une opportunité ratée, tant au niveau du concept sécuritaire et de sa perception par les résidents, qu'au niveau de la reconstruction physique entachée de délais outrepassés et autres arrêts des travaux.

### 3.3.3. Entre arrêts des travaux et situation sécuritaire exagérée : une reconstruction ratée

Les coûts de reconstruction du camp de Nahr el-Bared en tant que tel sont estimés dans le Document de Vienne à \$277 millions. Ils se décomposent de la manière suivante : \$203,87 millions pour la reconstruction physique du camp, comprenant les immeubles résidentiels et commerciaux ainsi que les infrastructures dans le camp. Viennent ensuite les coûts pour les infrastructures hors camp à hauteur de \$25,54 millions. Ces coûts sont essentiellement liés aux infrastructures de l'UNRWA et autres ONG. Puis, \$37,56 millions sont consacrés à des programmes sociaux-économiques, notamment pour des assistances financières aux ménages. Enfin, \$9,90 millions sont dédiés à des coûts directs concernant des sociétés de gestion de projets internationaux<sup>438</sup>.

En ce qui concerne les plans, ceux-ci décomposent l'ancien camp en 8 lots<sup>439</sup>. Il s'agit d'une mesure prise afin de permettre une reconstruction par différents paliers qui se chevauchent.

---

<sup>437</sup> *Idem.*

<sup>438</sup> Ces chiffres sont extraits de la source n° 14, relative au budget de reconstruction de Nahr el-Bared selon le Document de Vienne p. 87.

<sup>439</sup> Voir source n° 15, le plan de reconstruction du camp de Nahr el-Bared selon les 8 lots.

Conformément aux mesures de sécurité explicitées dans le chapitre précédent, l'ancien camp voit une diminution des habitations jusqu'à 15%. Les immeubles se limitent désormais à quatre étages afin d'augmenter la visibilité dans le camp. Ainsi, « 33'850m<sup>2</sup> gagnés par la réduction de taille des habitations sont réaffectés en tant "qu'espaces publics", tels des routes agrandies et espaces ouverts publics. »<sup>440</sup> L'agrandissement des routes doit permettre la circulation pour les véhicules de l'armée et des Forces de Sécurité Intérieure, puisqu'auparavant ceux-ci ne pouvaient pénétrer dans le camp. Ces espaces sont visibles sur l'agrandissement des 8 lots figurant à la source n° 15<sup>441</sup>.

Les premiers travaux entrepris consistent au déblaiement des débris dus aux bombardements ainsi qu'au déminage du terrain. Lorsqu'ils sont terminés au mois de mars 2009, la reconstruction du premier lot peut débuter. Pourtant, le camp connaît déjà son premier arrêt des travaux à la suite de la découverte de ruines archéologiques. Alors, le Premier ministre Fouad Siniora prend la décision de recouvrir le site afin de permettre aux travaux de se poursuivre. Mais Michel Aoun, fervent opposant au *tawfîn*, en décide autrement et lance une pétition, laquelle aboutit au mois d'août à la suspension des travaux durant deux mois.<sup>442</sup>

Toutefois, après de nombreuses oppositions<sup>443</sup> et démonstrations de la communauté de Nahr el-Bared et autres acteurs internationaux, les travaux reprennent à l'automne, ce qui ne va pas sans présager le pire pour le futur :

« Even today, the camp's reconstruction and its future remain hostage to Lebanon's divisive internal politics and their impact on approvals and procedures from the RCC, the Archaeology Department, the Lebanese Planning Directorate, and the military. »<sup>444</sup>

La reconstruction de Nahr el-Bared prend donc beaucoup de retard, au détriment des anciens habitants. Si la fin des travaux est prévue à l'origine pour la mi-2011, ce n'est qu'à ce moment-là que les premiers retours dans les nouvelles habitations se font. Ainsi, 43 familles sont accueillies lors d'une cérémonie officielle.

« 43 Nahr el-Bared Camp (NBC) families were handed over the keys to their newly rebuilt homes in a completed reconstructed area of Package 1 in Nahr el-Bared Camp. The first 19 newly reconstructed

---

<sup>440</sup> RAMADAN, Adam, « Destroying Nahr el-Bared : Sovereignty and Urbicide in the Space of Exception », *op. cit.*, p. 161, [ma traduction].

<sup>441</sup> Source n° 16 : gros plan des 8 lots du camp de Nahr el-Bared selon les plans de reconstruction

<sup>442</sup> Voir « Lebanon's Palestinian Dilemma : The Struggle over Nahr al-Bared », *op. cit.*, p. 18.

<sup>443</sup> Voir notamment le document « The Halting of Reconstruction of Nahr el Bared Refugee Camp » du Nahr el-Bared Reconstruction Commission for Civil Action and Studies (NBRC) datant du 14 septembre 2009, disponible sur le site internet suivant : [http://albared.files.wordpress.com/2009/09/updates\\_on\\_nahr\\_el\\_bared-the\\_halting\\_of\\_the\\_reconstruction.pdf](http://albared.files.wordpress.com/2009/09/updates_on_nahr_el_bared-the_halting_of_the_reconstruction.pdf)

<sup>444</sup> SHEIKH HASSAN, Ismael et HANAFI, Sari, « (In)Security and Reconstruction in Post-conflict Nahr el-Barid Refugee Camp », *op. cit.*, p. 44.

buildings of the destroyed Nahr el-Bared Camp were handed over during an inaugural celebration that was organized by UNRWA with the participation of LPDC. »<sup>445</sup>

En 2012, l'on compte entre 800 à 1'200 familles<sup>446</sup> de retour dans le camp, sur les quelques 5'500 familles qui y habitaient. Aux interruptions de la reconstruction du camp pour des raisons politiques, s'ajoutent les problèmes financiers rencontrés par l'UNRWA. En effet, les frais de reconstruction du camp dépassent largement l'estimation du Document de Vienne s'élevant à \$277 millions. De plus, l'assistance annuelle aux 5'500 familles déplacées engendre des coûts importants supplémentaires.

« According to UNRWA, it costs \$15 million each year to sustain the relief and recovery assistance for the 5,500 displaced families. The agency estimates the total reconstruction cost to be \$328 million; as of February 2012, the funding gap stood at a significant \$181 million. »<sup>447</sup>

De fait, en juillet 2013, l'UNRWA fait une annonce dans laquelle elle prévoit une harmonisation du budget dédié à la couverture santé, suite à un manque de fonds.

« As of 1 September 2013, UNRWA will harmonize health coverage for NBC displaced with the health coverage for all other Palestine refugee in Lebanon. Food assistance will also be harmonized, whereby the most vulnerable families will continue to receive assistance through UNRWA's regular relief program. »<sup>448</sup>

Finalement, la réduction du budget entraîne à nouveau l'arrêt des travaux provoquant l'ire des habitants. Ces derniers se lancent alors dans une campagne contre l'UNRWA afin que les travaux reprennent.

« La lutte se poursuit contre la politique récente de l'UNRWA, qui vient de décider la suppression du plan d'urgence qui signifie l'arrêt de la reconstruction des logements détruits, car moins d'un quart des logements devant être reconstruits l'ont été jusqu'à présent. »<sup>449</sup>

Au début du mois de décembre 2013, l'UNRWA annonce le support financier de l'Union Européenne à hauteur de €12 millions. Selon l'organisation de l'ONU, 382 unités résidentielles vont ainsi pouvoir être construites.

« This generous donation will support the reconstruction of 382 residential units, making it possible for approximately 1,700 residents to return to live in the camp. In addition, 68 commercial units will be reconstructed, contributing to the renewal of commercial life within Nahr el-Bared. It is anticipated that the units, which are located in Package 4 and Package 5 of the camp, will be completed by mid-2015. »<sup>450</sup>

---

<sup>445</sup> Source n° 17, extrait de la Newsletter du Lebanese-Palestinian Dialogue Committee (LPDC) du 5 mai 2011.

<sup>446</sup> Chiffres tirés de « Live from Nahr el-Bared », *Café Thawra*, 28 juin 2012.

<sup>447</sup> « Lebanon's Palestinian Dilemma : The Struggle over Nahr al-Bared », *op. cit.*, p. 17.

<sup>448</sup> Source n° 18, extrait de la Newsletter de l'UNRWA du 17 juillet 2013.

<sup>449</sup> AL KHATIB, Rim, « La lutte des réfugiés de Nahr el-Bared se poursuit », *The International Solidarity Movement*, 25 septembre 2013.

<sup>450</sup> Source n° 19, extrait de la Newsletter de l'UNRWA du 3 décembre 2013.

En attendant la fin des travaux, laquelle semble encore lointaine, les réfugiés palestiniens vivent dans des logements temporaires, dont certains ont été construits par l'UNRWA à proximité de Nahr el-Bared.

« Some displaced families have now been accommodated in prefabricated temporary shelter units built by UNRWA on three main plots of land leased close to Nahr el-Bared. To date, 574 temporary shelters have been constructed, housing about 2,000 people, and there are plans for the construction of up to 600 additional shelters. »<sup>451</sup>

Même si ces habitations temporaires répondent à une urgente nécessité, les problèmes de chaleur et de surpeuplement en leur sein sont des inquiétudes réelles. Au final, plus de six ans après la destruction du camp de Nahr el-Bared, sa communauté ne cesse de vivre dans une marginalisation sociale et économique, et ce notamment à cause de la « "mainmise policière" au détriment des "considérations socio-économiques" des Palestiniens. »<sup>452</sup> Ces derniers connaissent, depuis l'arrivée des Forces Armées Libanaises et des Forces de Sécurité Intérieure à l'intérieur du camp, un régime sécuritaire omniprésent. Aussi, la mise en place d'un système de permis<sup>453</sup> engendre-t-elle des tensions avec la communauté :

« However, the LAF implemented a strict checkpoint regime outside the camp, which required residents to present both their official government ID and an identical special permit issued by the military in order to enter the camp. »<sup>454</sup>

De plus, de nombreux abus, telles des fouilles inappropriées, des agressions verbales et physiques ou encore d'autres actes d'humiliations ont été reportés. Ainsi, les résidents témoignent d'un comportement inapproprié des soldats libanais, comme si « tous les Palestiniens étaient des criminels potentiels ou des terroristes. »<sup>455</sup> L'obsession de l'Etat libanais pour la sécurité du camp de Nahr el-Bared augmente sensiblement le ressentiment de la communauté à son égard :

« Ainsi, le risque d'explosion à Nahr el-Bared serait lié à la fragilité des liens entre l'Etat et les Palestiniens, mais surtout à l'autoritarisme imposé par l'Etat, sans aucune considération socio-économique de ces Palestiniens qui avaient appris à vivre de leurs activités agricoles et de leurs petits commerces, avant l'intrusion des jihadistes de Fateh el-Islam. »<sup>456</sup>

---

<sup>451</sup> « Lebanon : Displaced, again », rapport de International Displacement Monitoring Centre, 2008, p. 4.

<sup>452</sup> NOUJEIM, Sandra, « La reconstruction de Nahr el-Bared, une opportunité ratée », *L'Orient-Le Jour*, 18 février 2013.

<sup>453</sup> Pour voir en détail le régime de permis mis en place, voir la section "Access to NBC and Adjacent Area" sur le site internet du LPDC, <http://www.lpdc.gov.lb/Camps/Nahr-El-Bard-Camp/Access.aspx>.

<sup>454</sup> LONG, Taylor et HANAFI, Sari, « Human (in)security : Palestinian Perceptions of Security in and around the Refugee Camps in Lebanon », *Conflict, Security & Development*, Routledge, 2010, p. 681.

<sup>455</sup> *Ibidem*, p. 682, [ma traduction].

<sup>456</sup> NOUJEIM, Sandra, « La reconstruction de Nahr el-Bared, une opportunité ratée », *op. cit.*



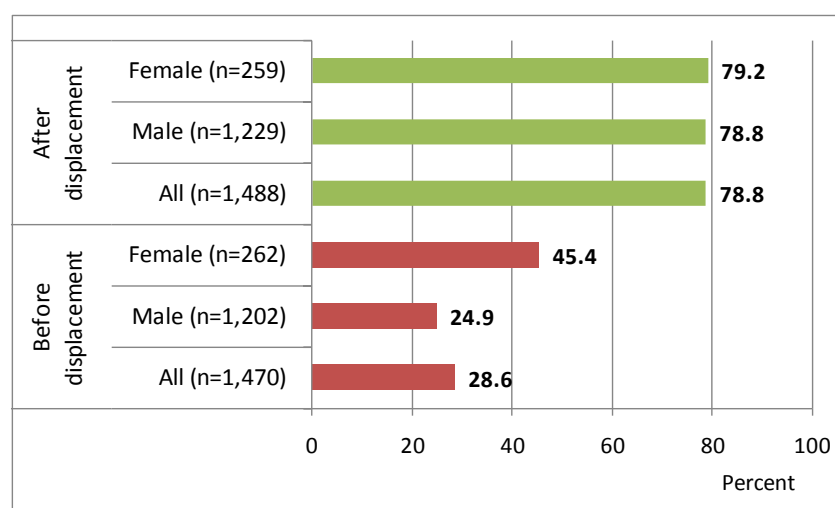
La présence de l'armée et des FSI pousse le camp de Nahr el-Bared à s'isoler de l'extérieur. Ainsi, l'enclave que constitue le camp, nécessite également pour les non-résidents la possession d'un permis :

« In addition, non-residents were required to obtain special permission from the army to enter the camp, effectively cutting the Nahr el-Bared market off from its clientele. »<sup>457</sup>

Les personnes externes au camp sont donc découragées à l'idée de pénétrer dans une zone militaire. De fait, leur absence pèse lourdement dans la balance :

« As a result, Lebanese stopped visiting the established market in the camp and instead began to frequent a new Lebanese market in nearby 'Abdeh. »

Malgré la fin du conflit, l'économie de Nahr el-Bared n'a pu se redresser. Connu pour être un centre régional économique important, le camp doit faire face désormais à un taux de chômage élevé. Selon l'étude menée par Age A. Tiltneß<sup>458</sup> au mois d'août 2007 sur 999 familles déplacées, le taux de chômage a connu une hausse fulgurante.



Graphique tiré de TILTNEß, Age A., « Characteristics of Displaced Palestinian Refugees from the Nahr El-Bared Refugee Camp. Results from the August 2007 Survey of 999 Families. A Report to UNRWA and ILO », *op. cit.*, p. 33.

Le taux d'inactivité chez les femmes selon le graphique ci-dessus passe de 45% à 79% après le conflit. Ainsi, si le taux de chômage précédant le conflit est déjà passablement élevé pour les femmes, en ce qui concerne les hommes, la différence est beaucoup plus importante. Le taux fait plus que tripler, puisqu'il passe de 25% à 79% à l'été 2007. Les chiffres datent du

<sup>457</sup> LONG, Taylor et HANAFI, Sari, « Human (in)security : Palestinian Perceptions of Security in and around the Refugee Camps in Lebanon », *op. cit.*, p. 681.

<sup>458</sup> TILTNEß, Age A., « Characteristics of Displaced Palestinian Refugees from the Nahr El-Bared Refugee Camp. Results from the August 2007 Survey of 999 Families. A Report to UNRWA and ILO », *Fafo Report*, 2008, 45 p.

mois d'août 2007, soit durant le conflit. Aussi, les différents problèmes de budget qu'a connus l'UNRWA et l'omniprésence de forces militaires dans le camp laissent supposer que le taux de chômage a encore augmenté depuis.

L'opportunité que représentait la reconstruction du camp de Nahr el-Bared en 2007 semble avoir été ratée. Les nombreux retards dans les délais de construction, la mise en place d'un système de gouvernance ainsi que la non-reprise économique constituent autant d'éléments qui ont empêché jusqu'à ce jour la reprise du dialogue libano-palestinien. L'exemple de Nahr el-Bared est symbolique d'une politique de dualité de la part du gouvernement libanais, jonglant entre inclusion et exclusion.

« Palestinian refugee camps are for the most part *excluded* from municipal service provision, but Palestinian refugees are *included* in issues pertaining to security and taxes. »<sup>459</sup>

Dans le cas de Nahr el-Bared, la communauté est incluse dans un système sécuritaire qui lui est imposé, tandis qu'elle est exclue des droits civiques fondamentaux (à l'image de l'ensemble des réfugiés palestiniens du Liban) ; elle est en outre frappée par de fortes discriminations économiques.

#### 4. Conclusion

L'année 1948 possède une double valeur symbolique, l'une à l'antipode de l'autre, pour deux peuples se disputant un seul territoire. Si du côté juif, elle signifie le retour à la terre promise par la création d'Israël, de l'autre côté, elle marque pour les Palestiniens la Nakba, le désastre provoquant l'exil de plus de 700'000 Palestiniens hors de leurs foyers. Le Liban est alors le pays qui accueille le plus de réfugiés palestiniens avec environ 140'000 individus<sup>460</sup>. Depuis, le chiffre a considérablement augmenté, puisqu'en 2008, l'UNRWA comptait 415'000 réfugiés palestiniens<sup>461</sup>.

Dès leur arrivée sur le sol libanais et jusqu'à ce jour, les Palestiniens sont perçus comme une menace d'instabilité à l'équilibre précaire d'une nation fraîchement indépendante. Cette dernière s'est alors constituée politiquement autour d'un pacte national réunissant les différentes communautés du pays, cristallisant par la même occasion l'hégémonie des chrétiens maronites selon le recensement de 1932.

---

<sup>459</sup> SHEIKH HASSAN, Ismael et HANAFI, Sari, « (In)Security and Reconstruction in Post-conflict Nahr el-Barid Refugee Camp », *op. cit.*, p. 46.

<sup>460</sup> Chiffre arrondi tiré du tableau n° 1 figurant à la page 23.

<sup>461</sup> Chiffre tiré de BALANCHE, Fabrice, *Atlas du Proche-Orient arabe*, *op. cit.*, p. 58.

De fait, comme nous l'avons démontré dans notre recherche, l'Etat libanais met en place une politique de marginalisation économique, politique et sociale. Il trouve sa justification dans la volonté de suivre la décision de la Ligue arabe de « maintenir les réfugiés comme des apatrides afin de conserver leur nationalité palestinienne et ainsi préserver leur droit au retour »<sup>462</sup>. Si la Ligue arabe s'assure par le biais de résolutions (Protocole de Casablanca), que les réfugiés soient traités de manière égale aux citoyens du pays hôte, ces derniers favorisent leurs considérations internes avant tout. Ainsi, ce régime de "discrimination positive" est largement utilisé comme prétexte par le Liban envers les Palestiniens. De plus, ces deux dernières décennies ont été témoins de la sur-médiatisation du vrai problème de fond de la présence palestinienne au Liban, la peur du *tawfîn*.

Aussi, l'épisode de Nahr el-Bared en 2007 s'inscrit dans une linéarité temporelle de marginalisation des réfugiés palestiniens au Liban, comme notre analyse l'établit. Dans ce cas-ci, il est tout à fait intéressant de constater que « ces événements meurtriers entre l'armée libanaise et le Fath al-Islam ont eu lieu au moment même où un comité officiel libanais s'était formé pour négocier avec les Palestiniens la question de leurs droits humains et sociaux. »<sup>463</sup> Les efforts internes pour trouver une solution à la question palestinienne au Liban semblent donc trouver des opposants. Enfin, la manipulation de la carte palestinienne par les puissances occidentales ne semble pas étrangère non plus à l'échec d'une relation libano-palestinienne viable. En ce qui concerne Nahr el-Bared, le conflit de 2007 cache un enjeu particulièrement important, « le désarmement des camps selon les dispositions de la résolution 1559 du Conseil de sécurité de l'ONU, lequel figure sur l'agenda occidental et ne peut être accompli que dans une conjoncture régionale favorable, c'est-à-dire la fin du conflit avec Israël »<sup>464</sup>.

Six ans après les faits, la reconstruction du camp n'est toujours pas achevée et n'est pas prête de l'être. Pourtant, « la reconstruction du camp de Nahr el-Bared a été une opportunité en or pour l'Etat libanais d'initier de nouveaux rapports avec les réfugiés palestiniens, basés sur une approche citoyenne du Palestinien présent depuis des décennies au Liban, indépendamment du rejet de principe de l'implantation. »<sup>465</sup> Mais le gouvernement libanais, en décidant

---

<sup>462</sup> AL HUSSEINI, Jalal et BOCCO, Ricardo, « The status of the Palestinian refugees in the Near East : the right of return and UNRWA in perspective », *op. cit.*, p. 261.

<sup>463</sup> « Libanais et Palestiniens après les affrontements de Nahr al-Bared », *Revue d'études palestiniennes*, n°102, 2007, p. 16.

<sup>464</sup> *Ibidem*, p. 21.

<sup>465</sup> NOUJEIM, Sandra, « La reconstruction de Nahr el-Bared, une opportunité ratée », *L'Orient-Le Jour*, 18 février 2013.

d'instaurer un régime sécuritaire strict et novateur au camp, continue de traiter les réfugiés palestiniens comme une menace à l'équilibre du pays, comme il l'a toujours fait. En 2013, la célébration du soixante-cinquième anniversaire de la Nakba invite les réfugiés palestiniens du Liban à se remémorer la Palestine ou à l'idéaliser pour les générations qui ne l'ont pas connue, faute d'être les rejetés de son propre gouvernement et du gouvernement du pays d'accueil.

Nahr el-Bared n'est qu'un exemple parmi d'autres du régime d'exclusion économique, politique et sociale de la part du gouvernement libanais envers la diaspora palestinienne. Combien de temps la situation sera-t-elle encore viable pour ces marginalisés jusqu'à un nouveau soulèvement ?

## 5. Bibliographie

### Sources

#### Législation libanaise et internationale vis-à-vis des Palestiniens

*Accords libano-palestinien du Caire*, le Caire, 3 septembre 1969.

<http://www.france-palestine.org/Accords-libano-palestinien-du>, consulté le 3 mai 2013.

*Ahkâm al-Marsûm raqam 927 (Les dispositions du décret n° 927)*, établissant la structuration du Département des Affaires Palestiniennes, Beyrouth, 31 mars 1959.

<http://www.lpdc.gov.lb/getattachment/fae36156-f2f0-4677-8a67-274c96b20ab4/%D8%A7%D8%AD%D9%83%D8%A7%D9%85-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%B1%D8%B3%D9%88%D9%85-%D8%B1%D9%82%D9%85-927.pdf.aspx>, consulté le 7 septembre 2013.

*Arrêté no. 319 réglementant les situations des étrangers au Liban*, Beyrouth, 2 août 1962.

<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=52b176834>, consulté le 9 septembre 2013.

*Bulletin de Législation Libanaise, Loi n° 28 du 10 juillet 1962, réglementant l'entrée et le séjour des étrangers au Liban ainsi que leur sortie de ce pays*, 10 juillet 1962.

<http://www.refworld.org/docid/3ae6b4f30.html>, consulté le 9 septembre 2013.

*Décret n° 17561 du 18 septembre 1964 réglementant le travail des étrangers*, Beyrouth, 18 septembre 1964.

<http://www.imldb.iom.int/search.do?action=search&LinkItem=dl&languageId=en&classDescription=NationalInstruments&searchType=advanced&Country=Lebanon>, consulté le 3 septembre 2013.

*League of Arab States, Protocol for the Treatment of Palestinians in Arab States ("Casablanca Protocol")*, Casablanca, 11 septembre 1965.

<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?docid=460a2b252>, consulté le 3 septembre 2013.

*Texte integral de l'Accord de Taëf. Ratifié par le Parlement le 5/11/1989*, Beyrouth, 1989.

<http://aceproject.org/ero-en/regions/mideast/LB/liban-accord-de-taef-1989/view>, consulté le 7 septembre 2013.

#### Nahr el-Bared - Reconstruction du camp

Government of Lebanon, *A Common Challenge. A Shared Responsibility. The International Donor Conference for the Recovery and Reconstruction of the Nahr el-Bared Palestinian Refugee Camp and Conflict-Affected Areas of North Lebanon*, Vienna, 2008, 110 p.

<http://www.undp.org.lb/WhatWeDo/Docs/A%20Common%20Challenge%20-%20A%20Shared%20Responsibility.pdf>, consulté le 10 décembre 2012.

Lebanese-Palestinian Dialogue Committee (LPDC), *Nahr el-Bared Camp : Handover of the Firsts Houses to Families*, tiré de la Newsletter du 5 mai 2011.

<http://www.lpdc.gov.lb/Media-Room/NewsLetter.aspx>, consulté le 22 décembre 2013.

Nahr el-Bared Recovery and Reconstruction Cell, *NBC Adjacent and surrounding post-conflict development Aid*, 2009, 8 p.  
<http://www.rebuildlebanon.gov.lb/arabic/f/NBC%20Briefing%20Note%20Mar09.pdf>, consulté le 10 décembre 2012.

The Nahr el-Bared Reconstruction Commission For Civil Action and Studies (NBRC), *Reconstruction Principles and Guidelines*, 2007, 3 p.

TILTNES, Age A., « Falling Behind. A Brief on the Living Conditions of Palestinian Refugees in Lebanon », *Fafo Report*, n°464, 2005, 51 p.  
<http://www.fafo.no/pub/rapp/464/464.pdf>, consulté le 14 décembre 2012.

TILTNES, Age A., *A socio-economic Profile of the Nahr El-Bared and Beddawi Refugee Camps of Lebanon. Based on the 2006 Labour Force Survey among Palestinian Refugees in Lebanon*, 2007, 27 p.  
<http://www.fafo.no/pub/rapp/10036/10036.pdf>, consulté le 14 décembre 2012.

TILTNES, Age A., « Characteristics of Displaced Palestinian Refugees from the Nahr El-Bared Refugee Camp. Results from the August 2007 Survey of 999 Families. A Report to UNRWA and ILO », *Fafo Report*, 2008, 45 p.  
<http://www.fafo.no/pub/rapp/10046/10046.pdf>, consulté le 14 décembre 2012.

« Lebanon's Palestinian Dilemma: The Struggle over Nahr al-Bared », rapport de International Crisis Group, *Middle East Report*, n° 117, 2012, 28 p.

« Nahr el-Bared Camp : Handover of the first Houses to Families », *LPDC Newsletter*, 5 mai 2011.  
Tiré de <http://www.lpdc.gov.lb/Media-Room/NewsLetter.aspx>, consulté le 13 décembre 2013.

#### Rapports de l'UNRWA

UNRWA, *Reconstruction of Nahr el-Bared Camp & UNRWA Compound. Progress Report 1 september 2007 – 31 october 2010*, 2010, 24 p.  
<http://www.unrwa.org/userfiles/201209185594.pdf>, consulté le 10 janvier 2013.

UNRWA, *Harmonization of certain relief assistance to the displaced families of Nahr el Bared Camp*, Official Statements, 17 juillet 2013.  
<http://www.unrwa.org/newsroom/official-statements/harmonization-certain-relief-assistance-displaced-families-nahr-el-0>, consulté le 10 décembre 2013.

UNRWA, *EU Supports Nahr el-Bared Reconstruction*, Press Releases, 3 décembre 2013.  
<http://www.unrwa.org/newsroom/press-releases/eu-supports-nahr-el-bared-reconstruction>, consulté le 10 décembre 2013.

UNRWA, *Nahr el-Bared Palestine Refugee Camp. UNRWA Relief, Recovery and Reconstruction Framework 2008-2011*, mai 2008, 40 p.  
[http://unispal.un.org/pdfs/NBC\\_RRR\\_Framework\\_6June08.pdf](http://unispal.un.org/pdfs/NBC_RRR_Framework_6June08.pdf), consulté le 10 mai 2013.

#### Wikileaks

08STATE121325, *Saudi Butter for Lebanese Guns*, Secrétaire d'Etat à Washington, 2008.  
<http://wikileaks.org/cable/2008/11/08STATE121325.html>, consulté le 18 février 2013.

10BEIRUT118, *Geagea on march 14 positive momentum, concerns*, Ambassade américaine à Beyrouth, 2010.

<http://wikileaks.org/cable/2010/02/10BEIRUT118.html> , consulté le 18 février 2013.

07BEIRUT1346, *With Nahr al-Barid in LAF Hands, DEFMIN MURR*, Ambassade américaine de Beyrouth, 3 septembre 2009.

<http://wikileaks.org/cable/2007/09/07BEIRUT1346.html> , consulté le 18 février 2013.

08BUCHAREST374, *Romania : Palestinian Authority requests military cooperation agreement*, Ambassade américaine à Bucharest, 15 mai 2008.

<http://wikileaks.org/cable/2008/05/08BUCHAREST374.html> , consulté le 14 septembre 2013.

#### Articles de journaux

AL KHATIB, Rim, « La lutte des réfugiés de Nahr el-Bared se poursuit », *The International Solidarity Movement*, 25 septembre 2013.

<http://www.ism-france.org/analyses/La-lutte-des-refugies-de-Nahr-el-Bared-se-poursuit-article-18436>, consulté le 20 décembre 2013.

D'ALANCON, François, « Fatah al-Islam, la tentation djihadiste des sunnites libanais », *la Croix*, 28 mai 2007.

[http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Fatah-al-islam-la-tentation-djihadiste-des-sunnites-libanais-\\_NG\\_-2007-05-28-522893](http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Fatah-al-islam-la-tentation-djihadiste-des-sunnites-libanais-_NG_-2007-05-28-522893), consulté le 13 février 2013.

GHAZAL, Rym, « 22 troops, 19 Fatah al-Islam fighters dead », *The Daily Star*, 21 mai 2007.

<http://www.dailystar.com.lb/News/Lebanon-News/2007/May-21/46071-22-troops-19-fatah-al-islam-fighters-dead.ashx#axzz2pZ6ix7kz>, consulté le 5 mai 2013.

HERSH, Seymour, « The redirection. Is the Administration's new policy benefitting our enemies in the war on terrorism ? », *The New Yorker*, 5 mars 2007.

[http://www.newyorker.com/reporting/2007/03/05/070305fa\\_fact\\_hersh?currentPage=all](http://www.newyorker.com/reporting/2007/03/05/070305fa_fact_hersh?currentPage=all)

JAULMES, Adrien, « Le Fatah al-Islam, un groupe manipulé par la Syrie mais influencé par al-Qaida », *Le Figaro*, 29 mai 2007.

[http://www.lefigaro.fr/international/2007/05/29/01003-20070529ARTFIG90122-le\\_fatah\\_al\\_islam\\_un\\_groupe\\_manipule\\_par\\_la\\_syrie\\_mais\\_influence\\_par\\_al\\_qaida.php](http://www.lefigaro.fr/international/2007/05/29/01003-20070529ARTFIG90122-le_fatah_al_islam_un_groupe_manipule_par_la_syrie_mais_influence_par_al_qaida.php), consulté le 21 janvier 2013.

NOUJEIM, Sandra, « La reconstruction de Nahr el-Bared, une opportunité ratée », *L'Orient-Le Jour*, 18 février 2013.

[http://www.lorientlejour.com/article/801255/La\\_reconstruction\\_de\\_Nahr\\_el-Bared%2C\\_une\\_opportunite\\_ratee.html](http://www.lorientlejour.com/article/801255/La_reconstruction_de_Nahr_el-Bared%2C_une_opportunite_ratee.html), consulté le 7 mars 2013.

QASSEM, Qassem, « "Return" Plan for al-Bared : Displacing the Displaced », *al-Akhbar English*, 5 septembre 2011.

<http://english.al-akhbar.com/node/505>, consulté le 18 février 2012.

RIZK, Sibylle, « Le Fatah al-Islam, un groupe islamiste probablement manipulé par la Syrie », *Le Figaro*, 23 mai 2007.

[http://www.lefigaro.fr/international/2007/05/23/01003-20070523ARTFIG90171-le\\_fatah\\_al\\_islam\\_un\\_groupe\\_islamiste\\_probablement\\_manipule\\_par\\_la\\_syrie.php](http://www.lefigaro.fr/international/2007/05/23/01003-20070523ARTFIG90171-le_fatah_al_islam_un_groupe_islamiste_probablement_manipule_par_la_syrie.php), consulté le 21 janvier 2013.

SLEMROD, Annie, « New schools, houses for Nahr el-Bared », *The Daily Star*, 29 septembre 2011.

<http://www.dailystar.com.lb/News/Lebanon-News/2011/Sep-29/149990-new-schools-houses-for-nahr-al-bared.ashx#axzz2pkfi5xVL>, consulté le 13 décembre 2013.

TRAN, Mark, « Lebanese clashes spread to second refugee camp », *The Guardian*, 4 juin 2007.

<http://www.theguardian.com/world/2007/jun/04/syria.lebanon>, consulté le 8 février 2013.

ZAATARI, Mohammed, « Liban : Une mesure très importante au regard des droits des Palestiniens, les réfugiés nés au Liban peuvent rechercher du travail », *L'Orient-Le Jour*, 28 juin 2005.

<http://www.france-palestine.org/Liban-Une-mesure-tres-importante>, consulté le 18 juillet 2013.

Zeineddine, Maher, « Geagea lays Nahr al-Bared crisis at Syria's feet », *The Daily Star*, 24 mai 2007.

<http://www.dailystar.com.lb/News/Lebanon-News/2007/May-24/47445-geagea-lays-nahr-al-bared-crisis-at-syrias-feet.ashx#axzz2nj8xDGYp>, consulté le 13 février 2013.

« September trial date set for Nahr el-Bared suspects », *The Daily Star*, 23 juillet 2013.

<http://www.dailystar.com.lb/ArticlePrint.aspx?id=224655&mode=print>, consulté le 26 décembre 2013.

## **Littérature secondaire**

### Sur le Liban

CORM, Georges, *Le Liban contemporain. Histoire et société*, Paris : La Découverte, 2003, 318 p.

EL ZEIN, Derek *et alii*, *Géopolitique du Liban*, Paris : SPM, 2013, 383 p. (coll. Géopolitiques du XXI<sup>e</sup> siècle).

HIRST, David, *Une histoire du Liban 1860-2009*, Paris : Perrin, 2011, 530 p.

KASSIR, Samir, *La guerre du Liban. De la dissension nationale au conflit régional*, Paris : Karthala, 1994, 510 p.

KASSIR, Samir, *Histoire de Beyrouth*, Paris : Fayard, 2003, 732 p.

MAKDISI, Ussama, *The Culture of Sectarianism. Community, History, and Violence in Nineteenth-Century Ottoman Lebanon*, Berkeley ; Los Angeles ; London : University of California Press, 2000, p. 259.

MEIER, Daniel, *Le Liban*, Paris : Le Cavalier Bleu, 2010, 127 p.



TRABOULSI, Fawwaz, *A History of Modern Lebanon*, London : Pluto Press, 2007, p. 306.

#### Sur la Palestine et les réfugiés palestiniens

AL HUSSEINI, Jalal et SIGNOLES, Aude, *Les Palestiniens, entre Etat et diaspora : le temps des incertitudes*, Paris : Karthala, 2011, 444 p.

AOURAGH, Miriyam, *Palestine online : transnationalism, the Internet and the construction of identity*, London : I.B. Tauris, 2011, 272 p.

DORAÏ, Mohamed Kamel, *Les Réfugiés palestiniens du Liban : une géographie de l'exil*, Paris : CNRS, 2006, 252 p.

MASALHA, Nur, *The Palestine Nakba : decolonising history, narrating the subaltern, reclaiming memory*, London : Zed books, 2012, 288 p.

MEYER, Charles, *Réfugiés palestiniens : otages de la diplomatie*, Paris : Hermann, 2011, 162 p.

MORRIS, Benny, *The birth of the Palestinian refugee problem revisited*, Cambridge : Cambridge University Press, 2004, 640 p.

SAYIGH, Rosemary, *The Palestinians. from peasants to revolutionaries*, London ; New-York : Zed Books, 2007, (1979), 228 p.

SAYIGH, Rosemary, *Too many enemies. The Palestinian Experience in Lebanon*, London ; New-Jersey : Zed Books, 1994, 369 p.

SFEIR, Jihane, *L'exil palestinien au Liban. Le temps des origines 1947-1952*, Paris ; Karthala ; Beyrouth : IFPO, 2008, 281 p.

#### Divers

AGAMBEN, Giorgio, *Etat d'exception*, Paris : Editions du Seuil, 2003, 151 p.

BALANCHE, Fabrice, *Atlas du Proche-Orient*, Paris : Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2012, 133 p.

ROUGIER, Bernard, *Le jihad au quotidien*, Paris : Presses universitaires de France, 2004, 262 p.

ROUGIER, Bernard, *Qu'est-ce que le salafisme ?*, Paris : Presses universitaires de France, 2008, 271 p.

ROUGIER, Bernard, *L'oumma en fragments : contrôler le sunnisme au Liban*, Paris : Presses universitaires de France, 2011, 247 p.

## Articles

### Sur la marginalisation des réfugiés palestiniens

DALAL, Yassine, « Unwelcome Guests : Palestinian Refugees in Lebanon », 2010, 10 p.  
<http://al-shabaka.org/policy-brief/refugee-issues/unwelcome-guests-palestinian-refugees-lebanon?page=show>, consulté le 10 décembre 2012.

EL ALI, Mahmoud, « Overview of Palestinian Forced Displacement in and from Lebanon 1948-1990 », *al Majdal*, n°44, 2010, p. 22-28.

EL MALAK, Lena, « Betrayed and Forgotten : Palestinian Refugees in Lebanon », *Yearbook of Islamic and Middle Eastern Law*, n°9, 2002-2003, p. 131-168.

HALABI, Zeina, « Exclusion and identity in Lebanon's Palestinian refugee camps : a story of sustained conflict », *Environment and Urbanization*, n°2, 2004, p. 39-48.

KORTAM, Manal, « Le rôle des acteurs locaux dans le processus d'incorporation des Palestiniens au Liban », *Asylon(s)*, n°5, 2008.

MEIER, Daniel, « La transition libanaise dans le rétroviseur de la question palestinienne », *Maghreb-Machrek*, n°192, 2007, p. 41-60.

PETEET, Julie, « From Refugees to Minority : Palestinians in Post-War Lebanon », *Middle East Report*, n°200, 1996, p. 27-30.

QUILTY, Jim, « The Collateral Damage of Lebanese Sovereignty », *Middle East Report Online*, 26 janvier 2007, 4 p.  
<http://www.merip.org/mero/mero061807>, consulté le 12 novembre 2012.

ROUGIER, Bernard, « Le "destin mêlé" des Palestiniens et des Libanais au Liban », *Maghreb-Machrek*, n°169, 2000, p. 43-54.

SAYIGH, Rosemary, « Palestinians in Lebanon : insecurity and flux », in BRAMWELL C., Anna, *Refugees in the Age of Total War*, London ; Boston ; Sydney ; Wellington : Unwin Hyman, 1988, p. 274-294.

SAYIGH, Rosemary, « Palestinians in Lebanon : Harsh Present, Uncertain Future », *Journal of Palestine Studies*, n°1, 1995, p. 37-53.

SHAFIE, Sherifa, « Palestinian Refugees in Lebanon », 2007, 24 p.  
<http://www.forcedmigration.org/research-resources/expert-guides/palestinian-refugees-in-lebanon/fmo018.pdf>, consulté le 12 novembre 2012.

« Les réfugiés palestiniens – Presentation given during the 11th of November conference in Geneva », *Cafethawrarevolution*, 2010.  
<http://cafethawrarevolution.wordpress.com/2010/11/29/les-refugies-palestiniens-presentation-given-during-the-11th-of-november-conference-in-geneva/>, consulté le 9 octobre 2012.

### Sur la législation libanaise envers les réfugiés palestiniens

AL HUSSEINI, Jalal et BOCCO, Ricardo, « The status of the Palestinian refugees in the Near East : the right of return and UNRWA in perspective », *Refugee survey quarterly*, n°2/3, 2010, p. 260-285.

AL NATOUR, Souheil, « The Legal Status of Palestinians in Lebanon », *Journal of Refugee Studies*, n°3, 1997, p. 360-377.

AL NATOUR, Souheil, « Palestinians in Lebanon and Right to Work Amendment to Allow More Refugees Access to Employment », *al Majdal*, n°25, 2007, p. 43-47.

SALIBY, Wissam, « Selective Summary of Key Challenges to Palestinian Socio-Economic and Civil Rights in Lebanon », *Cafethawrarevolution*, 2010.

<http://cafethawrarevolution.wordpress.com/2010/11/23/selective-summary-of-key-challenges-to-palestinian-socio-economic-and-civil-rights-in-lebanon/>, consulté le 27 octobre 2012.

SULEIMAN, Jaber, « Legal Issues Governing Palestinian's Right to Work And Social Security », rapport du Lebanese-Palestinian Dialogue Committee, Briefing note n° 3, 2008.

SULEIMAN, Jaber, « Trapped refugees : the case of Palestinians in Lebanon », *for presentation at the International Conference : protecting people in conflict & crisis responding to the challenges of a changing world*, 2009.

TARRAF-NAJIB, Souha, « Travail et déni de travail : les Palestiniens de Tripoli et des camps de réfugiés (Nahr el-Bared, Beddawi) au Nord du Liban », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n°105, 2005, p. 283-305.

« Lebanon : Exiled and Suffering : Palestinian Refugees in Lebanon », rapport de Amnesty International, 2007, 31 p.

### Sur l'implantation ou *Tawfîn*

EL KHAZEN, Farid, « Permanent Settlement of Palestinians in Lebanon : A Recipe for Conflict », *Journal of Refugee Studies*, n°3, 1997, p. 275-293.

HADDAD, Simon, « The Palestinian Predicament in Lebanon », *Middle East Quarterly*, 2000, p. 29-40.

HADDAD, Simon, « The Origins of Popular Opposition to Palestinian Resettlement in Lebanon », *International Migration Review*, n°2, 2004, p. 470-492.

MASALHA, Nur, « Sectarianism and the Rejection of *Tawteen* : Lebanon and the Palestinian Refugees », *Yearbook of Islamic and Middle Eastern Law*, n°9, 2002-2003, p. 110-130.

MEIER, Daniel, « « L'implantation » comme construction de la présence palestinienne au Liban durant la tutelle syrienne (1989-2005) », *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, n°126, 2009, p. 99-122.

SAYIGH, Rosemary, « Palestinian Refugees in Lebanon : Implantation, Transfer or Return ? », *Middle East Policy*, n°1, 2001, p. 94-105.

## Sur les camps de réfugiés

AL HUSSEINI, Jalal, « Les camps de réfugiés palestiniens au Proche-Orient, entre norme du droit au retour et intégration socioéconomique », *Asylon(s)*, n°5, 2008.

DIAS, Amanda, « Lutte nationale et lutte quotidienne dans le camp de réfugiés de Beddawi », *Asylon(s)*, n°5, 2008.

DORAÏ, Mohamed Kamel, « Palestinian refugee camps in Lebanon. Migration, mobility and the urbanization process », in KNUDSEN, Are et HANAFI, Sari, *Palestinian refugees : identity, space and place in the Levant*, London : Routledge, 2011, p. 67-80.

HANAFI, Sari, « Governing Palestinian Refugee Camps in the Arab East : Governmentalities in Search of Legitimacy », *Working Paper Series*, n°1, 2010, 40 p.

« Nurturing Instability : Lebanon's Palestinian Refugee Camps », rapport de International Crisis Group, *Middle East Report*, n°84, 2009, 40 p.

PETEET, Julie, « Socio-Political Integration and Conflict Resolution in the Palestinian Camps in Lebanon », *Journal of Palestine Studies*, n°2, 1987, p. 29-44.

ROUGIER, Bernard, « Les camps palestiniens du Liban. La Syrie, le Hezbollah et le nouveau pouvoir libanais face aux attentes internationales », *Transcontinentales*, n°1, 2005, p. 2-15.

SULEIMAN, Jaber, « The Current Political, Organizational, and Security Situation in the Palestinian Refugee Camps of Lebanon », *Journal of Palestine Studies*, n°1, 1999, p. 66-80.

## Sur Nahr el-Bared

ALI KHALIDI, Muhammad et RISKEDAH, Diane, « The Road to Nahr al-Barid. Lebanese Political Discourse and Palestinian Civil Rights », *MER*, n°244, 2007.

HANAFI, Sari, « Governing the Palestinian refugee camps in Lebanon and Syria. The cases of Nahr el-Bared and Yarmouk camps », in KNUDSEN, Are et HANAFI, Sari, *Palestinian refugees : identity, space and place in the Levant*, London : Routledge, 2011, p. 29-49.

HANAFI, Sari, « Reconstructing and Governing Nahr el-Bared Camp : Bridge or Barrier to Inclusion ? », *ArteEast*, 2010, 11 p.  
<http://www.arteeast.org/pages/artenews/extra-territoriality/272/>, site consulté le 14 février 2013.

KNUDSEN, Are, « Nahr el-Bared. The political fall-out of a refugee disaster », in KNUDSEN, Are et HANAFI, Sari, *Palestinian refugees : identity, space and place in the Levant*, London : Routledge, 2011, p. 97-110.

NEWMAN, Marcy, « Dreaming of Nahr al-Bared », 4 août 2007.  
<http://electronicintifada.net/content/dreaming-nahr-al-bared/7086>, consulté le 11 décembre 2013.

NEWMAN, Marcy, « The Ongoing Nakba in Lebanon : The Case of Nahr el-Bared Refugee Camp », *al-Majdal*, n°44, 2010, p. 29-34.

RAMADAN, Adam, « Destroying Nahr el-Bared : Sovereignty and urbicide in the space of exception », *Political Geography*, n°28, 2009, p. 153-163.

RAMADAN, Adam, « In the Ruins of Nahr al-Barid : Understanding the Meaning of the Camp », *Journal of Palestine Studies*, n°1, 2010, p. 49-62.

SHEIKH HASSAN, Ismael et HANAFI, Sari, « (In)Security and Reconstruction in Post-conflict Nahr el-Barid Refugee Camp », *Journal of Palestine Studies*, n°1, 2010, p. 27-48.

« Enough is Enough ! Respect their Right to Live with Dignity ! », *Cafethawrarevolution*, 2010.

<http://cafethawrarevolution.wordpress.com/2010/07/02/enough-is-enough-respect-their-right-to-live-with-dignity/>

« Lebanon : Displaced, again », rapport de International Displacement Monitoring Centre, 2008, 21 p.

« Libanais et Palestiniens après les affrontements de Nahr al-Bared », *Revue d'études palestiniennes*, n°102, 2007, p. 14-30.

« Live from Nahr el-Bared », *Café Thawra*, 28 juin 2012.

<http://cafethawrarevolution.wordpress.com/2012/06/28/live-from-nahr-el-bared/> , consulté le 23 novembre 2012.

« The halting of Reconstruction of Nahr el-Bared Refugee Camp », rapport de Nahr el Bared Reconstruction Commission for Civil Action and Studies, 2009.

[http://albared.files.wordpress.com/2009/09/updates\\_on\\_nahr\\_el\\_bared-the\\_halting\\_of\\_the\\_reconstruction.pdf](http://albared.files.wordpress.com/2009/09/updates_on_nahr_el_bared-the_halting_of_the_reconstruction.pdf)

#### Sur le concept de sécurité humaine, d'état d'exception et urbicide

COWARD, Martin, « Against Anthropocentrism : The Destruction of the Built Environment as a Distinct Form of Political Violence », *Review of International Studies*, n°3, 2006, p. 419-437.

DJEBBI, Sihem, « Les réfugiés palestiniens dans les camps du Liban à la lumière du nouveau concept de sécurité humaine », *Revue de la Sécurité Humaine/Human Security Journal*, n°2, 2006, p. 9-34.

GRAHAM, Stephen, « Lessons in urbicide », *New Left Review*, n° 19, 2003, p. 63-77.

GRANGÉ, Ninon, « L'État et la guerre : norme, référence, transgression », *Études internationales*, n° 1, 2007, p. 19-31.

HANAFI, Sari, « Palestinian Refugee Camps in Lebanon As a Space of Exception », *Asylon(s)*, n°5, 2008, 8 p.

HANAFI, Sari, et LONG, Taylor, « Governance, Governmentalities, and the State of Exception in the Palestinian Refugee Camps of Lebanon », *Journal of Refugee Studies*, n° 2, 2010, p. 134-159.

LONG, Taylor et HANAFI, Sari, « Human (in)security : Palestinian perceptions of security in and around the refugee camps in Lebanon », *Conflict, Security & Development*, Routledge, 2010, p. 673-692.

#### Sur les aspects humanitaires

AL HUSSEINI, Jalal, « L'UNRWA ET LES REFUGIES : Enjeux humanitaires, intérêts nationaux », *Revue d'études palestiniennes*, n° 86, 2003, p. 71-85.

AL HUSSEINI, Jalal et BOCCO, Ricardo, « Dynamics of humanitarian aid, local and international politics : the Palestine refugees as a case study », in KNUDSEN, Are et HANAFI, Sari, *Palestinian Refugees – Identity, space and place in the Levant*, New-York : Routledge, 2011, p. 128-146.

#### Sur l'OLP

AL HUSSEINI, Jalal et DORAÏ, Mohamed Kamel, « De la lutte armée à la nation palestinienne. Vers une relecture des rapports entre l'OLP et les réfugiés », *Autrepart*, n°26, 2003, p. 91-106.

KHALIDI, Rashid, « The Palestinian Dilemma : PLO Policy after Lebanon », *Journal of Palestine Studies*, n°15, 1985, p. 88-103.

KODMANI-DARWISH, Bassma, « L'OLP, de l'incarnation du peuple au gouvernement de l'Etat », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n°68-69, 1993, p. 107-120.

#### Divers

GENET, Jean, « Quatre heures à Chatila », *Revue d'études Palestiniennes*, n°6, 1983, p. 3-19.

« Lebanon : Managing the Gathering Storm », rapport de International Crisis Group, *Middle East Report*, n°48, 2005, 33 p.

KASSIR, Samir, « Dix ans après, comment ne pas réconcilier une société divisée ? », *Maghreb-Machrek*, n° 169, 2000, p. 6-22.

MEIER, Daniel, « Mariages sur la frontière du groupe national. Normalité et transgressions dans les unions matrimoniales libano-palestiniennes au Liban », *Cultures et Conflits*, n° 72, 2008, p. 31-44.

MEIER, Daniel, « La résistance islamique au Sud-Liban (1982-2010) : construction identitaire à la frontière », *Maghreb-Machrek*, n° 207, 2011, p. 43-62.

SFEIR-KHAYAT, Jihane, « Historiographie palestinienne. La construction d'une identité nationale », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2005/1, p. 35-52.

« Liban. Amnesty International demande l'ouverture d'une enquête sur les informations faisant état de pillages et de violences dans le camp de réfugiés de Nahr el-Bared », Déclaration publique d'Amnesty International, 31 octobre 2007, 2 p.

<http://www.amnesty.org/en/library/asset/MDE18/015/2007/en/33f82d3e-d35b-11dd-a329-2f46302a8cc6/mde180152007fr.pdf>, consulté le 5 décembre 2013.

SALTI, Rasha, « Interview with Ismael Sheikh Hassan », *ArteEast*, 2010.  
<http://www.arteeast.org/2012/02/07/interview-with-ismael-sheikh-hassan/>, consulté le 29 décembre 2013.

« Liban : Crainte de procès inéquitable dans l'affaire des détenus de "Nahr el-Bared" », 7 février 2013.  
[http://fr.alkarama.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=1236:liban--crainte-de-proces-inequitable-dans-laffaire-des-detenus-de-l-nahr-al-bared-r&catid=28:communiqu&Itemid=15](http://fr.alkarama.org/index.php?option=com_content&view=article&id=1236:liban--crainte-de-proces-inequitable-dans-laffaire-des-detenus-de-l-nahr-al-bared-r&catid=28:communiqu&Itemid=15), consulté le 26 décembre 2013.

« SaudiLeaks : Saudi funded Nahr al-Barid war on ... Saudis », *Hammonda*, 9 août 2011.  
<http://hammonda.net/?p=459>, consulté le 18 février 2013.

## **Vidéos**

BAZILLE, Michel, « Les Gemayel, une histoire libanaise », 2007, 55 min.

DEN HOND, Chris et COURT, Mireille, « Réfugiés palestiniens au Liban : ça suffit on rentre », 2012, 27 min.

LAFFONT, Frédéric, « Liban, des guerres et des hommes », *Artline Films*, 2012, 157 min.

MASRI, Maï, « Rêves d'exil », *Nour productions*, Beirut, 2001, 56 min.

ROSSI, Pierre-Pascal, « A Sabra et Chatila », reportage pour la TSR, émission *TJ midi* du 20.09.1982, 02'54''.  
<http://www.rts.ch/archives/tv/information/tj-midi/3461693-a-sabra-et-chatila.html>

## SOURCES

**Source n° 1 :** décret n° 927 du 31 mars 1959, établissant la création d'un Département des Affaires des Réfugiés Palestiniens (DARP) et des tâches lui incombant. Tiré du site internet du Comité de Dialogue libano-palestinien (CDLP) :

<http://www.lpdc.gov.lb/getattachment/fae36156-f2f0-4677-8a67-274c96b20ab4/%D8%A7%D8%AD%D9%83%D8%A7%D9%85-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%B1%D8%B3%D9%88%D9%85-%D8%B1%D9%82%D9%85-927.pdf.aspx>

### احكام المرسوم رقم 927

1. الاتصال بوكالة الاغاثة الدولية في لبنان بغية تأمين اعانة اللاجئين وايوائهم وتثقيفهم والعناية بشؤونهم الصحية والاجتماعية.
  2. استلام طلبات الحصول على جوازات السفر لخارج لبنان، ودرسها وابداء الرأي فيها، ومن ثم احالتها على الدوائر المختصة في الامن العام.
  3. قيد وثائق الاحوال الشخصية المتعلقة بالولادة والزواج والطلاق وبطلان الزواج والوفاة وتغيير محل الإقامة وتعديل المذهب والدين، وذلك بعد التثبت من صحتها وحسب الاصول المعينة في المواد 2و3و4و7و13و14و15و17و18و22و23و27و28و30و31و41و42 من قانون قيد وثائق الاحوال الشخصية تاريخ 1951/12/7.
  4. الموافقة على طلبات جمع شمل الاسر المشتتة، وفقاً لنصوص ومقررات جامعة الدول العربية، وبعد اخذ رأي لجنة الهدنة.
  5. الموافقة على اعفاء القادمين من فلسطين للانضمام الى اسرهم، عملاً بأحكام البند السابق، من الرسوم الجمركية المترتبة على حوائجهم الشخصية والمنزلية.
  6. تحديد اماكن المخيمات والقيام بمعاملات استئجار واستملاك الاراضي اللازمة لها.
  7. اعطاء رخص نقل محل الإقامة من مخيم الى آخر، في الاحوال الضرورية، وفقاً لتقدير الادارة.
  8. نقل محل اقامة اللاجئين من مخيم الى آخر، وفقاً لمقتضيات الامن.
  9. الموافقة على طلبات الزواج المقدمة للاقتران بلاجئ او لاجئة من المقيمين في لبنان بلاجئ او لاجئة من بلد عربي آخر.
  10. الموافقة على تسليم الاموال المجمدة والواردة الى اصحابها اللاجئين عن طريق مصرف سوريا ولبنان.
  11. تصحيح الاخطاء التي قد تكون واقعة في البطاقات الشخصية، فيما يتعلق باسماء اللاجئين وهوياتهم واعمارهم.
- المادة الثانية: تقدم وزارات الدولة الى ادارة شؤون اللاجئين الفلسطينيين، المساعدات الفنية والادارية التي تدخل في اختصاصها، لتسهيل قيام الادارة بممارسة صلاحياتها.



**Source n° 2 :** extraits de la Loi n° 28 du 10 juillet 1962, réglementant l'entrée et le séjour des étrangers au Liban et la sortie du pays. Tiré du site internet de l'Organisation Mondiale de la Migration :

<http://www.imldb.iom.int/search.do?action=search&LinkItem=dl&languageId=en&classDescription=NationalInstruments&searchType=advanced&Country=Lebanon>

#### CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1.- Est considérée comme étrangère, dans le cadre de la présente loi, toute personne physique qui n'est pas de nationalité libanaise.

Article 2.- Sous réserve des accords internationaux et des lois spéciales, les étrangers sont soumis aux dispositions de la présente loi, pour ce qui concerne leur entrée et leur séjour au Liban ainsi que leur sortie de ce pays.

#### CHAPITRE II - DE L'ENTREE AU LIBAN

Article 6.- L'étranger ne pourra entrer au Liban que s'il passe par un des postes de la Sûreté Générale, à condition toutefois qu'il soit muni des documents et des visas réglementaires, ainsi que d'un passeport sur lequel est apposé un visa de transit ou de séjour par un représentant du Liban à l'étranger, ou par une autorité chargée des intérêts des libanais à l'étranger ou par la Sûreté Générale.

- Le libanais ne pourra entrer au Liban que s'il passe par un des postes de la Sûreté Générale.
- Quant aux non-libanais qui ne sont pas tenus d'être en possession d'un passeport, leur entrée au Liban sera enregistrée à la frontière par les Services de la Sûreté Générale. L'application de ce paragraphe sera réglementée par un arrêté du Ministre de l'Intérieur.
- Tout étranger qui désire entrer au Liban pour pratiquer une carrière ou pour y travailler est tenu d'obtenir au préalable une autorisation du Ministère du Travail et des Affaires Sociales, à l'exception des artistes qui devront obtenir une autorisation de la direction de la Sûreté Générale.

**Source n° 3** : extraits de l'Arrêté n° 319 du 2 août 1962, réglementant la situation des étrangers au Liban. Tiré du site internet du UNHCR : <http://www.refworld.org/type.LEGISLATION,,LBN,3ae6b4ed58,0.html>

## **Article 1**

Les non-Libanais se trouvant actuellement au Liban doivent régler leur situation en ce qui concerne leur résidence. Ils rentrent dans une des cinq catégories suivantes:

- (1)Etrangers résidents en vertu de visa de transit ou de séjour provisoire apposé sur leur passport.
- (2)Etrangers détenteurs de passeports, résidents en vertu de cartes de résidence pour une durée déterminée et non délivrées par le Ministère des Affaires Etrangères et des Emigrés ou par la Direction de la Sûreté générale sur base de leurs passports.
- (3)Etrangers non détenteurs de papiers d'identité de leurs pays d'origine et résidents au Liban en vertu de cartes de résidence délivrées par la Direction de la Sûreté générale ou de cartes d'identité délivrées par la Direction générale de l'Administration des Affaires des réfugiés palestiniens au Liban.
- (4)Etrangers dont l'entrée au Liban est autorisée sur présentation de leurs seules cartes d'identité et séjournant dans le pays en vertu de cartes de résidence temporaires ou permanentes.
- (5)Etrangers détenteurs de pièces d'identité de leurs pays d'origine ou d'organisations dont ils dépendent et qui résident au Liban en vertu de documents provisoires visés par les Services de la Sûreté générale.

## **Article 5**

Les cartes de résidence délivrées aux ressortissants syriens par la Direction générale du Recensement et de l'Etat civil demeurent valables pour le séjour des personnes qui les détiennent, ainsi que leurs épouses et enfants âgés de moins de 15 ans jusqu'à ce qu'elles soient changées ou annulées progressivement par la Direction de la Sûreté générale entre le 30 septembre 1962 et le 30 septembre 1963.

## **Article 7**

Une carte de résidence temporaire sera délivrée à tout ressortissant syrien qui en fait la demande, sur présentation de la carte d'identité par le Service Syrien de l'Etat Civil ou de tout autre document la remplaçant.

## **Article 8**

Une carte de résidence permanente sera délivrée à tout ressortissant syrien qui administrera la preuve qu'il a un domicile ou un travail permanent au Liban.

## **Article 9**

Une carte de résidence temporaire valable pour une durée maximum de 3 mois sera délivrée à tout ressortissant jordanien entré au Liban sur présentation de sa carte d'identité. La durée de son séjour sera prorogée conformément aux dispositions de l'article 3 du présent arrêté.

**Source n° 4 :** extraits du Décret n° 17561 du 18 septembre 1964, concernant le travail des étrangers sur le territoire libanais. Tiré du site internet de l'Organisation Mondiale de la Migration :

<http://www.imldb.iom.int/search.do?action=search&LinkItem=dl&languageId=en&classDescription=NationalInstruments&searchType=advanced&Country=Lebanon>

DECRET N° 17.561 DU 18 SEPTEMBRE 1964

réglementant le travail des étrangers

Président de la République Libanaise,  
vu la Constitution Libanaise,  
Vu le Code du Travail du 23 Septembre 1964, et notamment les articles 9 et 54,  
Vu la Loi du 10 Juillet 1962 réglementant l'entrée, la sortie, le travail et le séjour des Etrangers au Liban et notamment les articles 6 et 25,  
Sur la proposition du Ministre du Travail et des Affaires Sociales,  
Après consultation du Conseil d'Etat et son arrêté n° 66 du 18.6.1964,  
Et après approbation du Conseil des Ministres en sa réunion du 26 Août 1964,

D E C R E T E :

- Article 1.- Sous réserve d'application du principe de réciprocité et des dispositions des lois et règlements particuliers en vigueur, ainsi que des conventions précédemment approuvées par l'autorité législative ou qui le seraient par la suite, ou enfin des accords qui auraient été préalablement approuvés par le Ministère du Travail et des Affaires Sociales concernant les experts étrangers engagés pour effectuer des travaux exigés par l'intérêt public, la délivrance du permis de travail sur le territoire libanais des étrangers est soumis aux conditions suivantes:
- 8.- Sous réserve de faire bénéficier le ressortissant libanais du droit de préférence, il est possible d'accorder à un étranger qui réside au Liban ou qui compte y entrer après avoir obtenu l'approbation préalable, un permis de travail ou de le lui renouveler, s'il remplit une des conditions suivantes:
- Article 9.- Le Ministre du Travail et des Affaires Sociales désignera, chaque année, au cours du mois de Décembre, sur proposition de Directeur Général, et après avoir pris l'avis des Administrations et corps intéressés, en cas de besoin, les travaux et les professions que le Ministère considère comme devant être strictement réservés aux Libanais.

**Source n° 5** : extraits du Protocole de Casablanca du 11 septembre 1965, comprenant les réserves du gouvernement libanais à l'égard du document. Tiré du site internet du UNHCR : <http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?docid=460a2b252>

On the basis of the Charter of the League of Arab States and its special annex pertaining to Palestine, and of the LAS Council resolution concerning the Palestinian issue, and, in particular, of the Special resolution pertaining to safeguarding Palestinian existence,

The Council of Foreign Ministers of Member states agreed, in its meeting in Casablanca on 10 September 1965, upon the following regulations, and called upon member states to take the necessary measures to put them into the sphere of implementation:

- (1) Whilst retaining their Palestinian nationality, Palestinians currently residing in the land of ..... have the right of employment on par with its citizens.
- (2) Palestinians residing at the moment in ..... in accordance with the dictates of their interests, have the right to leave and return to this state.
- (3) Palestinians residing in other Arab states have the right to enter the land of ..... and to depart from it, in accordance with their interests. Their right of entry only gives them the right to stay for the permitted period and for the purpose they entered for, so long as the authorities do not agree to the contrary.
- (4) Palestinians who are at the moment in ....., as well as those who were residing and left to the Diaspora, are given, upon request, valid travel documents. The concerned authorities must, wherever they be, issue these documents or renew them without delay.
- (5) Bearers of these travel documents residing in LAS states receive the same treatment as all other LAS state citizens, regarding visa, and residency applications.

#### The Republic of Lebanon

The Republic of Lebanon signed the Protocol on 3/8/1966, with the following reservations:

Article One: Palestinians residing at the moment in Lebanon are granted the right of employment, together with the right of keeping their Palestinian nationality, in accordance with prevailing social and economic conditions in the Republic of Lebanon.

Article Two: that the phrase: "on equal terms with the Lebanese citizens and in accordance with the laws and regulations in operation" be added.

Article Three: that the phrases "(whenever their interests demand it)" and "allowing Palestinians into Lebanon is conditional upon their obtaining an entry visa issued by the concerned Lebanese authorities" be added.

Reservations on the Fourth and Fifth Articles

**Source n° 6 :** extraits de l'accord du Caire de 1969. Tiré du site internet de l'association France-Palestine :

<http://www.france-palestine.org/Accords-libano-palestinien-du>

### **La présence palestinienne**

Il a été décidé de réorganiser la présence palestinienne au Liban sur les bases suivantes :

- 1 - Droits de travail, de résidence et de déplacement reconnus aux Palestiniens résidant actuellement au Liban.
- 2 - Création de commissions palestiniennes locales à l'intérieur des camps afin d'assurer la sauvegarde de leurs habitants, en coopération avec les autorités locales et dans le respect de la souveraineté libanaise.
- 3 - Création d'unités du Commandement de la lutte armée palestinienne (CLAP) dans les camps. Ces unités, en collaboration avec les commissions locales, maintiendront de bonnes relations avec les autorités. Les unités du CLAP veilleront à la répartition et à la limitation des armes dans les camps, dans le respect de la sécurité du Liban et de l'intérêt de la Révolution palestinienne.
- 4 - Les Palestiniens résidant au Liban seront autorisés à participer à la Révolution palestinienne, dans le respect des principes de la souveraineté et de la sécurité du Liban.

### **L'action des fedayine**

- 13 - Il est entendu que les autorités civiles et militaires libanaises continuent à exercer pleinement leur autorité et leurs responsabilités sur l'ensemble du territoire libanais et en toutes circonstances.
- 15 - Le texte de cet accord est ultra-secret et ne sera accessible qu'aux autorités intéressées.

**Source n° 7 :** extrait des Accords de Taëf de 1989.

Tiré du site internet <http://aceproject.org/ero-en/regions/mideast/LB/liban-accord-de-taef-1989/view>

## **I - PRINCIPES GENERAUX ET REFORMES**

### **1- Principes généraux**

I- Le territoire libanais est un pour tous les Libanais. Chaque Libanais dispose du droit de résider sur toute partie de ce territoire et d'en jouir sous la protection de la loi. Il ne peut y avoir de répartition du peuple sous quelque critère que ce soit. Le territoire ne peut être soumis à la division, à la partition ou servir de patrie de substitution.

ط - أرض لبنان واحدة لكل اللبنانيين. فلكل لبناني الحق في الإقامة على أي جزء منها والتمتع به في ظل سيادة القانون ، فلا فرز للشعب على أساس أي انتماء كان ولا تجزئة ولا تقسيم لا توطين.

**Source n° 8 :** extrait du câble Wikileaks 07BEIRUT1346, sur les événements de Nahr el-Bared et l'identité des combattants du Fatah al-Islam. La source provient de l'Ambassade américaine de Beyrouth, le 3 septembre 2007.

Tiré du site internet <http://wikileaks.org/cable/2007/09/07BEIRUT1346.html>

### **07BEIRUT1346, WITH NAHR AL-BARID IN LAF HANDS, DEFMIN MURR**

¶10. (S) Asked to speculate based on what he knew already what would be discovered, Murr said that he thought that Saad Hariri and Lebanon's Sunni politicians were "lucky," in that all of the Lebanese FAI fighters had been killed. He thought that the investigation would, however, uncover some "extremely minor" links between some FAI leaders and the Hariris and/or Saudis, from before FAI emerged as a terrorist force. While these links would be similar to other Hariri or Saudi financing of any number of Sunni institutions, "of course" March 8-Aoun politicians will try to trumpet them as proof that Hariri and the Saudis back terrorists. That is not true, Murr insisted: the point now is that the Hariris and Saudis fully backed the LAF against FAI. Any "stupid contributions" should be ignored, and they will be proven to be "a long time ago" and insignificant, he predicted. Murr also thought that there would be some evidence that Syria had facilitated the movement of foreign fighters from Iraq to Lebanon, including those who joined up with FAI. But, based on what he knew so far, he did not expect major revelations linking Syria operationally to FAI. "I wish I could say otherwise," he said, "but it doesn't seem to be true that Syria controlled Fatah al-Islam."

**Source n° 9 :** extrait du câble Wikileaks 08STATE121325, concernant l'implication de l'Arabie Saoudite à Nahr el-Bared et au Liban d'une manière générale. La source provient du Secrétaire d'Etat à Washington, le 14 novembre 2008.

Tiré de <http://wikileaks.org/cable/2008/11/08STATE121325.html>

## **08STATE121325, SAUDI BUTTER FOR LEBANESE GUNS**

### **BACKGROUND**

-----

¶5. (SBU) Saudi Arabia has been a strong political and financial backer of the LAF since mid-2007 when it quietly provided \$100M to support LAF operations against Fatah al-Islam militants in Lebanon's Nahr al-Barid refugee camp. This assistance came in addition to a \$1B deposit in the Central Bank of Lebanon after the 2006 Israel-Hizballah war and millions of dollars of humanitarian, reconstruction, and development assistance since 2006.

¶6. (C) Saudi Arabia has also pressed the United States to provide advanced capabilities to the LAF to ensure it is prepared to respond to emerging crisis and, more strategically, as a political and military counterweight to Syrian and Iranian support for Hizballah. Various Saudi officials including Prince Bandar as-Sultan and King Abdullah himself have previously indicated to U.S. and Lebanese officials, including Defense Minister Elias Murr and parliamentary majority leader Saad Hariri, that they would be willing to help the LAF procure more advanced capabilities if and when they were offered by the United States.

**Source n° 10 :** principes de reconstruction du camp de Nahr el-Bared ("Reconstruction Principles and Guidelines") provenant du Nahr el-Bared Reconstruction Commission For Civil Action and Studies (NBRC), juillet 2007.

Tiré de [http://www.internal-](http://www.internal-displacement.org/8025708F004CE90B/(httpDocuments)/9ECD86F0FCC092F0C1257448003059A0/$file/leb_nbc_guidelines.pdf)

[displacement.org/8025708F004CE90B/\(httpDocuments\)/9ECD86F0FCC092F0C1257448003059A0/\\$file/leb\\_nbc\\_guidelines.pdf](http://www.internal-displacement.org/8025708F004CE90B/(httpDocuments)/9ECD86F0FCC092F0C1257448003059A0/$file/leb_nbc_guidelines.pdf)

## **Reconstruction Principles and Guidelines**

1. The location of Nahr el Bared Camp must not change, nor any part of the population should be moved to other locations, nor should the size or the area of the camp decrease.
2. The Nahr el Bared residents and community must have a principle and active role in the process of research, planning, discussing, and decision making in all phases and procedures of the reconstruction process.
3. The reconstruction of Nahr El Bared should take into consideration the elements that shape the use of the space and its identity that were essential constituents of the everyday life and memory of the camp dwellers. Actors and planners involved in the reconstruction should not deal with the place as vacant space devoid of social, historical, economical and political dimensions nor can plans be prepared for an “ideal” camp with no relation to the camp as it existed before the conflict. The important elements that constituted Nahr el Bared should be determined by the camp dwellers through various meetings, workshops, local committees and various mechanisms that guarantee the participation of the large segments of Nahr el Bared community.
5. To rebuild Nahr el Bared as a “camp” and not under any other title. While it is understood that camps contain both positive and negative connotations simultaneously, it is important to understand their contradictions and impacts and open the discussion on this issue. What are considered advantages and strengths of a “camp” – such as the strong social relations and fabrics, the relationship with Palestine, the Right of Return, communal memory, etc. – should be determined by the camp inhabitants themselves through the mechanisms described above.



**Source n° 11 :** extrait du câble Wikileaks 08BUCHAREST374, établissant une possible reconstruction du camp de Nahr el-Bared en Cisjordanie. La source provient de l'Ambassade américaine de Bucharest, 15 mai 2008.

Tiré de <http://wikileaks.org/cable/2008/05/08BUCHAREST374.html>

## **08BUCHAREST374, ROMANIA: PALESTINIAN AUTHORITY REQUESTS MILITARY**

¶3. (S) Finally Dobre shared "sensitive information" obtained by Romania's Ambassador in Beirut regarding plans for relocating the Nahr al-Bared refugee camp to the West Bank. Dobre said that there was Saudi support for moving the camp out of Lebanon, and he underscored the critical conditions for the 35K-plus refugees. He asked if the U.S. had any information that could be shared.

**Source n° 12 :** extrait du Document de Vienne p. 49, relatif à l'établissement d'un environnement sécuritaire dans le camp de Nahr el-Bared, 23 juin 2008.

Tiré de <http://www.undp.org.lb/WhatWeDo/Docs/A%20Common%20Challenge%20-%20A%20Shared%20Responsibility.pdf>

### **6.2 Pillar 1: Creation of an Enabling Environment in the Nahr el-Bared Camp**

**Total: USD \$46 million**

---

#### **6.2.1. Establishing Clear and Effective Governance in NBC**

**Sub-total: USD \$16.00 million**

---

The two components of this element of Pillar 1 are: a) Land Expropriation and Agreements and b) Capacity-Building and Assistance for Security, Policing and the Rule of Law.

##### **a. Land Expropriation for the Reconstruction of NBC and Related Off-Site Infrastructure: \$11.00 million USD**

**Source n° 13** : extrait du Document de Vienne p. 51, concernant l'installation des Forces de Sécurité Intérieure dans le camp de Nahr el-Bared ainsi que de la police communautaire, 23 juin 2008.

Tiré de <http://www.undp.org.lb/WhatWeDo/Docs/A%20Common%20Challenge%20-%20A%20Shared%20Responsibility.pdf>

#### **b. Capacity Building and Training for Internal Security Forces on Community and Proximity Policing: \$5.0 million USD**

The NBC conflict between the Lebanese Army and the fundamentalist armed group “Fath al-Islam” has highlighted the extent of security vacuum that exists in all Palestinian refugee camps in Lebanon. This vacuum is the result of years of absence of: (i) the Rule of Law; (ii) a single legitimate Palestinian leadership; and (iii) adequate arms control inside the camps. Over the years, this situation has invited outlaws and armed groups to take shelter in some of the Palestinian refugee camps that became a source of security threat to Lebanese sovereignty and national stability.

Given this, new types of Lebanese led security arrangements are needed in NBC and other Palestinian refugee camps in Lebanon. Such arrangements would reinstate Lebanese sovereignty and ban all illegal arms in the camp. The Government will ensure that the security situation in NBC does not return to the *status quo ante* and will provide the Palestinian population with security under the rule of law. It will also treat them justly, fairly and with respect to their dignity and human rights.

The Government will promote conflict prevention and maintain a balance between state and human security. Community policing is relevant to the Palestinian refugee context given the specificities of the Palestinian community and the turbulent relationship, which once existed with the Lebanese authorities. Community policing in NBC context entails the presence inside the camp of a culturally and politically sensitive ISF that will work to reduce the fears and tensions that existed prior to and after NBC conflict. Such type of policing will promote community engagement, partnership and proactive problem solving. The above security arrangements for NBC were agreed upon with the Palestinian Liberation Organization.

**Source n° 14 :** extrait du Document de Vienne, p. 87, en ce qui concerne le budget de la reconstruction du camp de Nahr el-Bared à proprement parler, 23 juin 2008.

Tiré de <http://www.undp.org.lb/WhatWeDo/Docs/A%20Common%20Challenge%20-%20A%20Shared%20Responsibility.pdf>

## 10.0 Budget

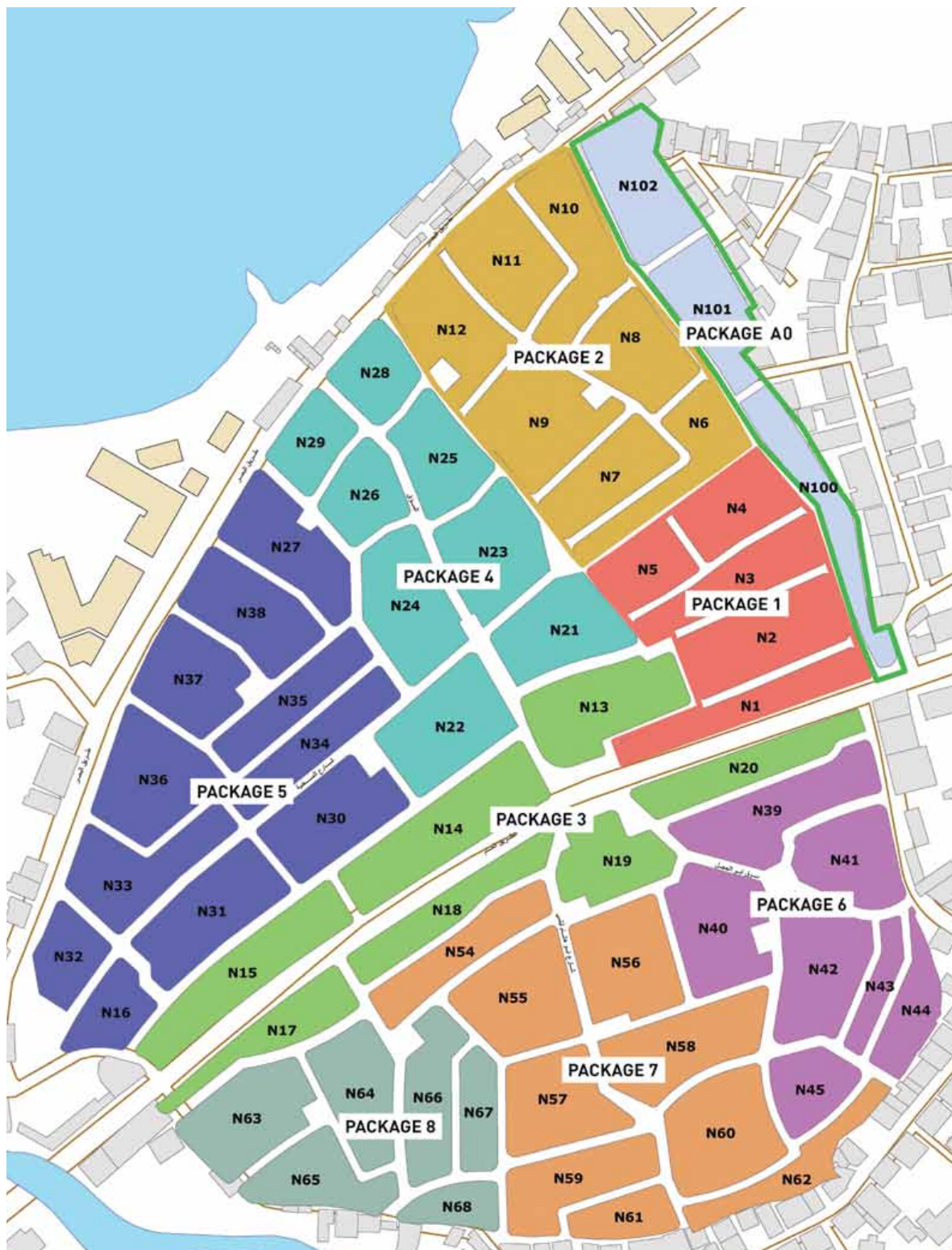
Component	(US\$million)
<b>1. Creating the Enabling Environment for the Recovery and Reconstruction of NBC</b>	<b>46.00</b>
<b>1.1 Establishing clear and effective governance structure for the future NBC</b>	<b>16.00</b>
(a) Land expropriation for the reconstruction of NBC and related off-site infrastructure	11.00
(b) Capacity building and training for the Internal Security Forces (ISF) on community and proximity policing	5.00
<b>1.2 Improving living conditions in the surrounding areas</b>	<b>30.00</b>
(a) Community development and municipal infrastructure projects	30.00
<b>2. Implementing the Recovery and Reconstruction of NBC</b>	<b>277.00</b>
<b>2.1 Physical Reconstruction of NBC</b>	<b>203.87</b>
(a) Reconstruction of residential and commercial buildings	168.34
(b) Reconstruction of NBC on-site infrastructure	20.60
Sub-Total	188.94
Program Support Cost (PSC) to UNRWA at 7%	13.23
(c) Infrastructure recurrent costs (O&M cost for NBC on-site and off-site infrastructure assets for 5 years)	1.70
<b>2.2 Reconstruction of NBC off-site infrastructure</b>	<b>25.54</b>
Reconstruction of the UNRWA and NGO compounds	16.55
External Works for UNRWA and NGOs compounds	3.03
Water Supply (Phase 1)	1.60
Wastewater	2.34
Stormwater	0.35
Sub-Total	23.87
Program Support Cost (PSC) to UNRWA at 7%	1.67
<b>2.3 Socio-Economic Programs</b>	<b>37.56</b>
Financial assistance toward basic household assets for 4,600 families at US\$6,000	27.60
Access to Credit through a Revolving Fund	4.50
Start-up Grants for Businesses	3.00
Sub-Total	35.10
Program Support Cost (PSC) to UNRWA at 7%	2.46
<b>2.4- Direct Costs</b>	<b>9.90</b>
Running costs for UNRWA staff and international project management firm	9.00
Environmental and Social Assessments	0.25
Sub-Total	9.25
Program Support Cost (PSC) to UNRWA at 7%	0.65

**Source n° 15 :** plan de reconstruction du camp de Nahr el-Bared selon les 8 lots.

Tiré de « Lebanon's Palestinian Dilemma : The Struggle over Nahr al-Bared », rapport de International Crisis Group, *Middle East Report*, n° 117, 2012, p. 23.



**Source n° 16** : gros plan des 8 lots du camp de Nahr el-Bared selon les plans de reconstruction. Tiré de UNRWA, *Reconstruction of Nahr el-Bared Camp & UNRWA Compound. Progress Report 1 septembre 2007 – 31 octobre 2010*, 2010, p. 12.





**Source n° 17 :** extrait de la Newsletter du Lebanese-Palestinian Dialogue Committee (LPDC) du 5 mai 2011 concernant le retour des premiers déplacés de Nahr el-Bared.  
Tiré de <http://www.lpdc.gov.lb/Media-Room/NewsLetter.aspx>

## **Nahr El Bared Camp: Handover of the First Houses to Families**

Tuesday April 19, 2011 – 43 Nahr EL-Bared camp (NBC) families were handed over the keys to their newly rebuilt homes in a completed reconstructed area of Package 1 in Nahr el-Bared Camp. The first 19 newly reconstructed buildings of the destroyed Nahr El-Bared camp were handed over during an inaugural celebration that was organized by UNRWA with the participation of LPDC. The ceremony although modest, was of high significance as it marked and restated the Lebanese Government's and UNRWA's shared responsibility toward the Palestine refugees of Nahr el Bared.

**Source n° 18 :** extrait de la Newsletter de l'UNRWA du 17 juillet 2013 ("Harmonization of certain relief assistance to the displaced families of Nahr el-Bared Camp") relatif à une harmonisation du budget à partir du 1 septembre 2013 à l'encontre de tous les réfugiés palestiniens du Liban.

Tiré de <http://www.unrwa.org/newsroom/official-statements/harmonization-certain-relief-assistance-displaced-families-nahr-el-0>

Faced with the lack of funding, UNRWA must respond by prioritizing those services that have to be retained and identifying those that need to be reduced. Extensive consultations on the subject have taken place with leaders of the Palestinian community in Lebanon. As of 1 September 2013, UNRWA will harmonize health coverage for NBC displaced with the health coverage for all other Palestine refugees in Lebanon. Food assistance will also be harmonized, whereby the most vulnerable families will continue to receive assistance through UNRWA's regular relief programme. The Agency is committed to protecting the rental assistance, especially to the neediest families that are still waiting for their homes to be rebuilt. However, this assistance is also subject to securing additional funds.

**Source n° 19 :** extrait de la Newsletter de l'UNRWA du 3 décembre 2013 ("EU Supports Nahr el-Bared Reconstruction") concernant une donation de l'Union Européenne envers l'UNRWA pour la reconstruction du camp de Nahr el-Bared.

Tiré de <http://www.unrwa.org/newsroom/press-releases/eu-supports-nahr-el-bared-reconstruction>

On 11 November 2013, the European Union (EU) signed an agreement with the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA), under which the EU will provide EUR 12 million (US\$ 16.3 million) towards the reconstruction of the Palestine refugee camp of Nahr el-Bared, in North Lebanon.

This generous donation will support the reconstruction of 382 residential units, making it possible for approximately 1,700 residents to return to live in the camp. In addition, 68 commercial units will be reconstructed, contributing to the renewal of commercial life within Nahr el-Bared. It is anticipated that the units, which are located in Package 4 and Package 5 of the camp, will be completed by mid-2015.

## ANNEXES

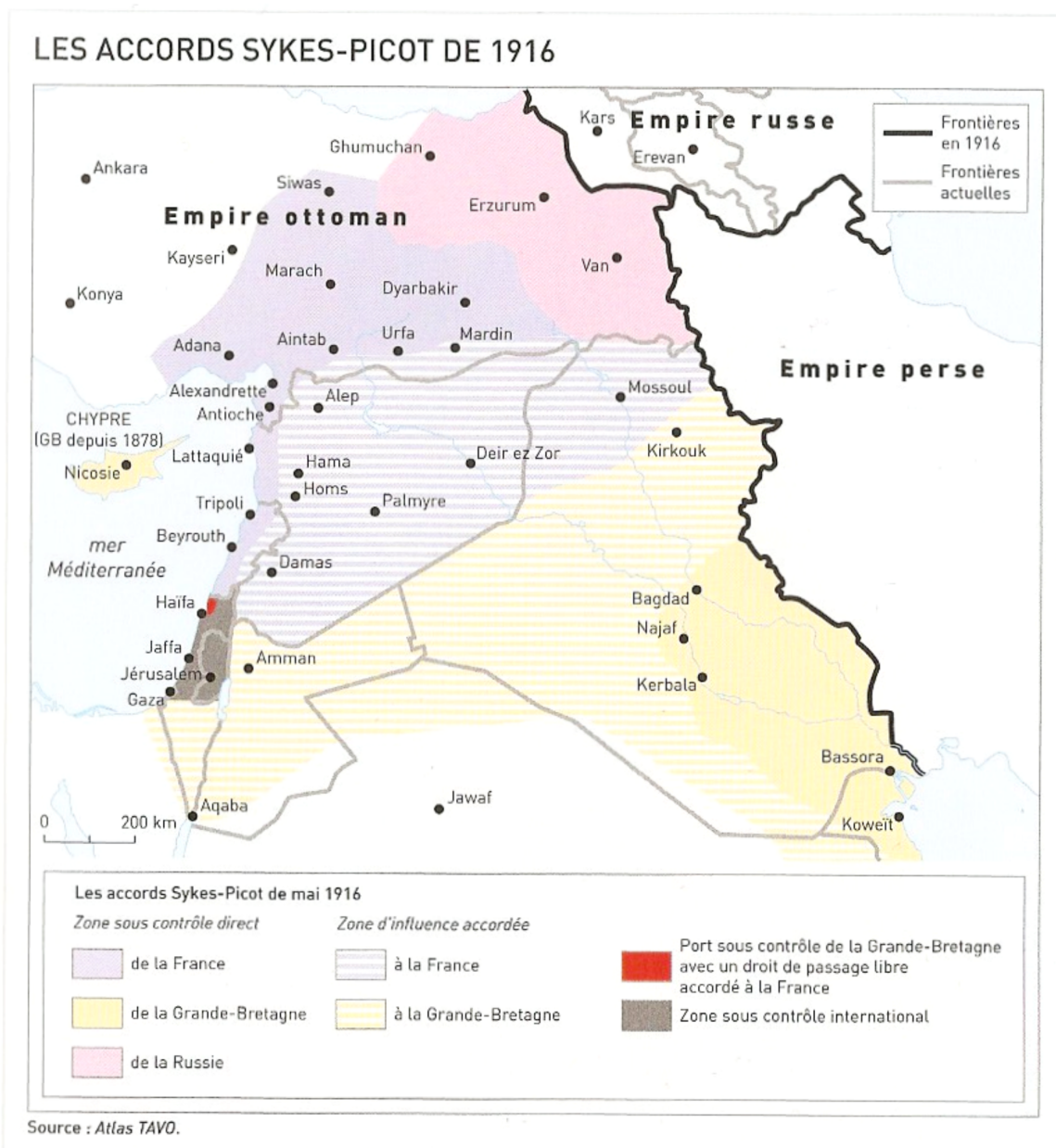
**Annexe n° 1** : tableau des translittérations des caractères arabes vers le français.  
Tiré de la méthodologie d'arabe de l'Unité d'Arabe à l'Université de Genève.

TABLEAU DES TRANSLITTERATIONS  
LES PLUS USUELLES DES CARACTERES ARABES (français et anglais)

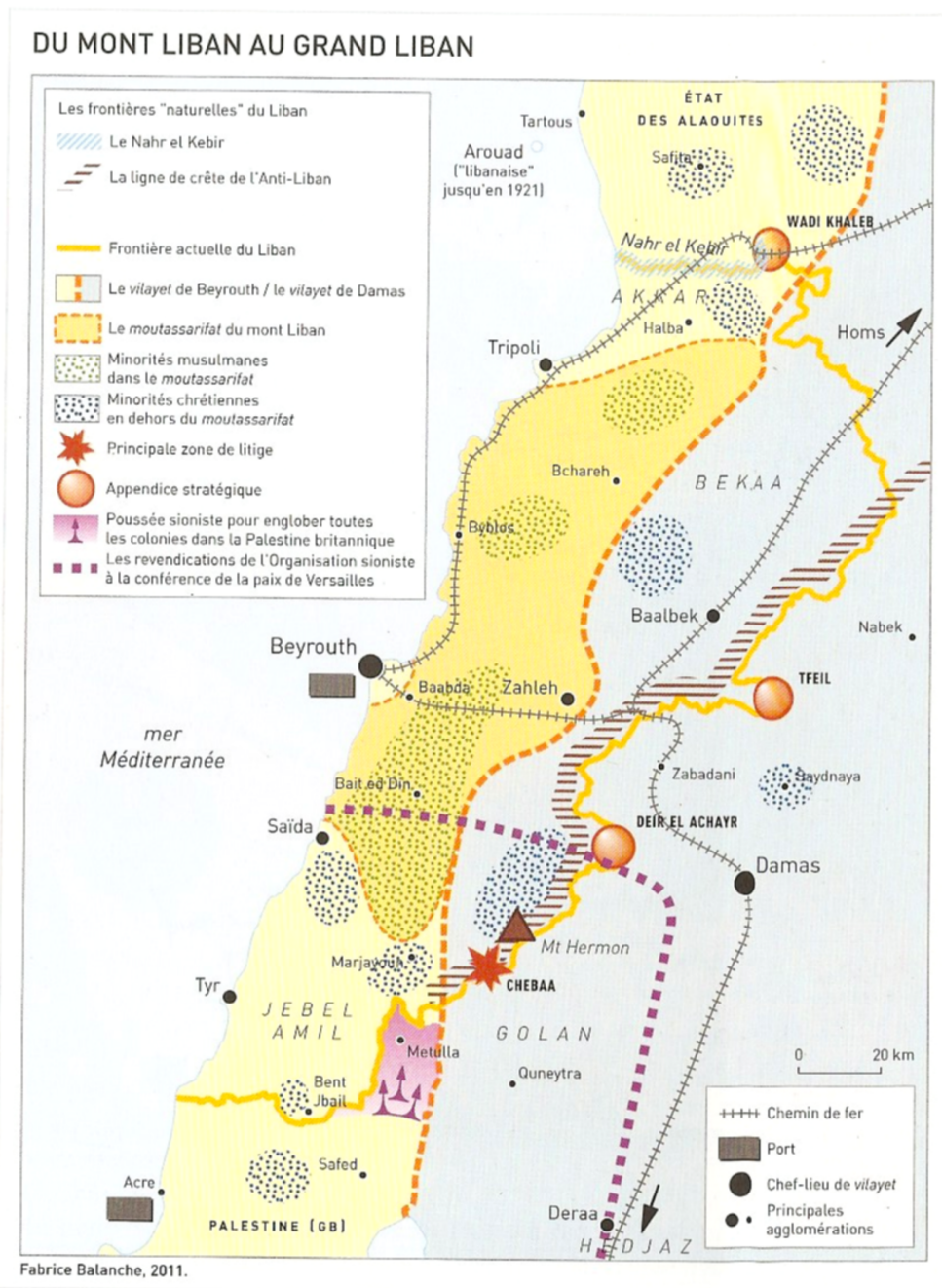
<i>lettre arabe</i>	<i>Encyclopédie de l'Islam (EI), IJMES</i>	<i>Arabica, Institut du Monde Arabe (IMA)</i>	<i>transl. simplifiée</i>	<i>prononciation</i>
ء	‘	‘	‘	Attaque vocalique
ا	a, ā	a, ā	â	a, « a » long
ب	b	b	b	b
ت	t	t	t	t
ث	th	ṭ	th	th (anglais « thing »)
ج	dj (IJMES : j)	ġ	dj	dj (anglais « John »)
ح	ḥ	ḥ	h	h fortement aspiré
خ	kh	ḫ	kh	« jota » espagnole
د	d	d	d	d
ذ	dh	ḏ	dh	th (anglais « that »)
ر	r	r	r	r roulé
ز	z	z	z	z
س	s	s	s	s
ش	sh	š	sh	« ch » de « chien »
ص	ṣ	ṣ	ṣ	s emphatique
ض	ḍ	ḍ	ḍ	d emphatique
ط	ṭ	ṭ	ṭ	t emphatique
ظ	ẓ	ẓ	ẓ	z emphatique
ع	‘	‘	‘	contraction gutturale sonore
غ	gh	ġ	gh	r fortement grasseyé
ف	f	f	f	f
ق	q̣ (IJMES : q)	q	q	k guttural
ك	k	k	k	k
ل	l	l	l	l
م	m	m	m	m
ن	n	n	n	n
هـ	h	h	h	h anglais ou allemand
و	w, u, ū	w, u, ū	w, û	dans « oui » ; « ou »
ي	y, î, ī	y, î, ī	y, î	y ou i
ة	a, at (état construit)	a, at (état construit)	a, at (état constr.)	



**Annexe n° 2** : carte du partage des territoires du Proche-Orient selon les accords de Sykes-Picot de 1916. Tiré de BALANCHE, Fabrice, *Atlas du Proche-Orient*, Paris : Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2012, p. 25.



**Annexe n° 3** : l'agrandissement du territoire du Mont-Liban au Grand-Liban. Tiré de BALANCHE, Fabrice, *Atlas du Proche-Orient*, op. cit., p. 28.

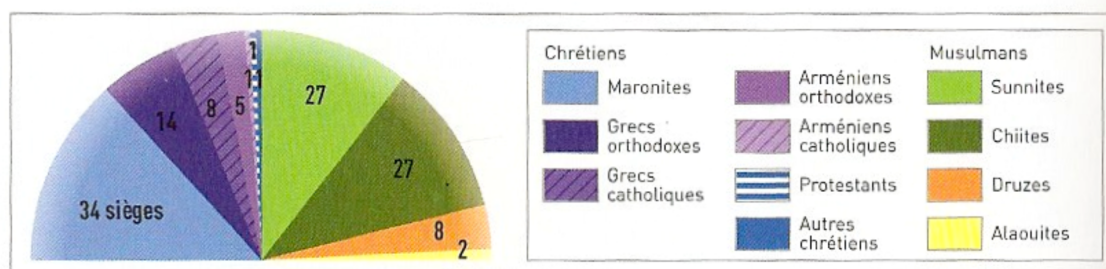


**Annexe n° 4 :** répartition des sièges parlementaires envers les différentes communautés, selon le partage de Taëf.

Tiré de BALANCHE, Fabrice, *Atlas du Proche-Orient, op. cit.*, p. 36.

## LE COMMUNAUTARISME AU PARLEMENT

### LIBANAIS



### JORDANIEN



Sources : Parlements libanais et jordaniens.



**Annexe n° 5** : répartition de la population libanaise selon les communautés en 1932. Tiré de SFEIR, Jihane, *L'exil palestinien au Liban*, op. cit., p. 99.

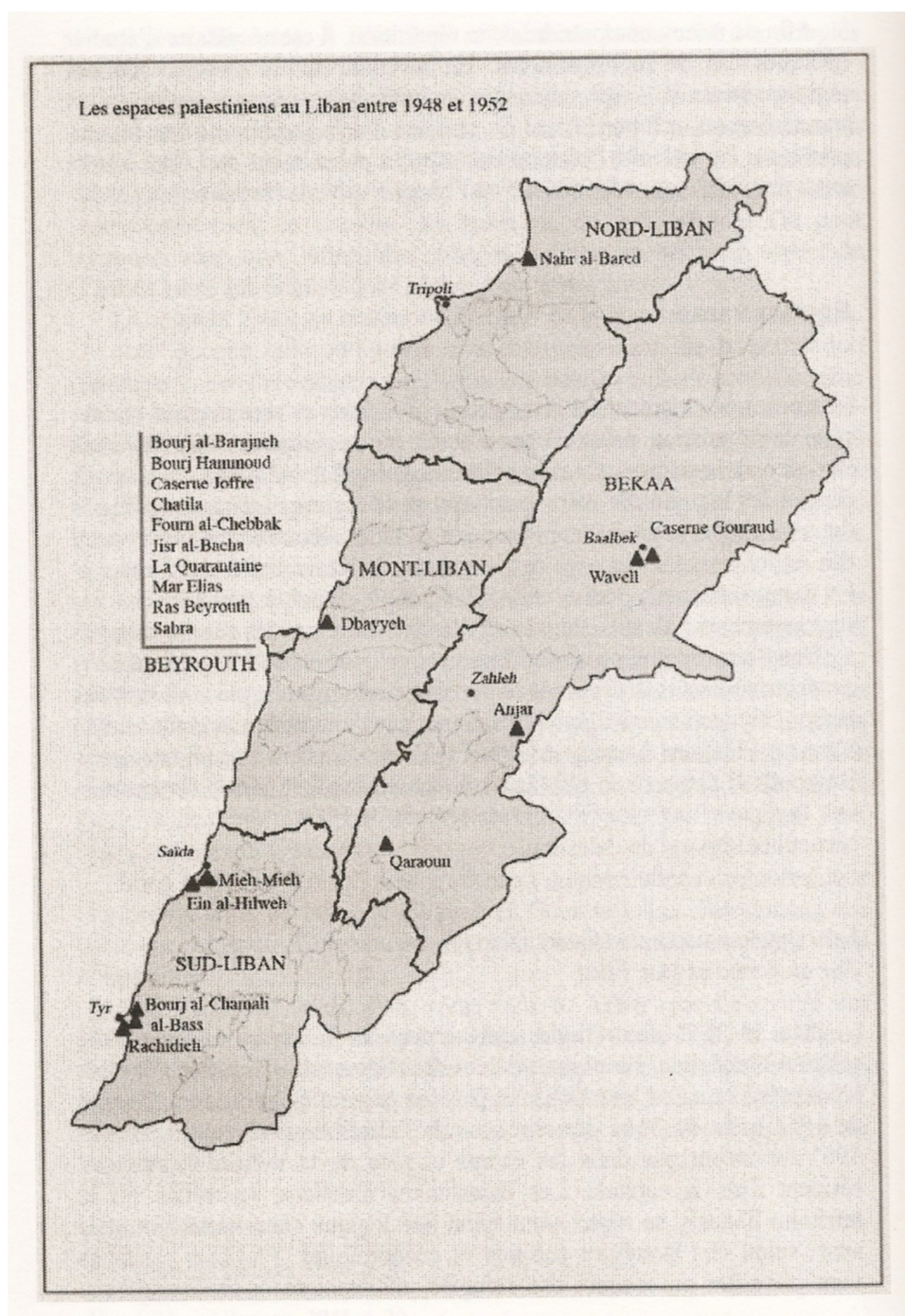
**Répartition de la population libanaise suivant la religion d'après le recensement de 1932**

Communautés	Résidents	% Résidents	Émigrés	% Émigrés	Total R + E	% R + E
Sunnites	178 100	22,45	17 205	6,75	195 305	18,63
Chîites	155 035	19,54	11 510	4,51	166 545	15,89
Druzes	53 334	6,72	8 750	3,43	62 084	5,92
Maronites	227 800	28,71	123 397	48,39	351 197	33,50
Grecs-catholiques	46 709	5,89	29 627	11,62	76 336	7,28
Grecs-orthodoxes	77 312	9,74	57 031	22,37	134 343	12,81
Protestants	6 869	0,87	2 931	1,15	9 800	0,93
Arméniens grégoriens	26 102	3,29	1 970	0,77	28 072	2,68
Arméniens catholiques	5 890	0,74	454	0,18	6 344	0,61
Syriaques orthodoxes	2 723	0,34	97	0,04	2 820	0,27
Syriaques catholiques	2 803	0,35	312	0,12	3 115	0,30
Juifs	3 588	0,45	415	0,16	4 003	0,38
Chaldéens orthodoxes	190	0,02	0	0,00	190	0,02
Chaldéens catholiques	548	0,07	25	0,01	573	0,05
Autres	6 393	0,81	1 263	0,50	7 656	0,73
<b>Total</b>	<b>793 396</b>	<b>100,00</b>	<b>254 987</b>	<b>100,00</b>	<b>1 048 383</b>	<b>100,00</b>

Source : JOL, décret 2718, 05/10/1932.



**Annexe n° 6** : carte des camps de réfugiés palestiniens au Liban entre 1948 et 1952.  
Tiré de de SAYIGH, Rosemary, *Too many enemies. The Palestinian Experience in Lebanon*,  
London ; New-Jersey : Zed Books, 1994, 369 p.



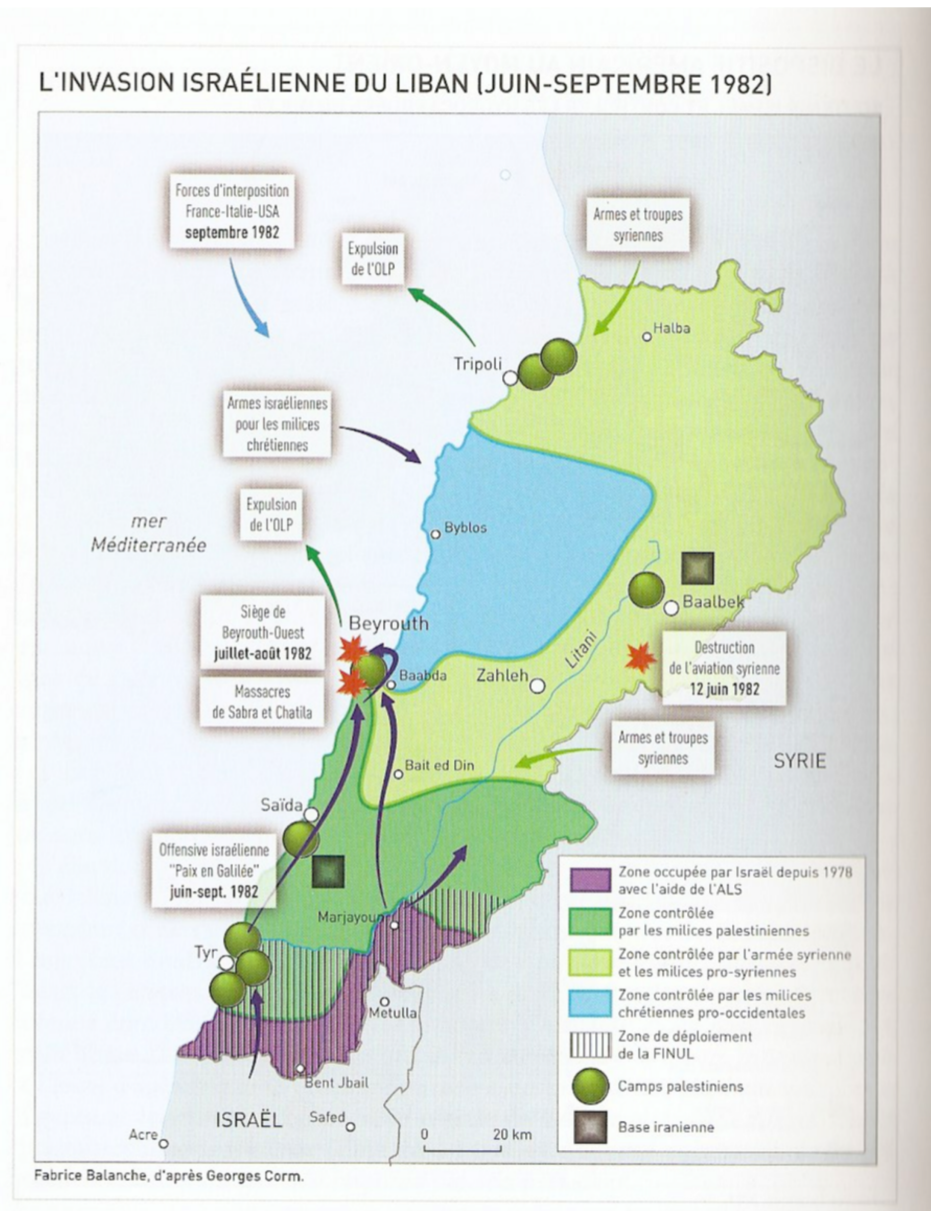
**Annexe n° 7** : affiche de propagande relative aux évènements de 'Aïn al-Rummaneh du 13 avril 1975. Il est écrit en haut : "mutâba't al-masîra" ce qui signifie "la poursuite du chemin/du cheminement". Dessous figure la date du 13 avril 1975. Le personnage du bas est facilement identifiable puisqu'il s'agit de Bachir Gemayel, chef des Phalanges (Kataëb). Tiré du site internet [http://www.signsofconflict.com/ar/Blogs/post\\_details/131](http://www.signsofconflict.com/ar/Blogs/post_details/131)





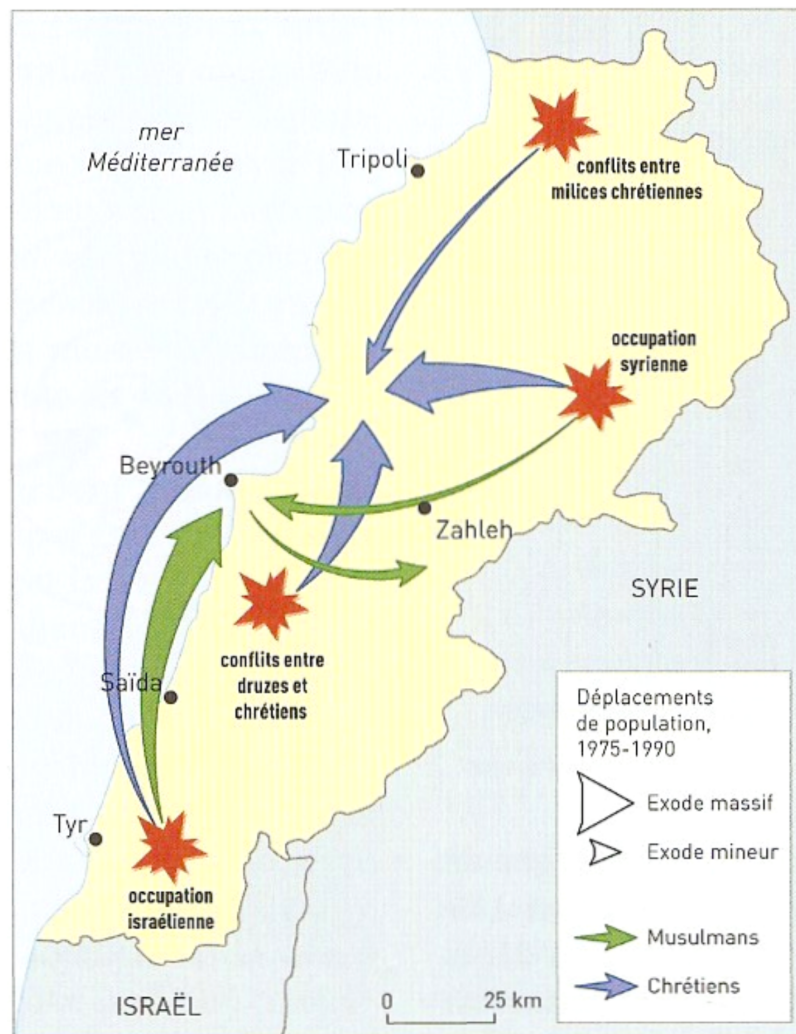
**Annexe n° 8** : carte de l'invasion israélienne au Liban en 1982.

Tiré de BALANCHE, Fabrice, *Atlas du Proche-Orient arabe*, op. cit., p. 124.



**Annexe n° 9** : carte des déplacements internes durant la guerre civile libanaise.  
Tiré de BALANCHE, Fabrice, *Atlas du Proche-Orient arabe*, op. cit., p. 44.

### LES DÉPLACEMENTS DE POPULATION DURANT LA GUERRE CIVILE (1975-1990)



Source : Boutros Labaki.